

Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne

Les racines de la modernité

Sous la direction
de Gracia Dorel-Ferré



La cuverie Pommery (archives Vranken-Pommery)





ATLAS *Patrimoine Industriel*
de Champagne-Ardenne

Les racines de la modernité

Le Patrimoine industriel de Champagne-Ardenne

Les racines de la modernité

dédié à

Louis Bergeron,

dont le séminaire à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, à Paris, a tant fait pour la défense et l'illustration du patrimoine industriel,

a été réalisé sous la direction de

Gracia Dorel-Ferré

À partir des contributions des auteurs dont les noms suivent par ordre alphabétique :

Anikinow, Marie-José
Bastin-Landureau, Francine
Baudoin, Catherine
Beaucousin, Jean-Pierre
Bigorgne, Didier
Coistia, Michel
Colinet, René
Dandrimont, Jean-Paul
Delavaux, Pascal
Delorme, Philippe
Demessemaccker, Martine
Dorel-Ferré, Gracia

Druet, Sylvain
Duquénois, Jean-Marie
Fiérobe, Nicole
Génaux, Philippe
Guyenet, Jean-Noël
Hauty, Jean-Paul
Henry, Delphine
Hervé, Loïc
Heurtefeu Liliane
Humbert, Jean-Louis
Husson, Hubert
Iglesias, Antonio

Jonet, Bruno
Lafarge Frédéric
Lagille-Dutard, Ariane
Lambart, Christian
Lassaux, Bruno
Lebrun, Daniel
Lebrun, Didier
Leroy, Francis
Marby, Jean-Pierre
Maréchal, Jean-Pierre
McKee, Denis
Michelot, Francis,

Moline, Rachel
Muller, Elisabeth
Néouze, Dominique
Nolleau, Gilbert
Nolleau, Marie-Thérèse
Ottavio, Sandra d'
Picot, Françoise
Pinchedez, Jean-Michel
de Polignac, Prince Alain
Renard, Alain
Rigaud, Olivier
Roche, Philippe

Saint-Bastien, Jean-François
Salach, Marc
Thiry, Emmanuel
Totot, Jean-Marie
Toupance, Pierre-Dominique
Tourtebatte, Philippe
Valli, Nicolas
Verbeke, Rodolphe
Vergé, Bertrand
Vidonne, Florence
Voluer, Philippe
Werny, Christel

Et avec l'aide efficace des institutions et organismes suivants :

ADAGP

Archives départementales de l'Aube
Archives départementales de la Haute-Marne
Archives départementales de la Marne
Archives départementales des Ardennes
Archives municipales d'Épernay
Association pour l'histoire des chemins de fer de France
Association renaissance de l'abbaye de Clairvaux
Bibliothèque de la base aérienne 112
Bibliothèque de Sézanne
Bibliothèque nationale de France
Champagne Deutz
Champagne Pommery-Vranken
CIVC

CNAM/CNUM

Comité départemental du tourisme des Ardennes
CPIE Soulaines
Direction régionale des affaires culturelles
Forges Saint-Bernard
Fleuristerie d'Orges
Les Amis du vieux Mouzon
Réseau des bibliothèques de Reims
Musée d'art et d'histoire de Langres
Musée de Chaumont
Musée de l'Ardenne
Musée de la BA 112 et de l'Aéronautique locale
Musée de la coutellerie de Nogent
Musée de Vendresse

Musée du Cidre du pays d'Othe, Eaux-Puiseaux

Musée du feutre de Mouzon
Musées d'art et d'histoire de Troyes
Office de tourisme de Vitry-le-François
Office du tourisme de Bayel
ORCCA
Parc de la Montagne de Reims
Société des amis du vieux Reims/Musée le Vergeur
Ville d'Épernay
Ville de Culmont-Chalindrey
Ville de Nogent-sur-Seine
Ville de Romilly
Ville de Saint-Dizier
Ville de Troyes

Nous remercions, pour leur précieuse collaboration, tous ceux qui ont souhaité garder l'anonymat ;
pour leurs critiques avisées, Louis Bergeron, Gérard Dorel, Véronique Fruit et Dominique Néouze ;
pour la relecture tout particulièrement Élodie Longère ainsi qu'Isabel Frances, Maryline Morais et Frédérique Petit ;
enfin, pour sa recherche documentaire, Arnaud Sauer.

La coordination a été assurée et la documentation rassemblée par :

Liliane Heurtefeu et Delphine Henry

La maquette, la réalisation graphique et la cartographie sont dues à

Robert Havez

L'Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne est un ouvrage scientifique de haut niveau. Il éclaire l'enjeu de mémoire que représente l'histoire industrielle de la région. Il doit aussi nourrir la réflexion de ceux qui s'attachent à préparer l'avenir.

On y mesure l'ampleur du défi historique qu'affronte notre territoire. Depuis trente ans, la désindustrialisation massive que subit la Champagne-Ardenne constitue une rupture brutale avec une évolution pluriséculaire. En l'espace d'une génération, ce sont non seulement les sites industriels de la région, mais aussi l'ensemble de l'organisation sociale et du système de représentations qui s'attachaient à ce qu'il est convenu d'appeler « la civilisation industrielle » qui ont été affectés. Pourtant la lecture de ces pages confirme que les atouts dont dispose la Champagne-Ardenne pour relever ces défis sont durablement inscrits dans notre patrimoine régional.

La culture industrielle et entrepreneuriale en Champagne-Ardenne a des racines qui remontent à loin. Nous découvrons dans cet atlas la « geste des grands capitaines d'industrie » et des entrepreneurs doués d'une capacité d'innovation et de créativité, qui ne s'est jamais démentie au fil des générations. Nous mesurons aussi combien le développement industriel de notre région s'est adossé sur le potentiel et la diversité de nos ressources naturelles. L'eau, le bois, le positionnement géographique au centre des réseaux de communication, alliés à une main-d'œuvre industrielle, ont permis de faire de notre région, durant plus de trois siècles, un des hauts lieux du développement européen. Les mêmes talents et les mêmes ressources, qui hier ont fait de la Champagne-Ardenne une terre d'innovation, doivent aujourd'hui être mobilisés pour tracer un nouvel avenir.

Le modèle de développement fondé sur l'énergie fossile et le machinisme s'essouffle. Il faut préparer des modèles de substitution. Demain, ce sont les ressources naturelles renouvelables, les grandes cultures, la forêt, les énergies naturelles, qui contribueront à nos besoins quotidiens. Ces ressources abondent en Champagne-Ardenne. Désormais, les industriels, les chercheurs, les centres universitaires de la région s'associent, à travers la démarche du « pôle de compétitivité », pour valoriser ce patrimoine naturel et réaliser « la raffinerie végétale » dont une économie respectueuse d'amélioration de l'environnement a besoin. C'est en fait une nouvelle page de l'histoire industrielle régionale qui s'ouvre.

Je suis convaincu que le patrimoine industriel de la région est un élément important de notre développement touristique et de notre attractivité. Déjà le Conseil Régional a contribué à sa valorisation en accompagnant de nombreuses opérations de réhabilitation réussie. Il y a certainement encore beaucoup d'efforts à accomplir pour systématiser ces démarches et rendre ce patrimoine plus visible et plus accessible au grand public.

Je remercie l'Inspection pédagogique régionale d'Histoire-Géographie et plus particulièrement Madame Gracia Dorel-Ferré et tous les auteurs d'avoir entrepris la réalisation de cet ouvrage qui constitue l'aboutissement de plus de quinze ans de travaux. Il contribue fortement à la réflexion sur le passé... et donc sur l'avenir de notre région.

Jean-Paul Bachy
Président de la Région Champagne-Ardenne

Les contenus scientifiques présentés par cet Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne sont le résultat d'une quinzaine d'années de travaux menés par l'Inspection pédagogique régionale d'Histoire-Géographie, dans le contexte des actions de formation de la MAFPEN puis de l'IUFM, suivant les axes que mes prédécesseurs et moi-même avons déterminés. La procédure est assez originale pour être rappelée ici.

Démarrées en 1990, trois équipes académiques volontaires se sont donné pour tâche de démontrer l'utilité pédagogique des sujets d'étude portant sur le patrimoine industriel. L'usine voisine, la cité ouvrière, la maison patronale devenaient ainsi des moyens simples et concrets pour entrer dans l'histoire des siècles industriels. Une université d'été, qui s'est tenue au lycée de Bazeilles en 1995 a fait une première synthèse de ces travaux. Il s'est avéré que la validité pédagogique était manifeste et les parties prenantes à cette expérience avaient mis en évidence la richesse renouvelée des contenus. En effet, les exemples locaux permettaient de réviser les idées communément admises et apportaient *addenda* et *corrigenda* au concept de révolution industrielle.

Par la suite, à la demande du Recteur, une association a été créée, qui devait diffuser les premières conclusions et promouvoir des recherches à travers des manifestations telles que colloques et publications. C'est ainsi que naquit l'APIC, Association pour le patrimoine industriel de Champagne-Ardenne. Depuis 1997, date de sa fondation, six colloques internationaux ont été tenus dans divers lieux de la région, dont quatre publications rendent compte. Parallèlement, des stages de formation ont diffusé les méthodes et les contenus dans toute l'Académie. Enfin, entre 2001 et 2003, un groupe de formation par la recherche a réuni une équipe inter-catégorielle qui, poussant encore plus avant la démonstration, se donnait pour objet de démontrer que le patrimoine industriel est un élément constitutif de la conscience européenne.

C'est dans ce contexte que Madame Gracia Dorel-Ferré avait demandé le financement d'un atlas du patrimoine industriel à réaliser par les services du Centre régional de documentation pédagogique de Champagne-Ardenne. Pour nourrir cette oeuvre, elle comptait sur la collaboration des professeurs qui travaillaient depuis longtemps avec elle. Ce projet fut rapidement accepté avec une forte participation de la Région, et l'appui inconditionnel du Rectorat. L'enthousiasme des contributeurs a été constant, de sorte que le projet a été mené à bonne fin.

Une soixantaine d'auteurs, dont certains déjà travaillaient avec les grandes structures culturelles régionales : archives départementales et municipales, bibliothèques et musées, y ont participé. Au bout du compte, cet ouvrage est bien celui de l'ensemble des structures enseignantes et culturelles régionales.

Félicitons les auteurs, mais aussi toute l'équipe de ceux qui ont donné un beau visage à ce livre, en particulier le graphiste Robert Havez. Une preuve supplémentaire de ce que sait faire notre grande institution publique, pour le service du plus grand nombre. L'Académie de Reims en est fière.

Ali Bencheneb
Recteur de l'Académie de Reims

Le patrimoine industriel, un outil pour comprendre le passé et agir au présent

Le patrimoine industriel est bien plus qu'un regard, qu'une expression nouvelle. C'est une discipline à part entière, à la croisée de l'archéologie du bâti, de l'histoire des techniques, de l'analyse économique, sociale et culturelle et de la géohistoire. Au-delà du cloisonnement habituel des connaissances, la pratique du patrimoine industriel nous conduit à questionner et à reconsidérer les concepts communément admis d'industrialisation, d'innovation et de modernisation appliqués à notre environnement.



La halle de la gare de Troyes (cliché A. Sauer)

I. Genèse d'une nouvelle discipline

Depuis une trentaine d'années, le patrimoine industriel devenu, en France et ailleurs, discipline à part entière, s'étudie, se visite et s'expose. Des publications accompagnent le mouvement, mais leur variété n'est pas toujours synonyme de transparence : le patrimoine industriel demande encore à être conforté dans ses définitions et son champ disciplinaire, à la fois comme outil d'analyse et sujet de recherche¹.

Le patrimoine industriel est un champ de la connaissance historique qui associe l'étude du bâti, le milieu géographique et humain, les processus techniques de la production, les conditions de travail, les savoir-faire, les rapports sociaux, les modes de vie, les expressions culturelles. En bref, on peut dire avec Denis Woronoff que le patrimoine industriel étudie « l'ensemble des traces matérielles et immatérielles laissées par la société fabricante » depuis que celle-ci existe².

Mais l'originalité du patrimoine industriel est d'être aussi une discipline axée sur le présent. À côté des indispensables études de paysage dont il faut décrypter les sédimentations historiques pour comprendre la fonctionnalité et la logique des lieux, mettre en évidence les systèmes et les emboîtements d'échelles, il nous fait prendre conscience, d'une façon très concrète, de la physionomie et du fonctionnement d'une unité de travail dans sa dimension technique et sociale, avant les grandes désindustrialisations du troisième tiers du XX^e siècle.

Aujourd'hui, ce patrimoine, largement entamé, partiellement en ruines et quelquefois abandonné pose aussi le problème de sa conservation, de sa mise en valeur et de sa réutilisation. Toute intervention est alors ressentie comme une mise en cause ou comme une blessure et il n'est plus rare, aujourd'hui, de voir les habitants d'un quartier ou d'une localité se mobiliser et prendre position sur le devenir de vestiges qui leur rappellent leur passé. Alors s'affrontent, et ce n'est pas la moindre des difficultés à gérer, les comportements mémoriels et les intérêts immobiliers, les tenants d'une histoire préservée et ceux d'une histoire reconstruite. Les citoyens n'acceptent plus les destructions sans motif et veulent avoir leur mot à dire sur ce que sera leur environnement de demain. Peut-on envisager une culture du citoyen sans cette dimension ? Enfin, la mémoire ne se réduit pas à une célébration. La pratique du patrimoine industriel nous donne aussi un inventaire des solutions d'aménagement qu'ont eu à choisir nos ancêtres, que ce soit pour l'équipement en eau d'une ville, l'installation d'une zone d'activités, la gestion d'un environnement, naturel ou urbain. Les décideurs d'aujourd'hui auraient bien intérêt à se pencher d'abord sur ce corpus d'expériences avant de commander une nouvelle enquête de faisabilité sur tel site ou tel espace à aménager.

S'intéresser au patrimoine industriel n'est donc pas un simple exercice de savant, penché sur des sources d'une nature particulière. C'est plonger dans une histoire qui n'est pas neutre, tout en proposant des choix pour le futur. Ces choix eux-mêmes soulèvent des questions. Car vouloir pérenniser ou encore réhabiliter des vestiges d'une activité disparue, n'est-ce pas, d'une certaine façon, vouloir abolir le passé ? Et ne risque-t-on pas alors de trahir le sens même de l'objet que l'on veut défendre, dans son originalité et son évolution ? La sauvegarde du patrimoine industriel se situe, elle aussi, comme tant de choses quotidiennes, entre le souhaitable et le possible.

1. Naissance de l'archéologie industrielle

On parle souvent des Anglais comme des premiers à s'être intéressés au patrimoine industriel. Il semblerait que ce soient les Suédois qui, dès les années 1930, en protégeant les sites de l'industrie métallurgique traditionnelle comme ceux de Bergslagen, en ont établi la pratique, sinon le concept, avant tout le monde. En revanche, il est exact qu'après les destructions de la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques se sont posé le problème de la reconstruction ou de la muséification de certains de leurs sites. Ils ont alors avancé le concept d'*archéologie industrielle*, qui a été discuté et enrichi au cours de nombreuses rencontres internationales, en particulier sous l'égide de TICCIH³, l'association internationale dont la fondation remonte à 1973-1978. On remarquera toutefois les difficultés sémantiques issues des limites comme des richesses des langues européennes qui ont nourri la réflexion théorique naissante : les Anglo-Saxons, et avec eux l'Europe du Nord, emploient à côté du terme d' *archaeology* celui d'*heritage*, que ne recouvrent pas exactement les termes ou les contenus français de patrimoine ou d'héritage. D'un autre côté, l'expression française de *friches industrielles* est difficilement traduite en espagnol. Il reste qu'à travers le concept d'archéologie industrielle, on met l'accent sur une démarche analogue à celle de l'archéologie classique, ce qui avait pour conséquence positive de légitimer du même coup un contenu nouveau, celui de la période de l'industrialisation, soit les trois derniers siècles de notre histoire universelle.

On doit à l'archéologie industrielle d'avoir mis en place une méthodologie précise, celle des descriptions, des inventaires et des reconstitutions fidèles, *in situ* ou sur des sites adaptés à la « muséalisation ». C'est dire que les premiers à apporter leur pierre à l'édifice furent les architectes et les historiens de l'art, ainsi que les conservateurs de musées. En Angleterre, des réalisations comme celle du *musée de plein air* d'Ironbridge⁴, restent un modèle. En même temps, en France, une autre voie était suivie, qui développait d'autres préoccupations : venue de l'anthropologie et de la sociologie, la création des *écomusées*⁵ tentait de mettre en évidence non seulement des logiques de production mais aussi les tissus de relations qui s'établissent dans un espace vécu. En fait, de tous les écomusées, Fourmies⁶, dans le Nord-Pas-de-Calais, est celui qui s'est développé avec le plus de succès⁷. Cependant, on pouvait reprocher à Ironbridge d'évoquer un XIX^e siècle nostalgique ; Fourmies semblait avoir des difficultés à choisir entre le récit historique et la reconstitution sociologique. Il manquait en outre une autre dimension, celle du présent, sans laquelle ce passé n'avait pas de sens. Un présent dramatique : celui de la fin des industries qui avaient pourtant connu plus d'un siècle et demi de croissance continue.

En effet, à partir des années 1970, l'Europe occidentale vivait, pays après pays, l'ère des désindustrialisations, période difficile, voire catastrophique, qui a vu la disparition de l'activité industrielle de régions entières, notamment celles qui avaient été longtemps le symbole même de la modernité : les régions minières et métallurgiques⁸. Frappées dans ce qui était le plus clair de leurs ressources, sans guère de solution de rechange, des populations se sont trouvées appauvries, abandonnées. Cette période noire a duré une vingtaine d'années, voire plus, le temps d'une génération !⁹

On sait que les solutions ont été diverses. D'abord, on a beaucoup détruit, sous prétexte qu'il fallait effacer le spectacle de l'échec et des ruines. Mais il était parfois plus coûteux

de détruire que de conserver, et l'on a cherché des formes de réutilisations possibles. C'est ainsi que l'on a rasé les Halles de Paris mais que la gare d'Orsay a échappé à la destruction, à quelques années d'intervalle seulement. On pourrait multiplier les exemples.

2. De l'archéologie au patrimoine

Constructions, destructions, voilà donc les deux faces de la monnaie qui produisent la matière de l'archéologie industrielle. Mais celle-ci ne peut se réduire à une étude de vestiges architecturaux. Comme on l'a vu dans ce qui précède, les questions d'étude, de mise en valeur et de réutilisation ont été posées simultanément, mais réglées diversement. Le terme de patrimoine s'est vite imposé, non comme un effet de vocabulaire, mais comme une nécessité conceptuelle, qu'il nous faut rappeler ici.

Distinguons d'abord le patrimoine de l'héritage. Le patrimoine comprend l'ensemble des biens dont on hérite et qui constitue la richesse de la génération suivante. Cependant, n'est patrimoine que ce qui a de la valeur à nos yeux. Lorsque Nestlé-France hérite de la friche industrielle de Noisiel dans les années 1980, il n'est pas sûr que la société englobe le site dans sa définition du patrimoine. C'est alors un poids plutôt qu'une opportunité. La situation change radicalement, lorsque le PDG de Nestlé-France décide d'en faire le siège des sociétés qui font partie du groupe. Bien qu'exceptionnelle, cette trajectoire illustre la responsabilité individuelle ou collective dans la valorisation et la transmission du patrimoine. Pour cela, encore faut-il être conscient de la richesse que ce patrimoine représente : la plupart du temps, il ne s'agit de rien de rentable, encore moins de monnayable, si l'on excepte le sol ou quelquefois les murs. On retrouve alors les questions, souvent irrésolues, issues de l'inventaire du patrimoine industriel : que sauvegarder et réhabiliter ? quelle nouvelle affectation donner aux sites, pour les rendre utilisables et rentables ? Là-dessus, le consensus est loin d'être obtenu.

Ce patrimoine, qu'il soit domestique, public ou privé, ne se comprend qu'à la lumière d'un ensemble documentaire varié : textes notariés, correspondance, dessins d'ingénieurs, photographies ou plans de machines, produits de l'entreprise, etc. Il est indissociable de son environnement : édifices d'habitation ou de services collectifs, constructions annexes nécessaires au processus industriel, etc. C'est dire qu'il comprend les constructions, mais aussi tout ce qu'elles renferment et ce qui les entoure. On retrouve ici la vision globale et multi-relationnelle des écomusées.

On retrouve aussi les accents de l'Histoire totale de Marc Bloch et de Fernand Braudel. Ce faisant, les chercheurs français ont valorisé les sources autres que matérielles : à côté des archives écrites ou iconographiques, ils ont mis l'accent sur le témoignage oral, sans lequel les traces matérielles ne livrent pas tous leurs mystères. L'archéologie industrielle, qui était surtout pratiquée par les architectes et les historiens de l'art, est devenue davantage pluridisciplinaire, avec la présence des historiens des économies et des sociétés, des géographes, des sociologues, des urbanistes. Les débats ont duré longtemps, d'autant que pendant plus de 20 ans, l'affaire a été presque uniquement le domaine des spécialistes. On peut dire aujourd'hui que l'archéologie industrielle est une des méthodes d'approche du patrimoine industriel, dénomination qui recouvre la totalité spatiale et temporelle de « l'humanité fabricante ».

3. Des monuments qui ne sont pas classiques

La réflexion sur le patrimoine industriel a également abouti à remettre en cause nos critères de classification et de sélection d'une œuvre, tout en modifiant radicalement notre conception du monument et du musée. L'un et l'autre sont profondément marqués par le statut qui leur a été attribué à l'époque de la Renaissance, quand l'art a été défini comme la production d'un artiste reconnu par ses contemporains dont le jugement est validé et transmis par l'Histoire¹⁰. De même, la production des artistes est cataloguée suivant des genres hiérarchisés, dominés par l'architecture vue comme le plus important des arts, celui qui commande tous les autres : sculpture, peinture, décoration, etc. Pendant des siècles, on a conservé ces critères de classement, desquels nous avons bien du mal à nous dégager aujourd'hui. Les fouilles d'Herculanum puis de Pompéi à partir du XVIII^e siècle, la redécouverte du Moyen-Âge, au XIX^e siècle, n'ont pas fondamentalement changé les choses. Comme ces critères ne pouvaient s'appliquer au patrimoine industriel, on a considéré pendant longtemps que l'architecture industrielle et les produits de l'industrie n'avaient rien à voir avec l'art.

Plus encore, ce qui distingue le patrimoine industriel des autres patrimoines dits *classiques* est le fait qu'il est rarement le produit d'une personne exceptionnelle, un artiste qui a reçu une commande de la part d'un membre de l'élite pour un but somptuaire le plus souvent et un usage limité à sa classe sociale. La relation du patrimoine industriel aux élites est d'une autre nature. Il est le résultat de la capitalisation des inventions et des innovations, non d'un petit groupe mais d'une collectivité toute entière. Contrairement aux monuments classiques, il n'est qu'occasionnellement un patrimoine de loisir, car il est avant tout le témoignage d'une société laborieuse, avec les lieux de travail, les lieux d'habitat, les lieux culturels et religieux. Qu'il s'agisse de sites, de machines, de produits, on ne peut attribuer le patrimoine industriel à une seule personne, mais à un groupe, dans le meilleur des cas. Le patrimoine industriel ne se réduit pas à un mode d'expression. C'est à une totalité que l'on a affaire. Or, autre obstacle, jusqu'à une époque récente, les représentations du monde du travail avaient été peu valorisées au regard des autres, qu'elles soient religieuses, historiques ou de genre¹¹. Cela explique en grande partie pourquoi la société a mis tant de temps, et a fait tant de difficultés avant de reconnaître au patrimoine industriel une valeur comparable à la valeur artistique.

Ce n'est que depuis peu que l'on accorde le statut de monument (du latin *moneo, es, ere*, qui signale, qui marque) à des réalisations marquantes du patrimoine industriel. On a fini par accepter que les grandes constructions prestigieuses de l'époque de l'industrie pouvaient avoir autant d'intérêt que les châteaux et les cathédrales, et c'est un grand pas en avant. En France, on a reconnu toute leur valeur esthétique à des sites comme la chocolaterie Menier, où l'architecte Saulnier utilisa le premier, en 1860, des armatures métalliques apparentes pour construire le moulin qui porte son nom. Très différente, plus tardive aussi d'une vingtaine d'années, l'usine de Motte-Bossut, à Roubaix a été réhabilitée pour servir de Centre des archives du Monde du travail¹². À Paris, la gare d'Orsay est devenue le musée du XIX^e siècle malgré la polémique qui a suivi son aménagement par l'architecte italienne Gae Aulenti¹³. Dans la Belgique wallonne voisine, on peut admirer une des plus belles réalisations de la réhabilitation et de la réutilisation du patrimoine industriel avec

le Grand Hornu¹⁴. On peut dire qu'aujourd'hui un certain consensus s'est formé autour du grand monument issu du patrimoine industriel.

Dans leur ouvrage sur les cinquante plus beaux sites du patrimoine industriel en France, Paul Smith et Jean-François Belhoste ont sélectionné trois lieux emblématiques pour la Champagne-Ardenne : le Dijonval de Sedan, les Grands Moulins de Nogent et la Maison de champagne de Castellane à Épernay¹⁵. D'autres choix eussent été légitimes : ainsi, La Macérienne de Charleville-Mézières mériterait d'être classée et restaurée, étant donné l'ambition du projet et la dimension historique du site ; le domaine Pommery à Reims est un exemple parfait du maintien des choix patrimoniaux d'une grande maison qui avait fait de son bâti une affiche publicitaire ; à l'inverse, la petite forge devenue fleuristerie au début du XX^e siècle, la Fleuristerie d'Orges, en Haute-Marne, devrait être considérée comme un rare exemple de conservation en l'état d'une structure unique et la survivance d'une activité relique, bien que de luxe¹⁶. Ainsi, la détermination, après inventaire, des monuments emblématiques aboutit à constituer un patrimoine dont on avait perdu le sens et la richesse.

II. Problématiques et concepts appliqués à un territoire : la Champagne-Ardenne

Le patrimoine industriel se réduit-il à une suite de monuments ? Pouvait-on aller plus loin ? Les Éditions du Patrimoine nous ont appris depuis longtemps quelles richesses renferment les monographies de sites et les études de micro-régions consacrées à une industrie donnée¹⁷. Des études thématiques ont pu être engagées dans un cadre plus vaste, comme ce fut le cas pour les chemins de la soie.

Il restait à appliquer ces différentes démarches d'analyse de la façon la plus complète possible sur une échelle régionale afin de vérifier la validité de nos définitions, et surtout, de nos problématiques et de nos concepts.

Chemin faisant, nous avons pu consolider les notions géohistoriques de temps et d'espace qui structurent toute la réflexion sur le patrimoine industriel, et plus encore, nous avons ouvert des perspectives pour des recherches futures.

1. Le temps des usines

Le patrimoine industriel concerne-t-il seulement les trois derniers siècles qui ont vu l'émergence et la diffusion de l'industrialisation, d'abord en Europe puis dans le monde entier ? La plupart des historiens s'accordent aujourd'hui pour dire que le terme de « révolution » est excessif et réducteur en ce qu'il ne rend pas compte des rythmes et des modalités de l'industrialisation vécue différemment suivant les pays, les régions industrielles, voire les micro-régions¹⁸.

Cependant, il faut s'entendre sur la signification du terme industrialisation. Si celle-ci comprend le fait de produire en quantité pour un marché non local, dans des structures rassemblant un grand nombre d'intervenants sur des tâches spécifiques, depuis le donneur d'ordres jusqu'à l'exécutant, les exemples abondent dans l'Histoire. Et si cette production, pour être plus abondante, emploie le recours à un moteur, l'eau, alors, on peut parler d'une première étape, pour modeste qu'elle soit, de l'industrialisation.

Dans les vallées de l'Aube et de ses affluents, les cisterciens avaient établi des forges dont ils commercialisaient le produit, à longue distance. Dans les ardoisières ardennaises, dès le XII^e siècle on détecte des formes d'exploitation mixte, entre structures monastiques et particuliers dont le but était l'exportation des produits vers l'aval de la Meuse. A partir des villes, on constate la formation de réseaux qui organisent l'activité, souvent textile, disséminée dans la campagne environnante. Bref, des *situations industrielles* peuvent être repérées dans le passé sans pour autant que la société toute entière en soit modifiée. Peut-on alors localiser dans le temps, avec assez de précision, ce passage ? Si on pose comme hypothèse que l'industrie existe quand la structure usinière existe, à savoir un lieu qui concentre les étapes du travail et qui rassemble les personnels chargés de les exécuter, les différents cas de figure que connaît la Champagne-Ardenne nous aident à préciser ce moment.

Jusqu'au XVII^e siècle, les lieux de production, à part quelques manufactures bien identifiées, sont peu différenciés¹⁹: le travail à domicile ou dans ses annexes, d'une part, et les activités menées dans des hangars que l'on peut éventuellement utiliser à d'autres fins, d'autre part, semblent être la règle. À cela, deux exceptions notables : les manufactures textiles dont sont issus les châteaux-usines de Sedan et les installations métallurgiques.

La deuxième moitié du XVIII^e siècle voit toute une série de transformations : sur les plans d'archives de cette époque, on observe les forges domaniales se développer à côté des maisons de maître, que borde encore un jardin à la française. Près de la forge, le logis des quelques ouvriers spécialistes, chargés du fonctionnement et de la maintenance : on ne loge pas encore la main-d'œuvre, qui se déplace pour venir travailler. À cette même date, les directeurs d'usine imposent tant bien que mal le règlement, et face à ces nouvelles contraintes, les ouvriers s'organisent sur des bases nouvelles et réclament de meilleurs salaires, thème récurrent du mouvement syndical.²⁰

Le plus souvent, ce sont de modestes moulins dont on exploite la force pour de nouvelles activités. Mais leur taille s'avère insuffisante, et pendant le premier tiers du XIX^e siècle se découvre une architecture spécifique voisinant avec les « boutiques » de la vallée de la Meuse ou les « maisons de bonnetiers » auboises, qui travaillent en symbiose avec de plus gros qu'eux. Ces usines tranchent dans le paysage car elles sont construites suivant des normes nouvelles : architecture métallique, verre et brique systématiquement agencés. Puis, sans beaucoup modifier les moyens de construction, ni les conceptions architecturales d'ensemble, ces usines connaissent une forte croissance spatiale dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Leur évolution physiologique accompagne des pans entiers de l'industrie champardennaise, dans les secteurs bien connus de la métallurgie et du textile mais aussi dans des produits de consommation plus subtils comme la gobeletterie ou les produits liés à la vinification et à la commercialisation du champagne. C'est ainsi que plusieurs des lieux les plus emblématiques de l'industrie champardennaise datent de toutes premières années du XX^e siècle : la Macérienne, les Grands Moulins de Nogent, pour ne citer qu'eux. Ce serait pourtant une erreur que de réduire ces édifices à leur seule valeur architecturale : ils témoignent de choix techniques d'avant-garde, à travers des équipements en machines et en outillage les plus modernes. Cela ne va pas sans recomposer la structure du travail, d'où les tensions sociales, les revendications salariales qui n'ont pas trouvé de solution à la veille de 1914. De tout cela, le patrimoine industriel rend compte, car les logiques internes des ateliers sont modifiées ainsi que les parcours, les zones de surveillance, les accès, les

équipements, toutes transformations dont l'espace se trouve affecté.

Partiellement détruite pendant la Première Guerre mondiale, cette industrie est reconstruite, parfois à l'identique, comme pour le domaine Pommery, mais parfois aussi, les lignes les plus modernes sont adoptées pour édifier les usines dans le goût du temps, avec d'autres matériaux, comme le béton, et un affichage publicitaire à l'avenant²¹. Les usines Sommer seraient à classer dans cette catégorie, de même que les installations de Cellatex à Givet, ou encore l'Optique de Sézanne. Les années 1930 voient les derniers éclats d'une architecture industrielle qui ne se renouvellera pas fondamentalement par la suite. Qui plus est, ces grandes usines du premier XX^e siècle intègrent dans leur cheminement interne les logiques nouvelles issues des États-Unis : la rationalisation taylorienne. Aussi les volumes de ces architectures sont-ils bien différents des usines du XIX^e siècle. Depuis les grandes désindustrialisations du dernier tiers du XX^e siècle, l'usine se noie dans une architecture uniforme de « boîte à chaussures ». Elle ne marque plus la réussite d'une famille, d'une firme, d'un produit, mais devient discrète, mobile, voire jetable, en tout cas démontable. Sauf pour de rares cas, on chercherait en vain une architecture industrielle appliquée aux usines, aujourd'hui.

2. Les transformations du paysage

Situé dans le temps, le patrimoine industriel s'inscrit aussi dans un lieu déterminé. L'usine et son environnement immédiat (annexes, bureaux, stockages) dépendent d'abord de son implantation, laquelle peut être fonction des ressources énergétiques (l'eau, le bois) des voies de communication, ou tout simplement du bassin de main-d'œuvre. Cette dépendance est à l'origine de contraintes fortes : étagement des bâtiments sur une pente de vallée, ou au contraire développement sur une large berge : la topographie est partie prenante. Avec son extension, l'usine peut connaître, du fait de son site, un véritable étranglement logistique, d'où les remblais et colmatages qui modifient la topographie initiale : des îlots peuvent ainsi disparaître, comme à Marnaval... Bref, l'industrie modèle son espace et en tire parti, autant que possible.

Car l'espace de l'usine est aussi un espace logique : ce qui apparaît à l'œil non exercé comme un enchevêtrement est en fait une superposition de décisions opératoires, liées à l'accès de l'énergie et des matières premières et à l'évacuation des produits et des déchets. En Champagne-Ardenne, la proximité de la ressource hydraulique a été déterminante. C'est dire l'importance des vallées, dont l'aménagement est souvent ancien, datant du XVI^e siècle ou même parfois des XII^e-XIII^e siècles.

Le long des cours d'eau, les barrages associés à leur réservoir annoncent non seulement la présence d'un moulin mais aussi celle d'une activité industrielle : vallées métallurgiques où s'agglutinent les installations de traitement du minerai, non loin de la fonderie ou de la taillanderie dont les soufflets sont actionnés par l'eau ; vallées papetières, si la qualité des eaux de la rivière le permet, où l'eau est à la fois source d'énergie et composante du processus industriel ; vallées textiles, où se concentrent surtout les activités de finissage comme la foulonnerie et la teinturerie. Mais, avant l'industrialisation, cette spécialisation reste toute relative : la vallée travaille avec l'interfluve, parce qu'elle lui est intimement solidaire. La forge a besoin de minerai et de bois, le moulin papetier recueille les chiffons

qui lui sont nécessaires pour élaborer la pâte à papier, le foulon travaille le tissu fabriqué dans les villages, à vingt kilomètres à la ronde. Il y a une réelle solidarité entre la vallée et son environnement immédiat. À ces espaces de la métallurgie et du textile, il faudrait ajouter, compte tenu des ressources locales, les zones ardoisières, liées aux vallées pour l'expédition, et plus ponctuellement, les manufactures, toujours proches des rivières, tant à cause du processus de fabrication que pour l'évacuation des produits.

À partir du XIX^e siècle, une constante recherche permet d'optimiser le rendement énergétique, car les roues hydrauliques, utilisées encore au XIX^e siècle, sont toujours des roues à aubes, en bois, peu différentes des roues médiévales, avec des déperditions d'énergie importantes. La turbine, récemment mise au point, est sans cesse perfectionnée. Les progrès de l'hydroélectricité lui donneront une portée nouvelle²².

L'eau n'est cependant pas le seul acteur de l'industrialisation. Depuis le début du XVIII^e siècle, un autre partenaire faisait parler de lui : le « charbon de terre ». Bien sûr, le charbon était connu et utilisé comme moyen de chauffage, au moins depuis la période médiévale. Mais le travail de la mine était confronté au problème de l'évacuation de l'eau qui ennoyait immédiatement les galeries excavées. L'application de la machine à vapeur à ce problème précis permet l'exploitation des mines sur une grande profondeur. Au regard de l'usage millénaire de l'eau, celui de la vapeur fut de courte durée : à peine 300 ans. Mais que de bouleversements il aura apportés ! Les échelles de la production sont désormais décuplées. La Champagne-Ardenne ne possède pas de ressources charbonnières, mais placée entre le Nord et la Lorraine, elle était reliée à ces nouvelles sources d'énergie par un maillage serré de routes, de chemins de fer et de canaux qui lui ont permis de s'adapter très vite. Le saut quantitatif a été indéniable.

L'usine est alors facilement reconnaissable : près de l'entrée, pour faciliter le déchargement et le stockage, on trouve les chaudières de la machine à vapeur, gainées de briques réfractaires, et la réserve de charbon. Immédiatement associée, la machine elle-même, qui transmet le mouvement à un immense volant auquel se raccorde la forêt des courroies et des poulies qui actionnent les machines. Dès sa mise au point, et selon les types de moteur, la machine à vapeur connaît les applications les plus variées. Elle multiplie les possibilités de la production métallurgique, du textile et de l'agro-alimentaire (les grands moulins par exemple, ou les brasseries), modifie les conditions de l'agriculture avec l'emploi de la locomobile. Les distances sont abolies sur terre comme sur mer avec les transatlantiques et les transcontinentaux. L'information quotidienne est mise à portée de tous grâce aux rotatives à vapeur.

3. Vivre l'industrie

Cependant la ville connaissait un fort accroissement démographique. Presque partout, le mitage des vieux centres est la règle, et le manque de logements, criant tout au long du XIX^e siècle, époque au cours de laquelle les « utopistes proposent beaucoup et construisent peu et les industriels proposent peu et construisent beaucoup²³ », en particulier à travers une des créations les plus originales du monde industriel : le village ouvrier.²⁴

Sans doute la manufacture rurale et les traditions de la grande ferme isolée habituée à loger un personnel nombreux ont-elles pu inspirer les premiers constructeurs de villages industriels ; il n'en reste pas moins vrai que leur développement est dû, avant tout, aux né-

cessités de l'industrie à laquelle ils sont liés, aux conditions d'accueil de la main-d'œuvre, au besoin de la stabiliser, de s'en assurer le concours docile. Tous les cas de figure existent en Champagne-Ardenne, depuis la structure rudimentaire qui accueille les célibataires jusqu'aux maisons en rang, aux corons et à la cité-jardin. Mais, du pensionnat pour jeunes filles de Tauxelles à la colonie industrielle de Pont-Maugis, au béguinage industriel du Val des Bois et à la cité-jardin paradigmatique du Chemin Vert, il reste beaucoup à faire et à étudier pour comprendre ce qui se cache derrière l'expression commode mais bien peu opératoire de « paternalisme ». Là encore, le temps a laissé sa marque et il ne faudrait pas confondre ce qui se fait dans les années 1880, dans celles qui précèdent la Première Guerre mondiale et dans les années 1920. D'autres questions sont en débat : la culture patronale elle-même avec ses multiples facettes et son expression patrimoniale la plus évidente, celle de ses châteaux, dont il faudrait revaloriser l'image ; l'impact de l'Église, dont il faudrait montrer toutes les variantes, qui ne se réduisent pas, là non plus, à un simple qualificatif : les églises ont accueilli des expressions nouvelles, dues à l'industrialisation, qui sont dignes d'intérêt et parfois remarquables sur le plan esthétique. L'art des cimetières, enfin, devrait nous apprendre beaucoup sur les représentations que souhaitaient laisser d'eux-mêmes ces entrepreneurs parfois issus du peuple, fiers de leur trajectoire, et fiers de leur œuvre.

Pluralité des expériences, pluralité des expressions, diversité des temps et des modalités de l'industrialisation, ce sont quelques-unes des conclusions auxquelles nous porte cette découverte du patrimoine industriel de la Champagne-Ardenne. Mais d'autres préoccupations se dessinent : celles de l'avenir de ce patrimoine désormais identifié et connu. Comme on a tenté de le dire tout au long de cette étude, il s'agit non seulement de la mémoire des sites et des lieux mais aussi de la mémoire des savoirs et des savoir-faire. La question posée est bien celle de l'avenir de notre passé²⁵. Et à cette question, seuls les citoyens éclairés peuvent, et doivent, répondre...



Fleuristerie d'Orges

Notes d'introduction

¹ Les quelques titres disponibles en français montrent l'évolution récente vis-à-vis du patrimoine industriel.

(1980) DAUMAS M., *Archéologie industrielle en France*, Laffont. Il s'agit d'un tour de France complet, le plus complet à ce jour, mais, comme son titre l'indique, il s'agit surtout d'un inventaire du patrimoine bâti, avec quelques esquisses rapides de contextualisation.

(1985) PINARD J., *L'Archéologie industrielle*, PUF. En son temps, cet ouvrage a eu le mérite de souligner l'importance d'un domaine encore très peu connu et de situer la problématique sur le plan mondial. Le texte est très dépassé, mais le cahier de photos qui l'accompagne est d'un très grand intérêt, avec des exemples étrangers souvent impressionnants (Chine, Brésil). Il témoigne de l'intérêt précoce, mais sans lendemain, de la plupart des géographes pour le patrimoine industriel. Il faudra attendre la fin des années 1990 et les études d'aménagement des centre-villes pour que les géographes retrouvent, en passant, le patrimoine industriel. Entre-temps, un géographe comme Jean-Pierre Houssel avait attiré l'attention sur les régions d'industrie diffuse, et milité pour le patrimoine industriel de la région lyonnaise.

(1992) ANDRIEUX J.Y., *Le Patrimoine industriel*, QSJ ? n° 2657. Donne un tour d'horizon exhaustif à cette date.

(1992) BERGERON L., « L'âge industriel » in *Les Lieux de mémoire. Les France*, Gallimard. Réflexion fondamentale de celui qui a formé des générations de chercheurs en patrimoine, à travers le séminaire qu'il a animé de longues années à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Nous nous appuyons sur son enseignement.

(1996) BERGERON L. et DOREL-FERRÉ G., *Le Patrimoine industriel, un nouveau territoire*, Éditions Liris. Il s'agit d'une réflexion sur le champ disciplinaire lui-même. L'accent est mis sur les « visages du patrimoine industriel », les logiques qu'il sous-tend, et les choix qu'il convient de faire pour sa conservation et sa mise en valeur. Le texte est accompagné d'une mise à jour bibliographique et d'une promenade dans la France des sites industriels. Ouvrage épuisé, à consulter en ligne sur : www.patrimoineindustriel-apic.com

(2000) LE ROUX E., *Le Patrimoine industriel en France*, Éditions du Patrimoine-SCALA. Parcours sensible d'un journaliste connu.

(2002) CARTIER C., *Le Patrimoine industriel, un héritage*, SCÉRÉN. Donne l'éclairage institutionnel. Tous ces ouvrages contiennent d'importantes bibliographies. Pour les titres qui concernent la région, se reporter à la bibliographie en fin de volume.

² On se trouve alors dans la suite logique de son ouvrage, qui est une référence absolue :

WORONOFF D., *Histoire de l'industrie en France, du XVI^e siècle à nos jours*, Seuil, 1994.

³ *The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage*. Cette association, animée par des experts reconnus du monde entier, tient régulièrement des colloques et édite une revue, *Patrimoines de l'industrie/Industrial Heritage*. Voir sa page web: www.ticch.com TICCIH est consultant auprès d'ICOMOS pour la détermination des sites à présenter sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

⁴ Ironbridge s'est sans cesse renouvelé et reste l'une des références obligées de tout adepte du patrimoine industriel. On renvoie le lecteur à son site sur la toile : www.ironbridge.org.uk

⁵ Le concepteur des écomusées, Georges-Henri Rivière, directeur du musée de l'Homme, est à l'origine du musée des Arts et Traditions populaires. Il est le créateur d'une muséographie nouvelle, qui faisait d'une collectivité humaine inscrite dans un territoire le sujet même de l'exposition. Cette idée originale, qui a fructifié depuis, a d'abord été appliquée à l'étude de sociétés rurales ou artisanales, en laissant de côté les sociétés ouvrières qui n'étaient pourtant pas toutes urbaines. Un grand moment de cette réflexion s'est reflété dans une exposition en 1980 au Grand Palais, à Paris, dont le catalogue rend assez mal compte :

Hier pour demain ; arts, traditions et patrimoine, Réunion des musées nationaux, 1980.

⁶ Installé dans l'ancienne filature Prouvost-Masurel qui a fonctionné de 1874 à 1978, l'écomusée de Fourmies présente une chaîne complète de la fabrication de la laine brute jusqu'au produit fini. Tout un espace est également réservé à l'évocation de la vie sociale et à l'évolution des techniques. Enfin, une section désormais réduite évoque la fusillade du 1er mai 1891.

⁷ Bien sûr, il faudrait citer l'écomusée du Creusot, celui du Beauvaisis et celui du Roannais. Par ailleurs, l'écomusée d'Alsace consacre une partie de ses activités à l'évocation du travail industriel.

⁸ LEBOUTTE, R. *Vie et Mort des bassins industriels en Europe, 1750-2000*, L'Harmattan, 1997.

⁹ Comme pour exorciser cette période dramatique, une jeune génération a pris la plume et a décrit avec passion la destinée tragique de ces populations meurtries et culpabilisées. Voir entre autres, l'excellent : FILIPETTI, A. *Les Derniers Jours de la classe ouvrière*, Hachette, 2003.

¹⁰ GENET DELACROIX M.C., « Patrimoine, enseignement et société » in *Habiter l'industrie*, Cahier de l'APIC n°4, 2005, pages 159-173.

¹¹ Évidemment, tout est remis en question par les récents travaux de Denis Woronoff et de Nicolas Pierrot. Voir, en particulier : WORONOFF D., *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines 1890-1950*, Le Chêne, 2003.

¹² L'édifice a été restauré avec beaucoup de respect, en ce qui concerne l'extérieur qui présentait de grandes qualités architecturales, mais l'intérieur a été complètement réinterprété suivant la métaphore du bateau, pour abriter les archives mais aussi pour aménager une immense salle d'accueil assez peu réussie.

¹³ Édifiée au début du XX^e siècle, la gare d'Orsay a été utilisée pendant une trentaine d'années puis abandonnée. Son inauguration comme musée du XIX^e siècle en 1981 a été le point de départ de toute une révision des idées qui prévalaient sur cette période, en donnant toute sa place aux mouvements non impressionnistes, décriés jusque-là. Une réflexion renouvelée sur le patrimoine date de ce moment-là, ainsi que la politique culturelle engagée par le musée, dès ses débuts.

¹⁴ Le Grand Hornu est un ancien établissement minier et métallurgique, qui date du premier tiers du XIX^e siècle. Pour ses qualités esthétiques et pour la cohérence de son programme productif et social, il est l'un des monuments-phares de l'Europe occidentale.

¹⁵ BELHOSTE J.F. et SMITH P., *Cinquante Sites du patrimoine industriel en France*, Éditions du Patrimoine, 1997.

Encore un ouvrage fondateur. Une partie des sites présentés sont des musées, tels les forges de Buffon ou la corderie Vallois. Cependant, celui qui connaît le plus d'affluence, le musée de la mine de Lewarde, près de Douai, n'en fait pas partie : il s'agit d'une reconstitution, sur l'espace de l'ancienne fosse Delloye. Sa dernière transformation en fait un outil remarquable, à la fois musée, centre de recherches et espace de documentation de dimension internationale.

¹⁶ D'autres choix ont été proposés, par département, mais jusqu'à présent, un seul a été édité en tant que tel par le CDDP de la Marne : douze sites du patrimoine industriel valorisent les diverses filières et couvrent l'espace du département. Ce document est disponible au CDDP et consultable sur la toile à l'adresse suivante : www.crdp-reims.fr/cddp51/artsculture/dossiers/default.htm

¹⁷ Éditions du Patrimoine, Centre des monuments nationaux, 75004 Paris.

¹⁸ FONTANA G.L., *Le Vie dell'industrializzazione europea, sistemi a confronto*, Il Mulino, 1997.

¹⁹ CLEMENT E., *Les Hommes et les forges dans le baillage de Chaumont, du XVI^e au XVIII^e siècles*, thèse, Lyon, 1986.

²⁰ CHASSAGNE S., *Le Coton et ses patrons, 1760-1840*, EHESS, Paris, 1995.

²¹ MONNIER G., *L'Architecture du XX^e siècle, un patrimoine*, SCÉRÉN, 2004.

²² Dès le milieu du XVIII^e siècle, les recherches théoriques d'Euler s'orientent vers la conception d'un engin composé d'un tourniquet et d'une couronne cylindrique. Au début du XIX^e siècle, l'ingénieur des mines Claude Burdin imagine une turbine que son élève Fourneyron réalise en 1827. La turbine, sans cesse perfectionnée par les travaux de Poncelet et de Francis, donne un second souffle aux activités industrielles des vallées riches en eau mais dépourvues de ressources charbonnières.

²³ Sur la question des utopistes et leur lien avec le logement ouvrier, la bibliographie est importante. Voir entre autres :

GUERRAND R.H., *Propriétaires et locataires, 1850-1914*, Quintette, 2000.

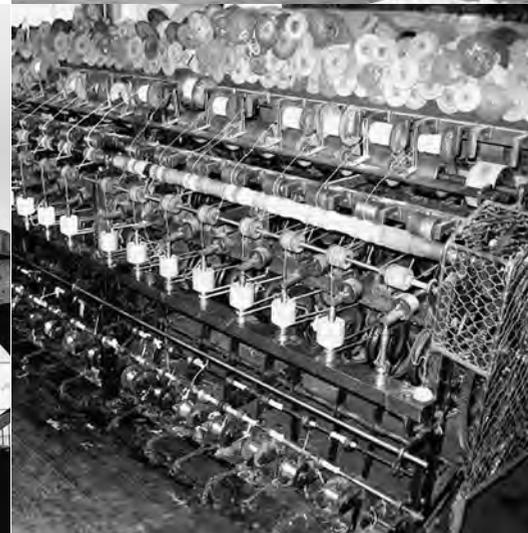
JONAS S., *Le Mulhouse industriel*, L'Harmattan, 2000, 2 vol.

²⁴ DOREL-FERRÉ G. (dir), *Villages ouvriers, mythe ou réalités*, Laon, 1994.

DOREL-FERRÉ G. (dir), *La cité-jardin, une histoire ancienne, une idée d'avenir*, Cahier de l'APIC n°3, SCÉRÉN, 2001.

HENRY D., *Chemin Vert, l'œuvre d'éducation populaire dans une cité-jardin emblématique*, hors-série de l'APIC, CRDP de Champagne-Ardenne, 2002.

²⁵ Le lecteur se reportera à la conclusion du présent volume, aux pages 170-171.

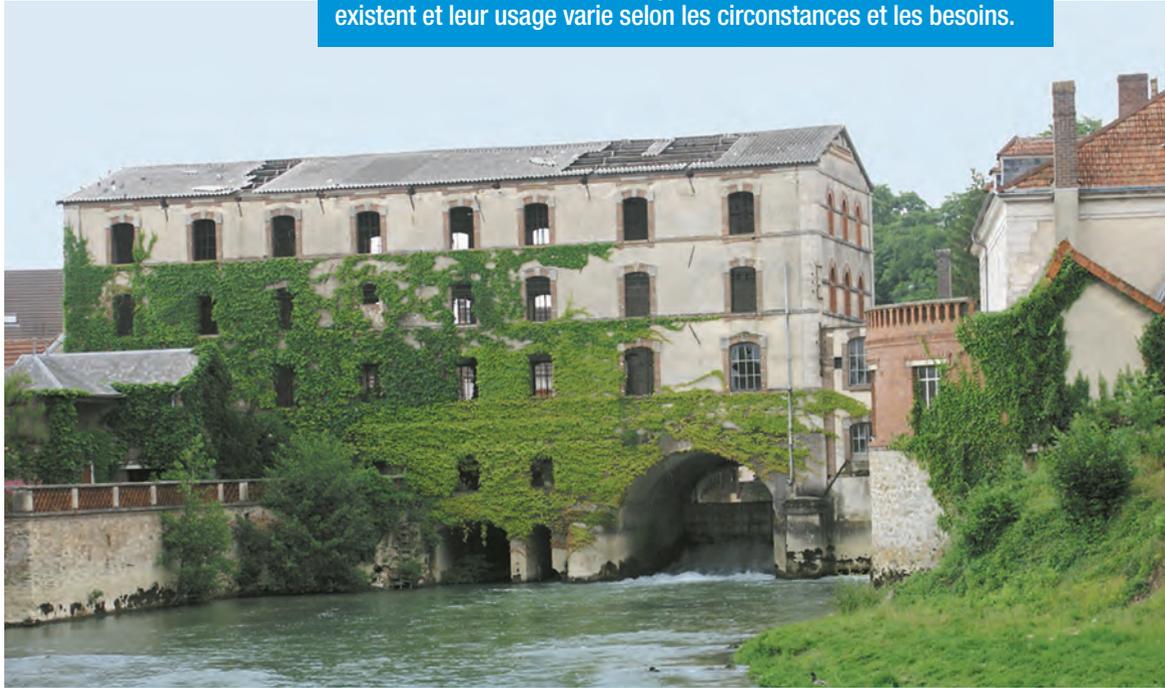




ÉNERGIES, ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

En Champagne-Ardenne, riche en cours d'eau, l'énergie hydraulique a traditionnellement été utilisée, notamment pour produire l'électricité. La région a été l'une des premières à expérimenter les potentialités de l'énergie nucléaire. Elle garde de nombreux témoignages de l'exploitation industrielle de l'eau.

En Champagne-Ardenne, les caractéristiques du climat, du relief et de l'hydrographie se conjuguent pour faciliter l'exploitation des chutes des rivières et mettre à profit leur débit. Partout, les moulins existent et leur usage varie selon les circonstances et les besoins.



Le moulin d'Anglure (Marne), un des plus spectaculaires, a été moulin à farine puis clouterie. Il est sans affectation aujourd'hui et menacé de ruine (cliché R. Fernandez)



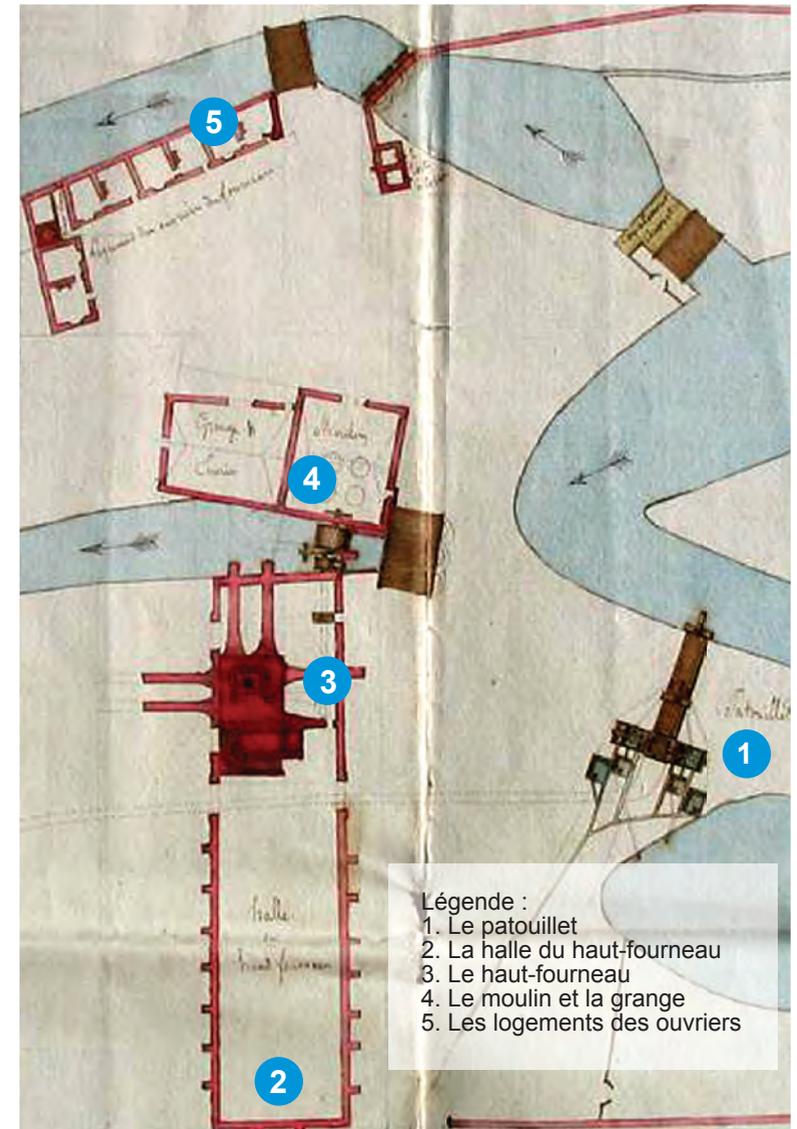
Le moulin de Baissey (Haute-Marne) a conservé son mécanisme de meunerie (cliché V. Michelot)

Un moteur à tout faire

Dès le Moyen Âge, le moteur hydraulique est adopté pour suppléer à la force des hommes. Ce sont souvent des communautés monastiques ou de grands seigneurs laïcs qui ont financé leur construction, car ce sont des engins coûteux. Vendus comme biens nationaux à la Révolution, ils sont passés de mains en mains et ont souvent été adaptés à des usages nouveaux. On a exploité le système de mouture pour écraser non seulement le grain mais encore la chicorée et l'écorce de chêne, pour fabriquer le tan, les phosphates, le charbon de bois... Ils ont actionné les soufflets de forges et les maillets des papeteries et transmis leur éner-

gie aux machines grâce aux engrenages et courroies de transmission. La vocation initiale des moulins, celle de production d'énergie, a pu trouver un débouché dans leur aménagement en micro-centrales

hydroélectriques. Ils ont été englobés dans des structures industrielles à une échelle plus importante ou parfois transformés en maisons d'habitation. Ce fut le cas par exemple à Orges, en Haute-Marne.

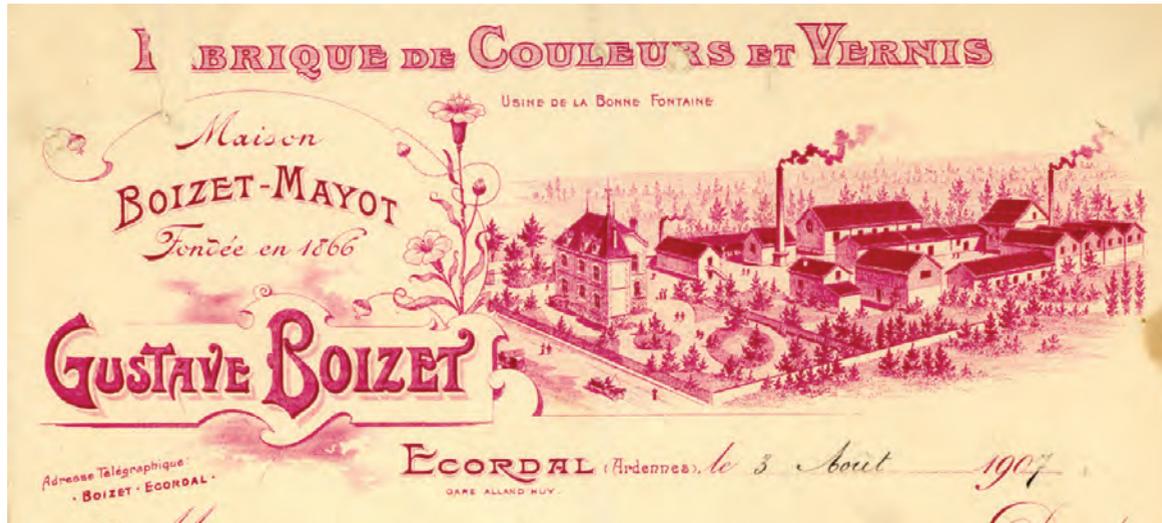


- Légende :
1. Le patouillet
 2. La halle du haut-fourneau
 3. Le haut-fourneau
 4. Le moulin et la grange
 5. Les logements des ouvriers

Moulin à grain, puis à huile, le moulin d'Orges a été intégré à une forge puis à la Fleuristerie (cliché Ph. Huberdaux, Archives départementales de Haute-Marne)



Les eaux vives



Le moulin d'Écordal, d'après un papier à en-tête du début du XX^e siècle (cliché A. Coistia)

Une option originale : les moulins à couleurs des Ardennes

Parmi les nouvelles orientations, celle de moulin à couleurs est très originale. C'est à partir de 1860 que cette spécialisation se fait, corrélativement à la demande du marché de la construction. Les Ardennes ont la particularité de

fournir une terre ocre, comme nulle part ailleurs en France, d'une qualité et d'une teinte semblables à la terre de Sienne. Les petits moulins, concurrencés avantageusement par les minoteries, se tournent vers cette nouvelle production. Celle-

ci aura à affronter la concurrence triomphante des produits chimiques, au cours du XX^e siècle. Les moulins de Prix-lès-Mézières, Lonny, Poix et Montigny ferment les uns après les autres. Seul subsiste encore celui d'Écordal, près d'Alland'huy.



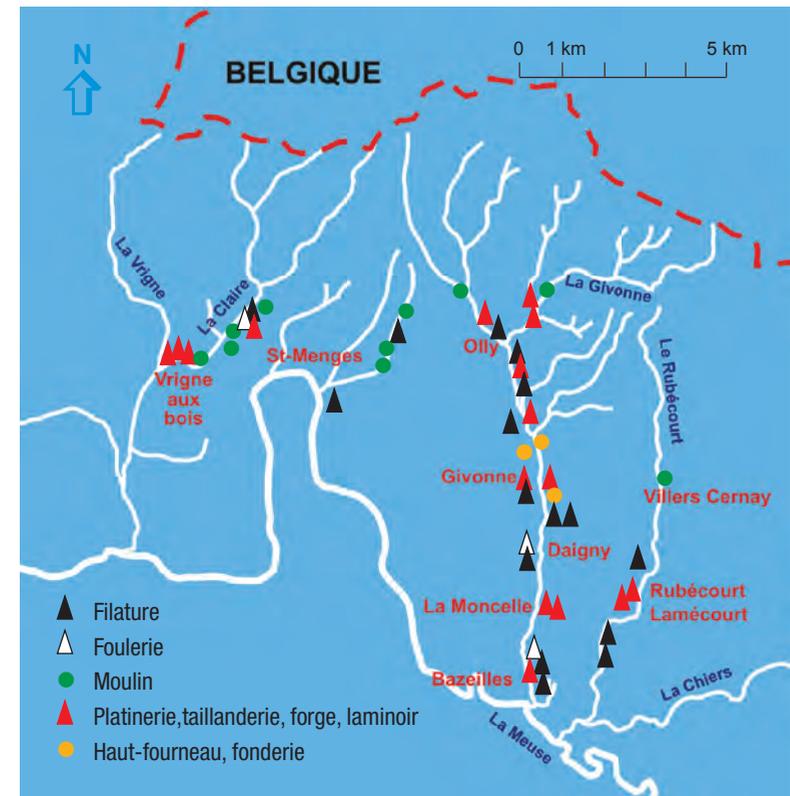
Chaintrix (Marne) a été une grande papeterie au XIX^e siècle avant de devenir une usine de produits chimiques (DRAC Champagne-Ardenne)

Partout, des moulins...

Partout en Champagne-Ardenne, les vallées étaient aménagées en une cascade de moulins. L'exploitation de l'énergie hydraulique, loin d'être dépassée par la vapeur, a continué et a même prospéré jusqu'à la fin du XIX^e siècle, comme en témoigne l'aménagement d'un petit affluent de la Meuse, la Givonne. Aujourd'hui, les nombreux vestiges mériteraient d'être mis en valeur le long de parcours en vélo et de randonnées pédestres, dans le cadre d'initiatives d'organismes de tourisme vert et culturel.

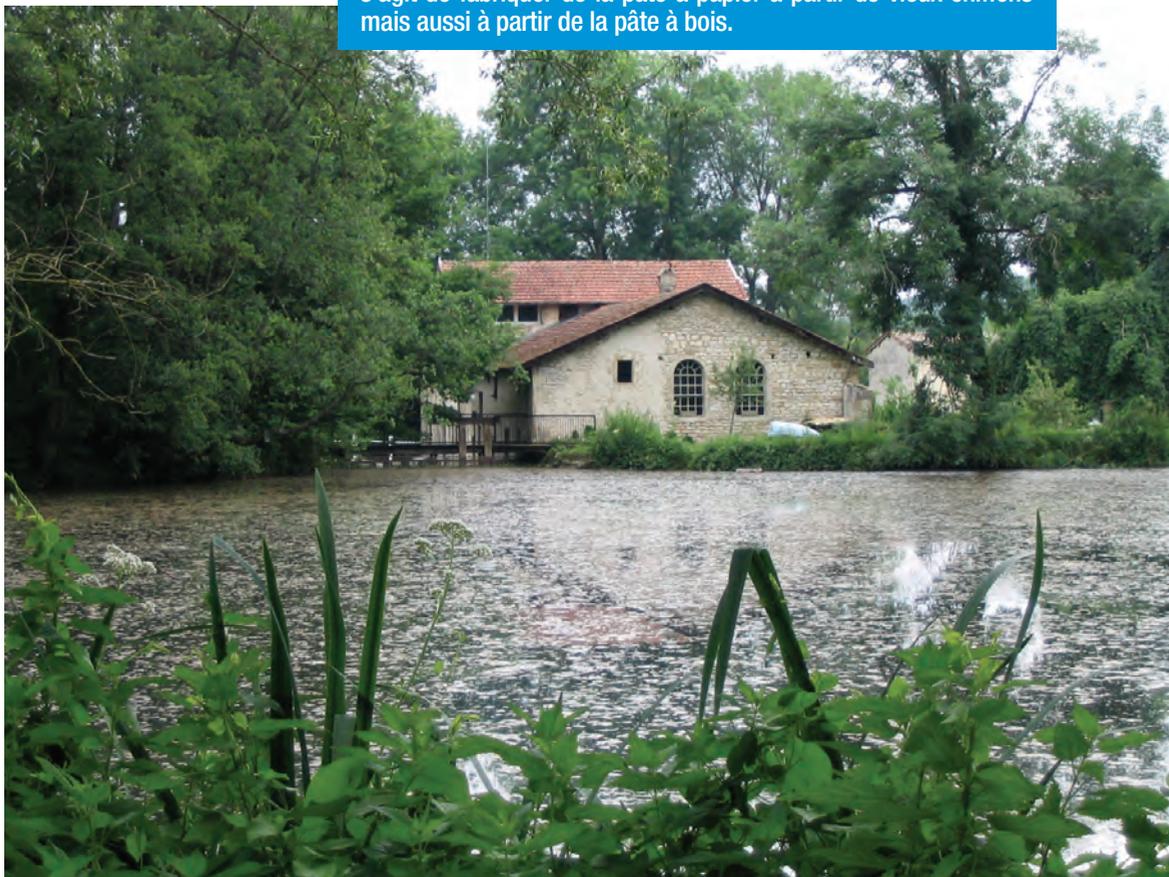


Les moulins de Carignan sur la Chiers, de la fin du XIX^e siècle (cliché A. Renard)



Les affluents de la Meuse, des rivières aménagées, deuxième moitié du XIX^e siècle (auteur C. Baudoin)

À la fin du Moyen Âge, des papeteries s'installent sur des sites hydrauliques en profitant des mécanismes d'anciens moulins. Il s'agit de fabriquer de la pâte à papier à partir de vieux chiffons mais aussi à partir de la pâte à bois.



L'ancienne papeterie de Villiers-sur-Marne, vue depuis la résurgence (cliché V. Michelot)

Diversité du patrimoine papetier champardennais

Il est possible que la proximité de lieux de forte tradition d'imprimerie, comme Langres et Troyes, ait déterminé la présence de papeteries dans l'actuelle Haute-Marne. On les rencontrait au fil des rivières (Mouche, Marne) ou à proximité de résurgences d'eau particulièrement limpide. C'est le cas de Villiers-sur-Marne, où la résurgence, la « Source Bleue », alimente un étang dont les eaux, conduites par un bief, animaient

les roues et maillets de la papeterie située en contrebas de la retenue d'eau. Une même disposition, à partir d'un bief et non d'un étang, se lit à Melleville, pour la papeterie de Saint-Martin-lès-Langres pourvue d'une machine à vapeur en 1890.

Les papeteries marnaises sont d'une toute autre dimension. Elles connaissent un fort développement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, et profitent à la fois des

nouvelles voies de communication et des techniques les plus modernes dans la fabrication du papier. Cependant, l'usine de Chaintrix ne produit plus de papier depuis des décennies, ni l'usine Amsler de Reims. Seule, l'usine Jacquemin à Courlandon poursuit dans la voie engagée depuis plus d'un siècle et demi.

L'Aube eut aussi des moulins papetiers, dont il reste un seul témoignage, à Chappes-sur-Seine.



Les roues à augets, alimentées par les eaux de la Source Bleue, actionnaient les maillets de la papeterie (cliché F. Michelot)

Par contre, sa renommée s'est maintenue par la littérature de colportage et sa fameuse *Bibliothèque Bleue*. La production dans ce domaine a

été telle qu'on peut parler à ce sujet de véritable industrie, dont la Bibliothèque de Troyes est aujourd'hui la principale dépositaire.



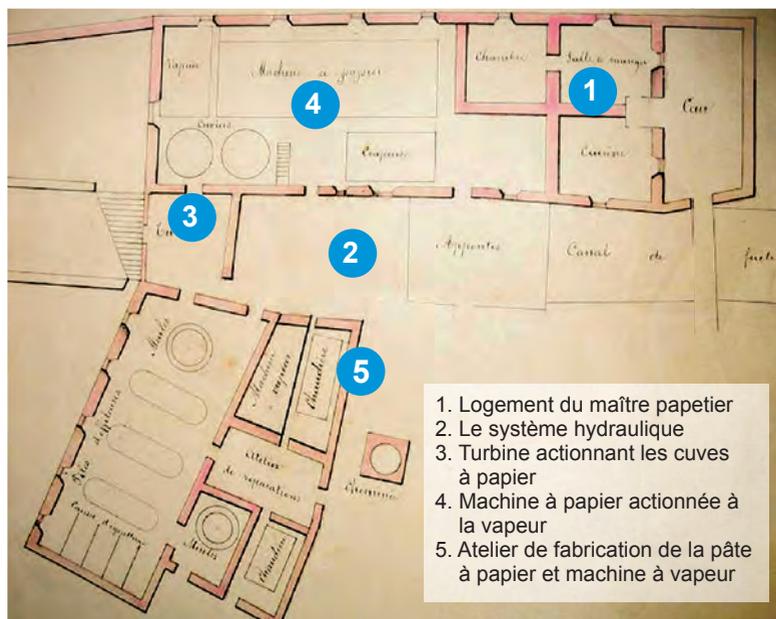
Saint-Martin-lès-Langres : vue générale du hameau de Melleville avec la papeterie (cliché V. Michelot)



L'eau et le livre



Bâtiments de l'ancienne papeterie de Saint-Martin-lès-Langres (cliché V. Michelot)



1. Logement du maître papetier
2. Le système hydraulique
3. Turbine actionnant les cuves à papier
4. Machine à papier actionnée à la vapeur
5. Atelier de fabrication de la pâte à papier et machine à vapeur

Plan de la papeterie de Saint-Martin-lès-Langres, daté du 4 septembre 1893 (cliché P. Huberdaux, Archives départementales de Haute-Marne)

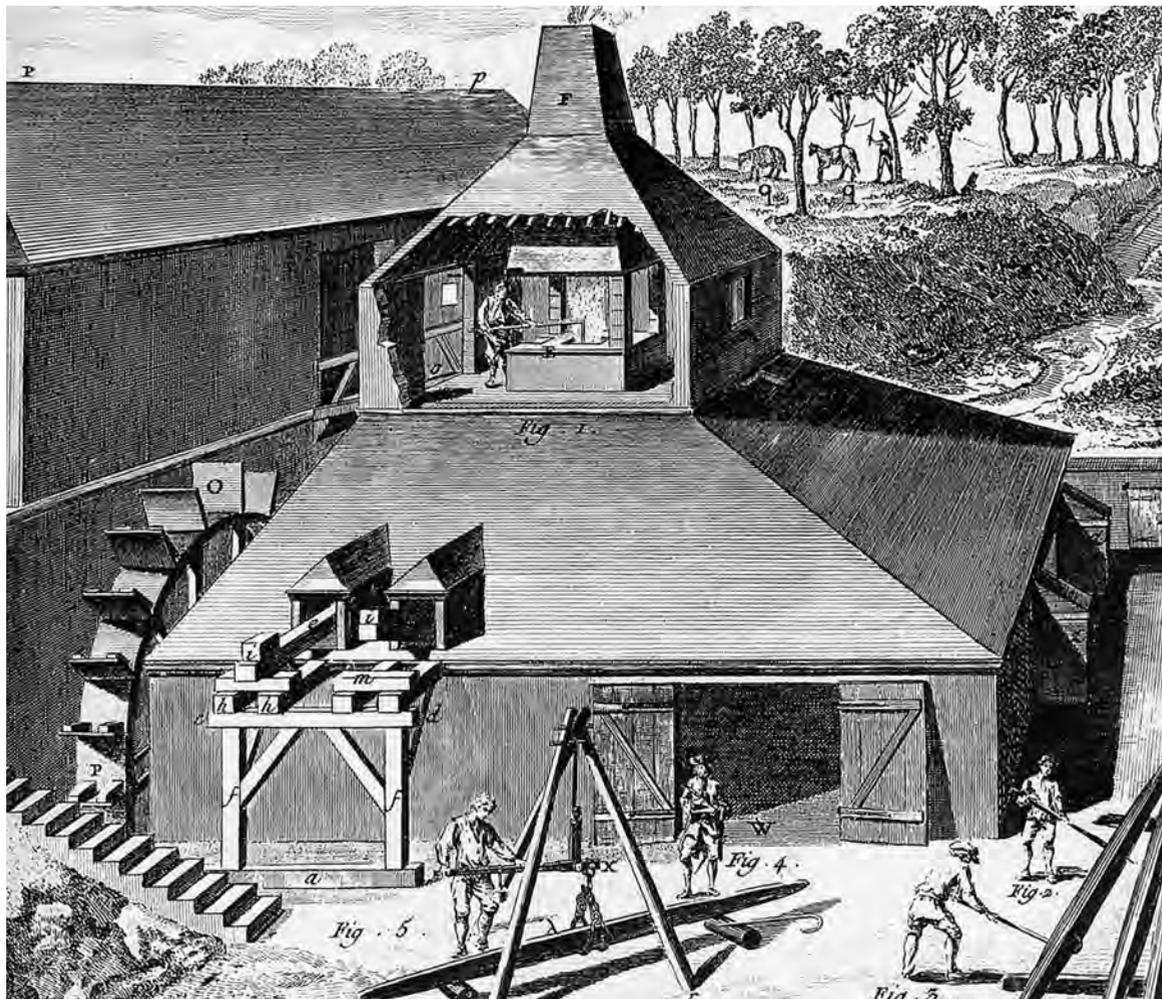


Planche de l'Encyclopédie : l'art du fer (collection privée)

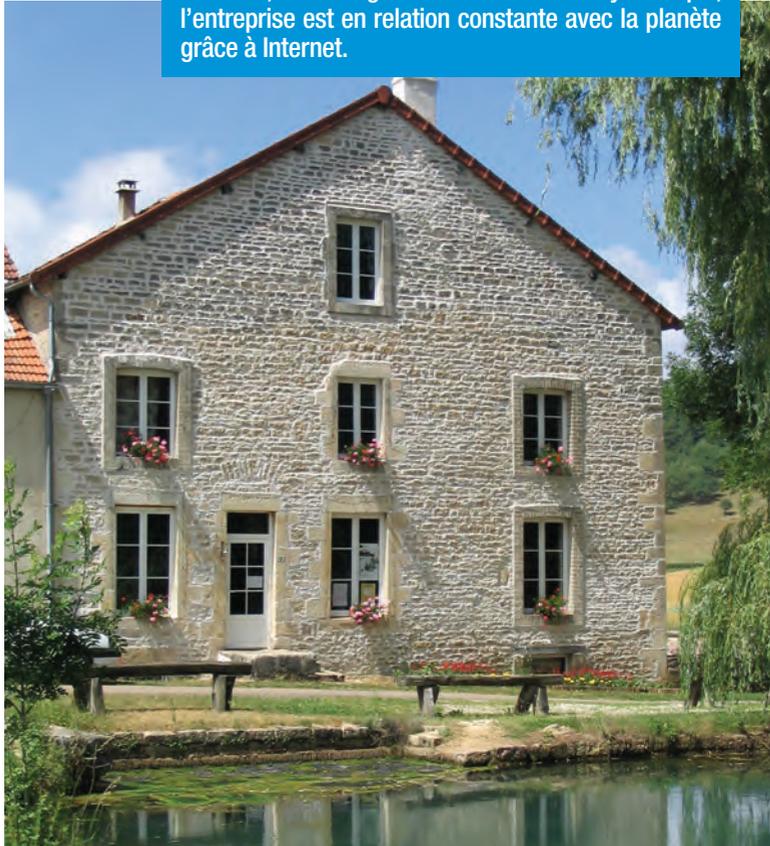
La contribution champardennaise à l'Encyclopédie

Bien que l'*Encyclopédie* ne soit pas due à une initiative locale, il est difficile de ne pas la mentionner dans la mesure où Diderot et ses collaborateurs ont largement puisé dans leur environnement haut-bourguignon et champenois, l'essence même de certains articles de cette œuvre

monumentale. S'inspirant de la forge d'Arc-en-Barrois dont il est le propriétaire, Jean-Étienne Bouchu (1714-1773) rédigea, pour l'*Encyclopédie*, l'article «Forges» et publia un *Art des forges et des fourneaux à fer*. Pierre-Clément Grignon (1723-1785) maître de forges à Bayard,

contribua aux articles sur la sidérurgie. Enfin, le propre gendre de Diderot, Caroilon de Vandeuil, était aussi maître de forges. Ainsi, à plus d'un titre, l'*Encyclopédie*, cette œuvre majeure de la culture technologique française, fait partie du patrimoine industriel champardennais.

Site d'un pouvoir d'évocation extraordinaire, la Fleuristerie paraît être frappée par le sceau du temps. Pourtant, si l'énergie utilisée est bien l'hydraulique, l'entreprise est en relation constante avec la planète grâce à Internet.



Orges : le bâtiment actuel de la Fleuristerie (cliché V. Michelot)



Orges : le canal de dérivation (cliché V. Michelot)



Orges : la retenue d'eau de la Fleuristerie (cliché V. Michelot)

Un moulin et des fleurs

Le site est ancien : probablement s'agit-il d'un site médiéval, qui fut moulin à farine, moulin foulon, moulin à huile et, au XIX^e siècle, forge et patouillet.

En 1905, l'entreprise de fleurs artificielles, les établissements Briçon de Paris, recherchent un

lieu où s'agrandir à moindre coût : ils optent pour cette ancienne forge, dont ils récupèrent une partie des bâtiments et le système hydraulique.

C'est à l'époque, la vogue des fleurs artificielles dont on orne les chapeaux, vêtements et tentures.

Un produit à l'ancienne

La roue actionne mécaniquement les machines ; elle est couplée à une turbine qui entraîne une dynamo pour la production d'électricité à 110 volts. Les tiges des fleurs artificielles sont faites au métier à guiper. Le

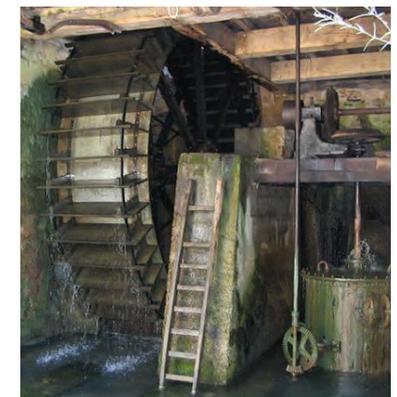
fil de fer est recouvert de fil coton, vert ou blanc, pour être ensuite étiré sous forme de tiges utilisées pour les pistils, les feuilles ou les fruits. Pour fabriquer les pistils, le trempage de tiges pré-coupées s'effectue à l'aide

du « bois », maintenant 144 tiges à la fois dans l'auge qui contient la matière première (toujours secrète). Après les étapes de l'apprêtage des tissus, de la découpe et du queue-tage, les feuilles et les pétales sont gaufrés pour recevoir les marques des nervures.

Une survivance et un avenir

L'entreprise fonctionne avec la roue hydraulique et les machines du début du XX^e siècle. Mais elle gère ses commandes par ordinateur. Ses principaux clients sont les grands couturiers, les grands restaurateurs et certains pays comme le Japon. Ce n'est plus la mode de se couvrir de petits fruits et de fleurettes comme jadis, mais si les débouchés se sont réduits, la production mise sur la qualité, le savoir-faire et l'effet nostalgique. Aujourd'hui, la Fleuristerie est la seule, en Europe, à faire ce travail.

Devant les fragilités du marché, la Fleuristerie s'est tournée vers le tourisme culturel et ouvre ses portes aux visiteurs et aux curieux. Le dépaysement est garanti et le passage par la boutique est une expérience digne d'être vécue !



Orges : la roue du moulin associée à une petite turbine (cliché V. Michelot)



La fleuristerie d'Orges



La transmission du mouvement (cliché V. Michelot)

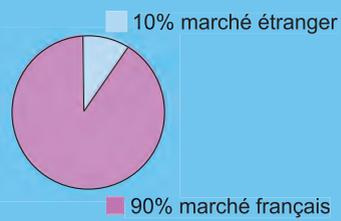


La machine à guiper (cliché V. Michelot)

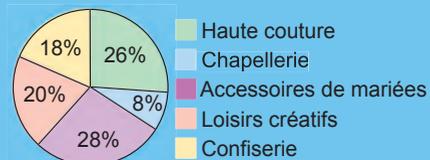


La salle de trempage (Fleuristerie d'Orges)

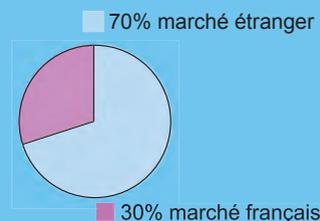
La Fleuristerie pour qui et pour quoi ? (auteur F. Michelot)



Destination des produits bruts fabriqués à Orges



Répartition des ventes brutes de la Fleuristerie d'Orges sur le marché français

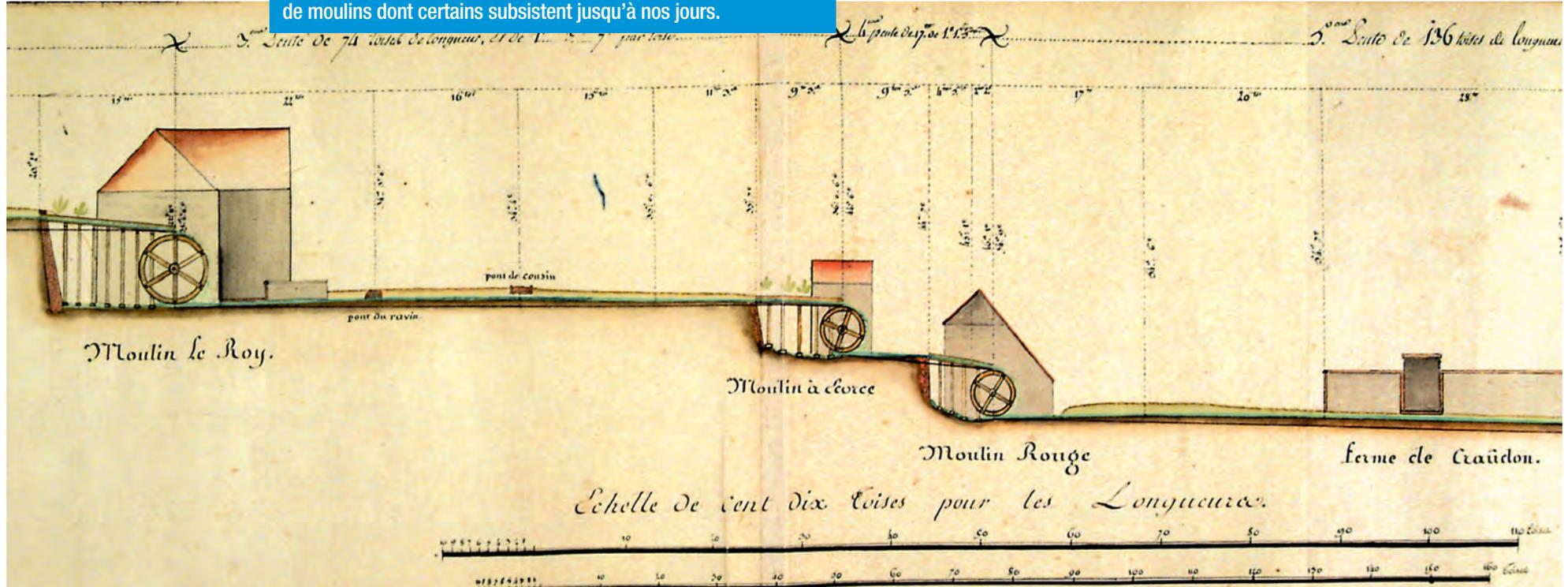


Destination des produits de la Fleuristerie après transformation par des intermédiaires



Échantillons de la production (cliché V. Michelot)

Sézanne, au Moyen Âge, ne peut s'agrandir car elle manque d'eau. Le cours du Grand-Morin est détourné. En traversant la ville, il prend le nom de Ru des Auges, car il s'accompagne d'un chapelet de moulins dont certains subsistent jusqu'à nos jours.



Ce système hydraulique, selon le plan de la fin du XVIII^e siècle, utilise une courbe de niveau qui permet d'obtenir suffisamment de pente et suffisamment de débit. Cependant, le cours d'eau est doublé à deux reprises pour assurer l'assainissement de la ville et l'irrigation des jardins maraîchers alentours. Ce système ingénieux a perduré jusqu'à nos jours. (bibliothèque municipale de Sézanne, cliché J. Galaz)

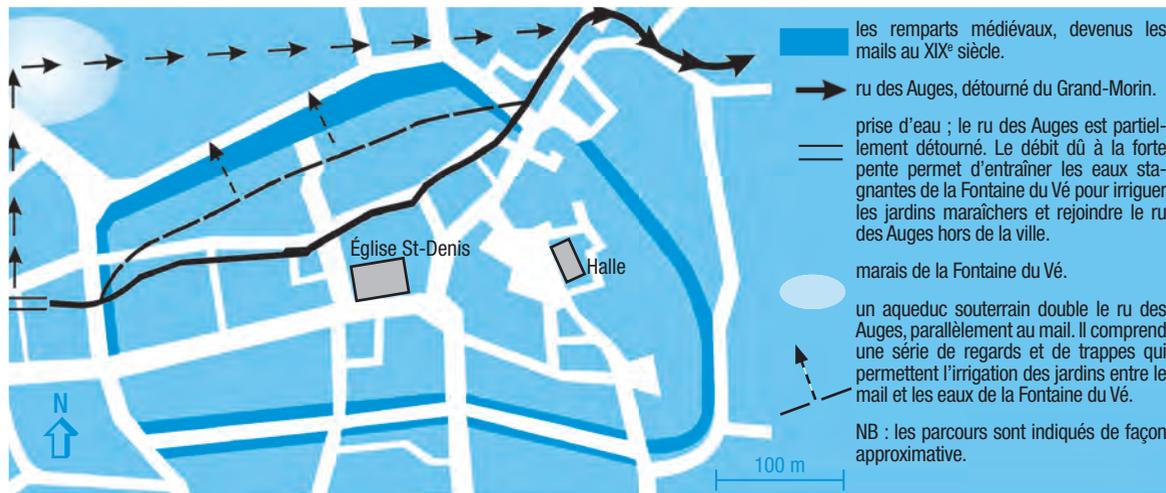


Schéma d'interprétation des eaux dans la ville (source : témoignage oraux)



Reconstruction du Moulin de Broyes (cliché M. Morais)



Le ru des Auges à Sézanne

19



SÉZANNE (Marne) — LA FABRIQUE D'OPTIQUE
H. d'Ivry, photog. Sézanne (Marne)

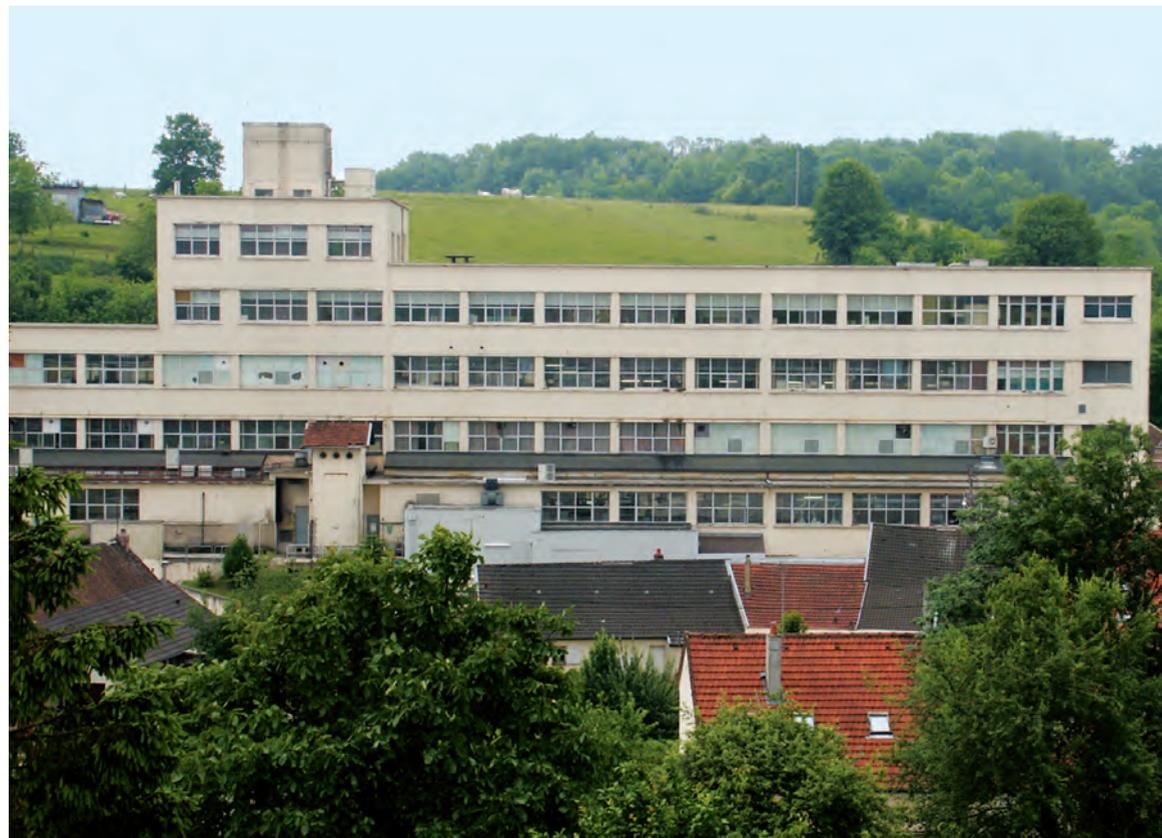
Usine au début du siècle
(collection M. Schumer)

De Bourot à Berthiot puis à Joly.

En 1837, un polisseur de verre, Louis Alexis Bourot, ancien compagnon meunier, achète le modeste moulin à blé de Verdey. Il a rencontré à Paris un jeune homme audacieux, Louis Berthiot, qui devient son gendre et



Château Berthiot (cliché G. Dorel-Ferré)



L'usine d'optique, vue d'ensemble (cliché R. Fernandez)

qui a compris tout l'intérêt, dans un contexte de généralisation de la lecture et de la presse, de se lancer dans cette affaire. Ils s'installent sur plusieurs moulins, mais c'est celui de Saint-Hubert qui devient le plus important. L'extension de l'usine et la belle maison patronale témoignent de leur réussite.

Après la Première Guerre mondiale, une nouvelle dynastie d'entrepreneurs est aux commandes, les Joly. La production s'oriente vers les lentilles de précision et les objectifs de cinéma. L'usine est le premier employeur de la ville, dont le tiers de l'immobilier lui appartient. Les con-

ditions de travail sont dures, les salaires très bas, bien que les ouvriers de L'Optique représentent l'élite ouvrière locale. Le savoir-faire est réel, et les ingénieurs renouvellent les produits, en inventant des verres spéciaux (masques de plongée, verres à forte correction) et en mettant au point les verres progressifs.

Malgré d'indéniables réussites, les difficultés financières conduisent au rachat par Essilor, le leader mondial de l'optique-lunetterie, en 1972. En 2003, BBGR (Benoist-Berthiot et Guilbert-Routit, de Provins) est le premier employeur de Sézanne, le 24^e au rang départemental.

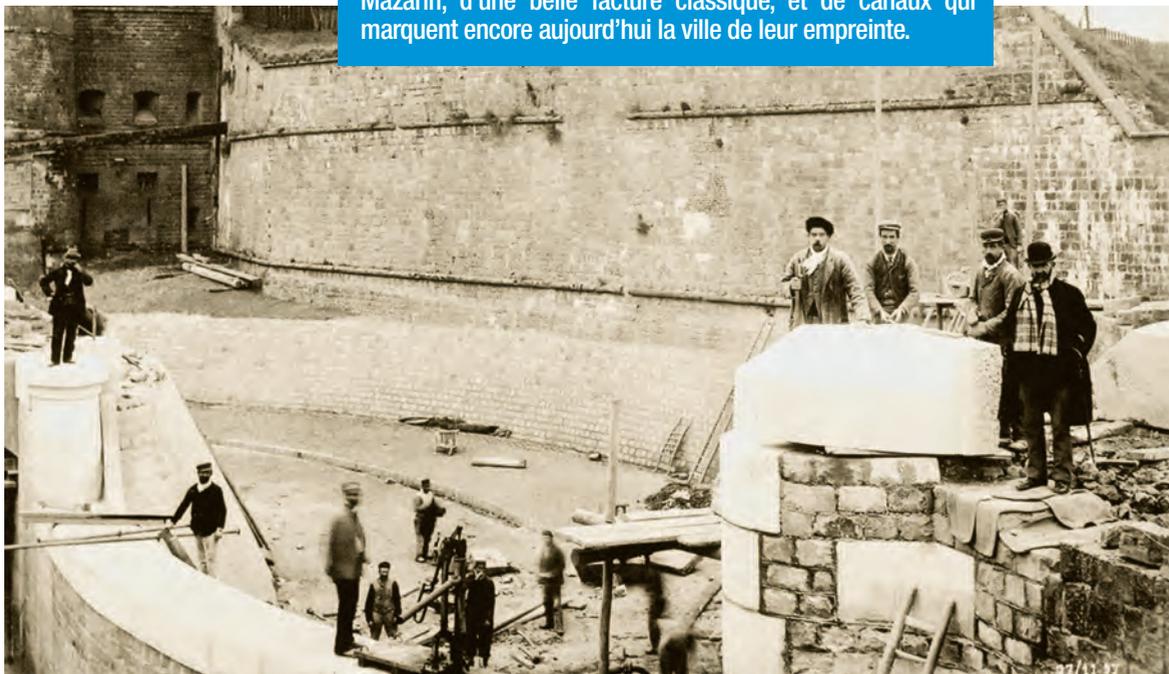
Le ruisseau des Auges

Le ru des Auges et ses moulins sont une des richesses patrimoniales majeures de la ville de Sézanne. Quelques sites sont évidemment transformés : l'usine Saint-Hubert a été remplacée par des bâtiments fonctionnels. Les moulins à blé et à tan sont devenus, pour quelques-uns, successivement des menuiseries puis des maisons d'habitation. Les autres se sont effondrés de vétusté. Certains demeurent cependant, à l'image du moulin du « Chastel », à l'intérieur du centre historique, avec sa mécanique intacte (pour la partie non exposée aux intempéries). Avec la réhabilitation des anciens quartiers insalubres, la municipalité a entrepris la réfection de quelques éléments de cet ensemble : la roue à augets de la rue Pierre-Frite, le lavoir de la rue de Châlons. Le circuit de la rivière des Auges est fréquenté régulièrement par les visiteurs, qui admirent ces anciens moulins, mais aussi les vieux lavoirs, les vannes, les chutes d'eau, les poncelets, les déversoirs, les fontaines, le ru du Vé (qui rejoint les Auges rue de Broyes), la rivière souterraine qui suit les mails nord et est... en passant d'un décor champêtre à des espaces fleuris ou par les ruelles étroites d'autrefois.

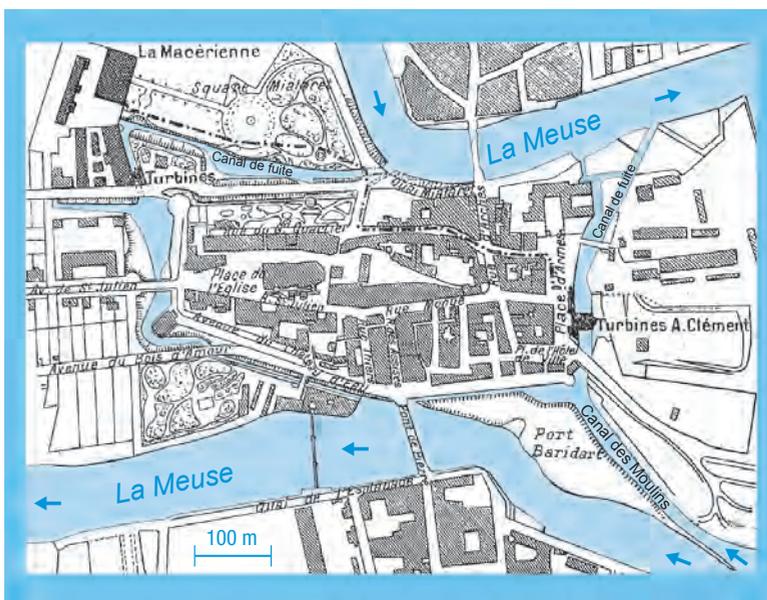


Le ru des Auges (cliché G. Dorel-Ferré)

À Mézières, Adolphe Clément-Bayard fait le pari de l'énergie hydroélectrique en équipant la Macérienne de la centrale Mazarin, d'une belle facture classique, et de canaux qui marquent encore aujourd'hui la ville de leur empreinte.



Construction de la centrale. À droite, Adolphe Clément (Archives départementales des Ardennes)



Emplacement de la Macérienne et des turbines (collection particulière)

La centrale Mazarin, un petit joyau du patrimoine industriel

Près de la préfecture des Ardennes, la centrale Mazarin, qui n'a jamais cessé de produire de l'électricité, a fière allure. De style classique et soigneusement construit, cet édifice est le bâtiment le mieux conservé du patrimoine usinier encore visible que la Macérienne a légué. De l'achat des ruines du moulin Mazarin, à Mézières, le 25 mai 1896, jusqu'à la mise en service de l'installation hydroélectrique au cours du second semestre 1904, Adolphe Clément dut se battre et surmonter son impatience. Dans un premier temps, d'août 1896 au début 1899, fut d'abord déblayé le site de l'ancien moulin, et ensuite furent réalisés le canal de décharge

et le bâtiment destiné à recevoir les turbines. Celui-ci se compose d'une partie centrale (à usage de salle de machines) et de deux ailes avancées (à usage d'habitation) sur les côtés. Pour que la centrale Mazarin entre en fonction, il fallait aménager les canaux d'amenée et de fuite, au pied des fortifications déclassées depuis 1884. Après avoir obtenu l'autorisation nécessaire, des travaux spectaculaires, que suivit le capitaine Leneveu, l'organisateur de l'usine de Vallois-Perret, ont lieu de septembre 1902 à juin 1904. Entre-temps, trois turbines avaient été commandées à la maison Teisset, V^e Brault et Chapron de Chartres. De type Francis, à axe vertical et pivot hors de l'eau, elles sont munies d'un régulateur de vitesse Ribourt. Chaque turbine développe une puissance de 187 chevaux sur une chute de 3,10 m et entraîne un alternateur Westinghouse muni

d'un enrouleur Lenix, conçu par le capitaine Leneveu. L'électricité produite est envoyée vers la Macérienne sous la forme d'un courant triphasé à la tension 2 200 volts, par l'intermédiaire de trois câbles souterrains en cuivre (22 mm² de section) longs chacun de 750 mètres. Arrivé à la centrale de réception, située au coeur de la Macérienne, le courant triphasé est transformé en courant continu de 115 volts distribué dans les différents ateliers.

Au lendemain de la Grande Guerre, en 1924, la centrale Mazarin et la centrale de La Macérienne sont équipées des mêmes turbines, de type Francis à axe vertical, construites par les Ateliers des Charmilles à Genève, d'une puissance respective de 300 chevaux sous 3,20 m d'eau. Aujourd'hui, seule la centrale Mazarin est un objet patrimonial vivant.



Vue sur le canal de fuite de la centrale Mazarin (cliché R. Colinet)



De l'eau pour la Macérienne



Façade sur rue de la centrale Mazarin (cliché R. Colinet)

L'hydroélectricité, une source d'énergie pour la Macérienne

La Macérienne est construite pour fournir en rayons, écrous, billes et pédales l'usine-mère de Levallois-Perret. À cette production destinée à la fabrication de vélos vient s'ajouter celle pour l'automobile.

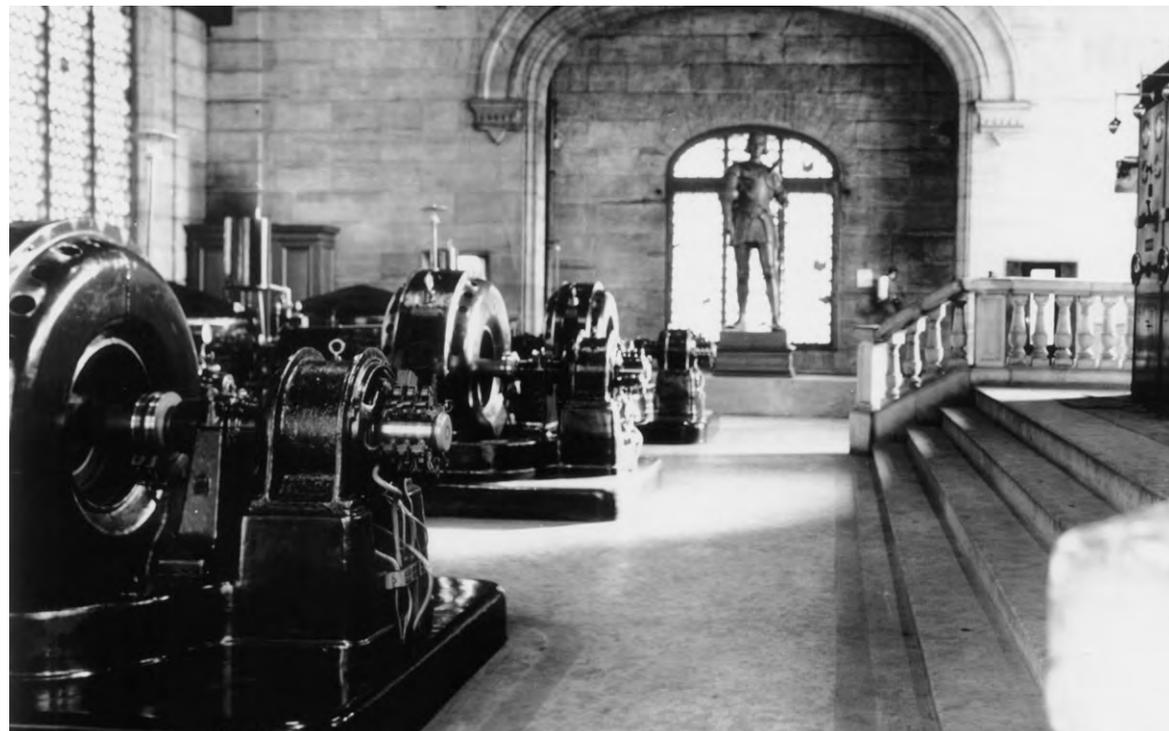
Ce n'est qu'à partir de 1904 que l'hydroélectricité devient, selon le projet initial d'Adolphe Clément, la force motrice principale de la Macérienne. En effet, cette année-là, la production d'électricité de la centrale Mazarin s'additionne à celle de la Macérienne.

Jouxtant le grand atelier de mécanique, dont elle est la réplique architecturale en réduction, la centrale de la Macérienne avait été réorganisée quelques années auparavant. Pour évacuer un débit de 7 500 litres d'eau par seconde, un canal de fuite plus large et plus profond avait été creusé et aménagé, entre mai et novembre 1900. Dans le premier trimestre de l'année suivante, étaient mises en marche deux turbines à axe vertical et pivot hors de l'eau.

Elles venaient de la maison Teisset, V^e Brault. De type Fontaine à double couronne, chacune d'elle développait une puissance de 140 chevaux sous 2,90 m d'eau et était couplée à un alternateur Hillairet et Huguët, fournissant un courant continu de 120 volts.

Ces deux turbines avaient remplacé celle de 1894. Faute d'une alimentation suffisante en eau, celle-ci n'avait pu pleinement fonctionner. À contre-cœur, Adolphe Clément s'était résolu à faire installer deux machines à vapeur. Elles entraînaient deux groupes électrogènes de 100 chevaux chacun. Ces derniers produisaient une grande partie de l'électricité dont La Macérienne avait besoin.

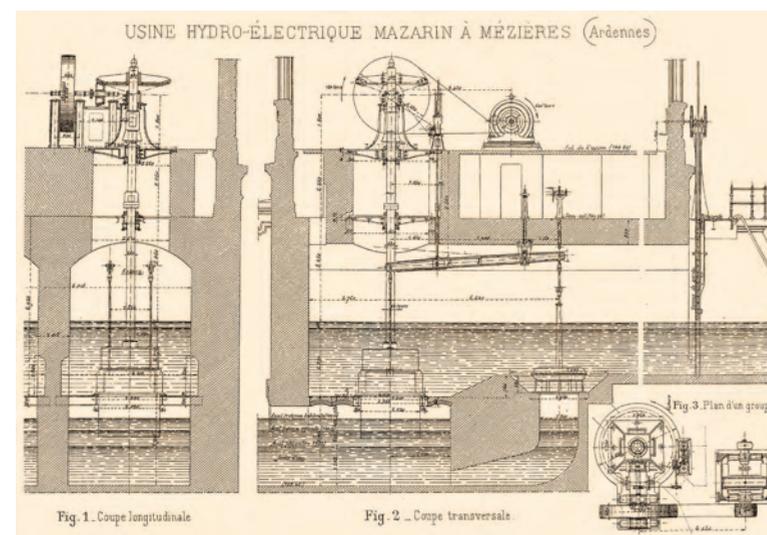
Dans le second semestre 1904, cette solution provisoire, coûteuse et insatisfaisante selon les mots d'Adolphe Clément, prend fin. À ce moment, la vapeur ne joue plus qu'un rôle d'appoint, une énergie auxiliaire de « la houille blanche ».



Intérieur de la centrale Mazarin avec ses trois groupes et le tableau de distribution (situation après 1924). Au fond, statue du chevalier Bayard (collection particulière)

À cette fin, une machine à vapeur de 600 chevaux et une génératrice sont installées dans la nouvelle centrale vapeur collée à la nouvelle centrale de réception et de transformation du courant. Lorsque l'usine était « en plein travail, lors du chômage des canaux et des chaleurs de l'été ou des glaces de l'hiver », cette installation devait suppléer à l'insuffisance et à la paralysie momentanées des turbines.

La magnifique centrale Mazarin, mais aussi les canaux d'amenée et de fuite, marquent l'actuel paysage urbain de Mézières. Ce patrimoine très visible est en train d'être redécouvert et de devenir un des atouts touristiques de cette ancienne ville si chère au chevalier Bayard.



Plan de coupe des turbines (collection particulière)

La machine à vapeur a été introduite comme complément à l'énergie hydraulique, puis en remplacement. Mais, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, on a étudié les moyens d'utiliser au maximum l'énergie de l'eau, abondante et gratuite.



Extérieur de la « rotonde » de Châlons-en-Champagne, ENSAM (cliché J.-M. Pinchedez)

L'ENSAM de Châlons

L'École nationale supérieure d'arts et métiers de Châlons-en-Champagne appartient à un groupe de huit écoles qui forment chaque année mille ingénieurs, au terme d'un cycle de trois années. Aux origines de cet ensemble, l'École de Châlons, implantée par arrêt impérial de 1806, qui transférait un établissement créé par le duc de La Rochefoucauld. Colonel des dragons, aussi curieux des progrès des sciences et des idées nouvelles (il fréquente Diderot, d'Alembert, Condorcet, Quesnay et Turgot) que philanthrope, il fonde à Liancourt (Oise) une école qui recueille des

orphelins de ses anciens soldats. À son retour d'exil d'Angleterre, d'où il ramène la « vaccine », l'École est transférée au château de Compiègne, et devient une école impériale des « arts et métiers », où l'on forme des élèves âgés de 12 à 15 ans aux métiers du bois, du métal, au dessin et aux mathématiques.

Un site patrimonial, au bord de l'eau

À Châlons, l'École dispose d'un vaste ensemble de bâtiments nationaux (ancien séminaire, couvents de la Doctrine et de Toussaints) situés à proximité de l'eau, néces-

saire aux machines amenées par le canal. Nommé inspecteur général des écoles d'arts et métiers, La Rochefoucauld privilégie un enseignement pratique, critiquant la part excessive donnée aux matières qu'il considère comme trop théoriques : la grammaire mais aussi les mathématiques, que certains professeurs poussent trop, au détriment des pratiques d'ateliers.

Appliquer la révolution industrielle

Enfants de militaires, de fonctionnaires, souvent boursiers, les élèves, jusque vers 1830, trouvent un débouché comme sous-officier dans l'artillerie et le génie.

Mais après une première menace de transfert à Toulouse en 1823, l'École s'oriente vers les applications de la révolution industrielle. Conformément à l'esprit de l'enseignement mutuel, les élèves, âgés de 14 à 17 ans, apprennent à travailler le bois et à construire des machines pour le textile et des instruments de précision. Mais ils se forment de plus en plus à la métallurgie, la fonderie et à la construction des machines à vapeur, avec pour débouchés les industries liées au développement du chemin de fer et la marine. En 1843, outre Châlons, les écoles qui sont ouvertes à Angers et Aix-en-Provence forment environ 800 élèves.

Former, pour le quart Nord-Est

À la sortie de l'École, les élèves sont majoritairement des ouvriers qualifiés, des contremaîtres, des mécaniciens ou des dessinateurs, mais leur formation les pousse à se considérer comme des ingénieurs et à dédaigner les ateliers. Pour freiner cette ten-

dance, l'État, à l'initiative d'industriels de la métallurgie, récompense, par une prime, les diplômés sortis dans les premiers qui s'engagent à passer une année dans les ateliers à la suite de leur embauche, avant de créer, en 1907, le brevet d'ingénieur des Arts et Métiers. Entre 1900 et 1912, s'ouvrent trois nouveaux centres, Cluny, Lille et Paris, ce qui porte à 1 600 le nombre d'élèves formés. Ceux qui sortent de Châlons se dispersent surtout dans le quart Nord-Est du pays, ce qui implique un rôle décisif de l'ENSAM dans le développement économique de toute cette partie de la France.

Un enseignement expérimental

L'École est réputée pour son pragmatisme, qui associe le savoir scientifique et les modèles technologiques. Dans cet esprit, André Ténot, professeur de mécanique et docteur ès-sciences, crée dans l'enceinte de l'École, en 1933, un laboratoire de mécanique. Spécialiste des recherches sur la cavitation,



L'intérieur de la « rotonde » (cliché J.-M. Pinchedez)



Hydraulique et vapeur



Un détail des machines encore en place (cliché J.-M. Pinchedez)

un phénomène hydraulique qui provoque la destruction des hélices des navires (il a travaillé à la mise au point de celles du « Normandie »), il considère que tout progrès scientifique et technique n'est possible que par l'association de la théorie, du laboratoire et de l'industrie. Selon lui, l'expérimentation sans la théorie serait aussi imparfaite que l'étude purement mathématique dans la méthode expérimentale. Il donne à son laboratoire un triple but : développer le caractère expérimental de la mécanique, perfectionner les machines et regrouper « dans une région à caractère presque exclusivement agricole, un ensemble de machines motrices et réceptrices modernes et convenablement choisies, compensant largement la déficience de l'industrie locale en matière d'enseignement et d'ambiance ».

Le laboratoire de mécanique

Prévu pour une utilisation tant par les élèves de l'École d'arts et mé-

tiers que par des ingénieurs ou des industriels, le laboratoire de mécanique des fluides et turbo-machines est installé dans un bâtiment construit à cet effet, une rotonde à deux niveaux, bien éclairée et bien aérée.

Un bassin collecteur d'eau de 50 m³, un tunnel hydrodynamique et plusieurs circuits fermés permettent, par exemple, de réaliser des simulations pour remorqueurs et surtout des chutes artificielles de basse, moyenne et haute pression à l'aide de pompes centrifuges. Le circuit à haute pression, composé



Un vestige de la turbine (cliché J.-M. Pinchedez)

d'une pompe centrifuge, alimente une tuyère à jet libre (injecteur de turbine Pelton). Il permet de visualiser la configuration des jets et de calculer des rendements. Le circuit « basse pression » réalise les conditions d'une chute d'eau de 3,5 m et d'un débit de 150 l/s. Il alimente, via des canaux en béton armé, une turbine Francis à axe horizontal, une turbine-hélice et une turbine-tourbillon.

Ainsi, l'équipement de la rotonde, en rendant possible tests et modélisations, facilitait l'analyse des effets des courants, du fonctionnement des turbines, et plus particulièrement la compréhension des phénomènes de cavitation, source de rupture des hélices des navires aux vitesses sans cesse accrues.

Quel avenir pour la rotonde ?

L'installation a fonctionné jusqu'au début des années 1990. Si des machines ont totalement disparu et s'il reste peu de choses des appareils d'essai de pompes-hélices et d'hélices marines, le système de circulation de l'eau, les turbines et leurs pompes, sont toujours en place dans le bâtiment qui nécessite un sauvetage d'urgence. Nul doute que la « rotonde » de l'École nationale des arts et métiers de Châlons-en-Champagne pourrait devenir, mieux qu'un musée, un laboratoire vivant. Doté d'une scénographie appropriée, il constituerait un exemple assez unique, relevant de l'histoire des techniques et singulièrement de l'énergie hydraulique, une énergie-clé du passé, ajoutant ainsi à un intérêt patrimonial, un intérêt pédagogique, mais aussi citoyen : le recours à une énergie propre et renouvelable.

La scierie d'Arc-en-Barrois

Déjà signalée en 1642, puis en 1651, dans les archives, l'usine sidérurgique, avec son haut-fourneau et sa forge d'affinerie, fonctionna jusqu'en 1857, alimentée par les eaux de l'Aujon. Elle fut la propriété de Jean-Etienne Bouchu (1714-1773), maître de forges à Arc-en-Barrois, auteur de l'article « Forges » dans l'*Encyclopédie* de Diderot et rédacteur d'un *Art des forges et fourneaux à fer* avec la collaboration de Gaspard de Courtivron (1715-1785).

La vapeur à la rescousse

De 1857 à 1963, l'établissement fonctionne comme scierie. À partir de 1896, elle est actionnée par une machine à vapeur qu'alimentent les planches de sciage et les sciures.

D'une puissance de 80 chevaux, elle est munie d'un volant impressionnant de 3,50 m de diamètre pour un poids de 3 tonnes environ. La chaudière de 4 m de longueur, 1,50 m de diamètre, pour une capacité de 9 m³, est traversée de 52 tubes et de bouilleurs au foyer étroit et profond.

L'électricité aussi

Une dynamo, reliée à la machine à vapeur, fournissait aussi l'éclairage électrique à l'ensemble des bâtiments de la scierie et de ses annexes. Elle assurait, en même temps, le chargement d'une batterie d'accumulateurs, qui restituait en permanence le courant dès l'arrêt de la machine.

Depuis le 6 juillet 1977, par arrêté ministériel, la machine à vapeur d'Arc-en-Barrois est devenue monument historique.

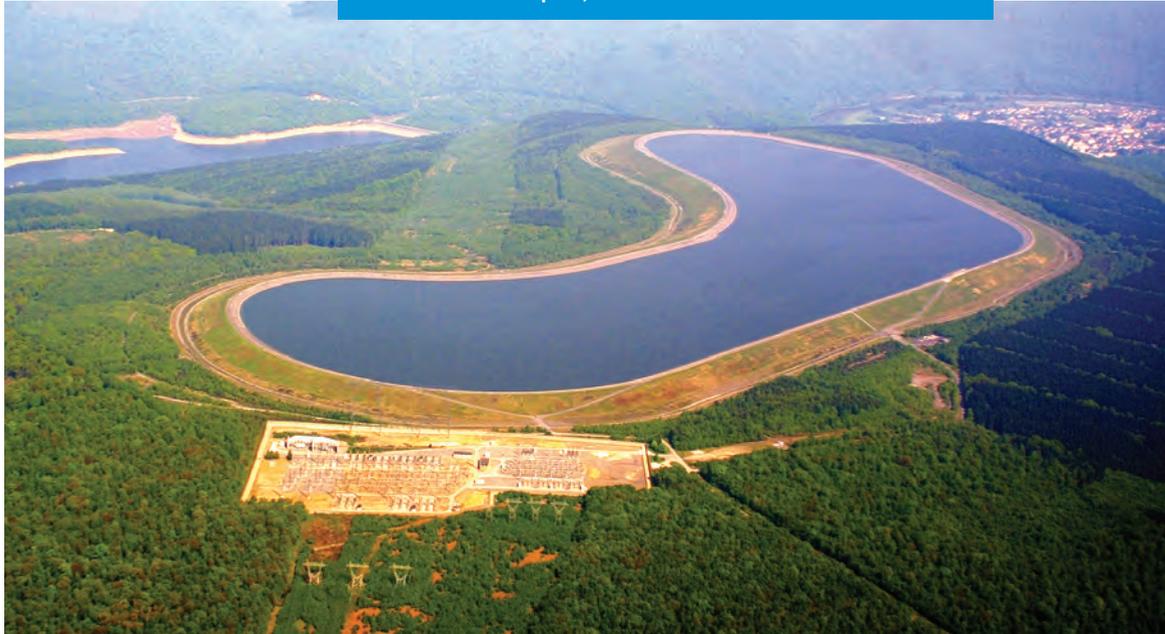


La scierie d'Arc-en-Barrois (cliché F. Michelot)



La machine à vapeur de la scierie (cliché F. Michelot)

Trois exemples champardennais, entre les Ardennes et l'Aube, illustrent la longue histoire de la maîtrise de l'énergie, naturelle ou fabriquée, au service des hommes.

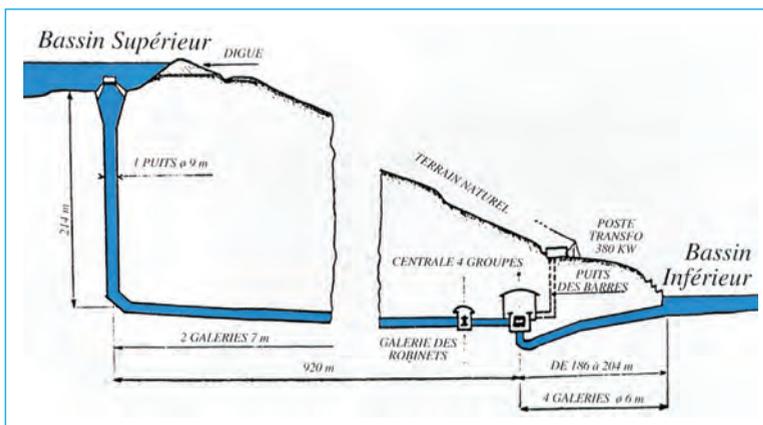


Vue sur le bassin supérieur et le bassin inférieur de la centrale de Saint-Nicolas-les-Mazures (STEP de Saint-Nicolas-les-Mazures)

La centrale de Saint-Nicolas-les-Mazures

Deux retenues d'eau, de capacité identique (7 millions de m³), sont séparées par une dénivellation de 230 m. Pendant les heures de forte consommation d'électricité, l'eau dévale du bassin supérieur pour faire tourner les turbines, avant de se jeter dans le bassin

inférieur. À l'inverse, pendant les heures de faible consommation, l'eau est pompée vers le bassin supérieur, en utilisant l'électricité des centrales nucléaires, alors en excédent. Mise en service en 1976, la centrale de Saint-Nicolas-les-Mazures, près de Revin, est la troisième de France par sa puissance. Commandée depuis Nancy, elle joue un triple rôle : répondre rapidement aux besoins de consommation, réguler la tension du réseau et remédier à la défaillance d'une centrale classique. Sous 70 m de roche, se trouve l'usine souterraine (une caverne principale et une caverne auxiliaire), le cœur de cette centrale, bien intégrée à son environnement forestier et montagnoux.



Centrale de Saint-Nicolas-les-Mazures. Schéma de fonctionnement de la station de transfert d'énergie (profil en long) (collection R. Colinet)



Caverne principale (115 m de long) et ses quatre groupes hydroélectriques réversibles de 200 mégawatts chacun (STEP de Saint-Nicolas-les-Mazures)



Caverne auxiliaire abritant les robinets sphériques des quatre groupes hydroélectriques (STEP de Saint-Nicolas-les-Mazures)



St-Nicolas, Chooz et Nogent s/Seine

25



La centrale de Chooz B et ses deux tours de refroidissement, de 170 et 172 m (collection Centre nucléaire de production d'électricité de Chooz)

La centrale de Chooz B

À Chooz, petit village ardennais situé à l'extrémité de la pointe de Givet et adossé à la frontière, s'est écrite une page essentielle de l'histoire de l'industrie nucléaire de la France et de la Belgique. Avant l'actuelle centrale de Chooz B, il y eut celle de Chooz A, dans le cadre d'Euratom. Sur le plan national, elle fut la première à être équipée d'un réacteur à eau pressurisée fonctionnant à l'uranium enrichi. L'adoption de cette filière résultait d'un transfert de technologie militaire (propulsion nucléaire des sous-marins) des États-Unis vers l'Europe occidentale. Entrée en service en avril 1967, son véritable fonctionnement démarre à la mi-mars 1970. Jusqu'à sa fermeture

le 31 octobre 1991, Chooz A a produit 38 milliards de kwh. Son démantèlement, en cours, constitue une expérience utile pour les opérations identiques à venir. De cette épopée du nucléaire, il ne restera bientôt plus rien sur le site. À peu de distance, Chooz B a été construite à partir de 1982. Cette nouvelle centrale a intégré immédiatement trois innovations majeures : une salle de commandes informatisée, une turbine performante et un générateur de vapeur au rendement supérieur. En 2003, elle a produit 5% de la production nationale. Considérée comme la plus avancée au monde et la plus puissante, elle est la vitrine du nucléaire français.

Autre lieu du patrimoine vivant et objet de contestation et d'admiration, la centrale de Nogent.

Le projet était à l'étude depuis le premier choc pétrolier. Le chantier débute en janvier 1981 et se poursuit pendant sept ans. Trois mille personnes y participent, appartenant à cent soixante-dix entreprises. La construction des bâtiments nécessite le déplacement de six millions de mètres cubes de terre afin, par la constitution d'une plateforme surélevée de cinq mètres, de les mettre hors d'atteinte des eaux de la Seine.

La première tranche est couplée au réseau en 1987 et la seconde en 1988. Dès la fin de 1988, la centrale produit sept milliards de kilowatts à l'heure, soit la consommation de la Champagne-Ardenne. Elle ne cesse ensuite d'accroître sa production.

Le fonctionnement

La centrale de Nogent est de type réacteur à eau sous pression. Une turbine permet à un alternateur de fabriquer de l'électricité. Elle est actionnée par une production de vapeur d'eau, la source de chaleur étant issue d'un réacteur de fission. Dans celui-ci, des noyaux d'uranium 235 sont cassés par une projection de neutrons. Le phénomène s'accompagne d'un grand dégagement d'énergie. La température augmente et la chaleur permet la production de vapeur d'eau. Cette production nécessite l'intervention de trois circuits d'eau indépendants les uns des autres. L'uranium est enfermé à l'intérieur de gaines métalliques étanches, au cœur du réacteur. La fission des atomes se

La centrale de Nogent-sur-Seine

produit dans ces gaines. La température de l'eau sous pression, qui se trouve au sein du réacteur, augmente au contact des éléments du combustible et réchauffe l'eau d'un circuit qui aboutit à un générateur de vapeur. L'énergie nucléaire se transforme en énergie calorifique dans ce circuit primaire entièrement clos. Du générateur de vapeur part un circuit de vapeur qui fait tourner une turbine, entraînant un alternateur. Dans ce circuit secondaire, l'énergie calorifique est transformée en énergie mécanique, puis en énergie électrique. La

vapeur d'eau produite est ensuite condensée dans un condensateur grâce à un circuit d'eau froide nécessitant 92 000 l/s. Cette eau se réchauffe et, pour la réutiliser, il faut abaisser sa température dans les tours de refroidissement. Celles de Nogent-sur-Seine ont une hauteur de 165 m et un diamètre à la base de 148 m. À l'intérieur, l'eau est pulvérisée et refroidie grâce à un courant d'air naturel, avant de retourner vers le condensateur. La sécurité doit éviter tout accident, surtout au niveau du réacteur. Pour cela, trois barrières empêchent les



La centrale de Nogent-sur-Seine (Ville de Nogent-sur-Seine)

produits de fission radioactifs de contaminer l'environnement. Le combustible est d'abord inclus dans des gaines métalliques d'acier. L'eau de réfrigération du réacteur du circuit primaire est enfermée dans une cuve d'acier d'une épaisseur de 22 cm (deuxième barrière). L'ultime barrière, ou enceinte de confinement, est constituée par

le bâtiment du réacteur. Elle présente deux parois en béton d'une épaisseur de 1,20 m pour l'une et de 0,50 m pour l'autre. De plus, un filtre à sable permet d'évacuer, en cas d'accident majeur, la pression de l'enceinte de ce bâtiment, si celle-ci devenait excessive, tout en limitant les rejets radioactifs dans l'environnement.





TEXTILE ET CUIR LA GLOIRE PASSÉE

Les aptitudes de la Champagne-Ardenne ont varié dans le temps et l'espace :
au XVIII^e siècle, la draperie sedanaise est citée en exemple ;
à la fin du XIX^e siècle, les tissus de laine peignée font la notoriété de la Champagne alors que l'Aube devient capitale de la bonneterie.

Sous l'influence de réfugiés protestants, une activité drapière existe déjà à Sedan dès le milieu du XVI^e siècle. Mais il faut attendre le rattachement de la principauté au Royaume de France pour que débute véritablement l'industrie textile sedanaise.



Filature Poupart à Mouzon (collection Costa de Beauregard)



La foulerie du Rivage
(cliché F. Mansu)

Un privilège du roi

Quatre ans après l'acquisition de la place forte par Richelieu, un conseil d'État du Roi, daté du 23 juin 1646, accorde à trois marchands parisiens le privilège de fabriquer « certains draps noirs et de toute autre couleur, façon et manière d'ouvrer telle qu'elle se pratique en Hollande ». Après avoir acquis des terrains dans les faubourgs du Rivage et de la Cassine, Nicolas Cadeau fonde le Dijonval, qui fut, jusqu'à l'expiration du privilège, en 1666, la seule manufacture royale de draps fins dans le Royaume de France. C'est surtout au XVIII^e siècle que

la fabrique sedanaise connut un formidable essor. De 1710 à 1780, la production de drap tripla. Après les Cadeau, d'autres manufacturiers reçurent les mêmes privilèges : Paignon au Dijonval en 1711, Rousseau aux Gros-Chiens, Labauche et Poupart, tous deux calvinistes, qui sont les figures de proue de la draperie sedanaise. Derrière ces manufacturiers privilégiés, deux catholiques et deux protestants, les entrepreneurs de chacune des confessions se livraient à une véritable compétition, qui fut un des moteurs de la draperie sedanaise au XVIII^e siècle.

Les bouleversements de l'espace manufacturier liés à la mécanisation

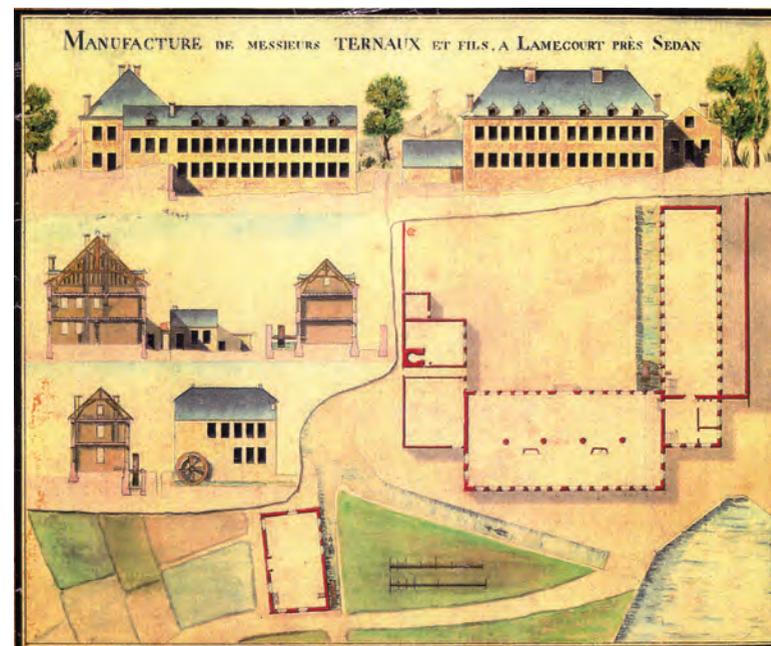
Après la période troublée de la Révolution, la draperie sedanaise connut une reprise sous le Consulat et l'Empire. Deux personnages jouèrent un rôle essentiel dans cette renaissance, Abraham Poupart et Guillaume Ternaux, dont la réussite coïncide avec la mécanisation du travail du drap. La ville redevint, dès lors, une des capitales mondiales de la laine cardée, spécialité séculaire de Sedan.

D'ailleurs, de nombreux fabricants firent encore de belles affaires. Sous la Restauration et la monarchie de Juillet, l'activité fut

La main-d'œuvre textile en 1774

Travailleurs urbains	
Filature	1 152
Tissage	360
Finition	1 994
Outillage	2 216
Main-d'œuvre urbaine	5 722
Travailleurs ruraux	
Filature	7 976
Tissage	1 960
Finition	96
Main-d'œuvre rurale	10 032
Total général	15 754

d'une rare intensité. La draperie sedanaise était alors le reflet d'ascensions fulgurantes comme celle de Laurent Cunin-Gridaine.



La filature Ternaux à Lamécourt (collection particulière)



La manufacture sedanaise

Cunin-Gridaine (1778-1859) : l'ouvrier sedanais devenu ministre

Laurent Cunin (Cunin tout court à l'époque) naquit à Sedan le 10 juillet 1778 dans une famille modeste. Il était le fils unique de Jean-Baptiste Cunin, commis à la manufacture Raulin. Malheureusement, il devint très vite orphelin et fut recueilli par un de ses oncles. Il fréquenta l'école jusqu'à 13 ans puis entra en apprentissage chez un tanneur. Jusqu'à là rien d'exceptionnel. Lorsqu'il partit comme soldat, Laurent avait une si belle écriture que le colonel le prit comme secrétaire. Mais il ne resta pas longtemps sous les drapeaux. On raconte qu'il était tellement mauvais cavalier, qu'un jour sa

monture s'emballa et qu'il chargea seul l'ennemi, avouant bien plus tard qu'il avait eu crânement peur. Mais surtout, il semble que notre personnage était myope et fut réformé pour ce seul motif. Rentré à Sedan, il rejoignit comme commis la maison Étienne Gridaine une importante manufacture textile de Sedan. Rapidement, il réussit à conquérir l'estime et la confiance de son patron. Une telle confiance qu'en 1803, Laurent Cunin eut la bonne idée d'épouser la fille d'Étienne Gridaine ainsi que son nom : il devint alors Laurent Cunin-Gridaine. Il ne tarda pas à développer les affaires de la maison. Modernisant l'ancien établissement donnant sur le Promenoir des prêtres, en y installant une machine à vapeur et des mécaniques, il fit construire un nouvel

établissement rue de Bayle (au n° 9 vraisemblablement). En 1820, Étienne Gridaine se retira des affaires et de la maison qu'il avait fondée en 1774. Son gendre le remplaça à la tête de sa manufacture et s'associa avec son cousin germain, Jean-Baptiste Bernard, fils de l'oncle qui l'avait recueilli orphelin. En 1823, il acquit une partie des Gros-Chiens après le morcellement de l'ancienne fabrique. La nouvelle maison, ainsi formée, obtint une médaille d'or à l'Exposition de 1823. En même temps qu'il développait sa propre manufacture, il donnait une remarquable impulsion à l'industrie sedanaise. Dès cette époque il mena de front une autre carrière, politique celle-là, qui le conduisit au ministère de l'Industrie et du Commerce de 1840 à 1848.

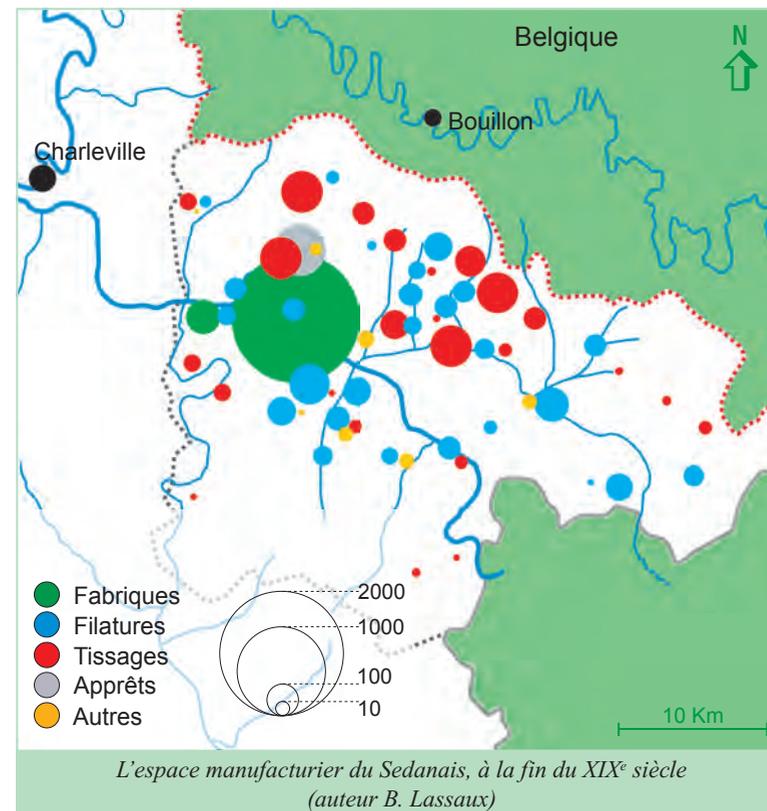


Cunin-Gridaine d'après Daumier (Bibliothèque nationale de France)

Les belles années du Second Empire

La réussite, de nombreux fabricants vont la connaître sous le Second Empire. Bacot, Bonjean, Bertèche, Montagnac... autant de noms illustres qui firent la renommée des draps de Sedan. Avec l'introduction de la machine à vapeur dans les usines et l'esprit d'affaires qui animait alors les fabricants, un élan euphorique plane sur la vieille cité du drap. C'est dans ce contexte qu'intervint la guerre de 1870, mettant un terme à ce bel essor et inaugurant une série de crises qui ont marqué profondément l'industrie textile sedanaise.

La fin du XIX^e siècle se caractérise par l'achèvement de l'industrialisation avec la mécanisation du tissage, qui désormais se concentre en ville. Chaque fabricant ne pouvant investir dans l'achat d'une machine à vapeur, se développe à Sedan la pratique de la location de locaux et de la force motrice. Des usines « modernes » remplacèrent les petits ateliers de tisseurs à la main des villages environnants. La ville draine alors la main-d'œuvre textile, encore marquée par ses origines rurales et son rejet de la discipline. L'ultime chouannerie de 1891,



lorsque 3 500 tisseurs cessèrent le travail, n'y changea rien. Mais l'in-

dustrie textile sedanaise perdait de sa spécificité en abandonnant partiellement ses draps de haute qualité et en introduisant dans sa fabrication des tissus bon marché.



Tissage mécanisé (Le Monde Illustré, 20 août 1922)

La fin du textile sedanais

Le textile disparut du paysage sedanais de façon progressive, mais néanmoins brutale, après la grande crise de 1958. La dernière entreprise ferma ses portes au début des années 1990, laissant derrière elle trois siècles et demi d'histoire économique et sociale sedanaise écrite depuis le milieu du XVII^e siècle.

La ville de Sedan possède quelques beaux fleurons du patrimoine industriel régional. Il s'agit, pour la plupart, d'ensembles du XVIII^e siècle ou du début du siècle suivant, construits à l'époque où le drap de Sedan avait une renommée dépassant largement nos frontières.



Le Dijonval côté cour (cliché F. Mansu)

Le Dijonval

Ce sont les « châteaux-usines », témoins d'une époque où l'architecture industrielle ne se distinguait pas encore des grandes constructions de prestige aristocratiques. Ce patrimoine exceptionnel, installé au pied du château forteresse le plus étendu d'Europe, n'est pas la moindre attraction du Sedan d'aujourd'hui.

Le Dijonval est sans conteste le plus majestueux et le plus emblématique de tous ces édifices. Du premier Dijonval, construit à partir de 1646 par Cadeau, il ne subsiste plus rien. Les bâtiments encore visibles aujourd'hui datent de la seconde moitié du XVIII^e siècle, du temps des Paignon. Le plan Bacot de 1832 nous montre la morphologie de cet ensemble hors du commun. Le corps central, bâti

en 1755, comprend une centaine de fenêtres sculptées presque toutes différemment. Au sommet, un campanile abritant l'horloge et la cloche servait à rythmer le travail. Ce bâtiment s'ouvre sur la rue par un grand portail et se prolonge, de chaque côté, par deux ailes industrielles en quart de cercle, construites en 1778 et abritant chacune un bel escalier. Au fond de la cour avait été édifié le donjon vers 1660. Il servait de logis et comportait également une chapelle, utilisée pour l'encadrement moral des ouvriers. Derrière cette bâtisse, détruite en 1870, se situait un grand jardin, encadré par deux pavillons d'angle. Un ensemble de rames et de vergers complétait cet ensemble, on les utilisait pour faire sécher les pièces de draps produites.



Plan du Dijonval en 1832, aussi appelé plan Bacot (DRAC Champagne-Ardenne)

1. Manufacture des Gros-Chiens
2. Ensemble Cunin-Gridaine
3. Fabrique Simon et Jacquemart
4. Fabrique Jean Labauche
5. Maison Poupart
6. Fabrique Béchét
7. Fabrique Francourt
8. Ensemble de 3 fouleries
9. Manufacture rampe des Capucins Dijonval
10. Le Dijonval



Circuit des anciennes manufactures (auteur B. Lassaux)



Les châteaux-usines de Sedan



La manufacture des Gros-Chiens : le logis de 1629 (cliché F. Mansu)

Vers 1820, les Bacot, nouveaux propriétaires des lieux, firent installer une machine à vapeur, alimentant les ateliers qui avaient été entièrement remodelés pour pouvoir accueillir les nouvelles machines. En plus de la teinturerie, la manufacture possédait trois fouleries, dont deux à l'extérieur de la ville, et une dégraisserie, installée deux kilomètres plus loin. L'ancienne manufacture, après plus de 300 ans d'activité, a définitivement fermé ses portes en 1960. À ce jour, aucune solution de réhabilitation n'a été retenue.

La manufacture des Gros-Chiens

Alors que la plupart des usines de Sedan sont des immeubles à étages, du fait de la configuration de la ville, la manufacture des Gros-Chiens a été érigée à l'emplacement d'une petite académie militaire datant de l'époque de la principauté de Sedan. Le grand corps de logis donnant sur la rue fut construit en 1629, par un maître de forges liégeois.

En 1688, Denis Rousseau, écuyer du roi, fit édifier une fabrique organisée autour de deux cours centrales, d'une superficie équivalente à celle du Dijonval de l'époque. Les bâtiments industriels entourant les deux cours sont caractéristiques des manufactures textiles : de larges

La cour des têtes et les anciens bâtiments industriels (cliché F. Mansu)



Le château de Montvillers, côté jardin (cliché F. Mansu)

passages, de nombreuses fenêtres, des portes en plein cintre... Autant d'éléments qui permettaient d'ac-

complir la fabrication des pièces de drap dans des conditions optimales de luminosité et d'espace.

L'ensemble manufacturier fut démantelé en 1823. Il est aujourd'hui réhabilité en logements.

Le château et la foulerie de Montvillers

Les grands manufacturiers du XVIII^e siècle se devaient, pour honorer leur rang, de posséder une « résidence d'été » digne de ce nom. En 1770, Jean Abraham Poupart de Neufelize fit construire par Jallier, architecte du roi, le château de Montvillers (près de la commune de Bazeilles, à 3 kilomètres de Sedan), pour lequel il déboursa la somme de 200 000 livres tournois, une véritable fortune. Sur chacune des façades, figure une très belle frise maçonnée marquant l'appartenance de Poupart à la Loge

sedanaise. Six ans plus tôt, Abraham Poupart, qui n'était pas encore anobli, avait fait l'acquisition d'une platinerie qu'il reconvertisse en foulerie. C'est près de cette « bergerie manufacturière » qu'il fit construire sa résidence d'été. Cet édifice fut conservé en l'état, depuis le XVIII^e siècle jusqu'en 2000, date à laquelle le club de football local, évoluant en 1^{ère} division nationale, racheta la propriété pour y installer son siège social et des terrains de sport. De Sedan à Louviers, en passant par Reims, Poupart de Neufelize, com-

me Guillaume Ternaux, s'était bâti un véritable empire manufacturier qui donnait de l'ouvrage à plus de 20 000 personnes.



La foulerie de Montvillers (cliché F. Mansu)

La manufacture du tapis au point de Sedan est la dernière entreprise du Sedanais à utiliser encore des métiers à tisser mécaniques. Elle occupe quatre ouvriers dans une ville où, en 1954, 17 entreprises totalisaient 2 215 ouvriers.



Métier au point de Sedan, détail (cliché C. Picot)

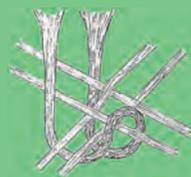


Tapis au point de Sedan, style Rouge Orient (collection Le Point de Sedan)

Le tapis au point de Sedan

À la fin du XIX^e siècle, un Sedanais, Monsieur Duquesne, fabricant de métiers à tisser, exporte ses machines vers l'Orient. Lors de ses voyages, il est conquis par les tapis noués à la main. Il essaie de mettre au point un métier à tisser capable de reproduire ce procédé mécaniquement. Il invente un système de fixation double de la laine en forme de huit, sur un canevas de lin : c'est le point de Sedan.

Schéma du point de Sedan
(Le Point de Sedan)



La laine peignée vient de Nouvelle-Zélande, elle est teintée à Roubaix. La composition d'un tapis exige 3 kg de fils de laine au m². Le client choisit le dessin parmi des modèles disponibles sur catalogue. Le dessin est « traduit » sur une carte perforée et l'ouvrier prépare le matériel selon le choix du client.

Pendant trois semaines, il installe les bobines de lin et les bobines de laine sur le métier à tisser. Une fois tissé, le tapis est tondu et cardé. Les défauts de couleur ou les oublis de points sont repérés et rectifiés. Le tapis est ensuite recouvert d'une colle pour être rigidifié.

Aujourd'hui, la question de la pérennité de l'entreprise se pose : il faut six à sept ans pour former un jeune et les ouvriers actuels seront bientôt à l'âge de la retraite.



Métier au point de Sedan, détail (cliché C. Picot)



Point de Sedan, feutre de Mouzon

33

L'innovation dans le textile : les Sommer à Mouzon

Près de la frontière belge, la petite ville de Mouzon a été le théâtre de l'ascension fulgurante des usines de fabrication de feutre Sommer.

Aujourd'hui, le musée du Feutre de Mouzon, une structure unique en Europe, conserve la mémoire de ce patrimoine.



Les usines Sommer avant 1918 (collection Les Amis du vieux Mouzon)



En 1880, Alfred Sommer, un Alsacien, fonde une manufacture du feutre à Mouzon, sur l'emplacement de la filature créée par les Neufelize en 1807. Il devient un des premiers fabricants d'Europe dans sa branche. Son fils Roger reconstruit l'usine après les désastres de la Première Guerre mondiale et donne tout son éclat à la production : les « thibaudes » doublent les épaisseurs des tapis, le tapis feutré remplace la moquette, les chaussons de feutre sont la spécialité de la marque.

Une orientation déterminante

Une nouvelle fois détruite par la guerre, l'usine redémarre en 1945, avec à sa tête les trois frères François, Raymond et Pierre Sommer. Ils font le choix du feutre pour l'automobile et le bâtiment.

En 1950, est lancé le premier feutre insonorisant pour l'automobile. En 1953, est créé le Tapiflex, revêtement de sol plastique constitué d'une enduction vinylique, sur un feutre jute aiguilleté, armé d'une toile et en 1959, le Tapisom, premier revêtement de sol aiguilleté entièrement synthétique.

En 1961, une usine est créée à Sedan pour la production de revêtements de sols et de murs.

Photographie de gauche
Fabrication d'un édredon en feutre pour la sculpture Mon lit de Jean-Michel Choriol (réalisation musée du Feutre de Mouzon, 2003)

Photographie de droite
Création contemporaine à l'usine du Feutre SA (collection musée du Feutre de Mouzon, 2004)

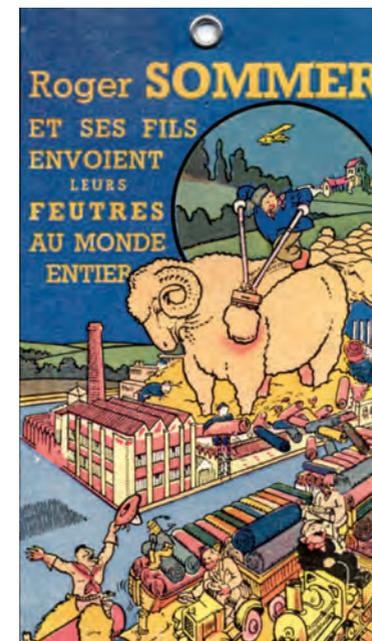
En 1965, la part du feutre, qui représentait 100 % de la production en 1954 passe à 12 %, contre 88 % pour les revêtements. En 1966, la société est cotée en bourse.

Les belles années

En 1972, la firme a multiplié par 30 son chiffre d'affaires par rapport à 1953 ; elle emploie 6 500 personnes, dont 1 300 hors des frontières, et compte 26 filiales, dont 17 à l'étranger. En 1985, elle s'implante dans la zone industrielle de Mouzon pour la fabrication des aiguilletés d'automobile.

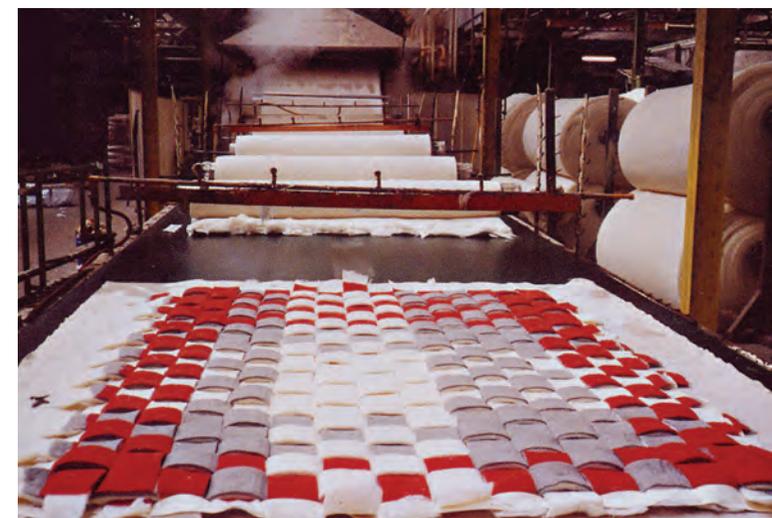
Un destin international

Dans les années 1990, l'usine de Mouzon est séparée du groupe et devient « Le Feutre » puis « Le Feutre SA ». En 2001, le groupe Sommer-Allibert ventile ses activités autour de trois orientations : les revêtements, l'emballage et les équipements automobiles. Au début de cette année-là, la société cède le contrôle de son activité automobile



Étiquette publicitaire, années 1920 (collection Les Amis du vieux Mouzon)

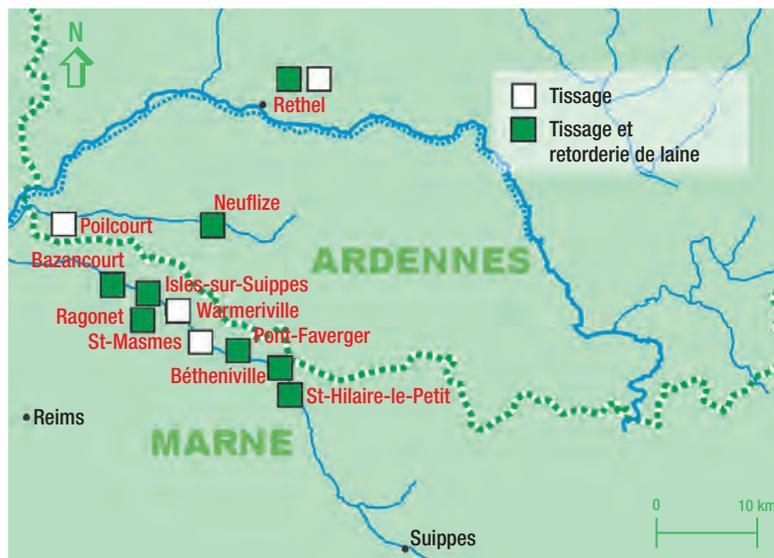
à l'équipementier Faurecia, leader européen (25 %) et 3^e mondial sur le marché des sièges automobiles. Désormais, plus aucune entreprise ne porte le nom de Sommer.



La Révolution française a libéré des cours d'eau jusque-là jalousement surveillés par la noblesse laïque et ecclésiastique. Les anciens moulins à farine sont transformés. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'Aisne se couvre d'usines, ses affluents la Suipe, la Retourne ou la Vaux également.



Le déversoir de la Suipe à Rethel (collection J.-P. Marby)



Localisation des établissements dans la vallée de la Suipe (auteur J.-P. Marby)

Un pôle textile important

À Rethel, en 1865, quatre usines sont établies autour du barrage : la filature Huot-Noiret-Choppin, les établissements Fournival, Guérineau et Duval, et sur la terre ferme, les fabriques Duval et Lessieux. D'autres pôles se sont développés en périphérie, à proximité d'un axe routier (établissement Maquet, puis Givelet et Lainé), ou de la voie de chemin de fer (établissement Fournival-Lacaille).

Depuis le XVIII^e siècle, la famille Fournival s'est spécialisée dans le travail de la laine. Elle consolide sa fortune tout au long du XIX^e siècle, réalisant même un mariage croisé avec les Heidsieck de Reims. Paul Auguste Fournival-Bourin reprend l'affaire et s'associe à son beau-frère, l'ingénieur civil parisien, Ernest Lacaille. En 1865, ils créent,

à proximité de la gare, une filature, rapidement associée à un tissage et dominée par une élégante villa patronale.

En 1892, Rethel conserve quatre grands établissements textiles autour de l'Aisne : la filature Grandjean (1 900 broches à filer et un tissage mécanique de 140 métiers), l'usine Noiret (4 960 broches), Fournival-Lacaille (7 780 broches), Poulet (3 400 broches). Un quart de siècle plus tard, les Allemands décrivent *L'industrie en France occupée*. Ils reconnaissent deux établissements importants : Harmel frères (30 000 broches) à Warmerville et Noiret (10 000 broches), quatre peignages à façon à Signy-l'Abbaye, l'usine de la veuve Paté à Neuflyze et cinq établissements sur la Suipe.

Octave-Hippolyte Noiret, une grande figure retheloise

Ce fils d'ouvrier de l'Amiénois fut rattacheur, conducteur de *mull jenny*, employé de bureau, puis d'une maison de vente à Paris. Arrivé à Rethel en 1855, il se marie en dehors de la bourgeoisie textile. Un fils naît en 1864 qui mourra précocement. Dès 1874, l'industriel avait fait venir son neveu Oscar Edgard Martin, qui devint son associé, puis son successeur. En souvenir de leur fils décédé, les Noiret-Chaigneau fondent en 1893 la crèche Hippolyte-Noiret, destinée à recevoir gratuitement quatre-vingts enfants d'un mois à trois ans. Le couple institue à Fouilly - lieu de naissance du mari - un hospice et un ouvrier destinés à accueillir

des Arts et Manufactures. Candidat malheureux aux sénatoriales, il est décoré de la Légion d'honneur et de la grande médaille d'or de l'Assistance publique...



Octave-Hippolyte Noiret (collection particulière)



Rethel et la vallée de la Suiippe

35



*La filature Martin-Guillemain au début du XX^e siècle
(Archives départementales des Ardennes)*

La filature devenue cartonnerie

Arrivé à Rethel en 1855, Octave Hippolyte Noiret entre au service de la filature Billet, un établissement industriel né des conséquences de la faillite Desmont-Faille de 1837. En 1840, Guérineau, négociant de Poitiers, alors propriétaire, loue, rue du Quai, deux filatures : l'une à Fournival-fils et Altmayer, l'autre à Huot. L'usine de la *Porte marinière* est louée à la société Billet, Carabin et Huot, puis au départ de Billet, la location se fait au profit de la société Huot, Noiret et Choppin. Progressivement, Noiret dirige la filature comme associé, puis comme seul propriétaire. Rapidement, le site hydraulique, aidé par la vapeur en période d'étiage ou de hautes eaux, ne suffit plus. Des bâtiments sont construits, dès 1869, sur la terre ferme, rue de Rome. L'usine compte 4 960 broches en 1892 et 10 500 en 1914. L'établissement Noiret s'est spécialisé dans le retordage, le grillage et le mélange de laine et de

soie. La qualité du travail est saluée lors de l'Exposition universelle de Londres de 1862. Ces fils coûteux sont recherchés pour l'habillement féminin, notamment par les fabricants saxons.

La SARL Martin-Guillemain

En 1912, à la mort de Noiret sans héritier direct, Martin, le collaborateur, reçoit l'héritage avunculaire. Après les destructions de 1914, le nouveau propriétaire commande, dès 1916, de nouvelles machines. Son fils, René Martin, et son gendre, Henri Guillemain, reprennent la direction des affaires à sa mort, survenue en octobre 1921. Fin 1922, l'usine se compose de 10 800 broches de filature et 8 000 broches de retordage. La filature de laine peignée voit sa production fluctuer au cours des années 1930. Lors des années 1935-1936, elle diminue de 53% ; l'activité doit

même être interrompue en 1937. La manufacture occupait alors 120 à 130 ouvriers. Lors de la Bataille de Rethel en mai-juin 1940, les bâtiments sont de nouveau touchés. Signe des temps et des difficultés du monde textile, la SARL Martin-Guillemain envisage sa reconversion dans la fabrication du papier et du carton sur le deuxième site, rue de Rome. L'autorisation de transformation de la filature en papeterie-cartonnerie est accordée en juillet 1951. Une autre page industrielle est désormais tournée, une nouvelle aventure commence, le bruit de la filature s'est tu...

Les destructions irréversibles de la Première Guerre mondiale

Suite aux destructions liées à la Première Guerre mondiale, quelques sites seulement redémarrent. Les Lacaille, résidant à Paris, cèdent leurs dommages de guerre de la rue du Quai. Les tissages mécaniques Achille Berquet, installés dans les bâtiments Fournival-Lacaille, près de la gare, se relèvent lentement : 250 ouvriers y travaillent en 1922. L'ancienne usine Noiret, devenue la filature Martin-Guillemain, se redresse plus facilement. Ces deux entreprises développent, dès 1920, des cités ouvrières. En 1939, l'usine Lainé compte 120 ouvriers, 5 300 broches de filature et 204 métiers à tisser. Au début des années 1950, elle produit des flanelles et des lainages légers pour robes et manteaux. L'usine Martin-Guillemain se reconvertit en cartonnerie au début des années 1950, alors que le tissage Lainé cesse ses activités. Les établissements Berquet ferment en 1965, repris pour une dizaine d'années par Innovatis. Plus au sud, sur



*La filature dans les années 1920
(Archives départementales des Ardennes)*



*La filature, devenue cartonnerie, dans les années 1950
(Archives départementales des Ardennes)*

la Retourne à Neufelize, la filature est remise en action en 1923 avec 120 ouvriers. En 1946, bâtiments et machines sont rachetés par une

firme du Nord. Après la fermeture de 1975, une expérience de salariés-actionnaires est tentée : la fermeture définitive a lieu deux ans plus tard.

« Au commencement de ce siècle, il se fit à Reims une création, véritable événement industriel surtout pour le centre manufacturier dont cette ville est capitale. Ce fut la formation d'un nouveau tissu que l'on appela mérinos d'après le nom de la laine dont l'étoffe était composée ».
J. Turgan, *Les Grandes Usines*, Paris, 1868.



L'usine de peignage Holden 1868 (bibliothèque du CNAM)



Plan de situation de l'usine Holden.
La partie sombre en indique l'emplacement (auteur D. McKee)

Les pionniers du renouveau textile rémois

Région de grande tradition lainière, Reims transforme la laine des moutons mérinos parcourant les vastes pacages de la Champagne. Jusque vers 1850, l'introduction de nouveaux tissus et articles imprime un nouvel essor au secteur lainier rémois.

Les « articles de Reims », destinés au marché parisien et faits de laines peignées et de tissus légers, sont au nombre de 66 assortiments en 1839 : châles, flanelles, tartans à manteaux, gilets, bolivars pour chemises, tissus de confection pour dames. La hausse de la demande entraîne un doublement du troupeau ovin et une transformation des méthodes de production. Dès les années 1810, la laine commence à être filée mécani-

quement. Si le nombre de métiers à bras augmente en proportion, le peignage reste à la traîne. Peignée à la main, la laine est débarrassée de ses dernières impuretés avec les dents de l'ouvrier. La mécanisation du peignage débute à la fin des années 1840. Enfin, le tissage mécanique démarre en même temps, mais progresse lentement. Une poignée d'entrepreneurs, Ternaux, Jobert-Lucas, Croutelle, Gand, Lachapelle, entre autres, mettent à l'essai machines et procédés nouveaux. Cependant, le travail manuel à façon, en ville comme à la campagne, prédomine. En 1839, cent mille travailleurs à Reims et dans les environs sont employés, le travail en usine restant exceptionnel.

Les « Trente Glorieuses » de l'industrie textile rémoise (1848-1878)

La période faste du textile rémois est due à toute une conjugaison de facteurs. Le désenclavement de la région par le chemin de fer facilite l'approvisionnement en houille et augmente la production, par l'acheminement de balles de laine importée. L'introduction des techniques anglaises – l'usine géante de peignage Holden fonctionne en 1854 – donne un coup de fouet à la production.

Le marché national est désormais accessible au-delà de Paris. Les ventes passent de 66 à 153 millions de francs entre 1839 et 1878.

Les industriels de Reims se distinguent aux différentes expositions universelles. Reims voit son paysage se métamorphoser : des cheminées s'élèvent, des usines s'agrandissent à l'intérieur du tissu urbain, les faubourgs sont jalonnés d'unités de production, réalisées notamment par l'architecte Alphonse Gosset, qui travaille aussi pour les négociants de Champagne.

Le nombre d'entreprises, à capitaux familiaux surtout, augmente dans toute la filière : industries annexes comme l'apprêt et la teinture, la chimie pour le traitement de la laine, le recyclage des déchets et la construction mécanique. Les chefs d'entreprise sont persuadés que leurs débouchés, avec les tissus mérinos, sont assurés. La confiance en la qualité des articles de Reims incite à la routine et au manque de clairvoyance face aux changements inévitables de la mode vestimentaire.

Un témoignage : L'usine de peignage Holden

« Comme peignage de laines, il est peu d'établissements aussi considérables que celui que MM. Holden possèdent à Reims, et qui y est connu sous le nom d'Usine des Anglais. La construction, d'une grande sobriété de détails, offre dans son ensemble un aspect réellement imposant. Le peignage Holden marche jour et nuit.

Cet établissement dispose d'une force motrice de 800 chevaux ; il consomme par jour 50 000 kilos de houille ; sa production quotidienne est de 13 500 kilos de laine peignée ; il emploie 1 200 ouvriers dont les salaires, totalisés pendant un an, s'élèvent à 1 200 000 francs environ ; la dépense annuelle de ces ouvriers au restaurant de l'usine est de 90 000 francs.

Enfin, - dernier détail qui achèvera de prouver l'importance du peignage Holden - son alimentation nécessite en moyenne l'emploi de 30 000 kilos de laine brute par jour. »

G. Le Guesnier,
Reims et le pays rémois en 1872



La bibliothèque Holden réalisation sociale patronale (cliché D. McKee)



La laine à Reims

Les manufacturiers rémois du textile et les noms de rue

- Pierre-Roland Benoist-Malot (1780-1836)
- Pierre-Marie Buirette (1784-1866)
- Simon Dauphinot (1821-1889)
- Adolphe David (1808-1849)
- Eugène Desteuque (1816-1896)
- Henri Gand (1809-1873)
- Augustin-Hubert Gilbert (1806-1863)
- Nicolas Henriot (1797-1833)
- Jonathan Holden (1828-1906)
- Joseph Jacquet (1811-1877)
- Pierre-Marie Jobert-Lucas (1766-1841)
- César Poulain (1822-1886)
- Jules Poullot (1835-1916)
- Victor Rogelet (1814-1881)
- Louis Royer (1847-1931)
- Guillaume Ternaux (1763-1860)
- Barthélémy Villeminot-Huard (1805-1877)
- Auguste Walbaum (1819-1896)
- Jules-Désiré Warnier-David (1826-1899)

Une maladie de langueur interminable

La grande grève de 1880 démarre chez Holden et touche tout le secteur : les ouvriers réclament le raccourcissement de la journée de travail. Les consommateurs réclament, quant à eux, des tissus moins chers. Satisfaire la demande coûterait trop en investissements pour beaucoup de lainiers et certains d'entre eux liquident leur affaire. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'industrie lainière reste, à Reims, la première en termes d'emploi, mais le déclin rémois s'accélère avec l'arrêt de la production et les destructions massives de la guerre 1914-1918.

Une reconstruction lente et incomplète fait perdre des parts de marché. La crise économique des années 1930 frappe le secteur : un métier sur deux s'arrête.



Villa Dauphinot à Cormontreuil (cliché D. McKee)

Après la Seconde Guerre mondiale, le nombre de salariés se réduit comme peau de chagrin : de 5 000 en 1946 à 1 600 en 1960. Événement rarissime, l'entreprise Lelarge fête son centenaire en 1952 pour disparaître peu après. Le secteur lainier rémois n'a ni les moyens ni les hommes pour s'adapter. La politique de décentralisation industrielle, lancée à la fin de la IV^e République, voit s'ins-

Vie et mort d'une entreprise textile rémoise : Pierrard-Parpaite, père et fils.

Constructeur de machines textiles et peigneur de laine, Jules Pierrard-Parpaite (1808-1879) fonde, le 23 avril 1864, une société en nom collectif avec ses deux fils, Eugène Pierrard-Armengaud et Émile Pierrard-Bourlet.

24 avril 1874 : Prorogation de la société, jusqu'au 31 décembre 1880.

« Cette société est au nom collectif pour tous les associés et a pour but la construction de machines, la fonderie de fer, le peignage, la filature et le tissage à la mécanique des laines et généralement toutes les opérations qui comportent ces industries »

Siège social : 24, boulevard du Temple.

Le capital industriel reste propriété du père, l'usine se situant entre le boulevard du Temple (Lundy), la rue Coquebert et la rue de Savoie.

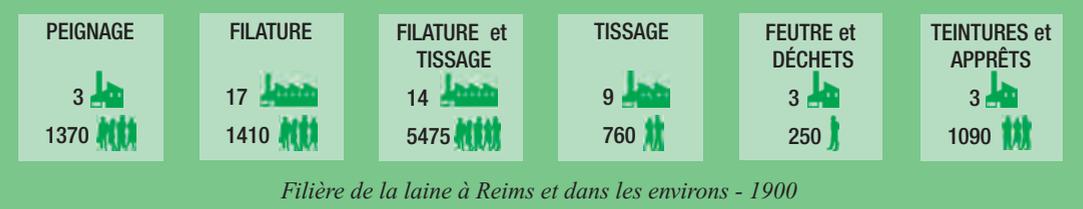
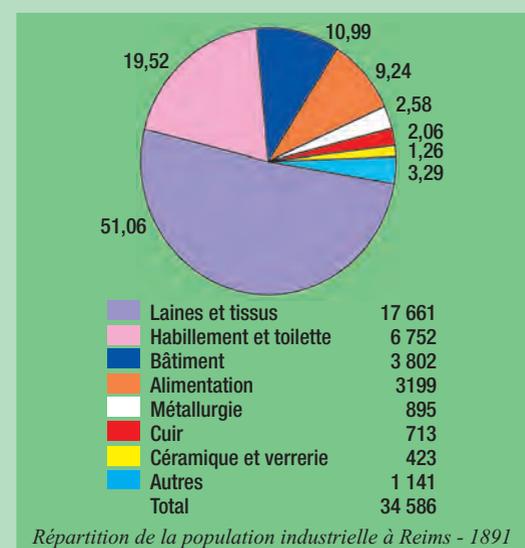
Le capital social de 700 000 F est à parts égales entre les associés.

1878 : participation de l'entreprise à l'exposition universelle de Paris.

31 mars 1879 : décès de Jules Pierrard-Parpaite.

18 juillet 1891 : liquidation de la société Pierrard Frères.

(Archives départementales de la Marne)



taller de nouvelles industries (métallurgie, sous-traitance automobile) aux salaires bien plus attractifs que ceux du textile. L'ouverture du Marché commun expose Reims à la concurrence étrangère. Une nouvelle consommation vestimentaire (tissus synthétiques ou mélangés, prêt-à-porter bon marché) fait baisser encore les commandes.

Une désindustrialisation éclair

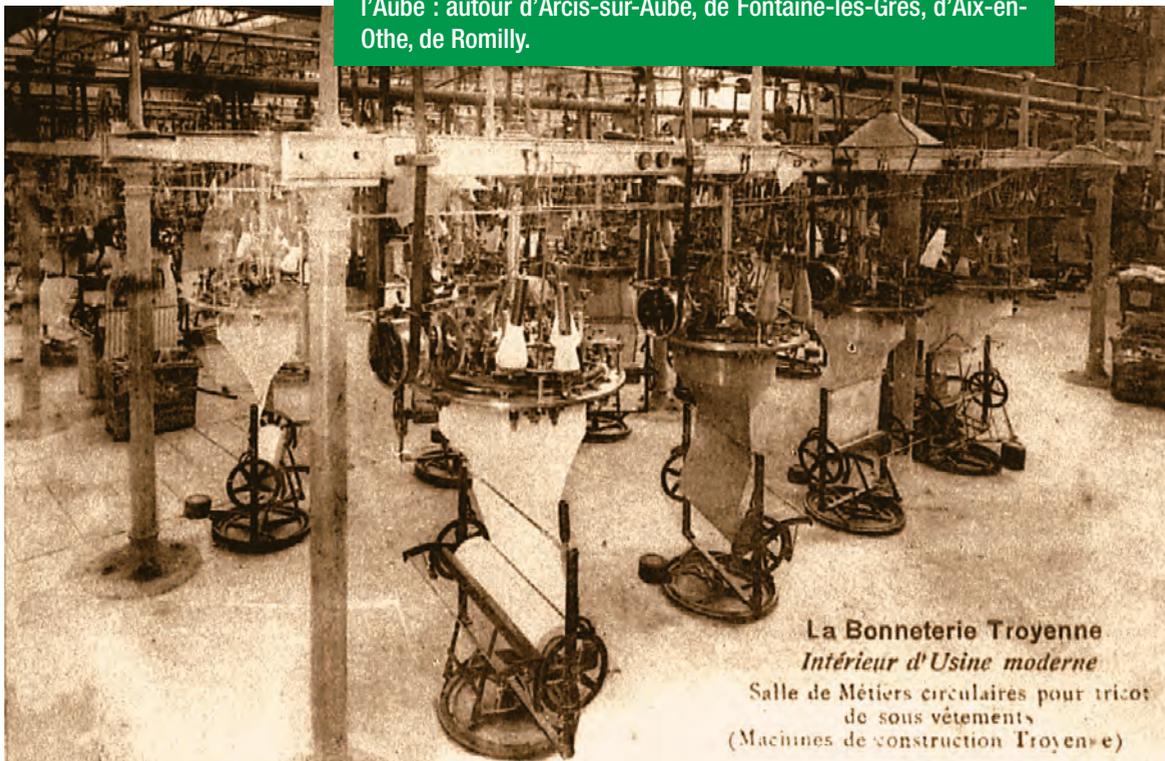
Avec le naufrage du textile, s'effacent les traces de son activité. Les locaux des usines textiles sont réaffectés à d'autres usages : Arthur-Martin reprend une usine de peignage, Sarlino emménage chez Walbaum. La croissance rapide de la population

nécessite la construction de logements sur des terrains déblayés de leurs bâtiments industriels. Perceptible dès la fin du XIX^e siècle, cette rénovation inexorable de l'espace urbain s'accélère pendant les années 1960-1970. Ne survivent aux coups des démolisseurs que des épaves : des cheminées çà et là, quelques corps de bâtiments réutilisés par la clinique Saint-André ou les Régates rémoises. Les Rémois ont perdu la trace visuelle du passé industriel textile. Aux yeux du passant, il ne subsiste de cette aventure que certaines demeures patronales, les noms de quelques rues, la bibliothèque Holden et pour les curieux, les tombes de chefs d'entreprise au cimetière du Nord.



La cheminée des anciennes usines Néouze, aujourd'hui Régates rémoises (cliché D. McKee)

C'est à partir du milieu du XVIII^e siècle que la bonneterie au métier se développe dans plusieurs régions du futur département de l'Aube : autour d'Arcis-sur-Aube, de Fontaine-les-Grès, d'Aix-en-Othe, de Romilly.



Métiers à tisser circulaires (musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte)

Les grandes étapes d'une histoire prestigieuse

Le centre historique de la bonneterie auboise n'est pas Troyes mais Arcis-sur-Aube, où les premiers métiers « à faire bas » apparaissent probablement entre 1727 et 1730. L'initiative en revient au châtelain d'Arcis, Pierre Grassin. Ce n'est qu'en 1746 que les premiers métiers arrivent à Troyes, à l'hôpital de la Trinité. Initialement destinée à « employer les pauvres et les malades valides », la manufacture de la Trinité connaît un rapide succès et doit embaucher des ouvriers de l'extérieur.

À la veille de la Révolution, il y a environ 400 métiers dans la région d'Arcis, 500 à Troyes et environ 600 dans les autres foyers de l'ouest du département.

La période révolutionnaire entrave quelque temps le développement de la bonneterie, mais l'activité reprend dès la Restauration et le nombre de métiers se multiplie. En 1830, on en compte près de 8 000 dans l'ensemble du département.

À partir du milieu du XIX^e siècle, le perfectionnement des machines

et l'utilisation de la force motrice contribuent à favoriser le développement des fabriques, au détriment des petits fabricants individuels. Bénéficiant de liaisons faciles par le chemin de fer et les routes nationales, Troyes devient le principal centre de fabrication de bonneterie dans l'Aube et en France, assurant environ le tiers de la production nationale.

En 1914, la bonneterie auboise représente la moitié de la production française, tant en effectifs qu'en chiffre d'affaires.

Après la Première Guerre mondiale, la bonneterie se décentralise dans d'autres départements et en 1940, Troyes ne représente plus guère que 30 % de la production française. La ville conserve cependant toute son importance dans l'industrie de la maille puisque sur 350 établissements de bonneterie dans l'Aube en 1949, Troyes en concentre 195 et son ancien faubourg savinien en compte 40. Aujourd'hui l'industrie n'est plus qu'un souvenir.



1



2

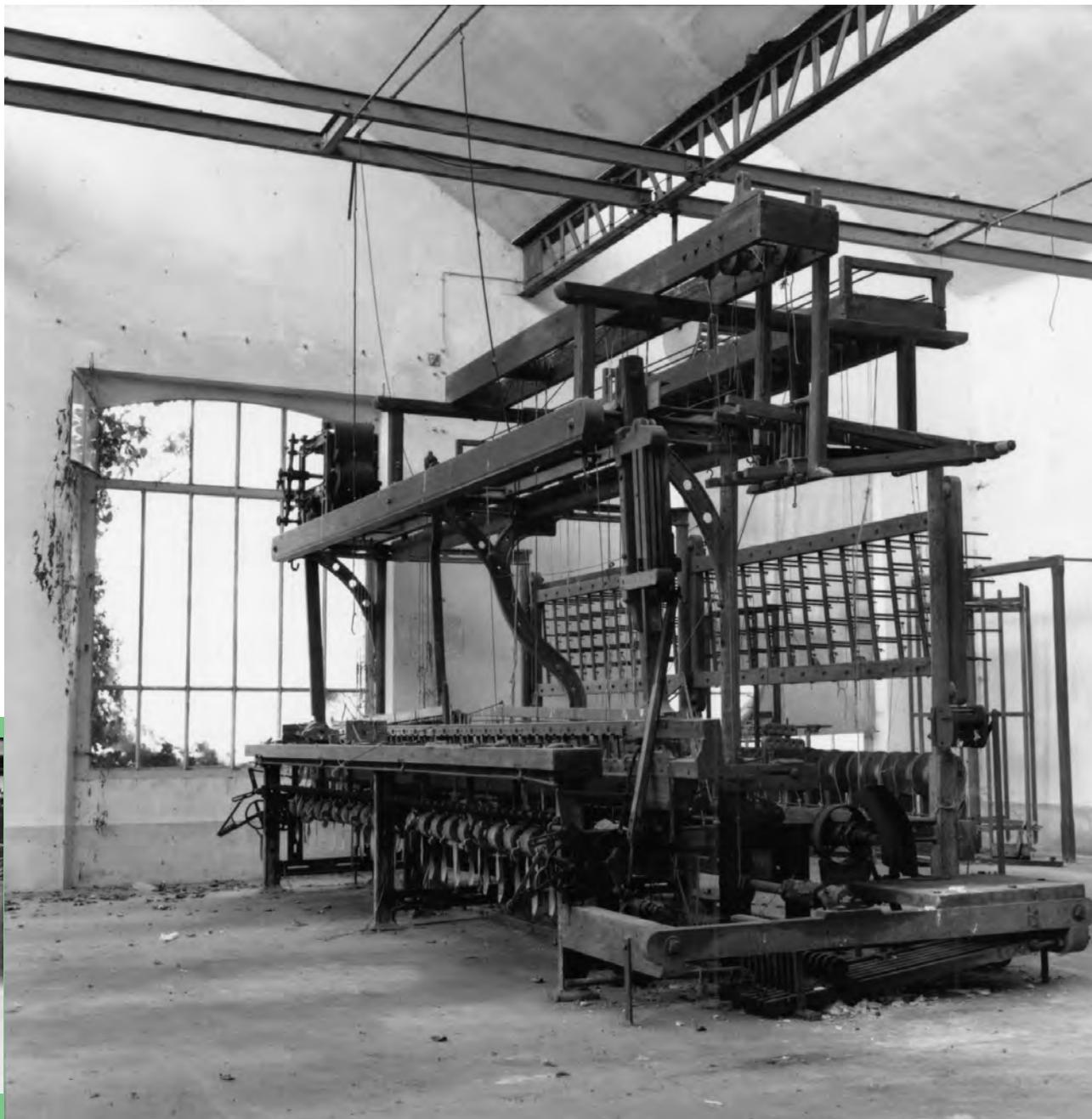


3

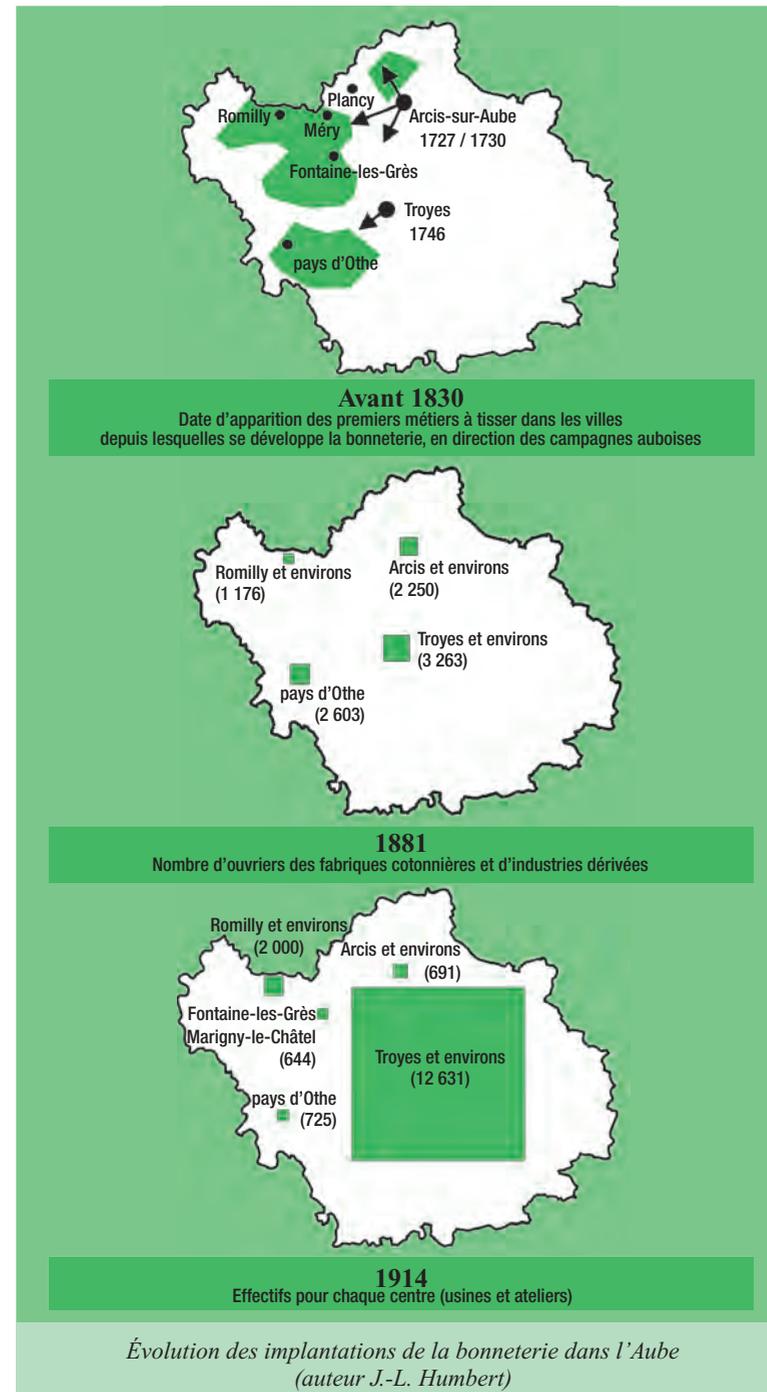
De l'atelier familial à l'usine textile, toute une typologie : le témoignage des cartes postales du début du XX^e siècle (documents 1 et 2 : musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte ; document 3 : Archives départementales de l'Aube)



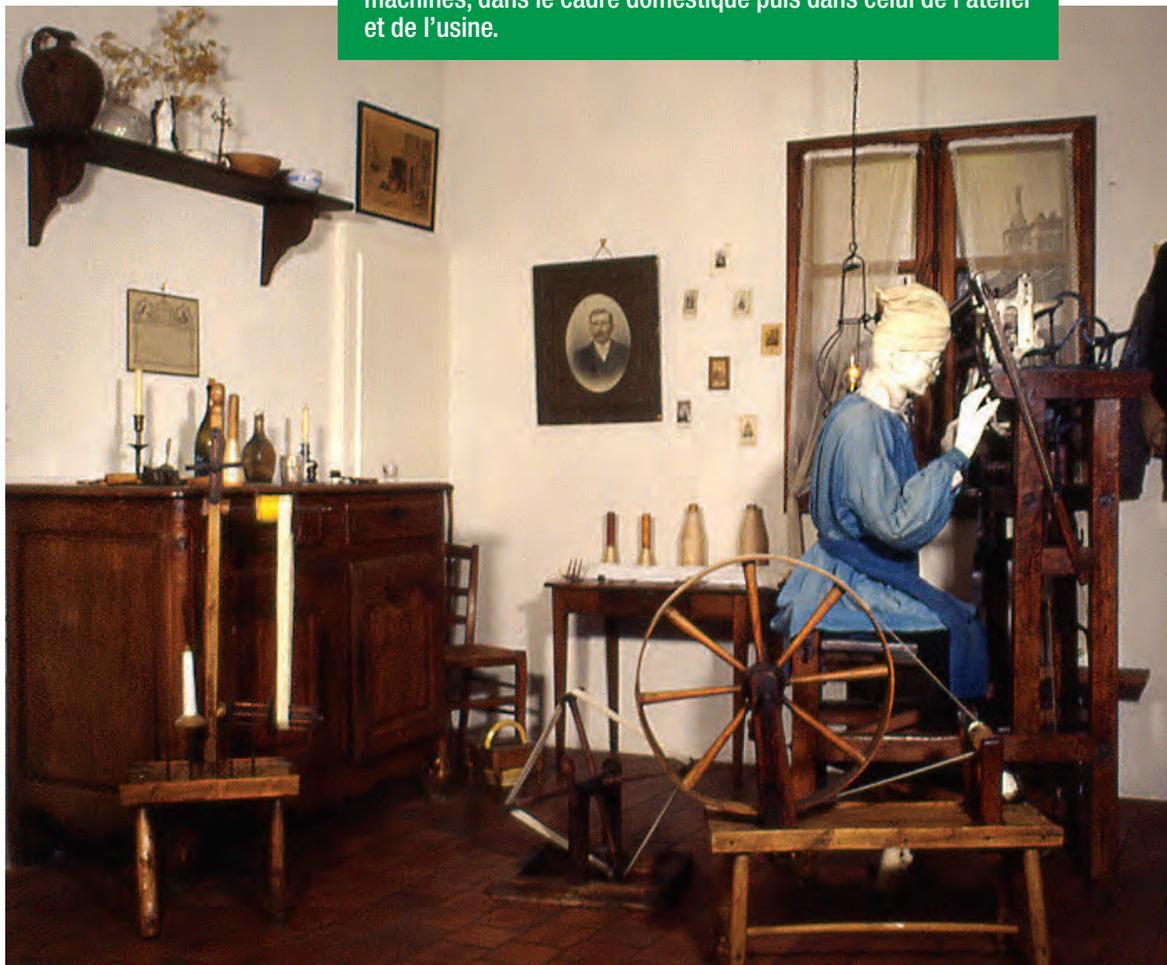
La bonneterie auboise



La désindustrialisation a frappé durement. Ici, une usine en friche de Romilly (cliché D. Lebrun)



L'histoire de la bonneterie auboise est d'abord celle d'une longue et bénéfique confrontation entre les hommes et les machines, dans le cadre domestique puis dans celui de l'atelier et de l'usine.



Reconstitution d'un atelier de bonnetier à domicile à la fin du XIX^e siècle (musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte)

Le bonnetier à domicile

L'activité textile s'impose à la fin du Moyen Âge, dans le contexte des foires de Champagne, où la ville de Troyes, en tant que nœud de communications, joue un rôle déterminant. La qualité des eaux de l'Aube, la nécessité de ressources complémentaires dans une région rurale difficile mais où l'élevage est présent, expliquent la diffusion

de la bonneterie, qui utilise d'abord la laine locale, puis à partir de la fin du XVIII^e siècle, du coton.

Le premier métier à tricoter est vraisemblablement inventé en 1589, par l'Anglais William Lee. Il connaît une remarquable diffusion dans les villes et les campagnes autour de Troyes. Ce type de machine, qui se manœuvrait à la main

et au pied à l'aide de pédales, sera utilisé en bonneterie jusque dans les années 1830.

Les musées d'Art et d'Histoire de Troyes ont reconstitué un atelier de bonnetier à domicile. L'artisan travaille sur un métier de type Lee, qui comporte une mécanique en fer forgé et un bâti en bois, appelé « petit métier français ».

Il s'éclaire, à la fin du XIX^e siècle, avec une lampe à pétrole, et une boule remplie d'eau, au-dessus de lui, sert à concentrer la lumière et produit un effet de loupe sur le travail en cours. Souvent installé dans une pièce qui sert à la fois de cuisine, de chambre à coucher et d'atelier, ce métier peu encombrant permet de fabriquer des bas, des

gants, des bonnets ainsi que des sous-vêtements.

Le bonnetier à domicile a caractérisé pendant longtemps l'industrie troyenne et a donné son caractère à la ville, à travers la prolifération de petites maisonnettes disposant souvent d'un atelier contigu. Il a aussi contribué à former le caractère d'une population dynamique et entreprenante.

Une mécanisation originale

Avec le XIX^e siècle, une série d'inventions, dues pour la plupart à des Troyens, va transformer l'industrie de la maille. En effet, à côté des deux grands types de métiers qui sont utilisés dans l'industrie de la maille, les métiers rectilignes et les métiers circulaires, tous les deux d'invention anglaise, il existe une quantité de variantes, issues des améliorations apportées le plus souvent par de simples artisans ou des techniciens avertis.

Hérités du métier Lee, les rectilignes ne subissent aucune modification importante jusqu'en 1830. À partir de cette date, les mécaniciens inventeurs troyens vont modifier le métier initial. En brevetant, en 1834, une mécanique à diminuer automatiquement les bas, le Troyen Delarothière ouvre la voie à la conception des métiers automatiques. Son ingénieux système sera repris sur les métiers modernes. D'autres améliorations techniques suivront, notamment avec Linard, qui imagine en 1879 un métier rectiligne automatique à production rapide, quelle que soit la forme du vêtement.

Vers 1900, l'essor industriel de la ville de Troyes, alors considérée comme la « capitale de la bonneterie française », est dû, en grande partie,

à l'ingéniosité de quelques mécaniciens, qui ont construit des métiers nouveaux, comme le métier-chaîne et le métier circulaire, ou qui ont perfectionné des machines existantes, d'origine anglaise ou allemande, afin de les rendre plus performantes et mieux adaptées aux besoins de la production locale. Ouvriers mécaniciens, ces hommes sont en général d'origines modestes.



Inventé en Angleterre en 1863, importé dans l'Aube en 1879 et perfectionné par les mécaniciens troyens, le métier Cotton est entièrement automatique et peut tricoter simultanément plusieurs pièces. Ce métier à têtes multiples (4,6,8 puis 12) contribue largement à faire passer la bonneterie auboise à l'âge de la grande industrie.

Le métier Cotton (musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte)

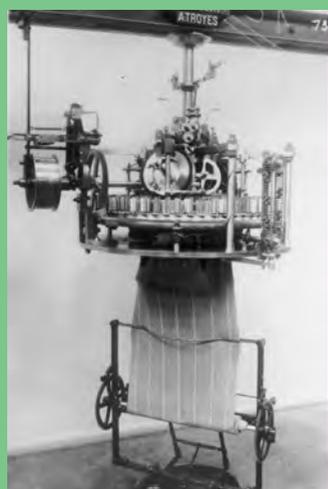


Des hommes, des machines

Comment fonctionne un métier à tricoter

Ces métiers fonctionnent selon le même principe : les parties essentielles sont les aiguilles et les platines, dont l'agencement diffère selon les métiers.

Dans les métiers rectilignes, aiguilles et platines sont disposées parallèlement. De l'espacement des aiguilles dépend la finesse et le serré du tricot. Le fil à tricoter est entraîné automatiquement sur les aiguilles. Par un mouvement, les platines appuient sur le fil et le forcent ainsi à entrer dans les espaces vides qui séparent les aiguilles. C'est l'opération du « cueillage ».



Avec les pionniers du circulaire (Jacquin, Gillet, Berthelot, dont certains métiers sont présentés au musée de la bonneterie), Troyes peut être considérée comme le berceau de cette nouvelle technique, qui prend, dès 1860, une place dominante dans la production des articles tricotés.

Le métier circulaire (musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte)

Par un autre mouvement horizontal des platines, le fil est avancé sous le bec. Une roue presse sur les becs et les ferme pour permettre le dégagement de l'ancienne maille par dessus les becs fermés. C'est « l'abattage » des mailles. Les différents organes reprennent alors leurs positions initiales.

Dans les métiers circulaires, le principe est le même, mais aiguilles et platines sont disposées autour d'un plateau circulaire.

Le talent des mécaniciens-inventeurs troyens

Par son origine sociale et sa formation, Emmanuel Buxtorf ne peut être assimilé à ces modestes inventeurs troyens, mais sa trajectoire personnelle est néanmoins représentative.

Né en 1823 à Saint-Martin-ès-Vignes, commune indépendante de Troyes jusqu'en 1855, il fit des études techniques à Troyes et à Sens. En 1853, il fonde un atelier de construction pour métiers circulaires et machines annexes. En quarante ans, il dépose 39 brevets se rapportant aux métiers de la bonneterie et aux machines auxiliaires, telles que bobinoirs, remmailleuses, couseuses. Il connaît, en 1888, son plus grand succès avec l'invention du Jacquard électrique.

Emmanuel Buxtorf est également célèbre pour avoir été le principal fondateur de l'École française de bonneterie.

Sa fonction de maire de Troyes, en 1870, lui valut une déportation comme otage dans la forteresse de Mayence. Il meurt à Troyes en 1904. Auparavant, il avait vendu ses ateliers à Georges Lebocey, fondateur des Établissements



Emmanuel Buxtorf (musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte)

Lebocey, qui deviendront au XX^e siècle une des entreprises les plus compétentes dans le domaine de la construction des métiers circulaires et de la fabrication des aiguilles et platines.

Le musée de la Bonneterie à Troyes

Unique dans le monde par la richesse de ses collections, ce musée permet de comprendre l'importance du rôle économique et social qu'a joué, à Troyes, pendant plus d'un siècle, l'industrie de la maille. Les machines, les articles tricotés et les documents présentés relatant l'évolution de cette activité textile depuis 1750, permettent de comprendre comment, grâce au rôle essentiel des inventeurs et constructeurs aubois dans le perfectionnement des différents métiers inventés par les Anglais, Troyes devient la capitale de la bonneterie française, dans la seconde moitié du XIX^e siècle et

atteint une renommée mondiale.

La reconstitution d'un atelier artisanal de bonnetier de la fin du XIX^e siècle, la présentation de nombreux métiers à tricoter et de machines auxiliaires (bobinoirs, remmailleuses servant à l'assemblage maille à maille des différentes parties d'un article tricoté, machines à coudre) illustrent l'évolution des techniques, depuis le XVIII^e siècle jusqu'à une époque récente.

Les bas en soie perlés, brodés ou incrustés de dentelle, les bas de coton, les chaussettes, bonnets et gants, la lingerie et les vêtements d'enfants témoignent de la variété de la production locale et de l'évolution de la mode depuis le XIX^e siècle.



Bas de soie incrustés et brodés (musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte)



Publicités Petit-Bateau des années 1930 (musées d'Art et d'Histoire de Troyes, cliché J.-M. Protte)

Cet Indicateur des principaux établissements industriels et des monuments publics de Troyes date de la fin du XIX^e siècle. On peut y repérer les grands noms de la bonneterie troyenne : Mauchauffée, Bonbon, Poron, Delostal, Société générale de Bonneterie, Joffroy (future SIB)



Indicateur du textile, fin du XIX^e siècle (collection particulière)

1. Georges Douine, filature et teinturerie
2. Société générale de Bonneterie
3. Bollot, Jacob et Cornuel, fabrique de bonneterie
4. Société Anonyme de Filatures de Schappe
5. Usine Henri Quinquarlet, fabrique de bonneterie
6. Moreau et Fils, fabrique de bonneterie
7. Ernest Dupont, filature de cotons de couleurs
8. Vitoux-Derrey, fabrique de bonneterie
9. René Rigoley, tissage ou presse mécanique, ceintures et cache-nez
10. Louis Godard, fabrique d'aiguilles et platines, construction de bicyclettes
11. Caisse d'épargne
12. Léon Gobinot, teinturerie de cotons
13. Poron Fils, fabrique de bonneterie
14. A. Roizard, fabrique de bonneterie
15. Paul Raguet et Cie, fabrique de bonneterie
16. Thevenot et Finet, filature de cotons teints
17. Gare
18. Comptoir d'escompte de l'Aube, Buxtorf Koecklin
19. Herbin Frères, fabrique de bonneterie
20. Halle de la Bonneterie
21. Joffroy Damoiseau et Huot, fabrique de bonneterie
22. Doue et Lamotte, manufacture de bonneterie
23. Mathieu et Cie, teinturerie de cotons et de laines
24. Chéron, fabrique de bonneterie
25. Lange, fabrique de bonneterie
26. Bonbon, fabrique de bonneterie
27. Paul Ravalée, fabrique de chaussons
28. Petite-Desplanche, manufacture de bonneterie circulaire
29. Mauchauffée, fabrique de bonneterie
30. Maurice Gillier, fabrique de bonneterie
31. Mannequin Fils, ateliers de construction
32. Charles Dutreix, fabrique de bonneterie
33. Leclanché Fils et Frères, fabrique de registres
34. Oscar Hirlet, fabrique de bonneterie
35. Delostal Frères, fabrique de bonneterie
36. Regley et Fiols et Cie, manufacture de bonneterie
37. J.-B. Lions, fabrique de bonneterie
38. Rabanis et Champrenault, fabrique de bonneterie
39. Pienat Ainé et Flogny, fabrique de bonneterie

Le paysage urbain troyen

Le paysage urbain troyen nous donne encore la possibilité d'observer de nombreux bâtiments témoins du glorieux passé industriel de la cité. Ce bâti industriel atteste de la multiplicité et de la dualité des lieux de production de bonneterie,

composés de nombreux petits ateliers et de quelques grandes unités. Les petits ateliers de façonniers, lieu de travail et d'habitation pour l'artisan bonnetier, ont la plupart du temps disparu ou se sont noyés dans le tissu urbain. Facilement repérables par leur taille, leurs sheds, toits caractéristiques au profil en

dents de scie, et parfois la présence d'une haute cheminée de brique, les usines de bonneterie, construites à partir de 1880, témoignent de la concentration de la production qui s'opère entre 1870 et 1914. Faut de pouvoir s'installer dans la vieille ville, les nouvelles usines se construisent sur les terrains

libres des faubourgs, au-delà des anciens remparts. Cette ceinture industrielle, qui se constitue autour du « bouchon de champagne », est déjà en place en 1900, comme le montre l'*Indicateur des principaux établissements industriels et des monuments publics de Troyes*, sur lequel trente neuf grandes fabri-

ques ont été recensées. Cette évolution profite tout particulièrement aux communes périphériques, surtout à Sainte-Savine, au-delà de la gare ferroviaire, où s'entremêlent étroitement les usines, les ateliers et les maisons destinées aux classes moyennes comme celles de la Villa Rothier.



La bonneterie troyenne



- 1 - Société générale de Bonneterie
- 2 - Garage Ford
- 3 - Garage Renault
- 4 - Usines de bonneterie dont Poron, non démolies en 1991, aujourd'hui Ciné City et parkings
- 5 - Espace Belgrand, magasins de vente 2005
- 6 - Logements (Joffroy Damoiseau puis SIB)
- 7 - Regley
- 8 - Lebocey
- 9 - Bonbon
- 10 - Mauchauffée
- 11 - Devanlay
- 12 - Delostal
- 13 - Journé-Lefevre

Les îlots industriels hérités de la bonneterie : photo aérienne du « bouchon » (Ville de Troyes, cliché D. Le Nevé)



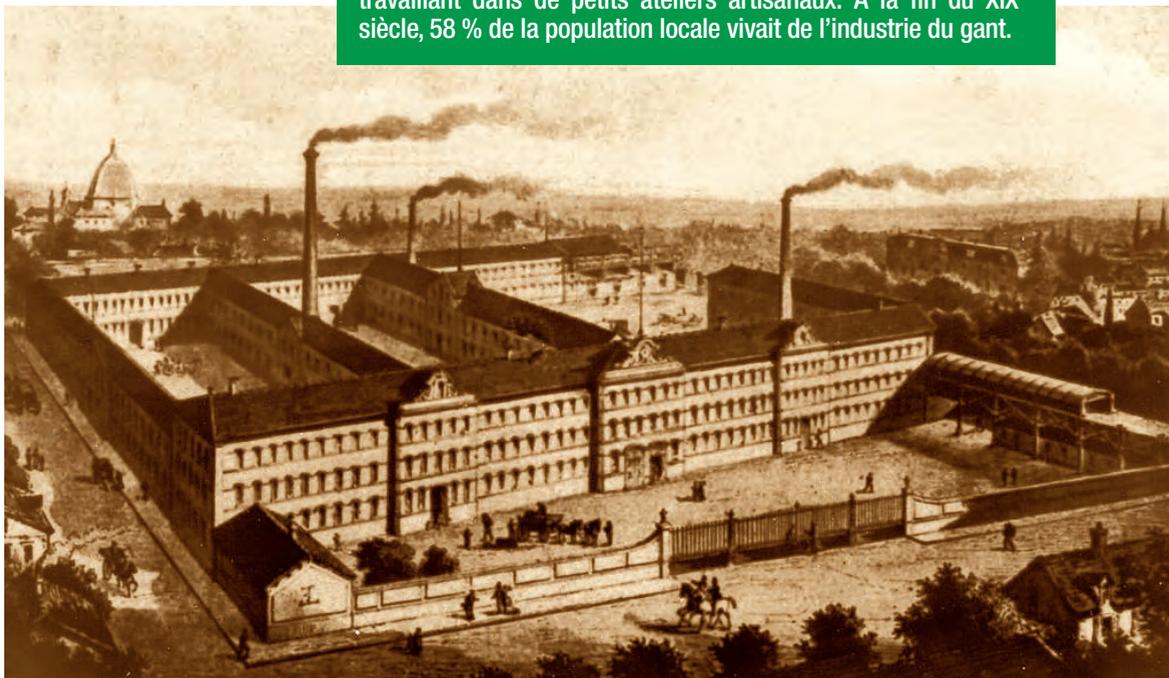
Façade des établissements situés rue Benoît-Malon à Sainte-Savine, usine de bonneterie construite à la fin du XIX^e siècle (cliché J.-P. Hauty)



Bâtiments industriels des années 1870, situés rue des bas-Trévois : d'abord filature puis usine de bonneterie Absorba-Poron (cliché J.-P. Hauty)

Beaucoup de ces bâtiments sont encore très visibles aujourd'hui. Quelques-uns de ces anciens sites usiniers abritent toujours des activités industrielles ; certains sont devenus logements ou bureaux, alors que d'autres sont en attente d'une réhabilitation ou d'une mort définitive.

Dès le XV^e siècle, on trouve la trace de tanneurs installés au pied du château de Chaumont. Au XVIII^e siècle, on recense 30 gantiers travaillant dans de petits ateliers artisanaux. À la fin du XIX^e siècle, 58 % de la population locale vivait de l'industrie du gant.



Vue d'ensemble de la ganterie Tréfousse à la fin du XIX^e siècle (Archives départementales de la Haute-Marne)



L'atelier d'expédition, photographie fin XIX^e - début XX^e siècle (musée de Chaumont, cliché R. Pelletier)

L'œuvre d'un homme

La « Fabrique » - ainsi nommait-on l'usine - doit beaucoup à la personnalité de son fondateur. Jules Tréfousse (1809-1894), parfois orthographié Dreyfus, était un juif originaire de Lunéville. Il y reçut une formation théorique et pratique de gantier, puis partit s'installer à Chaumont en 1829. Les raisons de cette implantation restent obscures. On sait néanmoins que sa famille avait des amis à Crenay et que la préfecture de la Haute-Marne comptait quelques ouvriers gantiers qualifiés. Mis à part cela, rien ne semble justifier ce choix : pas d'élevage caprin, une eau trop calcaire pour les peaux, une ville située hors des flux commerciaux et pas de communauté israéliite.



Vue de la maison Tréfousse, près de la préfecture à Chaumont (Archives départementales de la Haute-Marne)

L'entreprise Tréfousse emploie très vite plus de 150 ouvriers. Elle déménage plusieurs fois, chassée par les riverains mécontents des mauvaises odeurs de la mégisserie, puis se fixe définitivement avenue des États-Unis, vers 1855. Elle donne du travail à près de 4 800 personnes en 1874, et couvre 21 160 m² en 1880. Grâce à des capitaux et des alliances familiales, l'usine englobe vite les autres petites ganteries existantes.

Une usine moderne

La « Fabrique » se veut novatrice, rationnelle, à l'affût de toutes les innovations techniques d'une époque qui n'en manquait pas. Éclairage au gaz, machines à vapeur et pompes à eau, Jules Tréfousse organise et développe une entreprise moderne et modèle, seule et unique ganterie de ce type dans le monde entier ! Loin des traditions artisanales de Millau ou de Grenoble, il rompt avec le système et divise les étapes de fabrication entre plusieurs ouvriers : il faut 219 manipulations, réparties en

47 ateliers, pour fabriquer un gant. La productivité est donc multipliée, la main-d'œuvre, composée surtout de femmes, est moins coûteuse car moins qualifiée.



Dépôts et ateliers de l'entreprise Tréfousse, 1939-1957 (auteur : A. Lagille-Dutard)



La ganterie de Chaumont

Un produit de luxe...

Le « gant Tréfousse » est pourtant un objet de luxe : sa qualité n'est pas sacrifiée et sa réputation affirmée justifie son prix.

Priorité est également donnée à la commercialisation. Dès 1855, l'usine Tréfousse se tourne d'ores et déjà vers les États-Unis pour exporter ses produits. On insiste sur l'image de raffinement et de modernité que véhicule le luxueux catalogue bilingue français-anglais. Les gants Tréfousse sont vendus sur tous les continents. Les ouvriers utilisent des matières premières importées comme les œufs de Turquie, les peaux de Chine, du Brésil et fournissent les cours royales européennes.



Pièce de la ganterie, vers 1950 (musée de Chaumont, cliché R. Pelletier)

... dont le marché s'effondre

Les effectifs de la ganterie varient énormément selon les années et les saisons. Il faut aussi distinguer les ouvriers de l'usine des ouvrières à domicile. La main-d'œuvre est recrutée sur place, à l'exception de quelques Grenoblois et Millaivois. En 1874, on mentionne indistinctement 6 000 employés ; entre 1880 et 1890, 900 ouvriers à l'usine et 4 600 couseuses. Au XX^e siècle, la tendance s'inverse : la mécanisation fait s'effondrer les effectifs.

La crise économique de 1929 frappe de plein fouet la ganterie et sa clientèle américaine : seulement 800 ouvriers et ouvrières en ateliers, et entre 400 et 500 à domicile, sont employés en 1934. Il existe parallèlement de petits ateliers de couture dans les villages autour de Chaumont.

Le paternalisme en action

Les revendications ouvrières restent modérées et les grèves peu fréquentes, contrairement à Millau ou à Annonay. Le syndicalisme est tardif, autorisé en 1884, la première organisation syndicale est créée en 1891. Fortement influencés par un esprit corporatiste, les différents syndicats défendent pied à pied leurs adhérents et fondent, en 1894, une coopérative ouvrière. Les femmes sont en retrait et ne se regroupent pas avant 1902. Le paternalisme du patronat limite les conflits internes. Jules Tréfousse, homme engagé, hostile au Second Empire, se méfie des préfets et



Les vestiges actuels de l'usine Tréfousse, devenus centre commercial (cliché T. Guyenet)

reste proche du monde ouvrier : les problèmes se règlent à l'usine et ne s'ébruitent pas à l'extérieur ! Il organise des caisses de secours, met en place des aides réservées au personnel en difficulté. Cependant, les ouvrières à domicile ne bénéficient d'aucun de ces avantages, comme dans les autres centres gantiers de l'hexagone. La ganterie forme alors un bloc uni face à « la bonne société chaumontaise », qui se méfie quelque peu de cette fabrique.

Patrons et maires

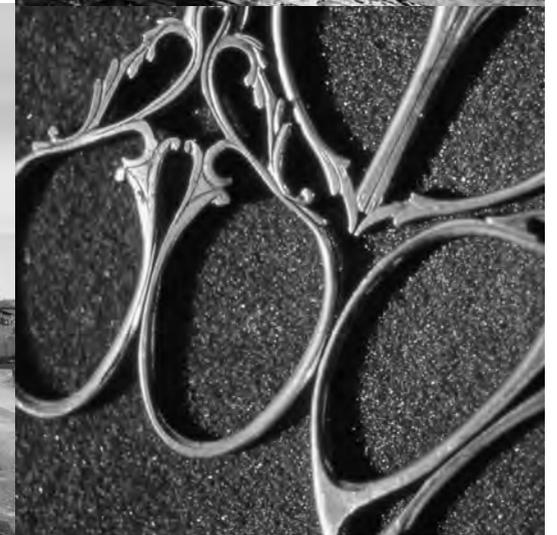
Le successeur de Jules Tréfousse, Émile Goguenheim, continue d'œuvrer avec ce même esprit républicain, laïc et patriote. Mais après la Première Guerre mondiale, les liens étroits entre

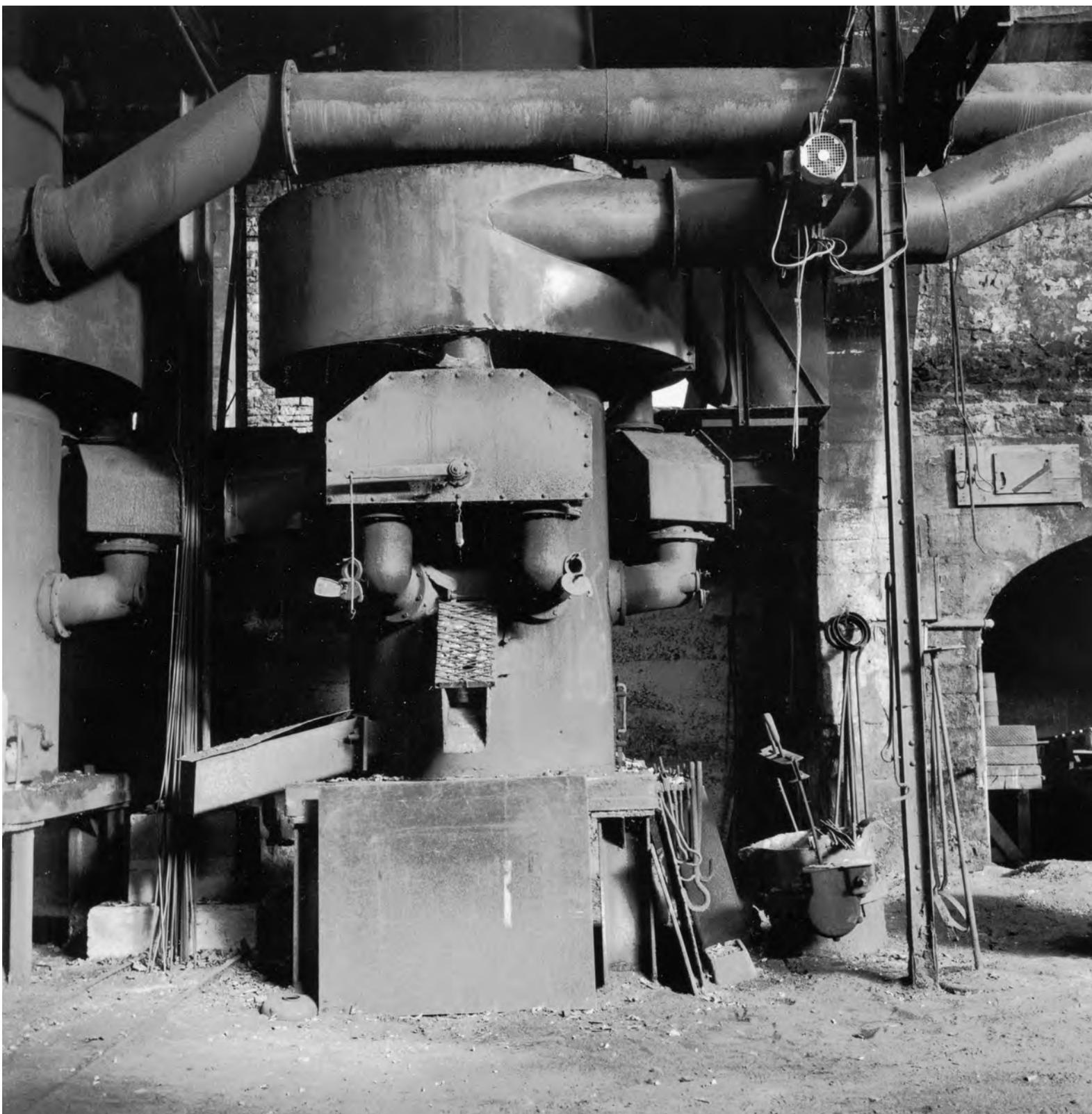
les propriétaires et le personnel se distendent. La direction est confiée à un administrateur. Les Tréfousse s'éloignent de Chaumont, à l'exception de Georges Levy-Alphandery (mari de la petite fille adoptive de Jules Tréfousse). Ces trois hommes occupèrent, presque sans discontinuité, la fonction de maire de la ville. Cet état de fait faisait dire aux opposants que Chaumont n'avait « pas un conseil municipal mais un conseil de fabrique ». On disait aussi que la municipalité s'opposait à l'implantation d'autres entreprises pour mieux garder le contrôle de la cité. Il est clair que la confusion des genres était totale. Est-ce pour cela que, durant l'affaire Dreyfus et dans les années 1930, on perçoit aussi des critiques antisémites ?

Un rapide déclin

La Seconde Guerre mondiale désorganise la ganterie. Les charges sociales sont de plus en plus lourdes, les barrières douanières gênent les exportations, la concurrence se renforce (Mexique, Argentine...) et, surtout, le gant n'est plus à la mode ! L'entreprise Tréfousse est alors vendue à des gantiers de Grenoble et de Saint-Junien (87) et prend le nom de « Chaumont France ». La ganterie ferme définitivement ses portes en 1973. Ses ateliers sont en partie détruits, tout comme ses archives.

Aujourd'hui, ne subsiste qu'une cheminée, entourée de quelques bâtiments qui rappellent le passé ouvrier de la préfecture haut-marnaise, et l'histoire d'une famille d'entrepreneurs.





MINES ET MÉTALLURGIE, UNE VALEUR ANCIENNE

La Champagne-Ardenne, grâce aux Ardennes, à la Haute-Marne et à son prolongement aubois, a longtemps été en tête de la production métallurgique de la France. Aujourd'hui encore, les précieux savoir-faire accumulés restent une ressource essentielle.

Rien ne peut mieux traduire l'Ardenne que l'ardoise ! Dès la fin du paléolithique supérieur, l'homme a utilisé le schiste et l'ardoise pour les graver ; parfois c'est un objet taillé qui prend la forme d'un pendentif ou d'un bracelet.



Fumay présente une harmonieuse utilisation de l'ardoise dans le bâti (Comité départemental du tourisme des Ardennes)

Breve histoire de l'exploitation ardoisière dans les Ardennes

À l'époque gallo-romaine, les hommes se sont servis du schiste et de l'ardoise pour bâtir et couvrir leurs constructions. Dès l'an mil, mais surtout à partir du XII^e siècle, l'ardoise apparaît vraiment dans l'économie locale. Cependant, l'essor décisif est donné par l'expansion monastique des XII^e et XIII^e siècles : moines de Signy à Rimogne, ceux de Divers-Monts à Fumay par exemple. L'exploitation de l'ardoise qui, dans les premiers temps, n'était bien souvent qu'une « tolérance », est rapidement gérée par des contrats : on voit alors ap-

paraître des entrepreneurs privés et les populations locales sont de plus en plus nombreuses à travailler dans l'ardoise.

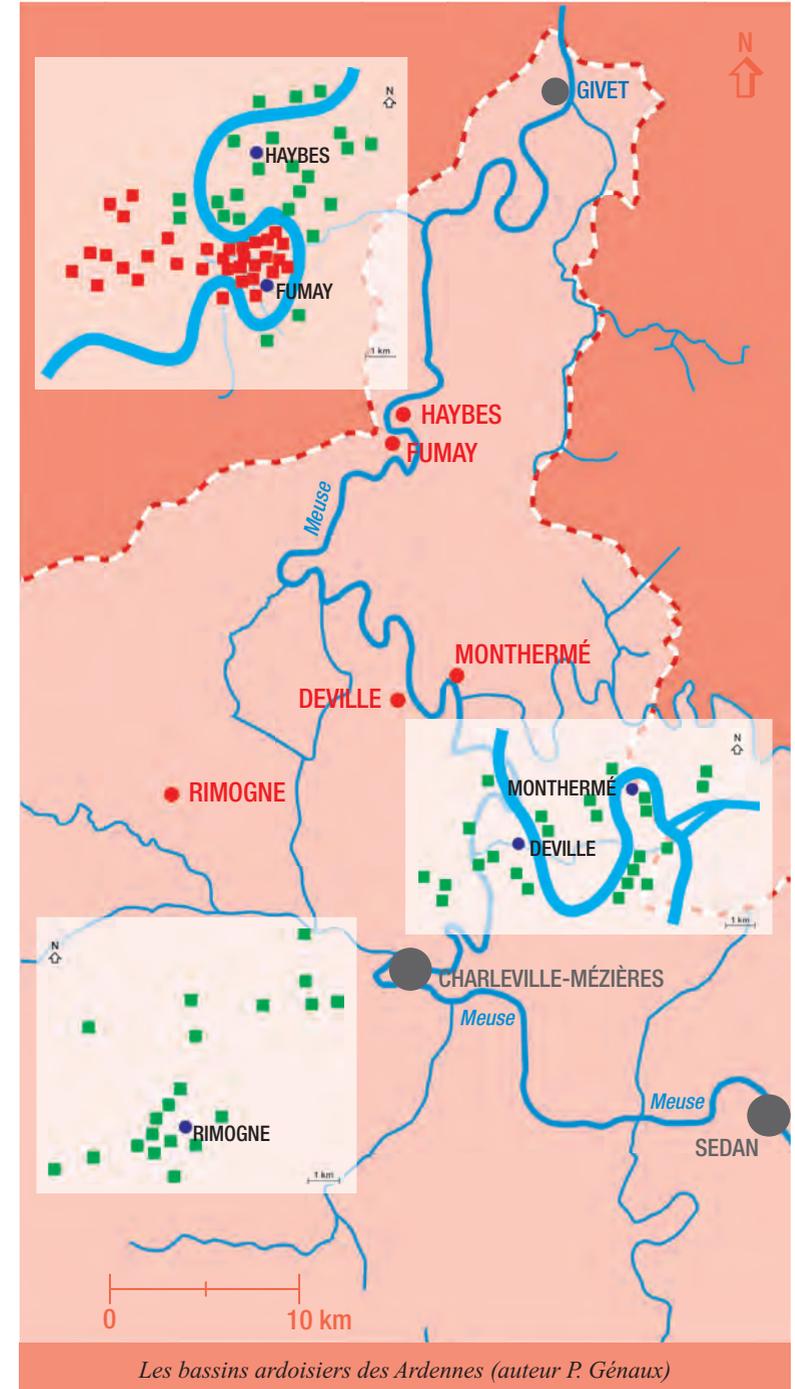
Vers l'industrie ardoisière

Denis Diderot envoie l'ingénieur Violet à Rimogne pour se documenter. Le degré de technicité, révélé par les planches de l'*Encyclopédie*, prouve que le travail de l'ardoise est parfaitement maîtrisé, aussi bien au fond qu'en surface. Pour extraire l'eau qui envahit les puits de mine, les pompes à feu remplacent progressivement

moulins, manèges à chevaux ou pompes à bras, manipulées par les femmes et les enfants. Si au XVIII^e siècle s'étaient multipliées les sociétés d'exploitation, à Rimogne, en 1825, celles-ci se rassemblent dans la Compagnie des Ardoisières de Rimogne et de Saint-Louis-sur-Meuse autour de la famille Rousseau, qui en conserve la mainmise jusqu'à la fin.

L'apogée industrielle

La seconde moitié du XIX^e siècle et le premier quart du XX^e siècle connaissent la plus intense activité : avec



Les bassins ardoisiers des Ardennes (auteur P. Génaux)



L'ardoise, de Fumay à Rimogne



Un verdoux
(cliché P. Génaux)

175 millions d'ardoises produites, l'année 1869 marque certainement l'apogée de la production dans les Ardennes. Le lent déclin va alors commencer, dû aux destructions de la guerre, mais surtout aux difficultés à se moderniser : les veines d'ardoise sont étroites, difficiles à atteindre ; les capitaux manquent ; la main-d'œuvre se détourne d'un métier difficile ; de nouveaux matériaux apparaissent ; les ardoises étrangères, moins chères, exercent une rude concurrence. Finalement, devenue SARL, la Société des Ardoisières, qui exploitait les dernières fosses ardennaises à Rimogne et à Fumay, cesse définitivement ses activités en 1971.

La Centrale à Rimogne

La maison de l'Ardoise a été installée dans un bâtiment connu des habitants de Rimogne sous le nom de « La Centrale ». Cette appellation remonte aux années 1900 - 1905, au cours desquelles sont effectués d'importants travaux visant à centraliser la production et la distribution de l'énergie. La Centrale a fonctionné jusqu'en 1971, en s'adaptant aux différents modes de production de l'électricité (vapeur, hydraulique, sociétés de distribution extérieures).

Les ouvriers d'entretien, chargés du fonctionnement de la Centrale, devaient également s'occuper des compresseurs d'air. Ces machines durent d'abord assurer le pompage des eaux souterraines, puis servirent aussi à alimenter en air les outils de perforation pneumatique. Le bâtiment présente deux parties distinctes, correspondant à ses fonctions principales : d'une part, la partie abritant le chevalement, le puits et le treuil et repérable par le clocheton construit au-dessus, d'autre part, la partie « Centrale », accolée à l'ensemble précédent et marquée par les éléments relatifs à ses fonctions, tels que la cheminée, qui rappelle le temps de la machine à vapeur et les plots électriques, qui symbolisent l'époque suivante. À l'intérieur, les deux parties du bâtiment se distinguent par une différence de niveaux. La partie « Centrale » est surélevée par rapport à la partie abritant puits et treuil. Construite en pierres, cette dernière partie est la plus ancienne de l'ensemble. Elle date du début du XIX^e siècle.

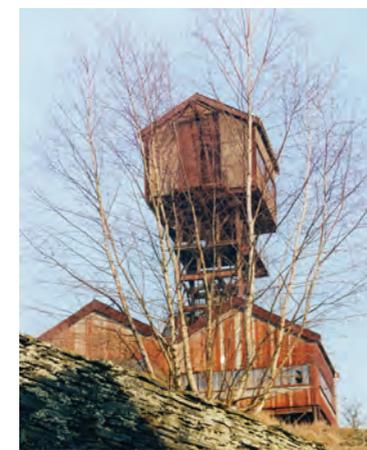


La « Centrale » de Rimogne, aujourd'hui musée de l'Ardoise (cliché P. Génaux)

Un patrimoine ardoisier encore visible

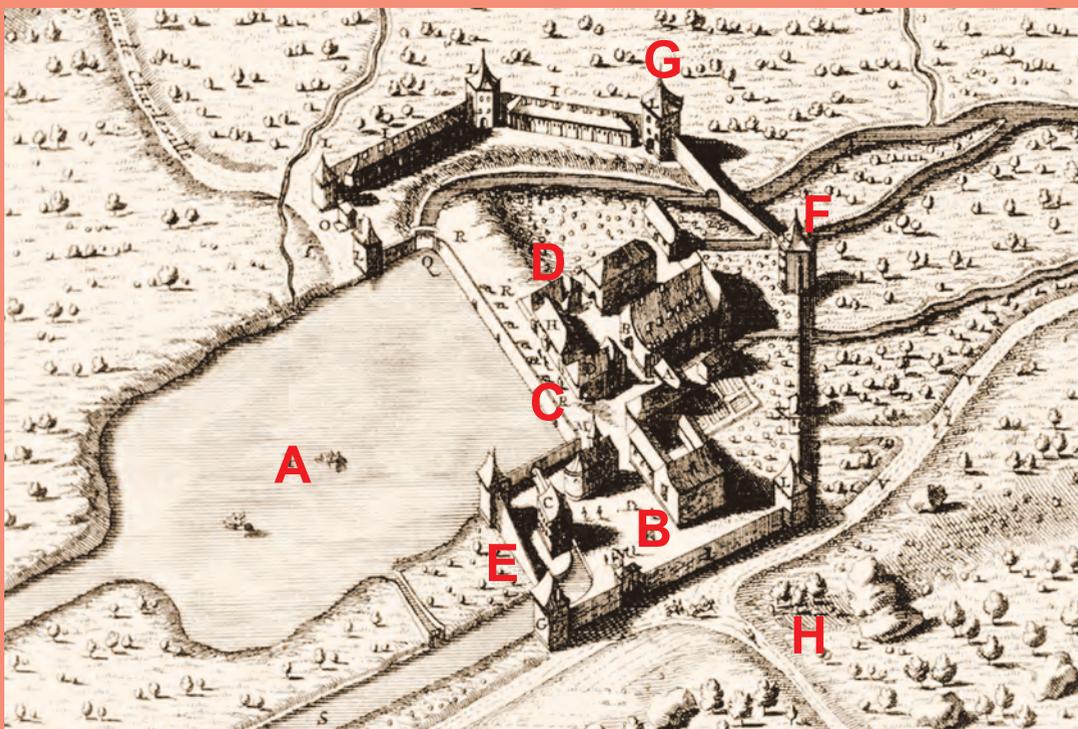
On a recensé plus d'une centaine de noms d'ardoisières dans les Ardennes françaises. On trouve encore de nombreuses traces de cette exploitation intensive, sous la forme de galeries de prospection ou d'accès aux ouvrages souterrains, appelés « trous » (trous Salomon ou Saint-Wladimir à Haybes, trous Morin ou Pérau à Rimogne, trous Michel ou Noblesse à Monthermé-Deville, trous du Diable ou Davreux entre Fumay et Oignies, par exemple). L'architecture ardennaise

est marquée par l'utilisation massive de l'ardoise, notamment pour la couverture et le bardage des maisons. Mais on peut également trouver des utilisations plus inattendues, comme les murs de clôtures, de bâtiments ou de soutènement, les dallages urbains, ou les grandes dalles d'ardoise plantées en terre pour séparer les jardins, sans oublier les cimetières... Les friches industrielles et les tas de déchets ardoisiers, les verdoux, marquent encore les paysages de Rimogne, Fumay ou Haybes.



Le puits Saint-Quentin
(cliché P. Génaux)

L'implantation de la métallurgie est ancienne. Le tournant du XVI^e siècle doit sûrement beaucoup au voisinage avec la région de Liège, qui fut un lieu de diffusion de l'innovation technique.



Ce qui subsistait de la manufacture en 1987 (source DRAC) :

A : l'étang - B : le château - C : le bâtiment des soudeurs de canons - D : le magasin - E : la grande forerie
F : la tour de l'infirmerie - G : la tour incluse dans une école - H : logements du XVIII^e siècle ?

*Le site de la fabrique royale. Extrait des Mémoires d'artillerie de Surirey de Saint-Rémy (1697)
(détail, Archives départementales des Ardennes)*



Fusil des gardes du corps du roi, premier modèle (1814) avec canon en acier bleui aux « Armes de France » (musée de l'Ardenne, Ville de Charleville-Mézières)

La manufacture d'armes de Charleville

Dans la suite du mouvement d'industrialisation de la zone frontalière, de la Thiérache à la région de Mouzon, une forge est créée en 1541, suivie, en 1688, d'une manufacture royale d'armes, qui fonctionne jusqu'à la Révolution. Les vestiges étaient encore très importants à la fin des années 1980 et auraient pu fournir une base pour une réhabilitation future. Leur complète démolition est une réelle perte patrimoniale pour le département des Ardennes.

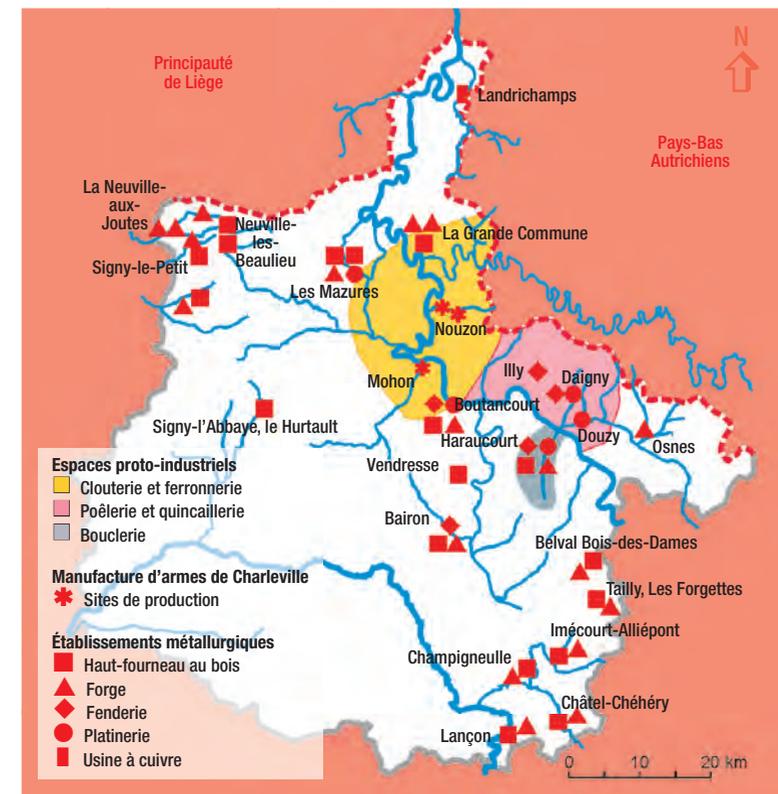
Les pays de la sidérurgie ancienne

À la veille de la Révolution, la métallurgie ardennaise occupe, à temps plein ou à temps partiel, plus de 10 000 personnes. Mise à part l'implantation d'une manufacture d'armes à la fin du XVII^e siècle, la géographie des lieux de production est presque identique à celle du XVI^e siècle. Depuis le début des années 1780, la houille commence à supplanter le charbon de bois dans les feux de chauffe. Hauts-fourneaux au bois et forges constituent cinq pays sidérurgiques prenant en écharpe l'actuel département des Ardennes, de l'Argonne à la Thiérache. Une partie très importante du fer produit est destinée aux activités de transformation sur place.

Dans le Sedanais voué au textile, les vallées de l'Ennemanne et de la Givonne s'adonnent respectivement à la bouclerie, poèlerie et quincaillerie. De la Vrigne à la Semoy s'étend un dense district proto-industriel spécialisé dans la ferronnerie et surtout dans la clouterie à la main.

Ainsi, dans l'étendue de l'ancienne principauté de Château-Regnault, entre Goutelle et Semoy notamment, au cœur des villages forestiers de l'Ardenne, s'activent 5 à 7 000 cloutiers dans des forges domestiques appelées « boutiques ».

Ce *Verlagsystem* est dominé par des négociants de Charleville et leurs intermédiaires, les « facteurs de clous ».



La métallurgie ardennaise en 1789 (auteur R. Colinet)



La métallurgie ardennaise



Jean-Nicolas Gendarme
1769 – 1845
(collection R. Colinet)

Le dernier grand maître de forges à l'ancienne

Lorsque Jean-Nicolas Gendarme meurt en 1845, à l'âge de 76 ans, c'est le dernier grand maître de forges de l'ancienne sidérurgie ardennaise qui disparaît. Peu avant son décès, la production de ses « usines à fer » s'élevait à plus de 3 millions de francs (11^e rang au niveau national). Surnommé « le marquis de Carabas des Ardennes » (Ch. Didier), J.-N. Gendarme laissait à ses trois filles un patrimoine estimé entre 10 et 12 millions de francs. D'un côté, cet héritage comprenait les établissements métallurgiques (Vrigne-aux-Bois, Boutancourt, Flize et Donchery), plusieurs milliers d'hectares de forêts (dont celle de Mazarin de 3 500 ha) et des moulins et de l'autre des terres, des fermes, des maisons (dont une à Paris) et six châteaux (celui construit à Vrigne-aux-Bois et celui de la Cassine). Cette composition résultait, à la fois, de la stratégie entrepreneuriale de J.-N. Gendarme (assurer un approvisionnement en bois et en minerai de fer et centrali-

ser les sites hydrauliques potentiels) et de l'adoption d'un mode de vie aristocratique. Fils d'un maître-ferronnier de Vrigne-aux-Bois, où il était né en 1769, J.-N. Gendarme fabriqua des armes et des munitions sous la Révolution et l'Empire. Après 1815, il développa la production d'objets de grande consommation (fers à repasser, taques, poteries et croix funéraires). Avec son neveu, Jean-Baptiste Poitoin, et son gendre, Florent-Louis Evain, il bâtit un premier groupe usinier qui prit fin en 1827, lors-

que les sites de l'Ardenne du Nord furent vendus (Saint-Nicolas, Les Mazines, la Grande Commune). Ensuite, il se replia sur son bourg natal et les crêtes centrales. De cette saga métallurgique, reste trois lieux emblématiques (Vendresse, Vrigne-aux-Bois et Boutancourt). Dans sa réussite, J.-N. Gendarme fut aidé par le banquier parisien Laisné et son autre gendre Charle Jean-Baptiste Hannonet (1781-1851). Ce dernier lui rapporta les « nouveautés anglaises », c'est-à-dire le four à puddler et le laminoir.

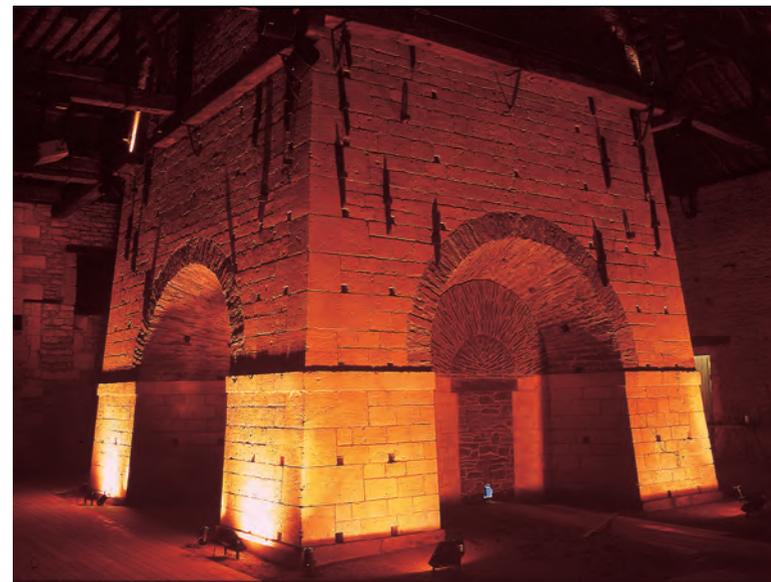
Vrigne-aux-Bois

L'ensemble que J.-N. Gendarme fait construire en 1824, sur l'emplacement de l'ancien moulin, comprend, d'après l'inventaire de 1851, un haut-fourneau et un foyer d'affinerie au charbon de bois, deux fours à puddler à la houille, deux bocards, des machines soufflantes et des appareils pour l'étrépage du fer et le calibrage des objets en fonte moulée, une scierie. Ce complexe industriel est situé sur trois étangs, dont deux subsistent aujourd'hui. La forge et la halle à charbon se situent de part et d'autre du haut-fourneau, dont la façade en pierre de taille est percée d'une grande ouverture en plein cintre. La toiture en ardoise est agrémentée de l'oculus habituel des bâtiments Gendarme. En face, des deux bâ-

timents qui servent de logement aux ouvriers, celui qui est appelé la Caserne comprend seize logements sur deux niveaux et des greniers. En 1851, le haut-fourneau consomme le fer ardennais et le charbon de bois, produit localement pour fabriquer 800 000 kilos de fonte moulée et de plaques. La fonte moulée sert à la fabrication des fers à repasser et des projectiles pour l'artillerie. Les plaques alimentent la forge. À partir de 1876, l'établissement décline puis cesse son activité en 1969. En 1991, les façades du bâtiment sont inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Aujourd'hui, la municipalité de Vrigne-aux-bois réfléchit à une réhabilitation du site.



La forge de Vrigne-aux-Bois fondée par Jean-Nicolas Gendarme (DRAC Champagne-Ardenne)



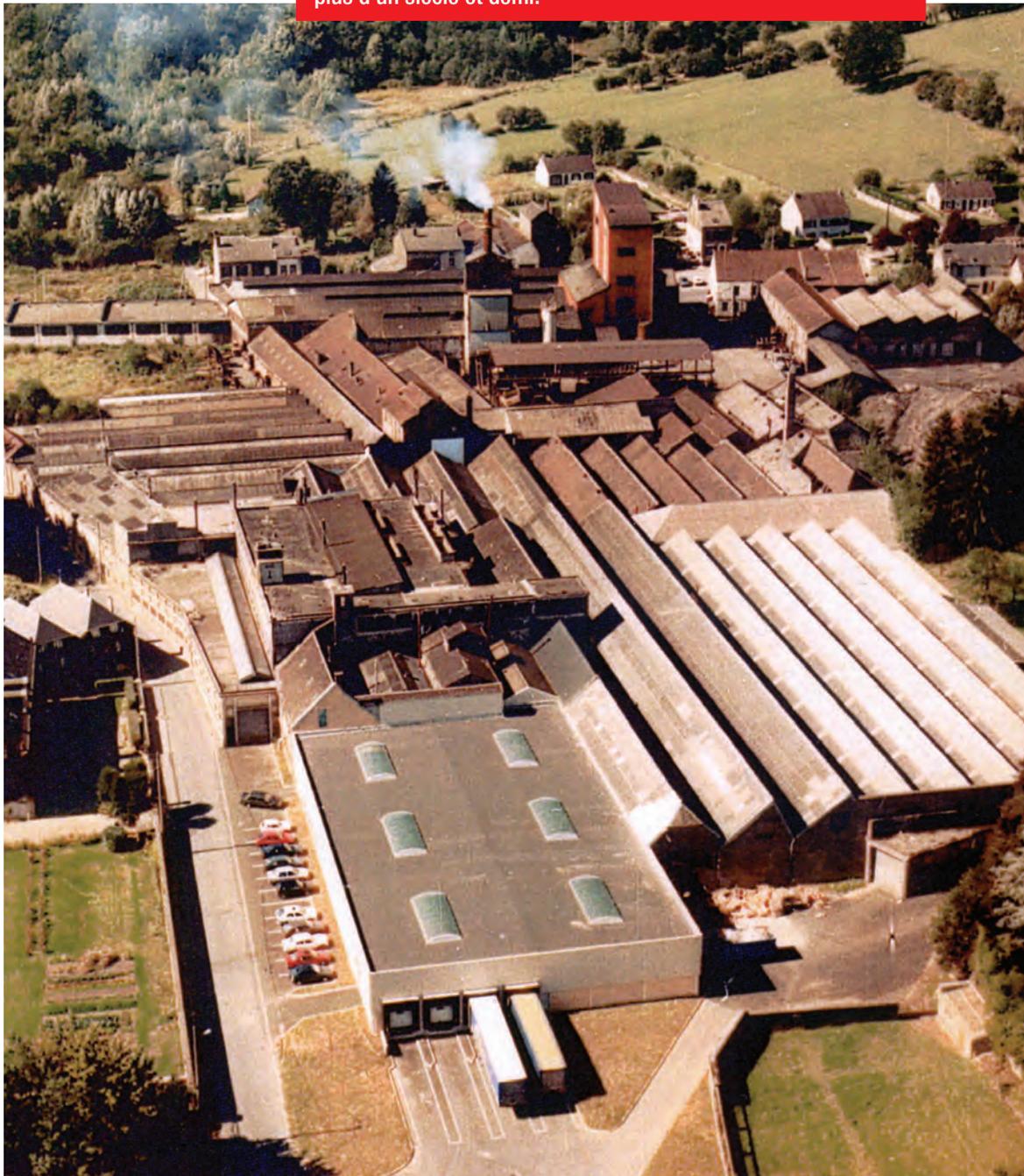
Haut-fourneau de Vendresse (musée de Vendresse)

Vendresse, une éclatante revanche patrimoniale

Le haut-fourneau de Vendresse est le seul qui subsiste dans le département des Ardennes. Il est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1972. Il a été construit entre 1822 et 1824 par Jean-Nicolas Gendarme, sur un site en fonctionnement depuis le XVI^e siècle. Le fourneau de Gendarme est établi dans une halle imposante, éclairée sur les côtés pour une meilleure circulation et une aération suffisante. La façade se compose de cinq travées, délimitées par des pilastres. La porte d'entrée est surmontée de l'oculus caractéristique. La halle à charbon est proche. Dès 1838, s'y ajoutent une scierie, une boquerie et des fours à carboniser. Le successeur de Gendarme installe une machine à vapeur en 1859. Le haut-fourneau reste en activité jusqu'en 1870. À partir de 1909

et jusqu'à la fin du XX^e siècle, le bâtiment accueille une pisciculture. C'est ce qui le sauvera de la destruction. En 1997, la Communauté de communes des crêtes préardennaises rachète le domaine et l'aménage. La propriété est coupée en deux, avec d'un côté, une pisciculture privée et de l'autre, un espace touristique autour de l'eau et du haut-fourneau. Une scénographie spectacle à l'intérieur du haut-fourneau évoque, par vidéo-projection sur les murs, les gestes du travail du minerai de fer. La halle à charbon accueille une exposition permanente sur l'histoire et les techniques de la métallurgie du fer dans les Ardennes. Les extérieurs sont aménagés autour du thème de l'eau et des poissons. Le site est devenu une référence incontournable.

À Vivier-au-Court, bourg à mi-chemin de Charleville-Mézières et de Sedan, l'histoire de l'usine Camion Frères s'est déroulée sur plus d'un siècle et demi.



Vue aérienne actuelle de l'usine (collection particulière)

Un ancrage familial

De 1820 à 1979, à la tête de cette entreprise spécialisée dans la ferronnerie et la quincaillerie, six générations d'hommes se sont succédé. Société en nom collectif à l'origine, elle se transforme en SARL en 1926, puis en société anonyme en 1960.

Au départ de cette saga entrepreneuriale, il y a l'alliance d'un père et de son fils aîné, ferronniers établis d'abord à Vrigne-aux-Bois, bourg voisin de Vivier-au-Court. Suite à un conflit avec J-N Gendarme, le plus puissant des maîtres de forges ardennais, Jean Barthélémy et Pierre-Louis Camion décident d'installer leur polierie dans un ancien moulin à farine, équipé d'une chute d'eau de 4,51 m. Acheté en avril 1820, il est situé à Moraimont, lieu-dit de Thumécourt, hameau de Vivier-au-Court.

Une irrésistible ascension

Les raisons sociales successives témoignent que l'histoire de l'usine Camion Frères s'inscrit dans un cadre familial, la suite des générations et les alliances matrimoniales. Parallèlement à l'expansion usinière, que traduit la progression de la surface bâtie (1820 : 520 m² ; 1850 : 950 m² ; 1872 : 6 360 m² ; 1914 : 13 120 m² ; 1930 : 18 000 m²), les Camion prennent de l'influence et rejoignent l'establishment des métallurgistes ardennais. Ainsi, Jean-Baptiste Camion et son fils Barthélémy exercent la fonction de maire à Vivier-au-Court, le premier de 1849 à 1867 et le second de 1874 à 1889. Barthélémy Camion est aussi membre de la chambre

consultative des arts et manufactures entre 1885 et 1897. Ingénieur, chevalier de la Légion d'honneur, son fils Georges est appelé à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de Charleville de 1922 à 1927.

Le succès industriel se marque bien sûr dans le paysage. Ainsi, l'usine édiflée face à la polierie n'a cessé de s'étendre du Second Empire à la Belle Époque. Pour répondre aux besoins d'énergie et pallier les irrégularités de l'hydraulique, une machine à vapeur avait été installée dès 1850.

Par ailleurs, Barthélémy et Georges se font construire chacun un château à Vivier-au-Court, respectivement en 1885 et 1897.

Cette ascension sociale favorise la célébration de beaux mariages avec les Renson d'Herculais (lignée de militaires), les Ferry et les Lang. Ces deux dernières familles, qui étaient impliquées dans la sidérurgie, avaient des liens de parenté avec les Capitain de Haute-Marne.

Une grande entreprise

Quatre ans avant sa disparition en 1979, l'entreprise Camion Frères occupait encore 260 salariés.

Par l'intermédiaire de dix représentants en France et de 20 agents commerciaux à l'étranger, elle proposait 12 000 articles à ses 6 000 clients, parmi lesquels de nombreux grossistes en quincaillerie et des quincailliers indépendants.

À la suite d'un voyage aux États-Unis en 1925, Engelbert Renson d'Herculais avait lancé la production de tondeuses à gazon, promise à un bel avenir.



L'industrie dans la vallée

CAMION DAUX PÈRE & FILS
1820 à 1848

CAMION FRÈRES 1848 à 1856
CAMION HUART, CAMION GALLON

CAMION FRÈRES 1856 à 1891
CAMION BARTHELEMY & CAMION CHARLES

CAMION FRÈRES 1891 à 1925
CAMION CHARLES & CAMION GEORGES

M. ROGER CAMION M. GEORGES CAMION* M. RENSON D'HERCULAIS

S. A. R. L. (1926)

M. GEORGES CAMION* (FONDATEUR)
M. ROGER CAMION (Partie Technique)
M. RENSON D'HERCULAIS (Partie Commerciale)

1930

Les portraits des trois dirigeants surmontent une gravure de l'usine avec, à droite, le château Camion (collection particulière)



Un site de production qui fait patrimoine

Aujourd'hui, l'usine, surmontée par une ancre de marine, symbole de la marque commerciale Camion Frères, a été reprise par la Société Bernard Huet. Cet ensemble usinier composite et l'ancienne polierie qui

lui fait face forment l'un des lieux emblématiques de la métallurgie ardennaise, car il résume les deux éléments de ce modèle d'industrialisation à l'échelle d'une contrée : la famille et l'héritage proto-industriel.



À Mézières, Adolphe Clément Bayard fait le pari de l'énergie hydroélectrique en équipant la Macérienne de la centrale Mazarin, d'une belle facture classique, et de canaux d'aménées et de fuite, qui marquent encore aujourd'hui la ville de leur empreinte.



Vue de la Macérienne en 1904 (Archives départementales des Ardennes)

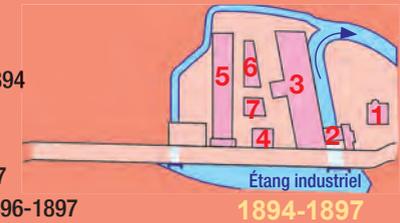
La Macérienne, une usine dans la ville

Hormis la construction d'une nouvelle fonderie après la Grande Guerre et quelques agrandissements ultérieurs, l'usine La Macérienne est principalement réalisée en trois étapes. De 1894 à 1914, sa superficie couverte triple pour atteindre 15 000 m². Après presque un siècle d'activité, lorsque sonne l'heure de la fermeture, elle atteint 18 000 m². Afin de suivre les travaux, Adolphe Clément se fait envoyer régulièrement des photos. Elles constituent un trésor unique que les Archives départementales des Ardennes conservent précieusement. Ainsi,

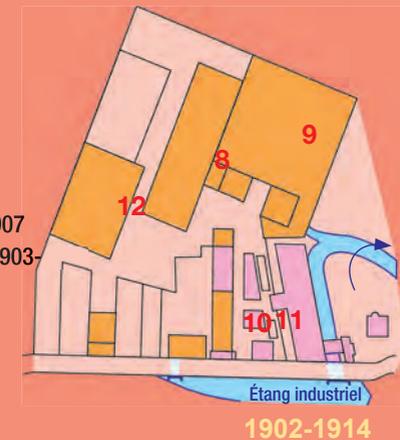
l'édification du premier noyau de La Macérienne, sous la conduite de l'architecte L. Dardenne, de 1894 à 1897, témoigne du projet de construire une usine belle et moderne. De cette usine emblématique, qui fait le lien entre la première et la seconde industrialisation, par le bâti usinier et l'emploi de la force hydraulique et de la vapeur, mais qui a été mutilée par plusieurs démolitions après sa fermeture, il ne reste que deux édifices, dont les qualités méritent sauvegarde et reconversion. Paré d'une enveloppe d'inspiration classique (fronton, balustrade

pleine délimitant un toit en terrasse, pilastres et bandeaux rythmant les pourtours de l'édifice et soulignant sa structure) et construit avec soin (moellons et pierres de taille en calcaire, hautes et larges fenêtres encadrées de chaînes harpées et surmontées d'un arc avec clef), le grand atelier de mécanique n'en intègre pas moins des innovations de son temps. D'où des planchers réalisés avec des poutrelles métalliques en I, hourdées de béton et prenant appui sur des piliers en métal. Sur ces poutrelles était suspendu, très rationnellement, le système

- 1 . Château, 1894
- 2 . Centrale de la turbine, 1894
- 3 . Grand atelier de mécanique, 1894
- 4 . Bureaux, 1895-1896
- 5 . Fonderie, 1896
- 6 . Atelier de nickelage, 1896-1897
- 7 . Salle des machines à vapeur, 1896-1897



- 8 . Fonderie de malléable, 1902-1907
- 9 . Nouvel atelier de mécanique, 1903-
- 10 . Magasin général, 1909-1910
- 11 . Nouveaux bureaux, 1910
- 12 . Fonderie d'acier, 1912-1914



- 13 . Nouvelle fonderie, 1921-1922
- 14 . Agrandissements, 1930
- 15 . Hangar métallique après 1937



1 cm = 20 m

Trois âges de la Macérienne (auteur R. Colinet)

La Macérienne



État actuel de la façade principale du grand atelier de mécanique
(cliché R. Colinet)

(courroies et poulies) de distribution de la force motrice. En 1898, un monte-charges était installé pour relier les trois niveaux. Dans le prolongement du noyau primitif, se trouve le nouvel atelier mécanique. Formé à l'origine (1903-1904) de la juxtaposition de 12 travées (60 m x 40 m), il fut agrandi deux fois (1907 et 1930) et sa surface doublée. De plain-pied, ce bâtiment illustre un choix d'architecture industrielle opposé à celui du grand atelier de mécanique, une usine à étages. Cette évolution fut commandée par le mode de production de type taylorien qui réclamait un vaste espace bien éclairé avec un minimum d'obstacles. Ces exigences expliquent certainement les solutions retenues : toit en sheds, charpente métallique de type Eiffel reposant seulement sur 6 piliers en métal ancrés sur des « socles » en béton enterrés et pouvant supporter une charge de 120 tonnes (poulies et courroies notamment). Le pavage de l'atelier était fait de l'assemblage de pavés en bois maintenus dans une chape de béton. D'où un amortissement du bruit et des chocs en cas de chute d'une pièce ou d'un outil.

Adolphe Clément Bayard, le créateur de la Macérienne

Lorsque commence la construction de La Macérienne, en juin 1894, à Mézières, chef-lieu des Ardennes et ancienne place militaire déclassée dix ans plus tôt, Adolphe Clément est déjà un industriel reconnu.



Adolphe Clément Bayard
(Archives départementales des Ardennes)

Fils d'un épicier de Pierrefonds (Oise), où il est né en 1855, Adolphe Clément s'est fait lui-même. Ancien serrurier, ancien coureur cycliste, cet homme ambitieux et d'avant-garde, partageant la passion

de la compétition sportive et le culte de la vitesse, s'est imposé au cours de la décennie 1880 comme un des grands constructeurs français de cycles. Sur le marché, la marque « Clément » est devenue une référence. Avisé sur le plan commercial, il a transformé son modeste atelier parisien, installé depuis 1878 dans le XVII^e arrondissement (20 rue Brunel), à proximité de la Place de l'Étoile, en une véritable usine.

Au moment où il achète ses premiers terrains à Mézières, au début des années 1890, faubourg Saint-Julien, au pied de la citadelle, Adolphe Clément, âgé de 35 ans, vient de prendre des décisions capitales. Celles-ci ouvrent une nouvelle étape dans sa carrière d'entrepreneur. Dans l'année 1891, il s'est séparé de ses anciens associés. Surtout, il a acheté les droits d'exploitation des brevets Dunlop (pneumatiques) pour la France, contre la somme de 50 000 francs. Selon Adolphe Clément, ce coup de poker lui aurait rapporté cent fois plus !

Quoi qu'il en soit, quelques années plus tard, il s'allie à un groupe financier anglais qui organise, en 1896, une fusion avec les cycles Gladiator. L'année suivante, il se lance dans la construction automobile et fait édifier une usine à Levallois.

C'est dans cette période charnière que se décide l'implantation d'une usine à Mézières, à la satisfaction du maire, Marie-George Mialaret, ingénieur des Mines. La modicité du prix des terrains libérés par l'Armée, la possibilité d'aménager une chute d'eau, la proximité de Paris et bien sûr une tradition métallurgique sont les facteurs qui déterminent cette localisation.



État actuel du toit en sheds du « nouvel atelier de mécanique »
(cliché J.-M. Duquénois)



Intérieur du « nouvel atelier de mécanique » avec sa charpente métallique de type Eiffel, aujourd'hui (cliché J.-M. Duquénois)

Une position exceptionnelle entre Paris, Lyon et Nancy, des ressources locales abondantes en eau, bois et fer et l'action patiente des hommes sont les ingrédients de huit siècles d'expansion de la « Champagne métallurgique ».



Écot-la-Combe : le château, le village et la forge en 1722, plan terrier (détail, Archives départementales de Haute-Marne, cliché P. Huberdaux)

De la grange monastique...

Les cisterciens donnent un élan décisif à ces aptitudes locales. Ils implantent, dans toute l'actuelle Haute-Marne, des granges minières et métallurgiques, servies par d'immenses réserves forestières et un réseau hydrographique abondant dont ils ont l'usage. Dès le XII^e siècle, ils sont à Wassy, alors que des bénédictins exploitent Dommartin-le-Franc. Ils mettent en place les techniques de la fonte et de l'affinage du fer.

...à la forge domaniale

À la fin du Moyen Âge, cependant, les possessions monastiques cèdent le pas à une aristocratie parfois princière, qui, la plupart du temps, n'exploite pas directement ses immenses domaines. Si le roi de France est un grand propriétaire, la part que possède les Guise, ou encore l'Église, explique l'âpreté des conflits au XVI^e et au XVII^e siècles. À côté d'eux, des nobles de robe et des marchands des villes sont de plus en

plus nombreux à veiller directement sur leurs exploitations et à s'intéresser aux questions techniques de la production. La Champagne métallurgique se signale au temps de sa plus grande prospérité, entre le XVIII^e siècle et le premier tiers du XIX^e siècle, par un cadre particulier de production, la forge domaniale, dont rend compte une richesse patrimoniale exceptionnelle, celle des plans et cartes du XVIII^e siècle conservés aux Archives départementales de la Haute-Marne.



Cirey-sur-Blaise : ancien bâtiment du haut-fourneau avec ses aménagements hydrauliques (DRAC Champagne-Ardenne)

Une permanence des techniques

À la veille de la Révolution, les propriétaires des forges sont pour la moitié des nobles, et pour un quart des gens d'Église. Après 1815, les anciens fermiers ont acquis la propriété des forges qu'ils exploitaient, pour la grande majorité d'entre eux. Cependant, si la propriété change de mains, les techniques restent identiques : il s'agit d'une forge au bois et la part du charbon de terre sera toujours très minoritaire jusqu'au milieu du XIX^e siècle. La première place occupée par la Haute-Marne dans la production des fers français ne l'incite pas au changement.

Un paysage industriel particulier

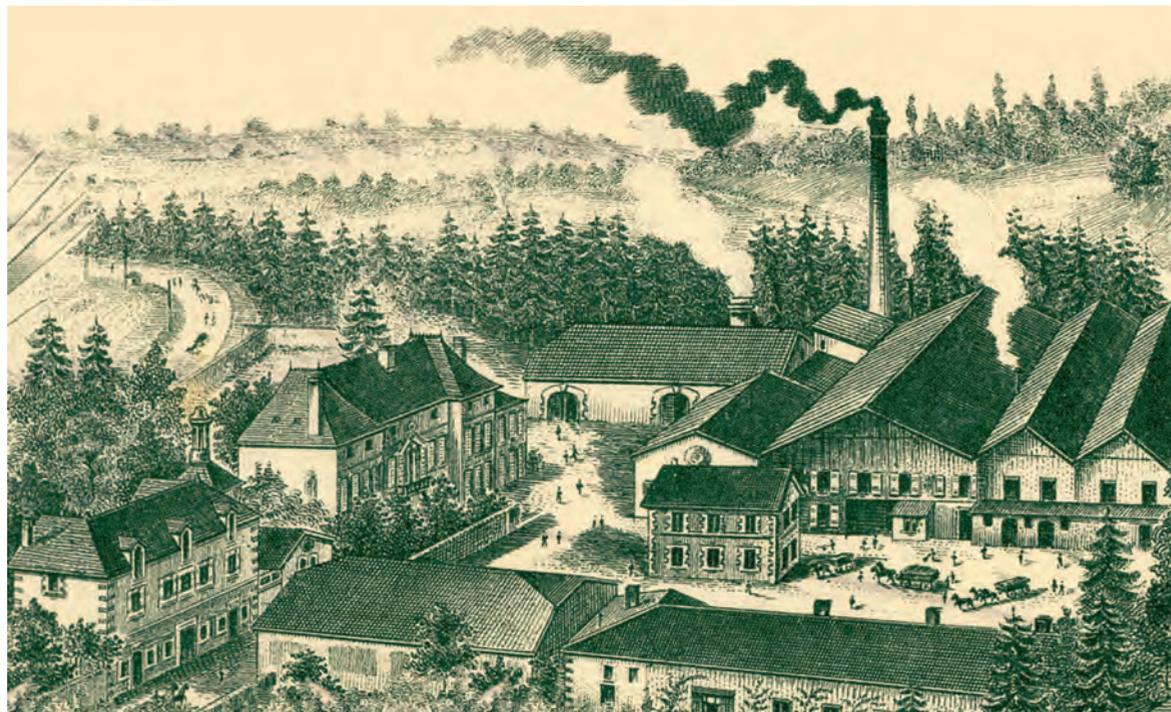
À des échelles différentes, mais rarement de grande taille, ce sont des ensembles à la fois ruraux et industriels qui sont disséminés le long des vallées. Parfaitement adaptés au site, tirant le plus de parti possible de l'environnement hydraulique et forestier, ils se composent chacun de petits ensembles spécialisés et souvent séparés suivant des cours distinctes : espaces de résidence, bâtiments d'exploitation agricole et bâtiments industriels associés à l'équipement hydraulique et proches des forêts dont ils tirent le charbon de bois.



Le château de Cirey-sur-Blaise et la forge domaniale en 1765, plan (Archives départementales de Haute-Marne, cliché P. Huberdaux)



La forge domaniale



La fonderie de Chamouilley, en-tête de papier à lettres, fin XIX^e siècle (collection particulière)



Leffonds, la forge de Rochevilliers aujourd'hui (DRAC Champagne-Ardenne)



La fonderie de Chamouilley aujourd'hui (DRAC Champagne-Ardenne)

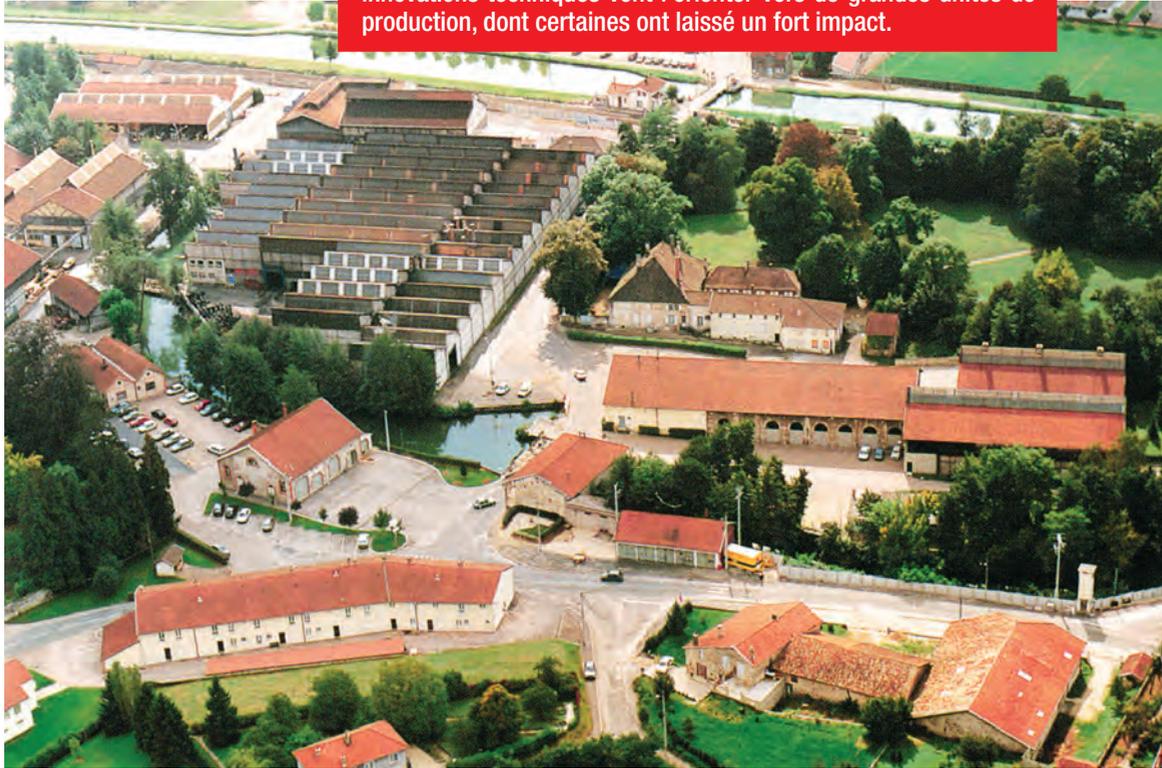
Une industrie rurale

Au XIX^e siècle, ce système se maintient. L'en-tête du papier à lettres de Chamouilley en donne un exemple caractéristique. Le domaine est représenté dans son environnement rural et forestier : haut-fourneau au charbon de bois, maison de maître, bâtiments abritant la halle à charbon, les ateliers de moulage et de modèles et la menuiserie élaborant les modèles. Le tout est de la taille d'une petite entreprise avec des capitaux familiaux et une main-d'œuvre de quelques dizaines d'ouvriers, logés le plus souvent dans le village. Si cette structure périclète par la suite, les nombreux vestiges qui subsistent de nos jours rappellent l'heure de gloire de cette industrie rurale.

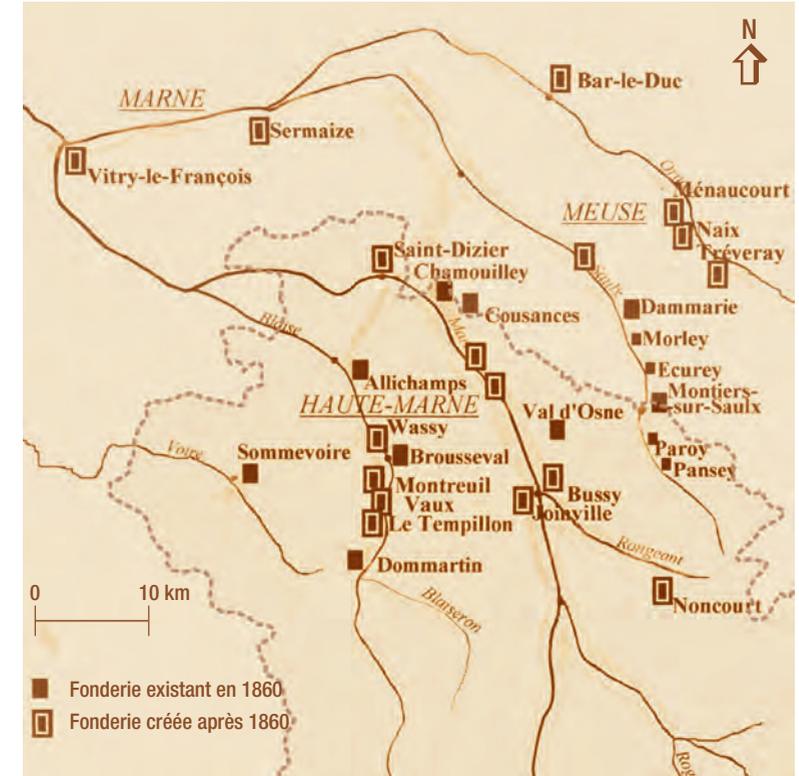


Donjeux, la forge domaniale aujourd'hui (DRAC Champagne-Ardenne)

Au cours du XIX^e siècle, la Haute-Marne subit les effets de la concurrence des autres régions industrielles. Concentrations et innovations techniques vont l'orienter vers de grandes unités de production, dont certaines ont laissé un fort impact.



L'ancienne fonderie de Bayard, dont on voit les vestiges à droite continue à produire sous le contrôle de Pont-à-Mousson, dans ses nouveaux locaux à gauche (DRAC Champagne-Ardenne)



Bassin de la «Champagne métallurgique» (auteur P. Delorme)

L'âge d'or de la métallurgie haut-marnaise

Au début de la révolution industrielle, la majorité des hauts-fourneaux de la région produisent de la fonte, destinée à être affinée en fer et mise en forme dans une forge. Seuls quelques établissements, les fonderies, travaillent « en marchandise » pour faire de la « poterie », c'est-à-dire des moulages, comme par exemple des taques de cheminée, des fourneaux, des chenets, des tuyaux pour canalisations d'eau. Les forges, quant à elles, se chargent d'affiner la fonte pour obtenir du fer et le mettre en forme au moyen de

marreaux puis de laminoirs : fers marchands, fonderie, tôles. Au cours du XIX^e siècle, l'activité de fonderie connaît un important développement en « Champagne métallurgique » (Haute-Marne et Meuse) car les meilleures qualités de fonte de moulage s'obtiennent dans des hauts-fourneaux traditionnels fonctionnant au charbon de bois, comme c'est le cas de Dommartin-le-Franc. Les hauts-fourneaux au coke, méthode anglaise, mettront bien du temps à rejoindre ce niveau.

Produisant des fontes grises, convenant bien au moulage des pièces mécaniques et des fontes noires, plus ductiles et très appréciées dans la fonte d'art et d'ornement, la Haute-Marne joue sur plusieurs tableaux et profite des facilités d'acheminement vers le marché parisien par la voie fluviale avalante de la Marne, puis par la voie ferrée. À partir de 1860, devant les difficultés provoquées par l'ouverture des frontières et la montée en puissance des régions métallurgiques comme la Lorraine, le Centre et

Adaptations, réussites, reconversions

le Nord, plusieurs forges se réorientent vers la fonderie, utilisant d'abord les fontes locales, puis à la fin du siècle, celles de la Lorraine voisine. Certains établissements trouvent une solution originale en combinant les deux activités de fonderie et de forges, notamment pour la fabrication des roues métalliques rayonnées et les machines agricoles hippotractées. C'est le cas de la forge de Cousances, une entreprise de taille moyenne qui recourt encore à l'énergie hydraulique sous forme de roues ou de turbines

hydro-électriques. Associée à une fonderie, elle utilise maintenant la fonte produite en Lorraine. Entreprise de taille moyenne, elle fabrique des moulages sur commande pour ses clients mais aussi pour ses propres fabrications de roues métalliques et de machines agricoles. Le développement de l'emploi sur ce genre de site de 300 à 400 ouvriers se traduit par celui de l'habitat ouvrier, plus important que par le passé. Toutefois, la tonalité générale reste celle d'une industrie aux champs.



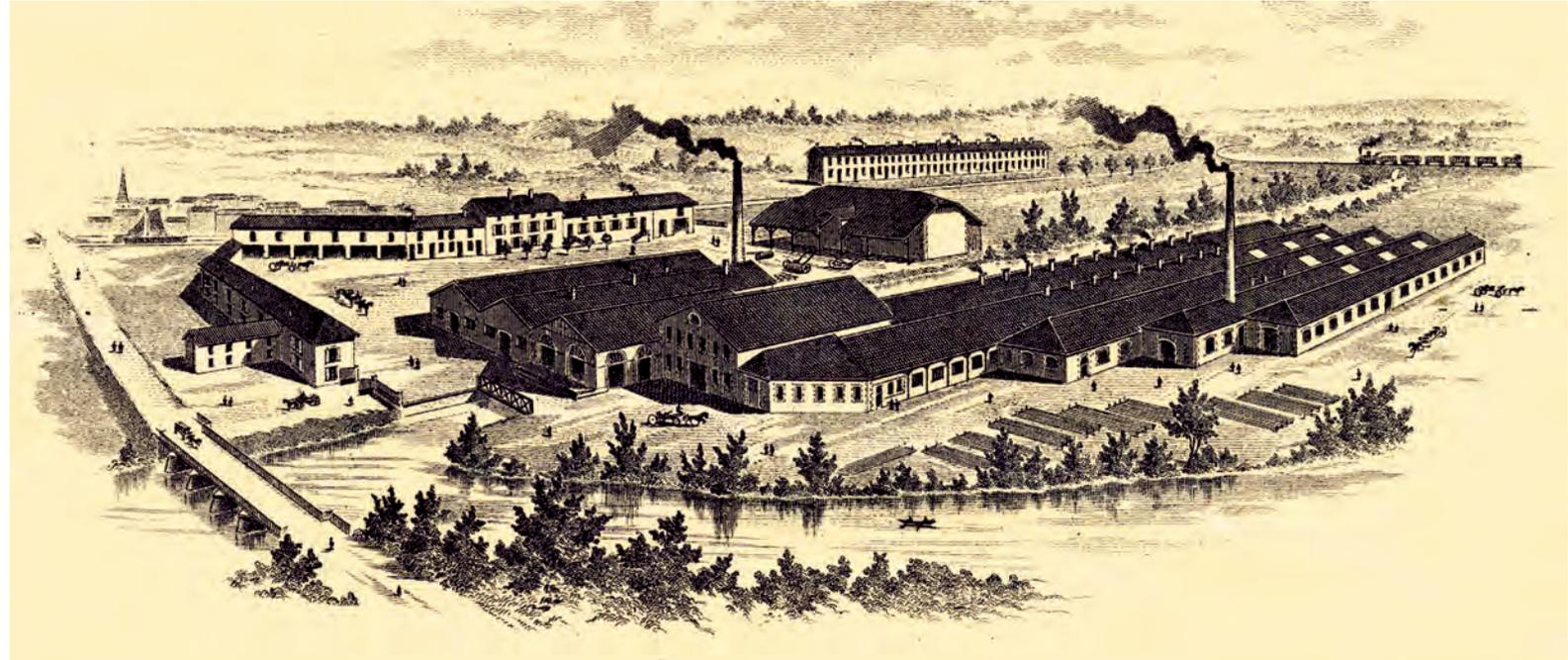
Fonderies de Haute-Marne



(collection particulière)

Jules Rozet,
maître de forges et notable,
en Haute-Marne au XIX^e siècle
(1800-1871)

Maître de forges à Saint Dizier, dans une grande région de métallurgie traditionnelle confrontée à la « Révolution des forges », Jules Rozet fait le choix original de la valeur ajoutée en se lançant dans la fabrication du fil de fer (1825) gardant le charbon de bois pour produire et vendre des produits de qualité : fontes de moulage (1843) et accessoires de voie ferrée (1846). Il expérimente les techniques d'économie d'énergie ; il reste dans le cadre d'une entreprise moyenne et dispersée en s'adaptant à l'environnement hydraulique et forestier ; il devient négociant en bois. Son parcours illustre l'une des voies de la Révolution industrielle.



La fonderie de Cousances, à la fin du XIX^e siècle, papier à en-tête (collection particulière)

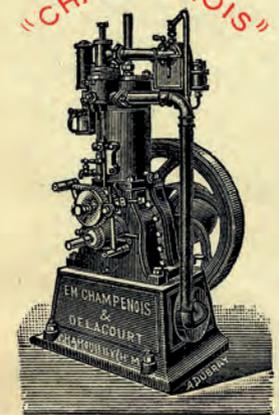
Le maintien de secteurs spécialisés

La seconde grande période de la fonderie haut-marnaise est celle des Trente Glorieuses, tout particulièrement avec la production de fontes de bâtiment. Pour répondre à la demande, certaines fonderies se satisfont du maintien des techniques de production assez traditionnelles, mais elles disparaîtront en nombre à partir des années 1980. Après quoi, ne sont maintenues que les fonderies de fonte ou d'acier qui avaient choisi de recourir à des méthodes de production modernes ou bien de se spécialiser dans des fabrications à valeur ajoutée. Elles restent des industries de référence.



Le haut-fourneau de Dommartin reste le témoignage le plus spectaculaire de la grande époque de la métallurgie haut-marnaise (DRAC Champagne-Ardenne)

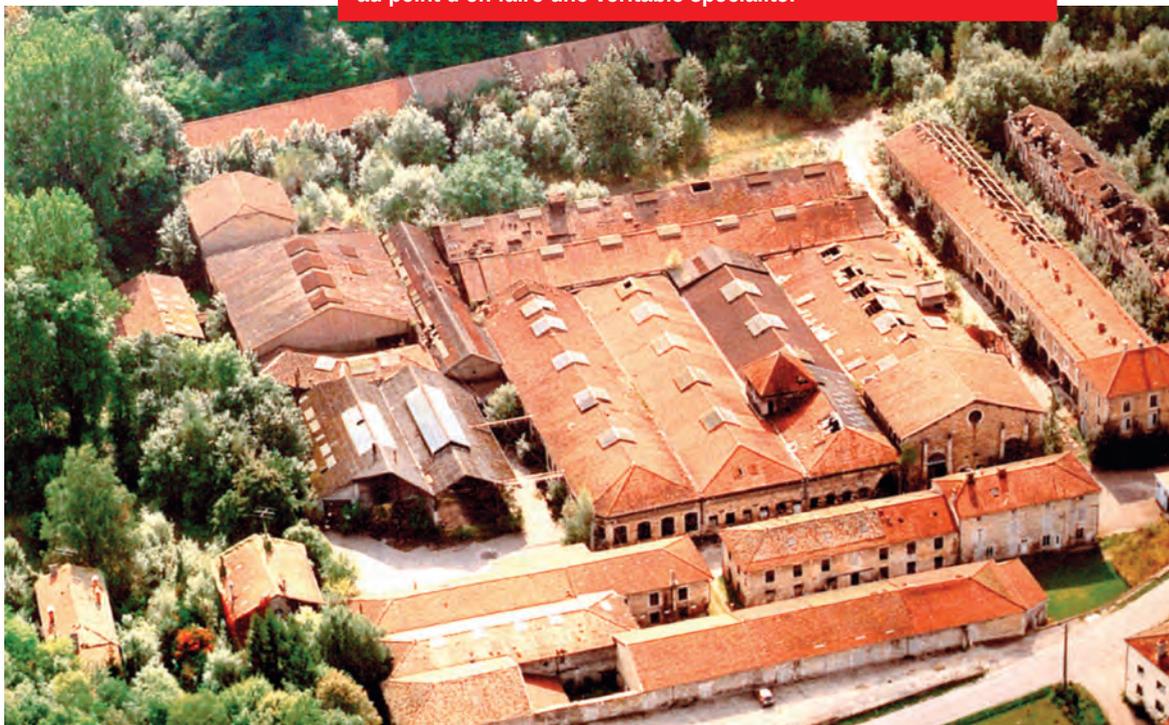
MOTEURS
"CHAMPENOIS"



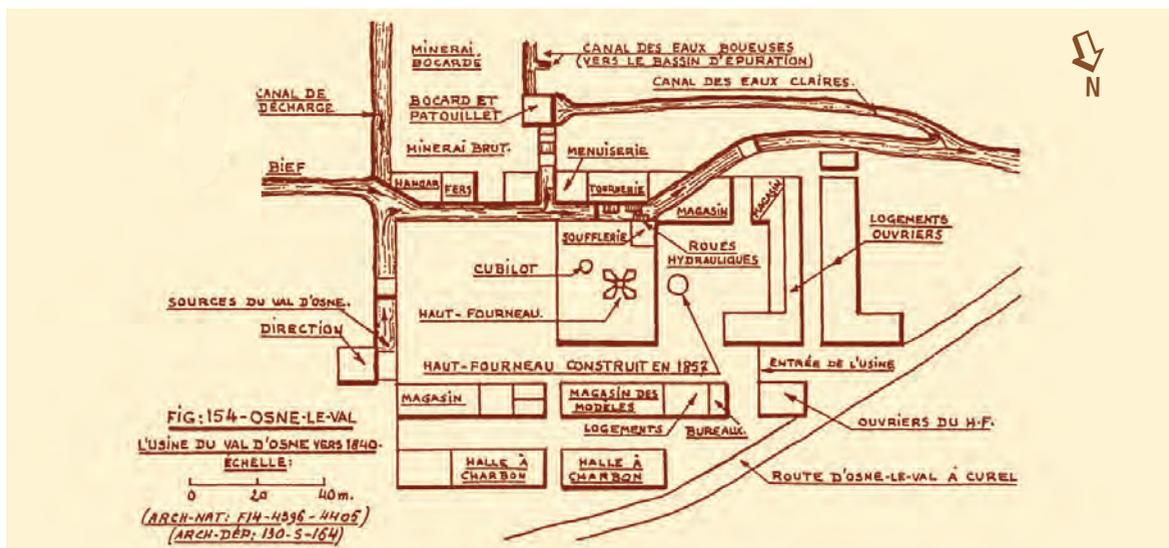
Alcool-Pétrole-Gaz-Gaz Pauvre
Gazogène

Page de catalogue de
matériel agricole
(collection particulière)

Pendant quelques décennies, l'usine du Val d'Osne produit des fontes d'art pour l'équipement des maisons et le mobilier urbain, au point d'en faire une véritable spécialité.



L'usine du Val d'Osne à la fin du XX^e siècle (DRAC Champagne-Ardenne)



Le plan de l'usine du Val d'Osne par Pierre Béguinot (1979)



Jean-Pierre-Victor André
(extrait de Notice sur Osne-le-Val,
par l'Abbé Maréchal)

La trajectoire d'un entrepreneur

L'histoire du Val d'Osne est d'abord celle de son fondateur. En 1834, Jean-Pierre-Victor André achète l'ancien prieuré du Val d'Osne, abandonné depuis 1702. Devenu une ferme, il avait été vendu comme bien national à la Révolution. Ancien maître de forges à Brousseval et à Thonnanceles-Moulins, Jean-Pierre-Victor André construit un haut-fourneau en 1835. Deux ans plus tard, la production de fonte atteint 900 tonnes. L'installation d'un cubilot permet de faire de la fonte moulée et notamment des objets d'art. En 1843, l'usine occupe déjà 95 ouvriers, dont 25 enfants. L'année suivante, la société obtient son premier grand succès avec la médaille d'or à l'exposition de Paris et Monsieur André est décoré en personne par le roi Louis-Philippe. En 1845, un deuxième cubilot est installé et il y a deux ateliers de moulage. Deux machines à vapeur viennent renforcer les roues hydrauliques. Quatre ans plus

tard, le nombre d'employés est passé à 269. La production va se diversifier. Au départ, on fabrique surtout des balcons, des vases, des candélabres et des fontaines. Le succès de l'entreprise provient du goût pour ce type de produit, mais aussi du coût moins élevé de la fonte moulée par rapport au fer forgé. Au total, les collections du Val d'Osne dépasseront les 40 000 modèles dont 200 vases, 110 fontaines, 600 statues humaines et 250 statues animalières.

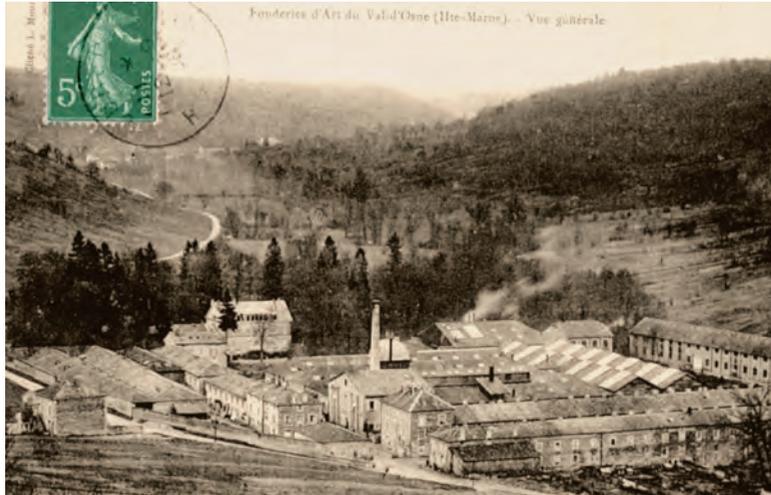
L'épisode Barbezat

En 1851, l'entreprise participe à sa première exposition internationale à Londres. Suite au décès de M. André, sa veuve continue à exploiter l'usine jusqu'en 1855. L'entreprise est alors vendue pour 2 millions de francs à une société en commandite qui prend le nom de « Barbezat et Cie ». Gustave Barbezat, un des collaborateurs de M. André, prend la direction de l'usine, qu'il contribue à développer, notamment avec la construction d'un second haut-fourneau, en 1856.



L'entrée de l'usine en mars 2002.
Le lion est l'œuvre du sculpteur
Alfred Jacquemart 1824-1896
(cliché H. Husson)

Le Val d'Osne



L'usine au début du XX^e siècle (collection H. Husson)

Malgré un violent incendie qui détruit un atelier de montage et un magasin de modèles, le développement se poursuit. En 1864, l'installation se compose de deux hauts-fourneaux, de trois cubilots et de quatre machines à vapeur. C'est pendant cette période qu'ont été construits ou reconstruits les logements ouvriers qui porteront le nom de cité Barbezat. De religion protestante, Barbezat fit venir de nombreux ouvriers de cette confession à Osne-le-Val. Il y eut même, jusqu'en 1887, une école spéciale pour les enfants protestants. De 1867 à 1870, l'usine est exploitée par la Société Fourment, Houillé et Cie. L'année 1870 marque une période de ralentissement pour l'entreprise avec le décès d'un des gérants, M. Houillé, et surtout avec la défaite contre la Prusse : la difficulté des communications entraîne une baisse très sensible des commandes ainsi que des difficultés d'approvisionnement en matières premières et d'expédition des produits finis.

Le marché latino-américain

Cette même année, le Val d'Osne est racheté par un groupe d'actionnaires qui forment la Société Anonyme des Fonderies du Val d'Osne, dont M. Mignon devient l'administrateur délégué.



La cité Barbezat (collection particulière)

Le Val d'Osne va connaître son apogée, grâce aux perfectionnements techniques et à ses nouveaux marchés : un nouveau procédé est utilisé pour recouvrir la fonte d'une pellicule de bronze, ce qui évite les problèmes d'oxydation. En 1875, Mignon passe un énorme marché à Santiago du Chili, où il a obtenu une médaille d'or à l'exposition qui s'est tenue dans la capitale chilienne. Une cinquantaine de produits du Val d'Osne y sont vendus ; moins qu'à Rio de Janeiro, où se trouvent environ deux cents pièces ! Au total, plus de cinquante pays dans le monde possèdent des productions provenant de l'usine haut-marnaise !

En 1878, le Val d'Osne rachète les modèles d'un de ses concurrents, la fonderie Ducel, située à Pocé (Indre-et-Loire). Mais déjà, une autre entreprise, haut-marnaise elle aussi, commence à lui faire de l'ombre. À l'exposition universelle de Paris, le succès de Durenne de Sommevoire dépasse celui du Val

Une ère de difficultés

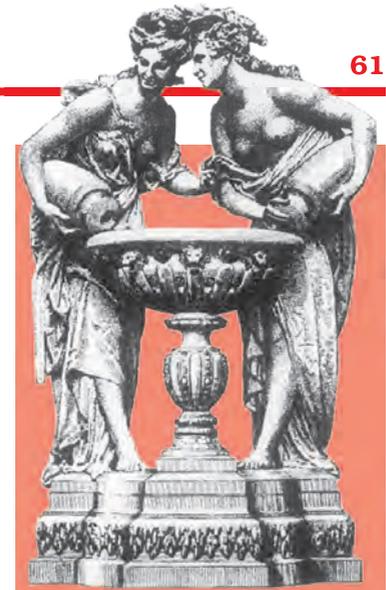
En 1886, les effectifs de l'usine sont en baisse ; ils sont de 233 hommes, 16 femmes et 22 enfants. La fin du quasi-monopole et l'arrivée de concurrents, Durenne mais aussi Capitain, l'existence d'une récession économique en France et le sacrifice de la qualité au profit de la quantité expliquent les difficultés de l'entreprise.

En 1892, Mignon est évincé par le conseil d'administration au profit de Charles Hanoteau et son fils Henri, qui après 1895, rétablit le Val d'Osne dans sa réputation d'excellence. Mais les commandes sont moins nombreuses que par le passé et le nombre d'employés s'en ressent : en 1911, il n'y a plus que 189 employés. Détail intéressant, l'usine du Val d'Osne est la première du canton de Chevillon à créer une caisse de retraite, en 1892.

Pendant la Première Guerre mondiale, la production est tournée vers les besoins de l'armée, avec la fabrication d'obus et de grenades (jusqu'à 12 000 par jour !). En 1917, l'usine occupe 225 personnes, dont 61 femmes. La fin de la guerre va provisoirement redonner vie à l'activité fonte d'art, avec la fabrication de centaines de monuments aux morts.

La fin des fontes d'art

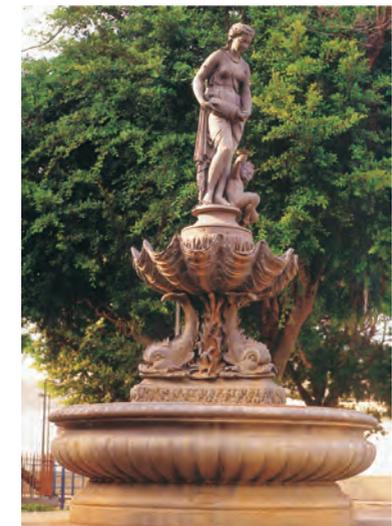
En 1931, date où elle est rachetée par l'entreprise Durenne, l'usine emploie 213 personnes. En 1971, elle devient la propriété de la société GHM (Générale hydraulique et mécanique) de Sommevoire. En 1976, l'usine compte encore 207 salariés mais la production est tournée uniquement vers l'hydraulique, avec la fabrication



Nymphes à la fontaine, par Carrier-Belleuse (collection GHM)

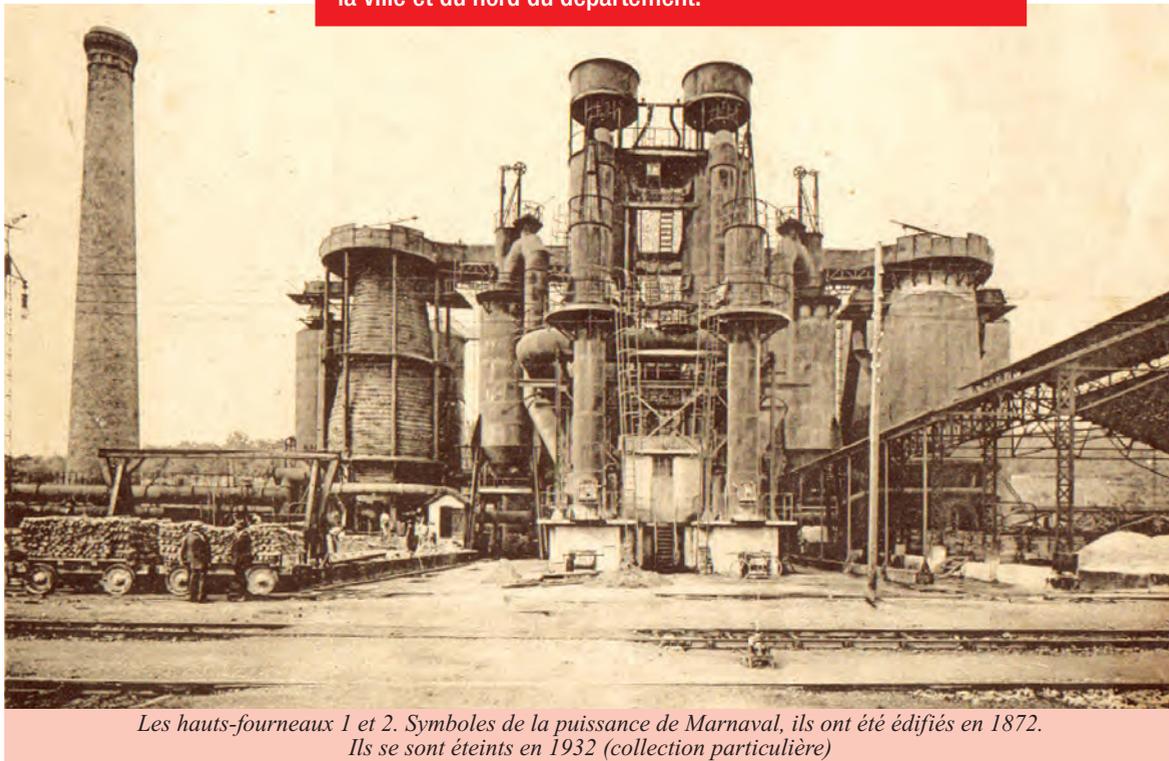
de pompes, robinetterie et appareils d'irrigation.

Dix ans plus tard, en 1986, la GHM va définitivement fermer le site du Val d'Osne à la suite d'un dépôt de bilan pour regrouper ses activités à Wassy et Sommevoire.



Rio de Janeiro, place Santo Cristo. Fontaine de la source à l'enfant de Henri Frédéric Iselin 1825-1905 (collection GHM)

Située au sud-est de Saint-Dizier, en bordure de Marne, Marnaval occupe une place primordiale dans l'histoire métallurgique de la ville et du nord du département.



Les hauts-fourneaux 1 et 2. Symboles de la puissance de Marnaval, ils ont été édifiés en 1872. Ils se sont éteints en 1932 (collection particulière)

Une forge domaniale

Le premier haut-fourneau est construit en 1603 par l'échevin Beaudesson, qui a reçu d'Henri IV l'autorisation de créer une forge. Comme celles du Clos-Mortier, les productions métallurgiques marnavales, stockées sur le Port aux fers du Jard, sont chargées sur des bateaux de rivière (les « marnois ») ou des trains de bois (les « brelles ») et conduites sur la Marne jusqu'à Paris. En 1731, la forge compte un haut-fourneau et quatre affineries. Cependant, un arrêt du Grand Maître des eaux et forêts de Champagne ordonne de réduire la consommation de charbon de bois, le bois de chauffage devenant trop rare et trop cher pour les villes et leurs habitants. Marnaval réussit alors à main-

tenir une activité, malgré la destruction de certaines installations, avec la production de « carillons » pour la serrurerie. Pendant les guerres révolutionnaires, Marnaval trouve de nouveaux débouchés dans la fabrication de boulets d'artillerie de campagne, livrés pour finition à « la Foudroyante », une usine créée par le Gouvernement révolutionnaire (1794-1805).

La méthode champenoise

En 1829, le prix très élevé du charbon de bois amène l'édification d'un four à puddler à la houille qui, conjugué au maintien de l'étrépage du fer avec les anciens marteaux mus à l'hydraulique, constitue un procédé appelé « méthode champenoise ». En 1860, sous l'impulsion du propriétaire, Becquey, est installée une

forge anglaise comprenant sept fours à puddler, trois fours à réchauffer et quatre trains de laminoirs, alimentés par trois hauts-fourneaux et actionnés par deux turbines profitant de l'énergie hydraulique de la Marne. Le plan de 1865 nous donne encore l'image d'une entreprise à l'échelle du domaine, avec son grand parc enserrant les bâtiments de la forge et la maison de maître à l'entrée. Des maisons ouvrières çà et là, des voies de communication qui contournent le domaine complètent le tableau. Le plan de 1875 nous montre la nature des changements intervenus en dix ans : la disparition du parc et de la maison de maître traduit la volonté de consacrer cet espace à la seule production. L'ancienne forge est agrandie pour recevoir deux haut-fourneaux mais les transfor-

mations essentielles se font sur la rive droite de la Marne, où s'élève la nouvelle forge, les cités ouvrières et leurs jardins.

Un irrésistible développement

Entre temps, Émile Giros avait pris en main les destinées de l'entreprise. Avec lui, pendant une bonne vingtaine d'années, de 1870 à 1890, Marnaval connaît un développement sans précédent. En 1860, il établit la Compagnie des transports qui ravitaillait, à des prix intéressants, la Haute-Marne en coke et fer du Nord ou de la Lorraine, où elle acquiert des concessions. Il entreprend la concentration d'un certain nombre d'entreprises de la vallée de la Marne avec, en 1876, la fusion des Forges de Marnaval, Rachecourt et Donjeux, au sein de la Compagnie des forges de Champagne, avec un total de 1 800 ouvriers, dont 800 à Marnaval, compagnie qui sera bientôt concessionnaire du canal de Saint-Dizier à Wassy. Parmi les modernisations techniques apportées à l'ensemble marnavalais, la construction d'un four Martin en 1888 permet l'établissement d'une



(collection particulière)

Émile Giros (1835-1894)

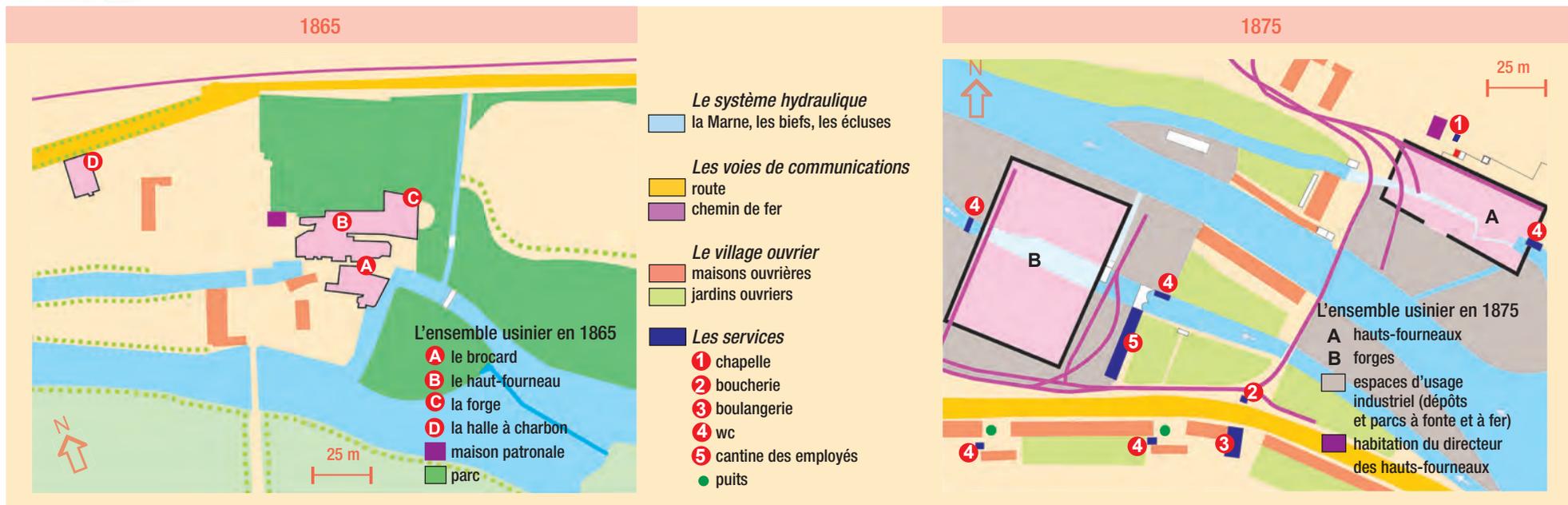
Capitaine d'industrie, il est le grand artisan du développement de Marnaval à partir de 1875. Il fait aussi construire les cités ouvrières et l'église de Marnaval. Maire de Saint-Dizier de 1882 à 1894. Il repose au milieu de ses ouvriers, au cimetière de Marnaval.



La tréfilerie. Elle fut construite en 1936 sur l'emplacement de la première forge Baudesson (cliché E. Thiry)



Marnaval



Les transformations de Marnaval entre 1865 et 1875 (auteur P. Delavaux)

batterie de fours à coke en 1900. Marnaval ressemble par ailleurs de plus en plus à une commune avec

ses 1 200 habitants, ses cités ouvrières, son écomat, son église et son cimetière, puis sa mairie annexe.

Ces transformations, indispensables face à la concurrence lorraine, nécessitent des capitaux et montages financiers toujours plus importants et parfois hasardeux. En 1911, Marnaval est intégrée dans les Acéries de Micheville, gros fabriquant lorrain de rails. Entre 1914 et 1918, Marnaval travaille pour la Défense nationale (fils de fer barbelés) et fait appel à des travailleurs marocains. L'entre-deux-guerres voit la fermeture des hauts-fourneaux en 1932. La fonte importée de Lorraine et la ferraille sont alors utilisées pour produire de l'acier jusqu'en 1958.

Un patrimoine à préserver

Aujourd'hui, des anciennes activités industrielles de Marnaval, ne subsistent que les usines produisant du fil de fer et du treillis soudé (Tréfileuor et Cermast). Toute-

fois, le passé industriel de Marnaval reste prégnant du fait de son église et de sa cité ouvrière en grande partie debout et bien conservée : rue des Balcons, quartier de la Plaine, quartier des Fours à coke, quartier

des Sœurs ou rue de Champagne. Les logements des employés ou des ingénieurs sont encore habités. Enfin, toute une mémoire ouvrière devrait être recueillie avant qu'il ne soit trop tard.



Cité de la route de Joinville (cliché E. Thiry)



Quartier des Sœurs (cliché E. Thiry)

Fondées par les moines de Clairvaux au XII^e siècle, les Forges Saint-Bernard ont produit sans interruption jusqu'à nos jours des fers de qualité.



Vue d'ensemble en 1950 (Archives départementales de l'Aube)

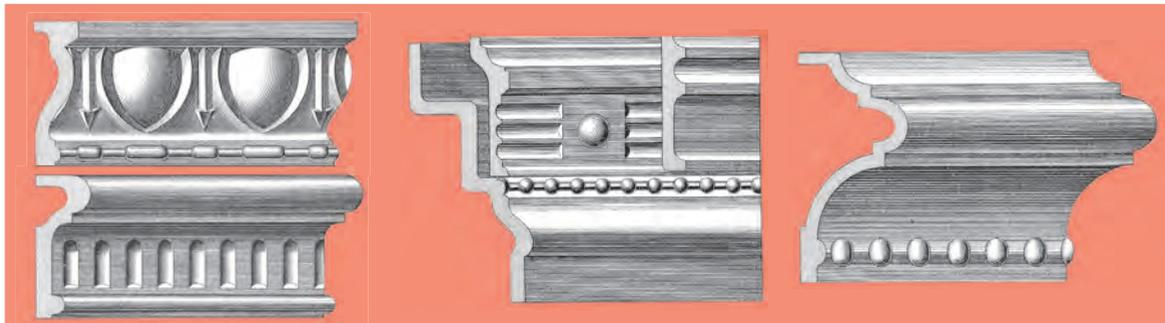
La genèse d'une grande entreprise métallurgique

Les cisterciens, autour de Saint Bernard, ont été des ingénieurs et des industriels. Ils sont à l'origine du développement de la métallurgie dans les actuels départements de la Côte-d'Or, de la Haute-Marne et de l'Aube, à partir de leurs

ressources en eau, bois et fer. Cette industrie a contribué amplement à l'enrichissement de l'ordre monastique, au moins à ses débuts.

En 1791, les forges sont vendues comme bien national et vont passer entre plusieurs mains.

Au début du XIX^e siècle, le contexte général est favorable à la production de fers, dont la demande est considérable : les habituels fournisseurs, la Russie et la Suède, ne suffisent plus à satisfaire les besoins de l'industrialisation naissante



Extraits du catalogue des productions des Forges et laminoirs de Clairvaux, 1907 (Archives départementales de l'Aube)



- | | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| Espace usinier | Les voies de communication |
| 1. la forge de saint-Bernard | — route de Vitry à Dijon |
| 2. pointerie et tréfilerie | — chemin de forge |
| 3. fonderie | — voie ferrée Paris-Mulhouse |
| 4. halle à charbon | |
| 5. traverses de chemin de fer | La cité et son environnement |
| 6. bureaux | — les maisons ouvrières |
| 7. cantine | — la maison patronale |
| Le système hydraulique | — les jardins |
| — l'Aube et le canal de dérivation | — les prés |
| — le canal | — les terres |
| — le déversoir | — les bois |

Les forges Saint-Bernard en 1881 (auteur G. Dorel-Ferré, d'après plan cadastral)



Les Forges de Saint-Bernard



Vannage des forges (collection C. Couturier)



Le site des forges aujourd'hui (cliché A. Sauer)

et aux commandes de l'Angleterre et de la Belgique, eux-mêmes producteurs. Les Forges Saint-Bernard profitent de cette situation, d'abord avec les Harlé d'Ophove puis, surtout, avec les du Manoir. Ceux-ci vont agrandir le site d'origine, et sans abandonner les infrastructures hydrauliques qui alimentent la forge médiévale, ils installent une forge à l'anglaise et le second train de laminoirs créé en France. L'usine s'étend désormais de part et d'autre de

l'Aube. Le site est racheté par son fermier, Royer-Houzelot, en 1873. Exploitées par lui puis par ses gendres, les Forges Saint-Bernard connaissent une expansion sans précédent. Toutefois, des difficultés financières conduisent à céder l'entreprise à Louis Gasne, un industriel parisien, en 1894. Devant la concurrence exercée par les autres régions industrielles, celui-ci se spécialise dans la production de profilés spéciaux. Ils feront le renom des Forges Saint-Bernard.



Extraits du catalogue J. Blum & Co, 1925 (Archives départementales de l'Aube)

Chronique d'une mort annoncée

Après la Première Guerre mondiale, le hameau des Forges Saint-Bernard concentre le personnel de l'usine. Les 180 logements appartiennent à la société. Ils abritent une population de 650 habitants environ, un éconamat, une boulangerie, une boucherie, une cantine, une école. Vraie cité patronale, le hameau est l'objet d'un paternalisme rendu pesant par l'isolement. À

la fin du XX^e siècle, les 97 ouvriers se recrutent parmi les membres d'un nombre réduit de familles ! Malgré l'excellence des produits, en particulier, vers la fin, des charnières en aciers spéciaux pour les voitures et malgré le savoir-faire reconnu des ouvriers, hérité d'une longue tradition, le site a fermé en 2003. Rien n'a été envisagé pour la sauvegarde du patrimoine bâti, écrit ou immatériel. Un site millénaire, à l'histoire prestigieuse, est menacé d'oubli.

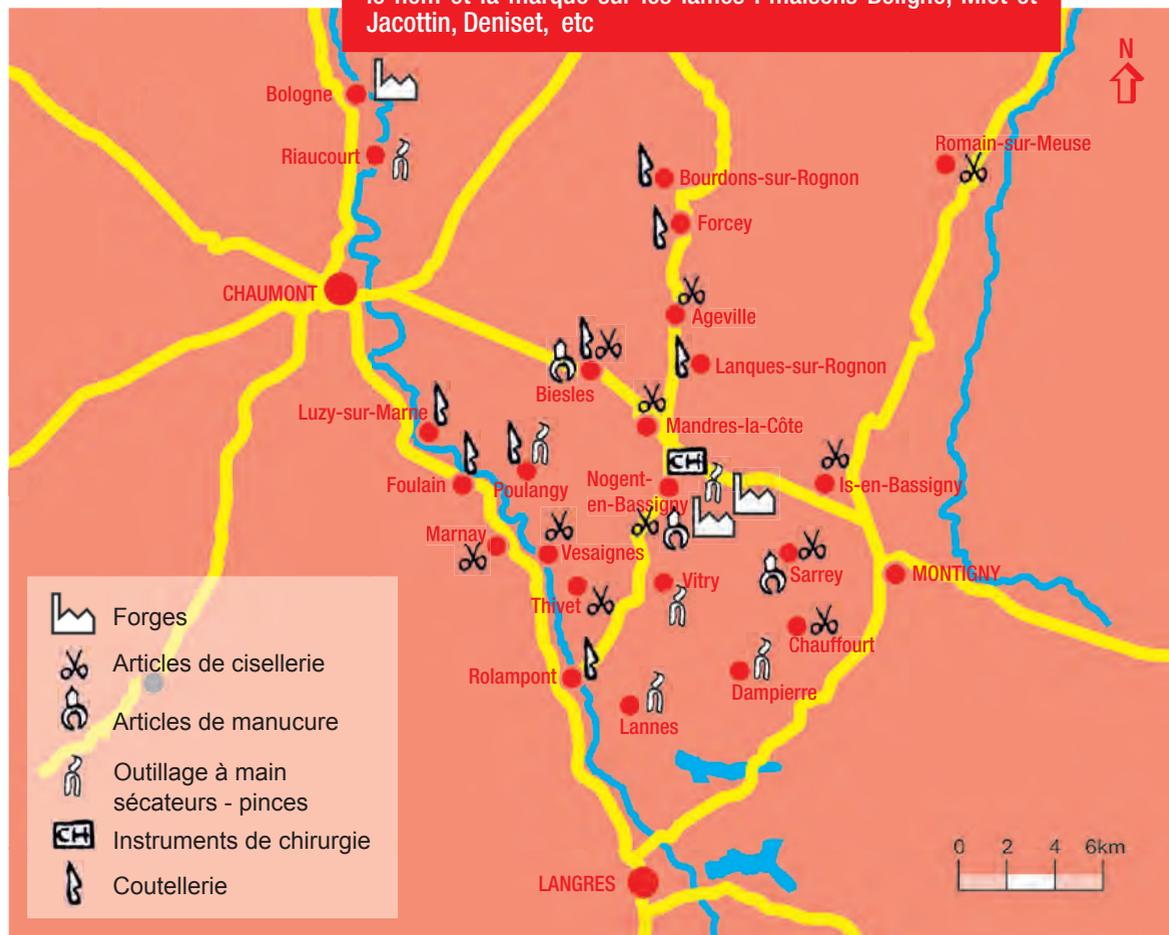


Ateliers des fours (collection C. Couturier)



Les bureaux des forges, aujourd'hui (cliché A. Sauer)

Les couteliers travaillaient chacun chez eux pour les négociants en gros de Langres et de Nogent dont ils gravaient au poinçon le nom et la marque sur les lames : maisons Beligné, Miot et Jacottin, Deniset, etc



Le bassin coutelier nogentais en 1967 (auteurs J. Inizan et J.-P. Maréchal)

La boutique du coutelier, au début du XX^e siècle (témoignage de Paul de Tournelles, 1936)

Chaque coutelier avait sa « boutique » éclairée d'une large fenêtre divisée en petits carreaux, munie d'une forge, d'un établi où s'appuyaient des étaux, une meule, des polissoires, actionnées par un volant que mettaient en branle, soit une manivelle, soit une roue à chiens. Aux murs s'alignaient des limes grosses ou fines, un archet utilisé pour percer au foret, lames, ressorts

et platines. Là, l'ouvrier fabriquait sur commandes et par douzaines le couteau de charretier à trois ou quatre pièces, façonné en bon acier de Suède avec manche poli de corne ou de cuivre agrémenté de « mitres » et de « rosettes ». À la fin de la semaine, le samedi soir, l'ouvrier ainsi spécialisé, empaquetait soigneusement ses douzaines de couteaux, « enfilait »

sa blouse, coiffait sa casquette de soie, chargeait sa marchandise dans son carnier et la portait à la maison de gros. Sa fourniture examinée et reçue, il revenait de Langres ou de Nogent-en-Bassigny parfois assez tard dans la nuit après avoir bu en ville un « gloria » et pris chez son quincaillier les fers et la tôle nécessaires à l'exécution de nouvelles commandes.



Vignette historique présentant les différents métiers liés à la coutellerie ; détail d'un plan de la ville de Langres au XVII^e siècle (musée d'Art et d'Histoire de Langres)

Coutellerie à Nogent

Nogent se situe dans une région où l'activité métallurgique est ancienne, comme en témoigne la présence de bas-fourneaux destinés à l'exploitation du minerai de fer, à l'aide du charbon de bois issu des nombreuses forêts entre Bourgogne et Ardennes. En 1848, une soixantaine était encore en fonctionnement en Haute-Marne. Parallèlement, la coutellerie s'est développée à Langres dès le XVI^e siècle, grâce à la présence d'un évêché puissant qui a facilité le commerce et l'industrie. Au XVII^e siècle, sont attestées de grandes maisons de coutellerie comme celle de la famille Beligné, qui perdure jusqu'à nos jours. Au XVIII^e siècle les Diderot et au XIX^e siècle

les Guerre vont perpétuer cette tradition.



Atelier de fabrication de couteaux de boucher à Luzy-sur-Marne, en 1899 (musée de Nogent)



Couteaux et ciseaux de Nogent

67

Ces grandes maisons distribuent le travail dans les campagnes environnantes, selon le système de la boutique que Paul de Tournelles observe encore au début du XX^e siècle. Peu à peu, de nombreux villages et hameaux voisins de Nogent, le long des vallées de la Traire et du Rognon, se professionnalisent dans le domaine de la coutellerie et de la cisellerie.

Le bassin nogentais

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le bassin de Nogent prend définitivement le pas sur Langres et emploie environ 10 000 personnes. Le dernier tiers du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle voient l'apogée du système nogentais. Il se caractérise par une spécialisation de la production par village et l'émergence de quelques artisans-artisans ; l'importance des ouvriers-paysans et du travail à domicile avec une multitude de petits ateliers ; l'apparition des forges individuelles utilisant la vapeur puis l'électricité,



Ciseaux à broder «Art Nouveau» (musée de Nogent, cliché J.-C. Guibaud)

pour produire des pièces estampées avec du matériel importé (la structure individuelle persiste puisque en 1958 Nogent compte encore 155 artisans). Leur savoir-faire compte avant tout. Leur petit atelier est actionné par l'énergie (vapeur puis électricité) transmise par les courroies. Dans les usines, la division du travail est importante. Les ateliers sont éclairés par de grandes

verrières, comme à l'usine Ferrand de Nogent. Depuis, l'univers productif s'est resserré autour des pôles de Biesles, Is-en-Bassigny, Nogent, Sarrey, Chaumont, avec une concentration de la main-d'œuvre qualifiée autour des productions les plus performantes : coutellerie-cisellerie haut de gamme ou professionnelle ; outillage à main pour spécialistes et instrumentation

médico-chirurgicale. Le bassin nogentais comptabilise une trentaine de meilleurs ouvriers de France depuis 1924. Le début des années 1980 a vu une révolution dans les forges d'estampage, où l'on est passé du travail de l'acier à celui des alliages les plus sophistiqués.

De l'artisanat à l'industrie

Le travail autonome demandait un outillage simple mais des compétences et un savoir-faire étendus, d'où des journées de 11 à 12 heures de travail payées entre 3 et 6 francs, vers 1890. Rapidement, la division du travail a conduit à rendre autonomes, d'abord le polissage à domicile, puis la forge à la main, désormais réservée à des prototypes, car les ébauches issues des forges par estampage à chaud se généralisent depuis un demi-siècle. Enfin, les divers traitements tel le chromage étaient, avant l'usage des aciers inoxydables dans les années 1960, déjà sous-traités dans des entreprises spécialisées.



Prothèses de hanche en titane anodisé (musée de Nogent, cliché J.-C. Guibaud)



L'usine Ferrand de Nogent au début XX^e siècle (collection particulière)



Couteaux de poche et coupe-cigares (musée de Nogent, cliché J.-C. Guibaud)



Musée de la Coutellerie de Nogent (cliché J.-C. Guibaud)

Le musée est installé dans une ancienne coutellerie de renom jouxtant une maison de maître : la Maison Georget active jusque dans les années 1940.

Le site expose les pièces anciennes, avec des reconstitutions d'ateliers et évoque le travail de ce passé récent. Une lecture technique permet de montrer la continuité de la production mais aussi sa reconversion.

À travers ses collections, le musée présente ce patrimoine identitaire et ce capital d'innovation en prenant en compte un territoire, le bassin de Nogent, des hommes, artisans et industriels et des techniques de fabrication.





L'AGROALIMENTAIRE, LA RICHESSE TOUJOURS RENOUVELÉE

La Champagne-Ardenne ne peut se réduire aux seuls succès de la boisson universelle qui porte son nom. Ses vastes étendues sont devenues fertiles par le travail opiniâtre de ses habitants, au cours des siècles. Aujourd'hui, elle est riche de son agro-industrie, preuve de son inventivité inlassable.

Conservier le grain a été une préoccupation constante des sociétés depuis la Préhistoire. Pendant longtemps, on a creusé des silos dans la terre. On y entreposait le grain et les racines pour s'alimenter jusqu'à la récolte suivante. Avec l'industrialisation, tout change.



Malteurop à Vitry-le-François (Champagne Céréales)

Issus de la coopération agricole

Les silos monumentaux qui scandent les paysages de la Champagne marnaise ou auboise sont issus d'un vaste mouvement associatif qui débute à la fin du XIX^e siècle. Les agriculteurs se constituent en coopératives pour se fournir en semences et mieux vendre leur production. Mais le stockage est encore rudimentaire. Les silos, vastes constructions en hauteur dont la technique semble inspirée

des États-Unis, vont commencer à peupler les campagnes à partir des années 1930, à la suite de la grande crise économique qui secoue le monde entier, tendance encouragée par les pouvoirs publics qui voient dans les coopératives agricoles un meilleur moyen d'écouler la production. Les premiers silos sont construits en bordure des canaux ou en ville, près de la gare. Leur morphologie est variable

mais le principe identique, puisque l'entreposage se fait en fonction de l'élévateur dont la silhouette identifie le silo. Les silos urbains sont progressivement abandonnés, du fait de la croissance des agglomérations d'une part et d'autre part, du fait de la concurrence que la route fait au rail pendant la deuxième moitié du XX^e siècle. Par contre, il n'est pas rare de voir ces silos de la première génération

à proximité des villages. Parfois même, ils sont deux, face à face, rappelant par leur position antagonique les conflits qui ont présidé à leur création. En effet, deux syndicats agricoles regroupent les cultivateurs champenois au début du XX^e siècle : l'un est laïque et plutôt marqué politiquement à

gauche, l'autre est dans la mouvance du syndicalisme chrétien. Ils se font une guerre impitoyable pendant les décennies qui suivent la Première Guerre mondiale, dans un contexte économique difficile. Après la Deuxième Guerre mondiale, ces deux syndicats s'entendent pour s'associer.

Des sentinelles dans les champs

Après 1945, la mise au point des engrais liquides transforme la Champagne en un vrai Eldorado. Les grandes étendues céréalières couvrent les plaines crayeuses du sud des Ardennes, de la Marne et de l'Aube.

La production s'intensifie de façon exponentielle : les anciens silos ne suffisent plus. Un réseau aux mailles étroites, composé de silos modernes de béton et de fer, couvre la région en quelques années,

à l'orée du dernier tiers du XX^e siècle. Dans un paysage ouvert, dans lequel les villages se fondent, les silos se dressent au-dessus des cultures, comme de grandes sentinelles qui affirment leur richesse et leur pouvoir. Leur présence et leur architecture souvent somptueuse, que Le Corbusier trouvait emblématique, posent le problème de leur destinée : quelle politique patrimoniale mettre en place, pour eux, dans le futur ?



Silos de Brienne-le-Château sur un carrefour ferro-routier ancien (cliché M. Salach)



Les entrepôts de la richesse

Une réutilisation originale : les silos de Chaumont

Les silos de Chaumont font partie de ces silos urbains déclassés. Mais dans leur cas, une réutilisation originale a été trouvée : transformer l'ancien entrepôt de grains près de la gare en Maison du Livre et de l’Affiche, pour abriter en par-

des services facilitant l’insertion de la jeunesse locale (orientation professionnelle, ateliers d’insertion...). Les préoccupations urbanistiques sont également au cœur du projet. Il s’agit de réhabiliter des sites déchus de leur fonction première et le sec-



Les Silos, maison du livre et de l’affiche (cliché J.-N. Guyenet)

ticulier une collection d’affiches, léguée en 1905 par Gustave Dutailly, intellectuel et homme politique haut-marnais et servirait de cadre au Festival de l’Affiche que la ville organise chaque année. Les silos permettent en outre d’abriter le fonds ancien de l’ancienne bibliothèque municipale, implantée au centre ville, devenu trop exigüe, soit 236 manuscrits du XII^e au XVII^e siècle, 146 incunables et 20 000 volumes antérieurs à 1801. Le projet est accompagné d’un volet social qui s’exprime par la volonté de développer des outils et

teur de la gare de Chaumont. L’implantation de la Maison du Livre et de l’Affiche est envisagée dans ce secteur marqué par un ensemble hétérogène de villas bourgeoises, d’entrepôts, de terrains vacants et de voies ferroviaires. Les responsables municipaux ont voulu redonner une identité nouvelle à la ville par la réalisation du complexe de la bibliothèque-médiathèque et par la réhabilitation de l’entrée de la ville côté viaduc. Cet ouvrage emblématique figure désormais dans le logo de la cité en lieu et place du « m » de Chaumont.

Le biscuit rose, une tradition

Le biscuit de Reims, né au XVIII^e siècle, reste une friandise pour les nantis jusqu’au XIX^e siècle. Les nouvelles habitudes alimentaires des classes moyennes, telles que l’introduction du petit-déjeuner, la mode du salon de thé où l’on se rencontre pour goûter entre dames, la célébration des anniversaires en famille, favorisent la consommation de ces spécialités dont profite l’industrie rémoise de la biscuiterie.

Le trait de génie consistera à associer la consommation des biscuits roses avec le champagne. Il faut l’attribuer à une femme : Marie-Clémentine Fossier-Brisset (1845-1921) dont un beau portrait conservé au musée Le Vergeur, de Reims, immortalise les traits.



Portrait de Marie-Clémentine Fossier, par J.-P. Meslé (collection Société des Amis du vieux Reims - musée Le Vergeur)

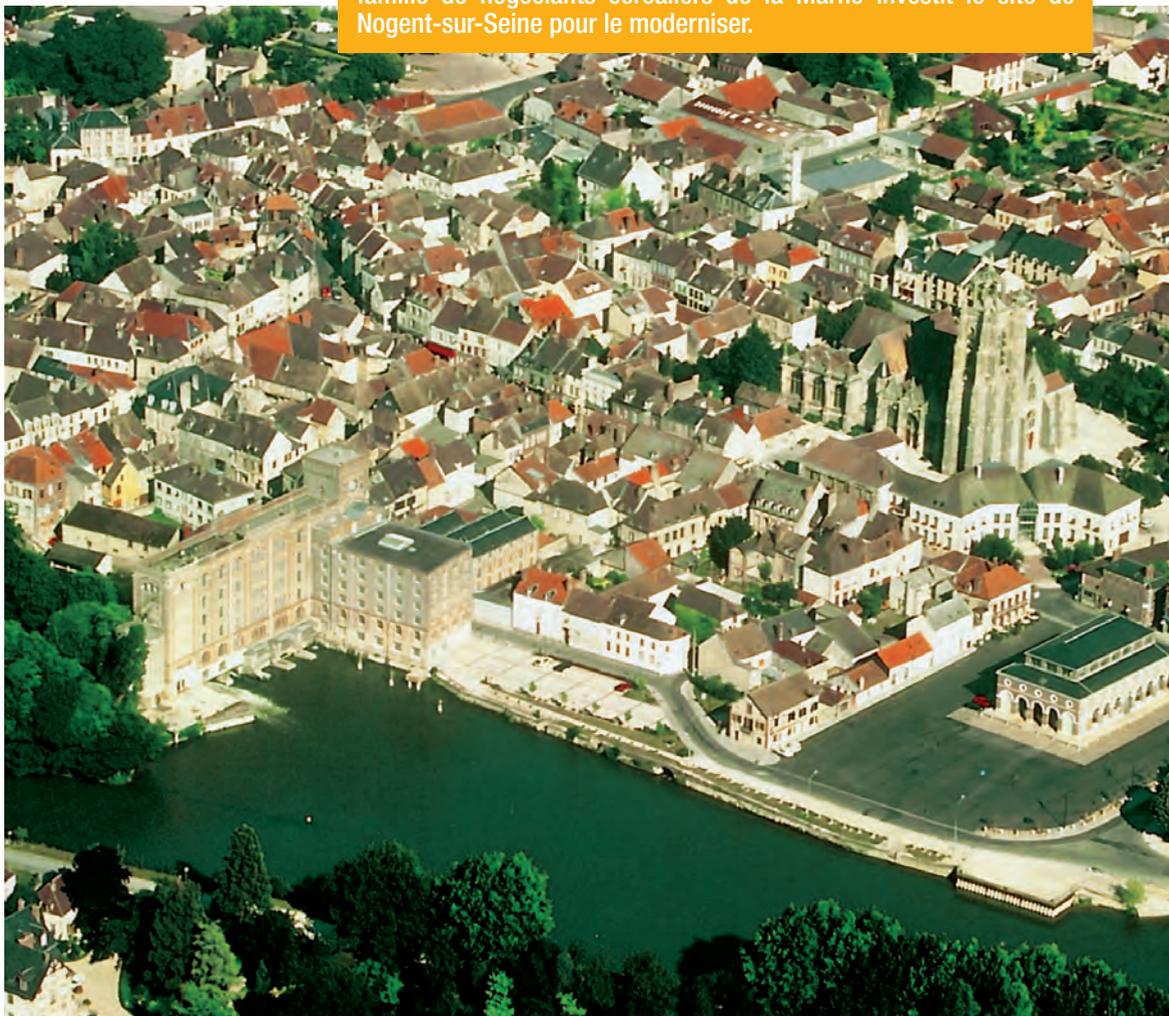


La place du Marché, aujourd’hui place du Forum, avant 1914. Au fond, la maison Fossier (collection Société des amis du vieux Reims - musée Le Vergeur)



Affichette publicitaire des Biscuits Fossier (collection Société des amis du vieux Reims - musée Le Vergeur)

Au XIX^e siècle, il faut acheminer à Paris de grandes quantités de farine pour nourrir une population qui ne cesse d'augmenter. Une famille de négociants céréaliers de la Marne investit le site de Nogent-sur-Seine pour le moderniser.



Les Grands Moulins de Nogent, « la cathédrale du blé » (Ville de Nogent-sur-Seine)

Au sein des riches campagnes céréalières du Bassin parisien

De nombreux moulins à eau jalonnent la vallée de la Seine depuis l'Ancien Régime. Si la plupart sont voués à des fonctions diverses et souvent successives, comme par exemple la fabrication du papier ou la filature, ceux de Nogent-sur-Seine produisaient de la farine depuis

le IX^e siècle sans discontinuer.

Les moulins se situent en effet dans la grande région céréalière de la Brie, dont les rendements sont parmi les plus élevés du Bassin parisien dès la fin du XVIII^e siècle. Leur histoire est significative de l'industrialisation de la meunerie

au XIX^e siècle : les cylindres en fonte remplacent les meules traditionnelles et les turbines révolutionnent l'énergie hydraulique. L'expansion des marchés urbains, tout particulièrement le marché parisien, a rendu ces transformations nécessaires.

Un premier moulin

Les Grands Moulins ont été édiés dans leur architecture actuelle en 1908. La nouvelle « usine », comme on disait alors, succède à un moulin bâti sur trois niveaux et couvert d'un toit d'ardoises, que Gustave Flaubert a évoqué dans *L'Éducation sentimentale*.

Pierre-Just Sassot, un marchand de grain originaire de Sézanne, avait acheté ce moulin à Augustin Chassériaux en 1880. Il possédait déjà un moulin acquis en 1866 à la Chapelle-Godefroy, près de Nogent, ainsi qu'un moulin à la Ferté-Gaucher. Ses fils, Paul-Just Sassot (1856-1920) et Léon-Gustave (1859-1930), constitués en société Sassot Frères, reçoivent le moulin par donation en 1904. C'est alors qu'un incendie survenu en 1907 le dévaste presque entièrement.

Une cathédrale du blé

Ils décident de le reconstruire en investissant dans les techniques les plus avancées qui se généralisent alors en Europe.

Des voyages d'études les mènent au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Suisse. Ils se rendent aux expositions industrielles, reçoivent des catalogues d'entreprises. Huit mois plus tard, une véritable « cathédrale du blé » voit le jour.

L'architecte Clément, de Romilly-sur-Seine, en a conçu les plans en collaboration avec un entrepreneur constructeur de l'Essonne, M. Corcelle. Les établissements rémois Demay Frères ont posé les

4 500 m² de planchers en ciment armé, un matériau innovant à l'époque. L'ampleur du bâtiment contraste désormais avec le paysage urbain constitué de maisons basses à pans de bois.

La façade orientée vers l'amont s'élève sur cinq niveaux et son ordonnance alterne les rangées de briques blanches et rouges. Elle mire dans le bief les fenêtres de ses hautes arcades en plein cintre sur une longueur de 70 mètres et une hauteur de 28 mètres. La tour horloge contient un réservoir d'eau en cas d'incendie. Elle domine un toit en terrasse bordé d'une balustrade et donne à l'ensemble un véritable caractère de « château d'industrie » dont la presse de l'époque fait l'éloge.

Au bâtiment est accolé un silo en ciment armé daté de 1901, d'une capacité de 8 000 quintaux. L'édifice, pourvu de cinq vannages, repose sur un soubassement de pierre qui a résisté à plusieurs incendies. Un bâtiment en retour sur la rue de la Poterne complète l'ensemble : les employés y mettaient la farine en sac au moyen d'ensacheuses automatiques.

Les sacs descendaient ensuite au moyen d'un « toboggan » en acajou avant d'être chargés dans les péniches amarrées au quai du Port-au-Coche. De l'autre côté de la rue, un bâtiment reconstruit en 1895 abritait au rez-de-chaussée des écuries avec un logement pour le charretier, les étages servant d'entrepôts à grains. Deux passerelles en fer reliaient ce bâtiment aux moulins.



Les Moulins de Nogent s/Seine

73



L'architecture des Grands Moulins rappelle celle des édifices classiques (cliché C. Werny)

Un système énergétique perfectionné

La puissance des turbines hydrauliques a augmenté à partir de 1830 par une utilisation toujours plus performante de la hauteur de chute et de la pression. Le schéma des turbines, conçues aux États-Unis et bien adaptées aux chutes moyennes, a été repris en France pour les fleuves de plaine.

À l'époque de la révolution industrielle, dominée par la machine à vapeur, l'énergie hydraulique modernisée continue de jouer un rôle important. Les Grands Moulins conservent actuellement trois turbines dont deux dites « américaines ». L'une d'elles a une puissance de 200 CV. Montée en 1910, elle est munie d'une double couronne dentée, dont seule la plus petite a servi, de pignons et d'une poulie. Une autre, de 170 CV, a été installée en 1920. La troisième enfin, celle

de 80 CV, est adaptée aux périodes de basses eaux. Les Ets Teisset-Vve Brault-Chapron ont construit ces turbines dans leurs fonderies à Chartres. L'arbre principal de transmission est à la pointe de la technique pour l'époque, comme le souligne un article de *La Meunerie française* de 1904. On surveille continuellement les hauteurs d'eau et le bruit familier du moulin garantit le bon rendement des turbines. Des courroies communiquent l'énergie aux machines situées aux étages supérieurs. Non sans danger : elles manquent de happer en 1907 la robe d'une jeune femme de la famille Sassot, la mode de ce temps-là convenant peu aux visites d'usine... Une vingtaine d'ouvriers, un mécanicien, ainsi que du personnel administratif travaillent alors aux moulins des frères Sassot.

Quelle destinée pour les Grands Moulins ?

Les Grands Moulins de Nogent-sur-Seine ont cessé toute activité en 1990, avant leur rachat par un groupe de négoce céréalier qui y a installé des activités tertiaires. Les passerelles ont été retirées en 1997 puis, dans le cadre d'un projet de restructuration urbaine défini en 2001, les pouvoirs publics ont aménagé la place des Frères-Sassot, sur le site des entrepôts aujourd'hui démolis. Les travaux ont mis au jour la première pierre de l'édifice, à l'intérieur de laquelle se trouvait un coffret en fer, souvenir de l'inauguration de 1895. Il contenait un billet à ordre, une photographie et quelques plumes d'écriture. Les Grands Moulins constituent un site majeur du patrimoine agro-alimentaire français, après avoir donné du travail à des générations de Nogentais.

Un système technique moderne

En 1910, les Grands Moulins traitent 80 tonnes de blé par jour soit 25 000 tonnes annuelles, dix fois plus qu'avant. Des cartes postales anciennes du photographe nogentais G. Lacoste, montrent la fabrica-

tion de la farine. Un système d'élevation à vis d'Archimède transportait le grain du silo jusqu'en haut du moulin, d'où il descendait par gravitation dans les machines de nettoyage et de préparation. Puis il

passait entre les cylindres en fonte des broyeurs Bühler, situés au premier étage, qui avaient remplacé les meules traditionnelles après 1880. Les semoules montaient ensuite par des chaînes à godets, dans des coffrages en bois, pour être blutées dans les sasseurs puis tamisées en fine farine dans les plansichters du 4^e étage. La hauteur de la minoterie garantissait une bonne circulation des produits. Des systèmes de ventilation et de détection incendie complétaient les équipements. Un laboratoire créé en 1910 analysait les farines, dont la qualité fut distinguée aux expositions nationales.

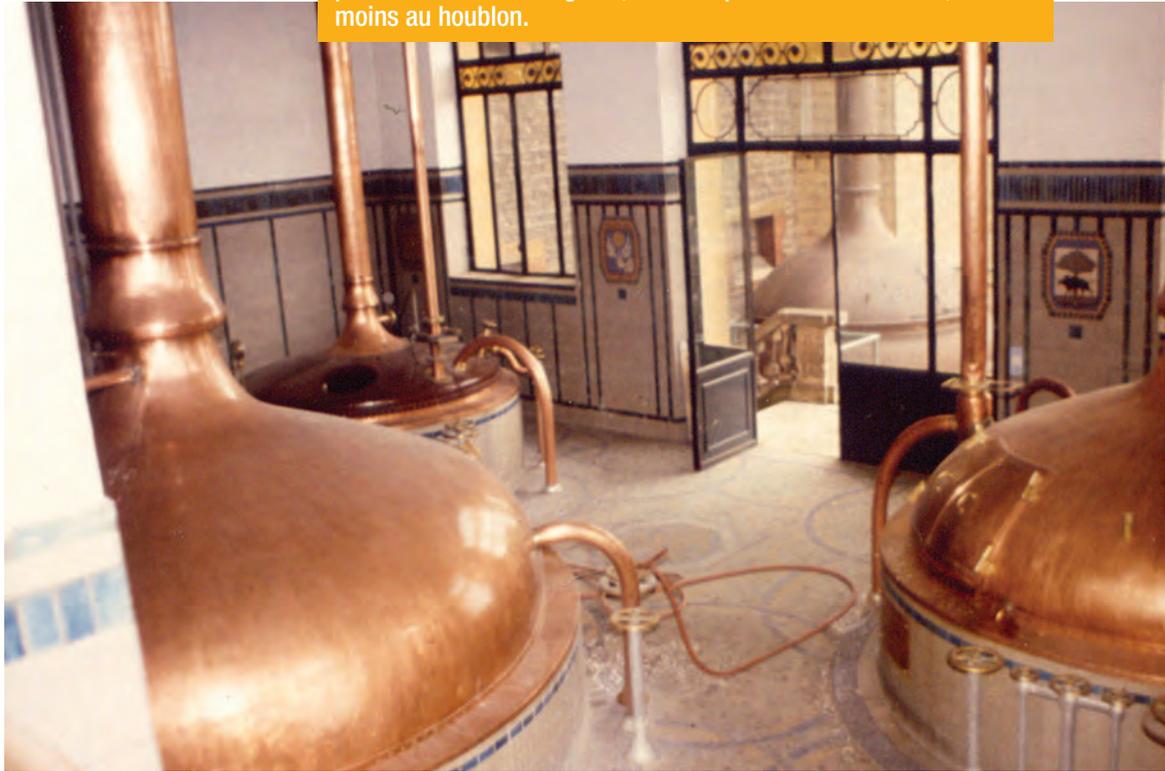


En-tête à l'effigie des Grands Moulins. La gravure représente le bâtiment antérieur à 1908 (collection privée)



Les transmissions du moulin sont en place depuis le début du XX^e siècle (Ville de Nogent-sur-Seine)

À l'origine, rien ne prédisposait la région Champagne-Ardenne à posséder une industrie de la brasserie-malterie puissante : terres peu favorables à l'orge et, mise à part la Haute-Marne, encore moins au houblon.



La salle de brassage de la GBA de Sedan, un patrimoine disparu (collection P. Voluer)

Les Ardennes, d'abord...

Dès le Moyen Âge, un important tissu de micro-industries brassicoles se crée dans les villes et certaines abbayes. À la fin du XIX^e siècle et jusqu'en 1914, on dénombre environ 215 brasseries. Le département, très industrialisé, est alors le 4^e ou 5^e département brassicole français ! Mais il s'agit ici de brasseries essentiellement artisanales, produisant des bières de fermentation traditionnelle. La première et seule brasserie de taille industrielle, la Grande Brasserie Ardennaise à Sedan, la GBA, est fondée en 1921. Par contre, les petites structures sont nombreuses

en milieu rural, où le brasseur est aussi cultivateur. De petites brasseries urbaines approvisionnent également une clientèle locale ouvrière de plus en plus importante. Leur architecture est très souvent semblable à l'architecture civile et les signes distinctifs (monte-sac, girouette de malterie...) sont rares avant 1900.

Malteries de Champagne

Le maltage (transformation de l'orge en malt) était traditionnellement intégré aux brasseries. Mais on assista très tôt en Champagne à la création de malteries indépendantes, qui fournissaient les bras-

series locales ou parisiennes. La plus ancienne fut sans doute celle de Rennepont (1882). Mais le maltage devint rapidement la spécialité de Reims et de son agglomération, certains brasseurs abandonnant

même leur activité primitive pour se spécialiser dans cette activité ; d'autres malteries se créèrent aussi à La-Chapelle-Saint-Luc, Saint-Dizier, Arcis-sur-Aube... À partir de 1960 se créèrent de grandes malteries industrielles, à l'initiative de Malteurop, à Reims, puis du groupe céréaliier Soufflet, de Nogent-sur-Seine. Leur marché n'était plus constitué par la proche région, mais par la France et l'international. Aujourd'hui, la malterie champenoise occupe une place de tout premier plan puisque Malteurop et Soufflet sont les leaders mondiaux de la malterie.

Le patrimoine brassicole

Les guerres, les crises économiques et les fermetures, étalées sur plus d'un siècle, nous ont laissé peu de sites brassicoles remarquables ou majeurs, surtout en milieu urbain. Des grandes brasseries de Champagne-Ardenne ne subsistent aucun site complet et caractéristique, à part l'ancienne brasserie de La Comète, à Châlons, et une partie du site de la brasserie du Fort-Carré, à Saint-Dizier. Les anciennes brasseries régionales,

aux installations plus modestes, ont été conservées partiellement ou complètement à Troyes, Joinville, Vignes-la-Côte, Haybes, Fumay, Épernay... Quant aux petites brasseries de taille artisanale, plus nombreuses à l'origine, elles ont subsisté à Margut, Lonny, Charleville, Reims, Boulzicourt, Rimogne... Mais pour combien de temps ? Les bâtiments marquants des malteries industrielles deviennent eux aussi relativement rares et on retiendra surtout ici la belle malterie de Nogent-sur-Seine. Ainsi, le patrimoine brassicole de Champagne-Ardenne disparaît progressivement et le faible nombre de témoins caractéristiques de cette activité, jadis importante pour l'économie régionale, laisse présager une disparition totale à moyen terme.

Aujourd'hui

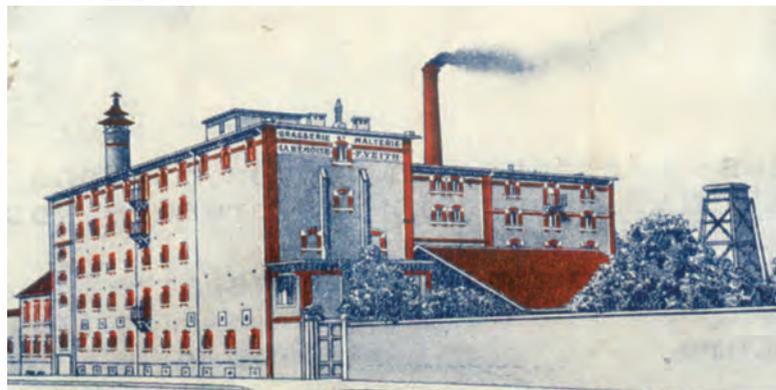
Heureusement, si les sites « historiques » deviennent rares, l'activité de maltage n'a pas cessé et l'activité de brassage reprend progressivement vie. Mais il est difficile ici de parler d'architecture caractéristique. En effet, les grandes malteries du groupe Malteurop



L'ancienne brasserie du Fort-Carré, à Saint-Dizier (collection P. Voluer)



Des boissons populaires



L'ancienne brasserie-malterie P. Veïth, disparue aujourd'hui
(collection P. Voluer)

(Reims, Pringy, Vitry-le-François) ou du groupe Soufflet (Nogent, Polisy, Arcis-sur-Aube) ne se distinguent guère des silos à grains très courants dans la région. La région Champagne-Ardenne a par contre été touchée elle aussi par le phénomène des microbrasseries. La première s'est créée tardivement à Charleville en 1997 (Petite Brasserie Ardennaise). D'autres installations ont vu le jour depuis :

Jéphie à Giey-sur-Aujon (2000), Orgemont à Sommepey (2001), Jéphie à Méry-sur-Seine (2002), Trois Brasseurs à Reims (2002) et Château-Fort Sedan (2004). Mais on ne rencontre pas ici d'architecture particulière : à l'instar des anciennes brasseries artisanales, les microbrasseries occupent peu de place et s'installent habituellement dans des structures déjà existantes (café, grange...).



Malteurop, à Reims, un des plus importants groupes mondiaux
(collection P. Voluer)

Le cidre du Pays d'Othe

Activité emblématique de cette région qui chevauche l'Aube et l'Yonne, elle est mentionnée dès 1523 dans un récit de l'archevêché de Sens avant même son pendant breton !

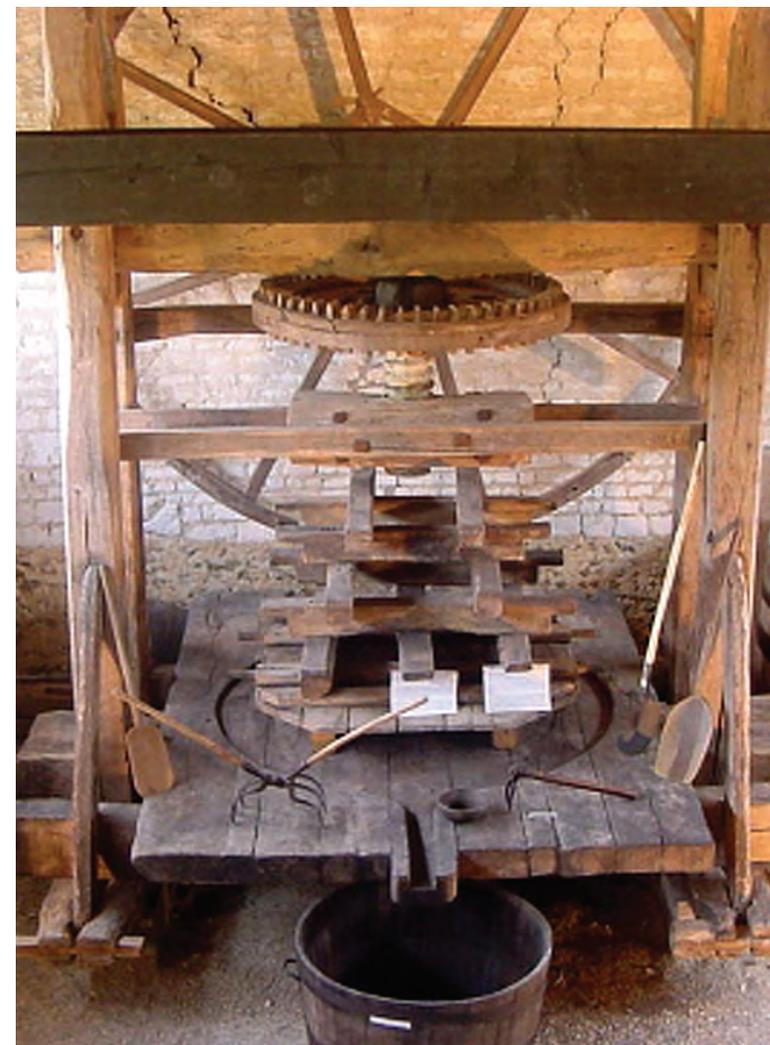
Boisson de la vie quotidienne paysanne, il faut attendre le XIX^e siècle pour qu'elle connaisse un véritable « take off ». Son originalité réside dans son élaboration, inspirée des méthodes de champagneisation. Boisson peu chère et peu alcoolisée, elle alimente le monde ouvrier proche du Bassin parisien avec des pics de production lors des grandes crises viticoles. Le phylloxéra des années 1890-1900 sera à cet égard une aubaine. Le cidre du Pays d'Othe compense alors le manque de vin pour les particuliers et pour les vignerons eux-mêmes qui viennent le chercher pour rallonger leur champagne. Cette concurrence « déloyale » entraînera la création de l'AOC Champagne et la révolte des vignerons aubois qui suit en 1911. Des trains entiers partent vers Stuttgart et la Belgique jusqu'aux prémices de la Seconde Guerre mondiale. Les activités induites, comme l'emouteillage, se développent alors sur l'agglomération troyenne de façon conséquente.

La crise de l'après-guerre, due au contexte hygiéniste et à la perte des privilèges des bouilleurs de crus, entraîne l'arrachage des pommiers et la crise jusqu'à une renaissance récente et porteuse.

Le musée du Cidre à Eaux-Puiseaux

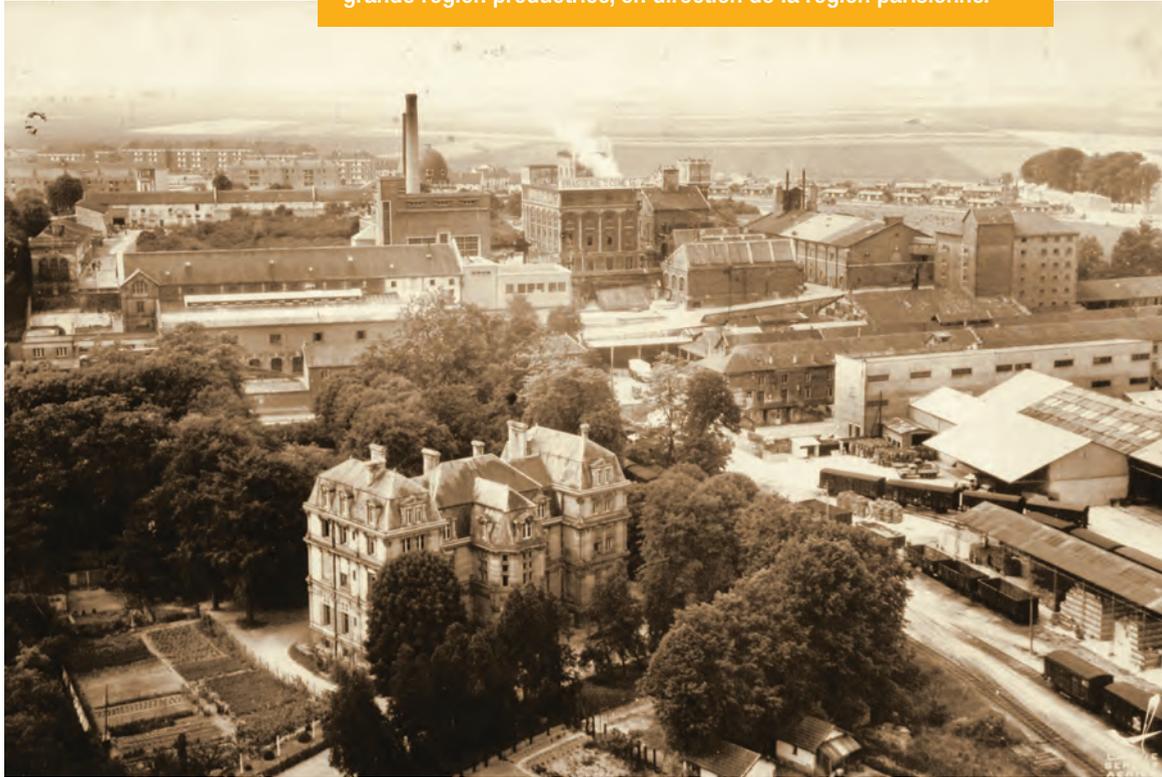
Gérard Hotte a eu dès l'enfance la vocation de préserver les machines dont se débarrassaient les cidriculteurs en crise. Exemple de muséification intelligente et érudite bien qu'artisanale, de nombreuses machines et techniques

sont exposées et vivifiées par des manifestations nombreuses (fête du cidre, presse à l'ancienne...) et une structure d'accueil adaptée (restaurant, gîte, aire de camping-car). C'est encore une cidrerie en activité.



Le pressoir à vis de la fin du XVII^e siècle (musée du Cidre du Pays d'Othe)

La croissance urbaine de la deuxième moitié du XIX^e siècle accentue la demande en boissons populaires. La Champagne devient une grande région productrice, en direction de la région parisienne.



Vue oblique du site de la Brasserie de la Comète (collection P. Voluer)

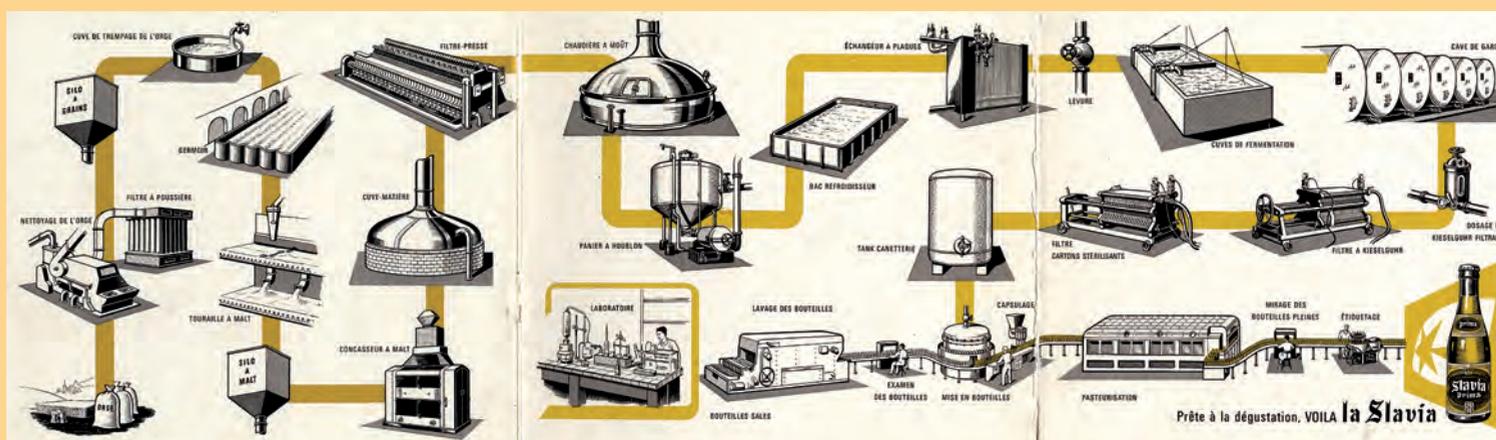
Les brasseries industrielles de Champagne

On peut affirmer que le grand développement de la brasserie en Champagne, principalement à Reims et à Châlons, vient de la grande crise viticole de la fin du XIX^e siècle. La bière, boisson de substitution temporaire, s'est transformée rapidement en boisson de remplacement avec la crise du phylloxéra. Mais ce n'est pas la seule raison. La Champagne, qui amorçait à l'époque sa mutation agricole et qui proposait ainsi des quantités importantes d'orge, était idéalement positionnée à côté du premier marché de la bière : Paris et la région parisienne. La première expérience, qui s'est soldée par un échec provisoire, fut tentée en 1869 à Châlons par le brasseur autrichien Dreher, qui souhaitait profiter de cette proximité et du passage de la ligne de chemin de fer de Paris à Strasbourg (inaugurée en 1851) pour inonder le marché parisien. La

guerre de 1870 mit un terme définitif à son projet, mais non à son idée. C'est en effet au même endroit que fut créée en 1882 la Brasserie de la Comète. Cette tentative fut la bonne puisque l'installation de Châlons devint une des plus importantes brasseries françaises, à la tête d'un des plus grands groupes nationaux, avant de disparaître.

La dynamique était lancée et l'exemple allait rapidement être suivi : la bière pouvait être brassée en Champagne et les Champenois pouvaient devenir, pourquoi pas, des consommateurs de bière. C'est donc surtout dans le but d'approvisionner le marché local que furent créées les grandes brasseries rémoises, de taille industrielle, pratiquant toutes la fermentation basse : Sicambre (1880), Veith (1890) et XX^e Siècle (1900). D'autres brasseries dites « régionales » se développèrent en même temps, pour un marché essentiellement de proximité, à Troyes, Humes, Joinville... Par contre, la brasserie du Fort-Carré à Saint-Dizier et la Brasserie de la Comète visaient aussi ce qu'on appelait alors l'« exportation », c'est-à-dire la vente à l'extérieur de la région.

La production annuelle des brasseries régionales dépassait souvent les 10 à 20 000 hl ; celle des grandes brasseries industrielles était supérieure à 100 000 hl et atteignit même, pour la Comète, 1 000 000 hl. Nous sommes en présence ici de brasseries à l'architecture industrielle typique, fonctionnelle, voire esthétique.



Prospectus publicitaire détaillant les différentes étapes de la fabrication de la Slavia, produite à La Comète (collection particulière)



La Comète à Châlons

77



Vue panoramique de la Brasserie de la Comète (collection P. Voluer)

La Comète à Châlons

La Grande Société française de distillation, malteries et brasseries voit le jour à Paris en 1882. Elle rachète le site de la propriété de Jacquesson, soit environ 13 ha de l'ancienne maison de champagne

qui a fait faillite mais dont les constructions et surtout les 8 km de caves sont toujours utilisables. La construction de l'usine commence aussitôt et dure deux ans, au terme desquels les bâtiments spécifiques



Salle de brassage de La Comète (collection P. Voluer)

sont opérationnels : brasserie, malterie (installée dans l'ancien pavillon colonial de l'Exposition universelle de 1878), magasins et distillerie. L'équipement, sur des plans de la firme Diesel, est des plus modernes, le maltage et le touraillage, automatisés. Il s'agit de produire des bières variées de première qualité, comparables et même supérieures aux bières allemandes, surtout celles de Munich. Les bières portent d'abord le nom commercial de la Comète, puis en 1928 apparaît le nom la Slavia, bière plus luxueuse, vendue dans le monde entier.

En 1920, une nouvelle salle de brassage est construite sur les plans de l'entreprise de ciment armé Demay de Reims. Le soutirage est agrandi en 1928 ; une nouvelle chaufferie est construite en 1949, une nouvelle cave de fermentation en 1960.

L'objectif est de ravitailler Paris et sa banlieue. Entre les deux guerres, l'entreprise possède pratiquement le monopole de la distribution des cafés dans la région parisienne, mais aussi dans le Nord et la Picardie. La production, modeste et stagnante jusque vers 1900, augmente ensuite de façon spectaculaire mais avec de forts à-coups, du fait des secousses économiques du XX^e siècle. Après 1945, il n'y a plus que quatre brasseries dans la Marne.

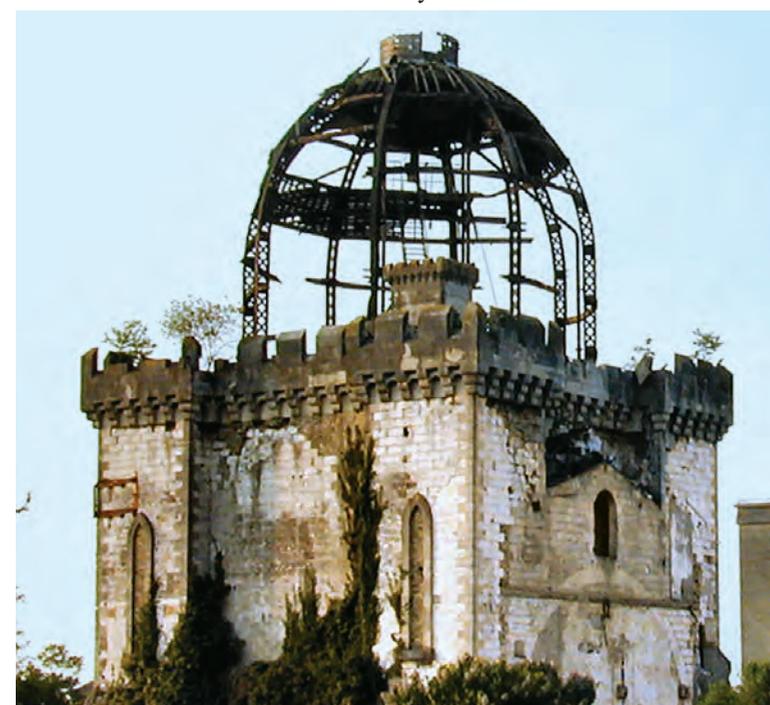
Pour contrer ces handicaps, les directions successives modernisent l'équipement mais pratiquent aussi une politique d'expansion en rachetant d'autres brasseries que l'on ferme sitôt rachetées.

La fin de La Comète

Après 1945, de nouvelles habitudes apparaissent dans le monde de la brasserie : essor de marques commerciales comme la 33 Export ou la 33 Extra Dry, multiplication des formes de publicité, création des entrepôts dans les grandes villes, remplacement des fûts par des bouteilles, développement des exportations vers l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique du Nord. La modernisation s'accélère encore dans les années 1960 (bière sans alcool, bouchon à vis), obligeant les brasseries à rester compétitives face à une concurrence acharnée.

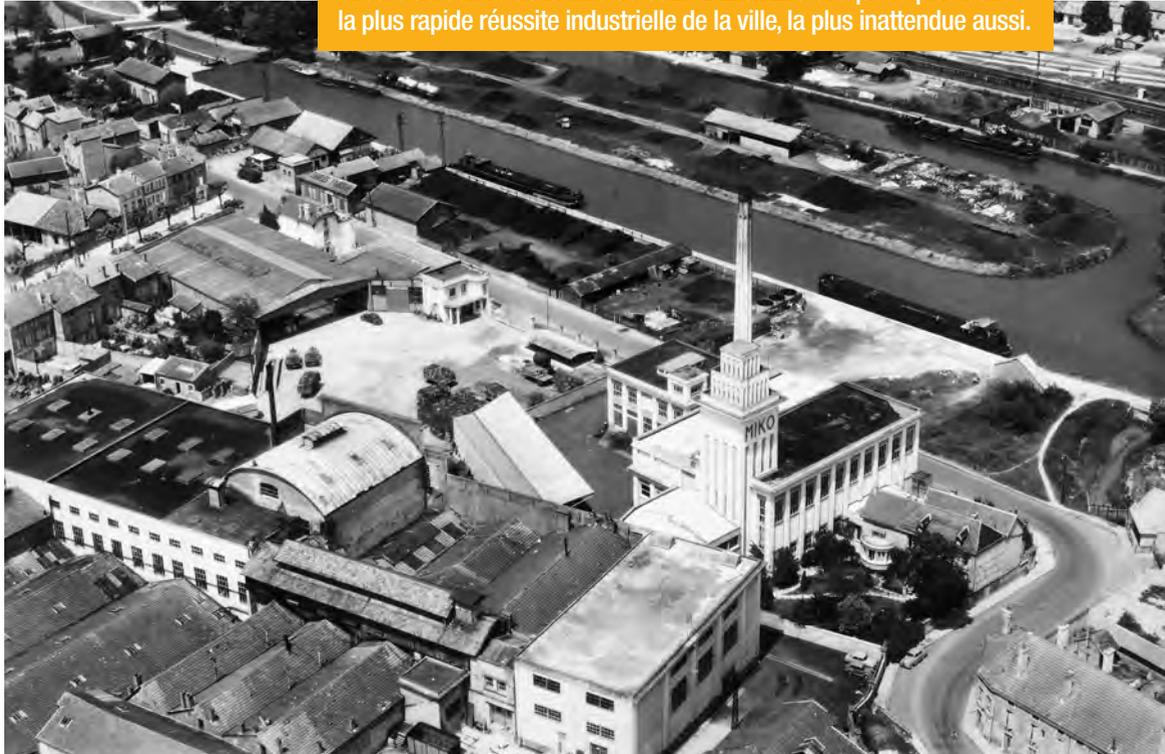
Le personnel de la brasserie est demeuré au cours des décennies

relativement stable, avec une forte majorité d'hommes, de 180 à 375 (le maximum en 1962), environ un dixième de femmes (13 femmes en 1951 sur 200 employés), le recours aux emplois saisonniers, surtout entre mai et juillet et une grande diversité de métiers, dont la majorité est peu qualifiée. La Grande Société est à son tour victime de la politique de fusion et de rachat, en 1968-1969, pour finalement être incorporée en 1984 au groupe Sogebra, filiale d'Heineken. La brasserie châlonnaise, qui n'est plus compétitive, est fermée en 1986. À cette date, 173 personnes y travaillaient encore.



État actuel de la tour de La Comète (cliché J.-M. Duquénois)

Sur un site industriel en cours de réhabilitation, une grande tour blanche, qui porte sur ses quatre côtés la marque Miko, se dresse encore au centre de la ville de Saint-Dizier. Elle évoque la plus belle et la plus rapide réussite industrielle de la ville, la plus inattendue aussi.



Vue aérienne de l'usine du Fort-Carré à Saint-Dizier dont Miko partageait les locaux avec les bières Champigneules (archives Ortiz)

Une mode espagnole

Rien ne laissait imaginer en 1921 que Luis Ortiz, un émigré espagnol qui commence à commercialiser ses premières crèmes glacées à Saint-Dizier, serait à l'origine d'une multinationale de la glace. À la recherche d'un travail, il a obtenu l'autorisation de vendre des glaces, activité qu'il connaît bien puisque la consommation des glaces est habituelle dans son pays d'origine. Il est aidé de ses cinq fils qui, très jeunes, poussent la voiturette à bras dans la ville et la campagne pour vendre les glaces Ortiz. La consommation étant liée, à Saint-Dizier, à

la belle saison, Ortiz complète son étal avec des friandises et des marons chaud, l'hiver.

Dans les années 1930 et sous l'impulsion de Louis, le fils aîné, la PME familiale se modernise : elle acquiert des appareils électriques et frigorifiques ainsi que des triporteurs à moteurs. Surtout, Louis a su s'engouffrer dans la nouvelle ère des loisirs qui pointe : là où il y a une population en fête, il est présent, avec son triporteur. Autre trait de génie : il a compris que le cinéma constituait un marché potentiel inépuisable.

Dans les salles obscures

Les années 1930 sont celles de la diffusion du cinéma et de la multiplication des salles de projection. C'est la distraction populaire par excellence, avec un programme qui se constitue au fur et à mesure : court métrage en première partie, avec les actualités, entracte parfois animé par des artistes de cirque, et enfin, le film en deuxième partie. À Saint-Dizier, on ne compte pas moins de cinq salles, de plusieurs centaines de places chacune. Petit à petit, Louis Ortiz et sa famille deviennent les fournisseurs des cinémas de la région.



Installé en 1956 dans l'ancienne brasserie du Fort Carré, Miko s'était équipé de la façon la plus moderne (archives Ortiz)



Un concessionnaire Miko à Bar-sur-Aube en 1962 (archives Ortiz)



Les glaces de l'entracte

Votre exploitation cinématographique est difficile et n'est rendue rentable que grâce aux recettes annexes.

Donc pour vos chocolats glacés ne prenez pas de risques, choisissez la meilleure marque.

Si vous n'êtes pas encore client de
MIKO
devenez le !

Sa renommée n'est venue que de sa parfaite qualité, elle dépasse nos frontières. C'est une des plus anciennes maisons françaises spécialisée dans la crème glacée qui, par son travail et ses connaissances professionnelles, est montée au rang des firmes internationales.

MIKO
LA MARQUE DES CONNAISSEURS

est à votre service avec ...

Miko avait lié son sort à celui des cinémas dont la fréquentation est énorme dans les années 1950 et 1960. Les difficultés commencèrent lorsque les salles obscures furent de moins en moins fréquentées (archives Ortiz)



Des usines modernes équipées de machines absolument automatiques et, un équipement frigorifique de plus de 2.000.000 de frigories heure.



Une fabrication variée et contrôlée dans ses propres laboratoires, partant de matières premières naturelles, rigoureusement sélectionnées, pasteurisées et homogénéisées.



Des techniciens formés dans le métier et, un personnel nombreux réalisant des productions records, alimentant un réseau de 100 dépôts, en France-Algérie-Allemagne, etc..., distribuant à plus de 8.000 détaillants.



Une publicité sans cesse renouvelée, un matériel de vente absolument impeccable.



Une garantie totale de qualité qui a fait sa renommée acquise de père en fils par une expérience unique en France, datant de près de 50 années, lui faire confiance, c'est s'assurer des ventes et bénéfices certains.

Une multinationale du froid

Dans les années 1970, le marché des glaces explose et l'entreprise familiale ne cesse de se moderniser et de se diversifier. Avec ses sites de production en France, mais aussi à l'étranger, le groupe Miko devient vingt ans après un leader du froid et de la glace. Un bond industriel en à peine deux générations.

Dans le même temps, si l'entreprise sait prendre les virages nécessaires face à la concurrence étrangère et les contraintes de la publicité de plus en plus envahissante, elle ne peut rien contre les transformations profondes que connaît la société. À l'ère du cinéma, qui a vu la formation de l'empire Miko, succède l'ère de la télévision, qui vide les salles obscures et introduit un nouveau style de vie. En 1994, son rachat par le géant anglo-hollandais Unilever marquera la fin d'une époque. Aujourd'hui, déplacée dans la zone industrielle, l'usine de Saint-Dizier, qui emploie plus de 600 salariés et produit plus de 85 millions de litres de glaces par

La fabuleuse histoire du petit émigré devenu patron



Louis Ortiz a fait du petit nom affectueux de son enfance (« mico », petit singe en espagnol) celui d'une marque populaire (archives Ortiz)

an, reste un site important de la firme Cogésal-Miko. Miko, le révélateur du deuxième vingtième siècle et le parcours sans faute d'une famille d'émigrés en Champagne-Ardenne !



Aujourd'hui, l'établissement Miko est en cours de réhabilitation (Ville de Saint-Dizier)

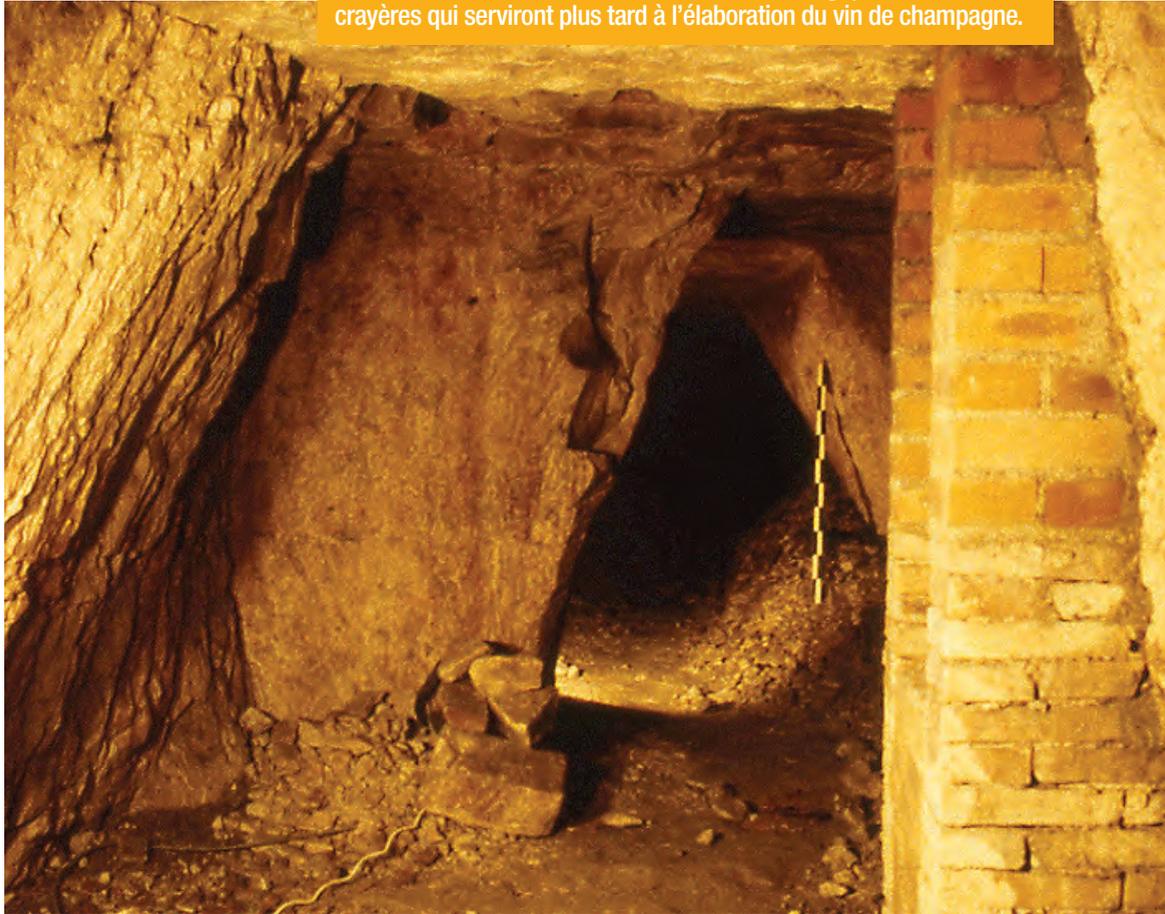
« Le bon chocolat glacé »

En 1948, Ortiz et ses fils font un voyage aux États-Unis et découvrent la production de masse. C'est sous le signe de ces méthodes de fabrication à l'américaine, que sera fondé Miko en 1951. L'entreprise prend alors une envergure nationale. Les locaux achetés en 1932 sont devenus trop étroits pour contenir les nouvelles machines et les centaines d'ouvriers.

Une nouvelle usine s'installe dans une partie des locaux de l'ancienne brasserie du Fort-Carré, en plein centre-ville mais très vite, elle occupera la totalité de la surface. Au lendemain de la guerre, les GI's de Saint-Dizier forment une clientèle inespérée : manger des glaces est une habitude qu'ils sont heureux de retrouver. Ortiz va jusqu'à inventer

des parfums nouveaux pour eux ! Plus important, c'est au contact des Américains que les Ortiz mettent au point leur fameux bâtonnet au chocolat : l'esquimau glacé, qui prend le nom de l'entreprise, Miko. Cette trouvaille accompagne l'expansion phénoménale du cinéma des années 1950 et concrétise la fortune de la famille Ortiz.

Les carrières souterraines ont été utilisées au Moyen Âge par les communautés religieuses pour leurs besoins en matériaux, la conservation des aliments ou à des fins stratégiques. Ce sont ces crayères qui serviront plus tard à l'élaboration du vin de champagne.



Crayère à Reims, au niveau de l'ancien collège des jésuites (cliché P. Tourtebatte)

Caves et crayères à Épernay et à Reims

Vers le milieu du XVIII^e siècle, on imagine de creuser les premières caves à flanc de coteau, à l'extérieur de la ville d'Épernay, le long de la Marne, afin de conserver le vin à température constante. À proximité, les commissionnaires et marchands de vin s'installent et provoquent un intense trafic, dû « au roulis » c'est-à-dire au transport des vins en tonneaux et en bouteilles, sur une

route pavée en « blocailles » dans un entremêlement de constructions anarchiques. Creuser des caves en cet endroit est facile, notamment à cause de leur nature calcaire qui ne nécessite pas d'étais. À Reims, l'expansion des vins de Champagne au XIX^e siècle, qui supprime celui des textiles, va permettre à de nombreux producteurs de s'installer dans les anciennes crayères.

Bouteilles et bouchons

Auparavant, l'essor du champagne avait bénéficié de plusieurs inventions et technologies convergentes. C'est d'abord l'idée géniale, attribuée à Dom Pérignon, de mélanger plusieurs vins pour obtenir une qualité constante ; puis la recherche du conditionnement le plus adapté qui aboutit à la création de l'actuelle bouteille, que l'on produira par la suite dans les verreries



La maison Rovira, fabricant de champagne (collection F. Leroy)

établies à cet effet. Ces bouteilles, soumises à de fortes pressions, doivent être bouchées. La légende veut que ce soit Dom Pérignon, à nouveau, qui le premier dans cette région, utilise le bouchon de liège pour rendre hermétiques les bouteilles de vin mousseux. D'autres inventions viennent compléter celles-là, se rapportant à l'introduction

du bouchon dans le col et surtout à la solidité de la ficelle de chanvre de trois fils « bien torsé » et nouée en croix. Apparaissent successivement les machines à boucher et le muselet (invention de Jacquesson en 1844), qui se substituera au fil d'archal (laiton) en usage dès 1760 puis au fil de fer, sans être pourtant totalement écarté.

Des catalans dans la Champagne

Dès le XVII^e siècle, l'usage intensif du liège pour la fabrication des bouchons de champagne conduit à abandonner la cire. C'est de Catalo-

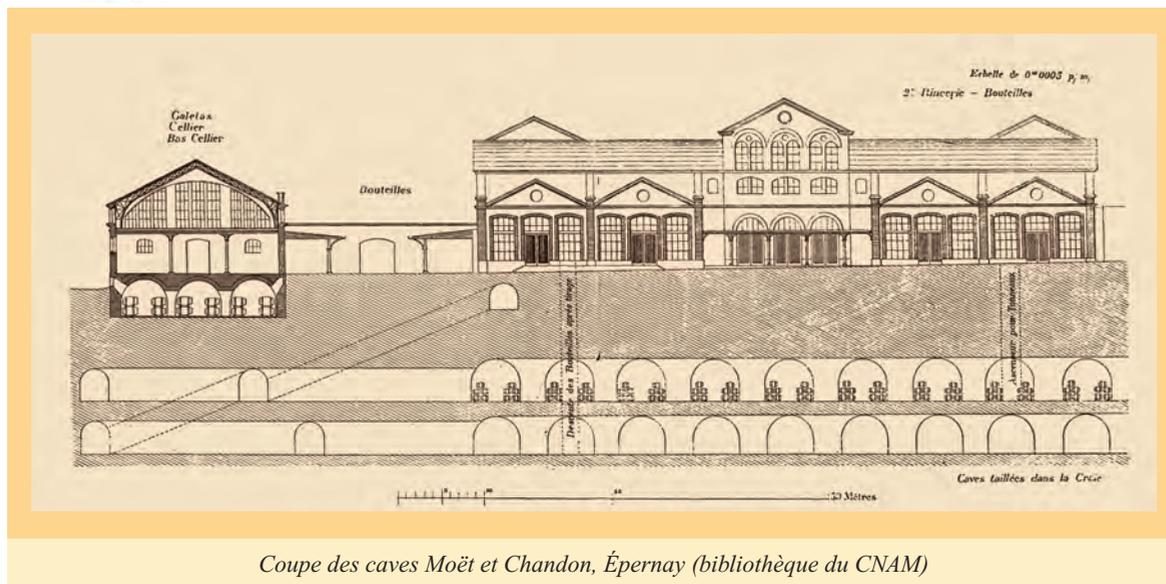
gne que vient massivement le liège. Cependant il doit être « formaté » et introduit dans le col des bouteilles, d'où la mise au point de machines



Bouchons de champagne (cliché A. Cornu, collection CIVC)



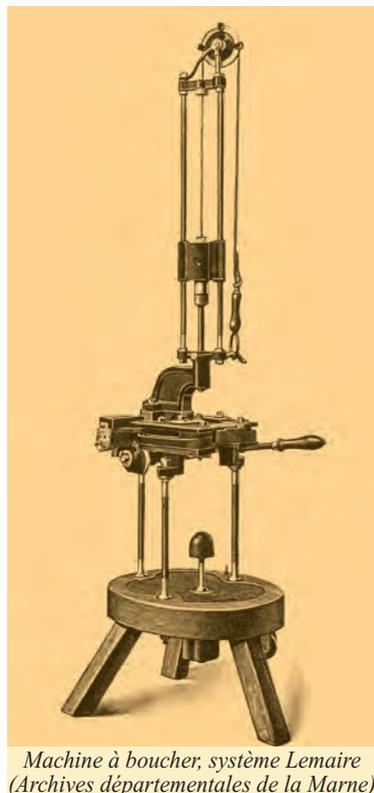
Champagne, incomparable !



Coupe des caves Moët et Chandon, Épernay (bibliothèque du CNAM)



Caves de Castellane (cliché Y. Monet, collection CIVC)



Machine à boucher, système Lemaire (Archives départementales de la Marne)

boucheuses. La conséquence la plus originale de ce parti pris technique est l'implantation, au XIX^e siècle, à Reims et à Épernay, d'industriels catalans qui se chargent d'importer la matière première, de la transformer et de la commercialiser. C'est une véritable migration, facilitée par le chemin de fer et illustrée par les Barris – notamment Josep Barris i Buixó, qui fonda une immense bouchonnerie en Algérie – les Bartès, les Girbal, les Caner, les Oller, les Janer, les Ferrer, les Prats, les Xatard, les Jofre, les Sagrera, les Barangé... dont certains sont encore en activité. Bien entendu tous ces « bouchonniers » possédaient d'immenses forêts de liège en Espagne, où ils avaient leur maison-mère, laquelle à son tour se procurait le liège non seulement en Catalogne mais aussi en Extrémadure et au Portugal. Leur rôle dans l'économie du Champagne attend encore son historien.

Maisons de champagne

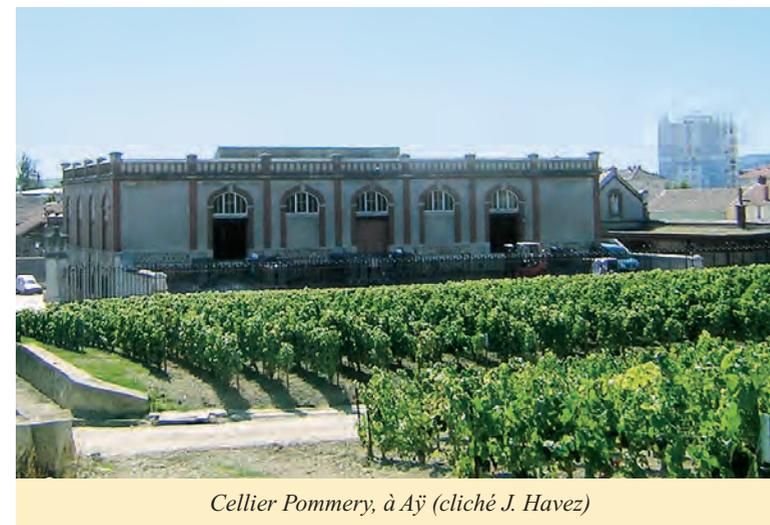
Dès le XVIII^e siècle, apparaît la ligne directrice des futures maisons, à savoir une demeure familiale, proche et distincte tout à la fois, et une emprise industrielle s'étageant du cellier à la cave.

L'exemple survivant demeure la maison Moët et Chandon (Chandon & Cie ultérieurement), non seulement pour l'Orangerie et le parc Moët, dont l'architecture se rattache au Premier Empire, mais aussi pour une partie des caves (la partie ancienne du XVIII^e siècle) et des salons actuels.

Si Épernay n'avait pas subi d'importants bombardements en juillet 1918, les celliers et autres bâtiments industriels de Moët & Chandon témoigneraient encore d'un agencement caractéristique, dont on a un aperçu dans une vue en coupe brossée, au milieu du XIX^e siècle,

à l'occasion de l'inauguration du tronçon de rail Paris-Épernay. En règle générale, et ce schéma est transférable pour d'autres maisons de champagne, chaque niveau correspond à une étape de la production vinicole : le stockage et la conservation des bouteilles de ti-

rage ; le travail en cave (entreillage, remuage, assemblage, débouchage – ou dégorgeage – habillage, emballage) ; l'expédition, par route et/ou par chemin de fer, établi à proximité, souvent immédiate, des maisons comme chez Eugène Mercier ou son voisin, l'Union champenoise.



Cellier Pommery, à Ay (cliché J. Havez)

Constitué pour l'essentiel en une vingtaine d'années, entre 1870 et 1890, le domaine Pommery a été préservé et nous rappelle les choix patrimoniaux de la fondatrice, une femme d'exception, Jeanne-Alexandrine Mélin, Veuve Pommery.



Vue générale du domaine au début du XXI^e siècle : l'ensemble a été reconstruit à l'identique après la guerre de 1914 (Vranken-Pommery)

Le domaine, expression de la réussite d'une femme

Le champagne est déjà une vieille histoire quand Madame Pommery prend en main les destinées de l'affaire que son époux avait montée peu avant sa mort. Entourée par une équipe jeune et compétente, manifestant un sens aigu des affaires et de la communication, elle règle très vite la question de l'espace nécessaire, en s'installant sur la butte Saint-Nicaise, alors hors la ville, et en constituant un réseau de clientèle surtout étrangère, en particulier anglaise, dont elle connaît les goûts et les attentes.

Les trois temps de la construction du domaine soulignent assez sa réussite : du premier cellier, le cellier Carnot, dont le style néo-

Tudor devait attirer la clientèle Outre-Manche, on passe au cellier Jeanne-d'Arc, aux réminiscences vaguement gothiques et aux volumes plus importants, pour finir avec la Grande Tonnellerie, qui comme son nom l'indique est un édifice immense, aux allures plus nettement industrielles. Le tout est délimité par un mur ne cachant jamais complètement un lieu qui, juché sur son éminence, est destiné à être vu. Ces remarquables constructions de surface répondent à une véritable ville souterraine, faite de crayères spectaculaires, reliées entre elles par un vaste réseau de galeries. Le vin, élaboré dans les installations de surface,

pouvait se reposer dans ces caves à température constante, hiver comme été. Tel qu'il s'est constitué, le domaine est la carte de visite du champagne Pommery, selon la volonté de sa fondatrice.

Un parc, un château

Madame Pommery avait acheté, à proximité des caves, un magnifique domaine qu'elle fit aménager en parc. Sa fille, la marquise de Polignac, dans la ligne de la politique maternelle, y fit construire un château pour accueillir les visiteurs de marque. Ce château subsiste toujours dans son écrin de verdure évocateur. Son petit-fils, Melchior de Polignac, ajoute à cet ensemble un espace qui double la superficie

du domaine, en créant le parc Pommery. C'est un projet hygiéniste et paternaliste à la fois puisqu'il s'agissait de la création d'un lieu idéal pour le sport et la culture physique, ouvert tout spécialement aux ouvriers. La guerre limite les ambitions du marquis, mais le parc, bien que diminué et amputé d'une partie de ses installations, reste un rare exemple de création patronale dans ce domaine.

Un style Pommery ?

Pas de style uniforme dans le domaine, dont les bâtiments sont de plus en plus hauts et vastes au fur et à mesure de leur construction. Et pourtant, ce qui prévaut dans l'image que Pommery donne, c'est le style Tudor du cellier Carnot, celui par où on descend dans les caves. Dans les vignes, les celliers appartenant ou construits par la

firme présentent un curieux mélange de style champenois et de style Tudor, immédiatement identifiable. Par contre, le château des Crayères se rattache au néo-classique qu'affectionnait l'aristocratie raffinée de la fin du XIX^e siècle. Dans le même temps, en 1907, en face de l'entrée et à l'extrémité du château des Crayères, la Villa Cochet (aujourd'hui villa Demoiselle) est construite pour loger le directeur. C'est une superbe villa de style Art nouveau, qui en son temps fut décorée par l'artiste Tony Selmersheim.

Une vision patrimoniale

Après la Première Guerre mondiale, Reims, détruite presque totalement, est déclarée ville martyr. Sur la butte Saint-Nicaise, tout est en ruines. Mais contrairement aux autres maisons de champagne qui optent pour une reconstruction



Le château des Crayères aujourd'hui (cliché M. Morais)



Pommery, une femme, un style



Jeanne-Alexandrine Mélin
Veuve Pommery
(collection Vranken-Pommery)

Rien ne destinait cette jeune fille de la bonne bourgeoisie du rethelois à devenir chef d'entreprise. On la savait intelligente, et elle avait reçu pour son temps une éducation soignée. Mariée à un négociant rémois, elle aurait pu rester une mère de famille accomplie si elle ne s'était trouvée veuve à 40 ans. Elle se décide alors à reprendre à son compte l'affaire de négoce de champagne que son mari venait de monter avec son associé Greno. À cette époque, l'essentiel de la technologie du champagne est au point. Mais il reste un vin de dessert. Madame Pommery saura, à l'écoute de sa clientèle, en faire un vin de fête, de tous les instants, en mettant au point le champagne brut. Elle gouverne son monde depuis sa maison de la rue Vauthier-le-Noir ou de Chigny-les-Roses. Elle laisse son directeur commercial, Hubinet, courir la planète et Henri Vasnier décider au quotidien. Elle se consacre quant à elle aux visions à long terme, à une politique d'entreprise qui est faite de beaucoup d'intuition et de beaucoup d'audace.



La maison de la rue Vauthier-le-Noir (collection Vranken-Pommery)



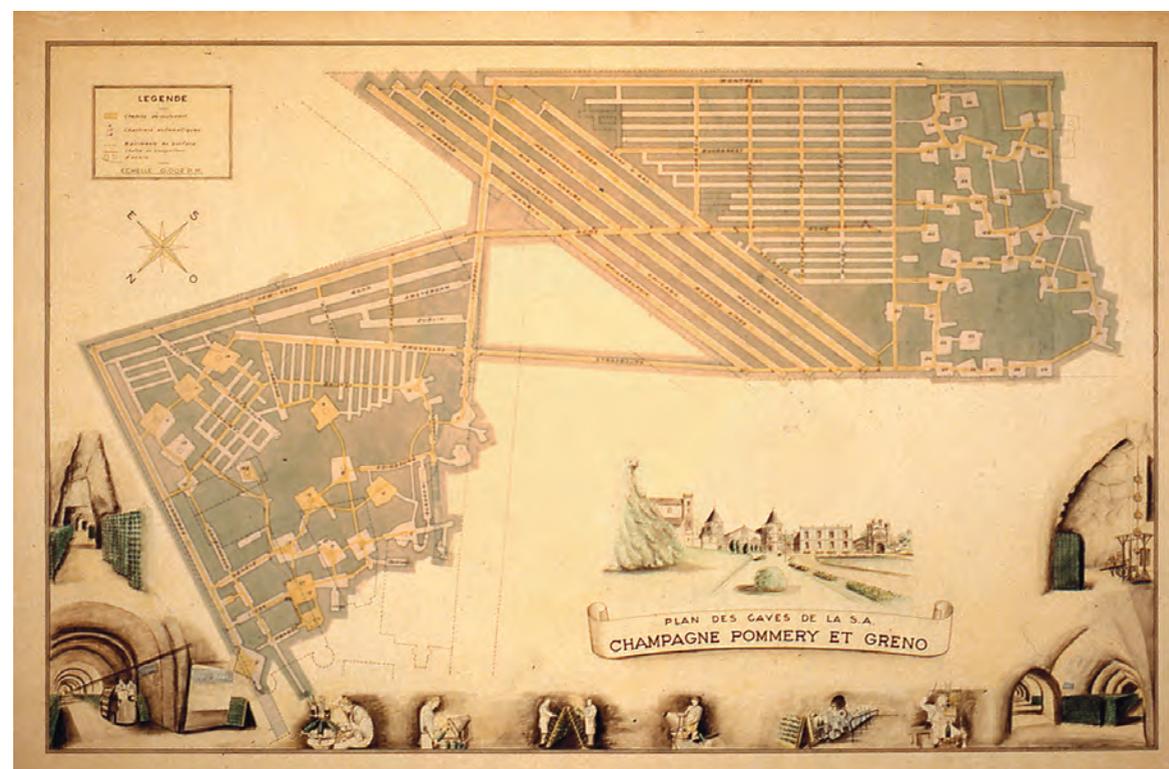
La bibliothèque aujourd'hui (collection Vranken-Pommery)

complète, les descendants de Madame Pommery décident de reconstruire à l'identique. Seules quelques modifications sont apportées au niveau de l'entrée et des bureaux qui surmontent l'aile du cellier Carnot.

Ce respect de l'œuvre de Madame Pommery se révèle encore, quelques décennies plus tard, quand il s'agit d'introduire des cuves en inox dans les anciens entrepôts sous verrière du XIX^e siècle : on creuse le sol, on réalise de puissants travaux de soutènement pour que les cuves soient glissées à l'intérieur de l'édifice sans rien changer de sa structure et de son apparence extérieure.

De même, les transformations internes du cellier Carnot se font dans le respect de l'édifice et dans un souci constant du site et des paysages que l'on admire à partir des fenêtres.

Nul doute que Madame Pommery en eût été satisfaite !



Plan des caves de la Maison Pommery (collection Vranken-Pommery)

Qui pourrait s'imaginer, en s'attardant dans les maisons édifiées tout au long de l'avenue de Champagne, que cette voie ne fut d'abord qu'un chemin boueux et hasardeux, conduisant à un établissement hospitalier et à la route de Châlons ?



Plan de l'avenue de Champagne (auteur P. Fausten)

Des caves, des « maisons »

L'implantation de la route royale de Paris vers Strasbourg, sous le règne de Louis XV, fut essentielle. Elle desservait les galeries souterraines et les caves, que l'on commençait à creuser pour conserver le vin à température constante.

Le résultat ne se fit pas attendre : à la fin du siècle, une partie de la bourgeoisie locale s'était portée dans ce faubourg, creusant d'abord le sous-sol puis construisant des propriétés alliant demeure familiale (incluant généralement un parc élégant) et celliers secondaires ; l'exemple type et ancien demeurant l'hôtel Moët, avec son plan d'eau et ses aires de réception.

Des « maisons », des châteaux

Au XIX^e siècle, dans cet ex-faubourg de la Folie, devenu « rue du Commerce » en référence à la nouvelle classe sociale des négociants, c'est-à-dire les marchands de vin de Champagne (puis ensuite de « champagne » seul), sont édifiés des bâtiments d'une architecture spécifique à l'endroit, celle des « châteaux » ou « maisons de maître ». Dès le Premier Empire et par vagues successives, apparaissent ce qu'il faut bien appeler les dynasties de négociants, avec les Chanoine frères, les familles Perrier (1813) et Moët, à laquelle seront associés les Chandon, les Boizel, les Gallice, les Mercier (1874), les frères Plomb, les frères de Maigret, les

Pol-Roger, les François-Wachter, les de Venoge... et pour clore le tout, Charles Gérard, ancien maire. Le premier château, construit pour les époux Perrier-Gallice en 1854, par l'architecte local Eugène Cordier, dans un style néo-Louis XIII, sera suivi d'autres (Pékin, Gérard...), et certains « hôtels » peuvent s'apparenter à ce type de construction (hôtels Auban-Moët, Gallice...).

Une rue « haut de gamme »

On trouvera aussi dans cette rue haut de gamme (ne devait-elle pas s'appeler « la rue du Haut Commerce » ?), de façon très complémentaire, des industriels et des représentants de professions libérales : bouchonniers, fabricants de



L'avenue de Champagne sur une carte postale ancienne (collection F. Leroy)

muselets et de machines à vin, avocats, architectes, médecins... Dans le dernier tiers du siècle, à partir de son château de Pékin, Eugène Mercier poursuit le creusement gigantesque de ses caves, suivi en cela par Pol-Roger dont un réseau entier s'écroulera en février 1900,

entraînant la perte de millions de bouteilles.

Le chemin de fer, à la rescousse

La deuxième cause du développement de cette voie est l'implantation de la ligne ferroviaire de



Sortie des caves rue du Commerce (collection F. Leroy)



Épernay, capitale du champagne

85

Paris à Strasbourg, dont le tronçon sparnacien fut inauguré le 2 septembre 1849 par celui qui n'était pas encore l'empereur Napoléon III. Pour l'occasion, il visita les caves Moët, comme l'avait fait son illustre oncle auparavant. On peut d'ailleurs, à partir de l'arrivée de ce fabuleux moyen de transport, parler de « l'âge d'or » de l'économie locale, et spécialement de la rue du Commerce, qui s'achève sous les premiers feux de la Grande Guerre.

Les désastres de la guerre

Après les bombardements de 1918, qui détruisirent une partie des maisons de champagne (notamment les sites de production des établissements Moët & Chandon, Pol-Roger, Chanoine et à un moindre degré, Mercier & Cie) et qui mutilèrent les grands parcs des propriétés, le commerce des négociants s'adapte aux innovations technologiques mais la renommée

de cette voie, devenue l'avenue de Champagne (1925), se poursuit aux quatre coins du monde.

La Maison de Castellane, classée monument historique

Une première partie des bâtiments aurait été construite en 1889, pour loger le personnel ouvrier. En 1894, les bureaux et les caves sont installés précisément à leur emplacement actuel. La tour reste une énigme : s'agit-il d'un château d'eau ? Ou

au contraire, d'une réponse locale à la construction emblématique du négociant rémois Joseph Goulet, le phare de Verzenay ? Peut-être l'architecte Maurice Toudoire, qui a réalisé plusieurs gares (dont la plus fameuse, la gare de Lyon à Paris, fut inaugurée en 1901), a-t-il voulu parachever l'aspect ferroviaire de cette maison, jouxtant directement la voie ferrée ?

Néanmoins, on ne peut que constater la différence de matériaux entre la tour, faite de béton armé, de briques et de pierres de parement, et le bâtiment d'expédition, sur lequel sont mentionnées diverses destinations sur plaques vernissées.

Depuis 1990, les parties anciennes des bâtiments ont été inscrites à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques : cheminée extérieure avec victoires ailées (peut-être l'élément le plus ancien), façades et toitures, cage d'escalier du pavillon d'entrée et enfin la tour, haute de 63 mètres, dont le sommet est accessible par 237 marches.

Mercier, le champagne pour tous

Cet entrepreneur dynamique est né d'une modeste famille commerçante. Négociant avisé, il se constitue un domaine de caves et celliers avant de créer sa propre maison. Son talent réside avant tout dans son sens de la publicité, comme par exemple le fameux foudre Mercier, le plus gros tonneau jamais construit, qui rivalise avec la Tour Eiffel à l'exposition universelle de 1889. Il est le premier à utiliser le cinéma, alors balbutiant, pour faire la « réclame » de ses vins. Plus tard la firme, dans la lancée, utilisera le rallye automobile et la visite des caves en train électrique.



Affichette publicitaire du champagne E. Mercier et C^{ie} (Champagne Moët et Chandon)



L'ex-tour de l'Union champenoise (DRAC Champagne-Ardenne)

Toutes les maisons de champagne ont une dimension internationale. La firme Deutz, sise à Ay en Champagne, illustre cette caractéristique : fondée par des rhénans vers 1838, elle devient vite une entreprise planétaire.



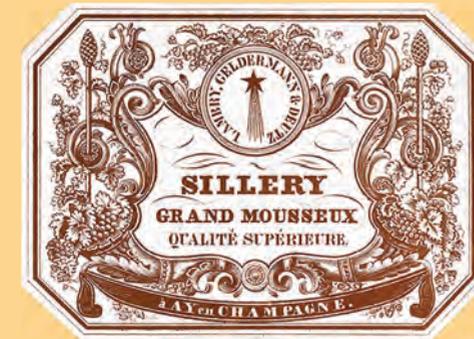
Le « salon rouge » a conservé son décor des années 1860, dans l'hôtel particulier de la famille Deutz, à Ay (Champagne Deutz)

Des Allemands en Champagne

C'est une particularité de ce vignoble que d'avoir attiré très tôt des entrepreneurs d'origine germanique, la plupart d'entre eux originaires de la région Rhin-Nord Westphalie. Cette migration s'expliquerait par le rayonnement de la France dans les provinces rhénanes, à majorité catholique, depuis le XVII^e siècle et surtout l'ère des Lumières. Le français était devenu une sorte de seconde langue nationale, et les

papiers officiels du début du XIX^e siècle qui sont rédigés dans notre langue, même s'ils émanent d'une évidente volonté impérialiste, n'en étaient pas moins lus et compris des Allemands d'alors. L'éducation qu'on recevait dans cette mouvance cosmopolite et francophile prédisposait les jeunes générations à venir habiter en France. Par ailleurs, et ce n'est sans doute pas la moindre raison, les Allemands migrant vers

la Champagne exercent leur talent dans un domaine qu'ils connaissent déjà : la vinification des moûts blancs. En élaborant du *Sekt*, ils ont dû apprendre à doser leurs vins pour pallier la récolte de raisins peu sucrés et leur intérêt pour la prise de mousse défie dans la chronologie celui des Champenois qui doivent attendre 1836 et les travaux de François sur le sucre pour maîtriser la champagnisation.



Daté de 1839, il s'agit du plus ancien habillage Deutz, commercialisé en Allemagne aussi bien qu'en France (Champagne Deutz)



La première cuvée de Gold Lack a été mise en bouteilles en 1846. Une cuvée spéciale était réservée à l'Angleterre (Champagne Deutz)



Étiquette de Victoria, qualité distribuée par Julius Ewest, fournisseur de la cour de Grande-Bretagne, au XIX^e siècle (Champagne Deutz)



Deutz, une saga internationale

87

Deutz en France

L'acte de naissance, rédigé en français le 7 septembre 1809, atteste que Wilhelm (Guillaume) Deutz est le fils de Thérèse Oberlack et de Gilles Deutz, épicier de son état à Aix-la-Chapelle. Le futur associé de Guillaume Deutz, Pierre Geldermann, a également son acte de naissance, le 27 février 1810, manuscrit en français. Ses parents, Anne Marie Christine Endels et Jean Joseph Werner Geldermann, tonnelier, sont domiciliés à Aix-la-Chapelle. Selon la tradition, Guillaume Deutz aurait débuté sa carrière comme voyageur pour Bollinger à son arrivée à Aÿ. Sa migration vers la Champagne illustre un processus allemand enclenché depuis plusieurs générations.

Les premiers voyages de William Deutz

Comme pour ses voyages ultérieurs, la ville natale de Deutz constitue souvent le point de départ de ses déplacements en Allemagne, sa première destination. Il y reste volontiers plusieurs jours voire plusieurs semaines. Il progresse ensuite toujours vers le sud puis vers l'est, et s'arrête en règle générale à Cologne, Francfort, Mayence, Wiesbaden, Bonn, Leipzig, Dresde, Berlin, et Magdeburg. Il cherche d'abord des clients parmi ses connaissances en faisant la promotion des vins dont il emmène toujours une petite quantité avec lui, et tente de trouver les premiers agents qui accepteront de représenter ses produits sur le marché allemand. Il utilise pour cela un réseau de relations visiblement étendu et entretient des contacts avec une société de connaisseurs des vins de la Champagne.

L'enracinement

En 1843, il se marie avec Arsène d'Arragon. Elle lui apporte ses premiers hectares de vignes en dot. Peu de temps après, en 1846, il prend la nationalité française. Par contre, ce n'est que dans les années 1860 que la famille Deutz s'installera dans l'hôtel particulier de la rue Jeanson, à Aÿ. Les salons de la famille ont été conservés et offrent l'image exceptionnelle d'un intérieur de la bourgeoisie entrepreneuriale au XIX^e siècle. En 1887, trois ans après le décès de William Deutz (1884), Deutz & Geldermann décident le voûtement d'une partie des caves. Ils font appel à un architecte rémois du nom de Lamy. Le gros de l'œuvre concerne l'aménagement de six berceaux sur une longueur de 400 mètres sous terre. Ces berceaux devront avoir quatre mètres d'ouverture entre les piédroits et quatre mètres de hauteur, de l'aire jusqu'à la clef de voûte ; un

passage transversal de 1,50 m est aussi à prévoir entre les piédroits. Les travaux dureront deux ans.

Un espace de vente international

En voyage d'affaires, la diligence est le moyen de transport le plus courant pour rencontrer des clients et transporter les caisses de champagne. Mais cela n'avance pas bien vite... Bientôt cependant, William Deutz jouit d'un réseau de relations étendu et il établira sereinement des contacts avec des représentants sur place, chargés de promouvoir la marque partout Outre-Rhin : la réussite ne tient pas seulement à des bons vins, elle exige d'être efficacement relayé sur les lieux où l'on existe. Allemagne, Belgique et Angleterre dès 1838, Russie et Espagne l'année suivante, Autriche et États-Unis en 1841, la vocation de Deutz est essentiellement internationale et ne se démentira pas au cours du temps. Seule la manière



William Deutz au Mexique au début du XX^e siècle, devant une affiche publicitaire Deutz-Geldermann (Champagne Deutz)



L'hôtel Deutz aujourd'hui (cliché M. Morais)

de déguster le champagne diffère selon les pays.

En Prusse orientale, par exemple, on aime des vins à la mousse très blanche, corsés et apportant beaucoup de fraîcheur au palais. Du coup, William Deutz élabore des cuvées qui agrément spécialement aux Prussiens. Il s'agit de ne pas commettre de faux pas car selon son propre témoignage, en 1839 : « dans ces pays-ci on a une idée diabolique : pendre un oiseau de carton vers lequel les buveurs font sauter le bouchon ; si par malheur le champagne ne mousse pas violemment et le volatile n'est pas abattu, alors quelqu'un sort le vin et la marque est méprisée ». Avant leur normalisation en 1911, les étiquettes des bouteilles de champa-

gne rendent compte de l'attention toute spéciale que l'on portait à la clientèle.

Servi par une politique commerciale active, à l'instar de celle des autres créateurs du champagne, Deutz fait une carrière internationale. Très présents en Angleterre, les agents de la firme obtiennent le brevet de « Fournisseur Officiel de la Cour de Prusse » en 1911, tandis qu'en Espagne, cette même distinction leur était octroyée un an plus tôt. À travers cette dernière, c'est toute l'Amérique latine qui est touchée. Aujourd'hui, la devise de William Deutz est toujours de vigueur : « payons cher ce que nous achetons s'il le faut mais n'adoptons que ce qu'il y a de mieux : restons à notre principe ».

Châlons-en-Champagne s'est appelée longtemps Châlons-sur-Marne. Si le négoce châlonnais en vins de champagne est aujourd'hui largement éclipsé par ses concurrents rémois et sparnaciens, il n'en a pas toujours été ainsi.



Affiche publicitaire de la maison Jacquesson et fils, vers 1860 (Champagne Jacquesson)

Une mise en valeur précoce

La capitale administrative du département dispose d'un atout, une « falaise » de craie, dite « côte de Troyes », truffée de galeries qui seraient gallo-romaines, sur la rive gauche de la Marne. Au XIX^e siècle, on y fait creuser des kilomètres de caves accessibles de plain-pied depuis l'avenue de Paris.

Memmie Jacquesson donne l'exemple dès 1804. D'autres, Perrier, Goerg, Dagonet, Chanoine, Aubertin, Freminet ou Lequeux le rejoignent. Entre le 1^{er} avril 1847 et le 1^{er} avril 1848, les négociants châlonnais expédient plus du quart des bouteilles de vin de champagne vendues tant en France qu'à l'étranger.

Sous le Second Empire, le champagne est l'une des premières sources d'emplois de la ville, fournissant du travail aux verreries, imprimeries et lithographies locales et attirant fabricants de bouchons et autres tonneliers. Les négociants châlonnais connaissent une sorte « d'âge d'or » incarné par les réussites fort contrastées d'un Joseph Perrier ou d'un Adolphe Jacquesson.

Une élite nouvelle, une courte trajectoire

À la tête de fortunes considérables, ces entrepreneurs sont aussi propriétaires fonciers et banquiers. Jouissant d'un mode de vie aisé, ils résident à l'intérieur de la ville, entourés d'une nombreuse domesticité, dans de confortables maisons qui peuvent également abriter des bureaux dissociés des caves et autres établissements commerciaux. Ils entretiennent des relations avec les élites traditionnelles du commerce, de l'administration

ou de l'armée, voire de l'Église, ajoutant à la réussite en affaires une sorte de reconnaissance collective, tels Eugène Perrier ou Jacques Goerg, députés à l'Assemblée nationale. Toutefois, leur triomphe ne dure pas. Dans les années 1890, Châlons n'expédie plus que 2% du total des bouteilles produites par le département. Les vignes plantées vers 1860 ont été abandonnées et les patrons n'ont pas eu de dignes successeurs ou pas de successeurs du tout. Une fois fortune faite, ils se sont détournés de leur entreprise afin de mener une vie de rentier.

Une survivance discrète

Quelle empreinte cette activité a-t-elle laissée ? Joseph Perrier fils et Cie est la seule maison à avoir survécu. Mais les galeries creusées au Petit-Fagnières n'ont rien perdu de leur attrait. Une maison de Tours-sur-Marne, Laurent Perrier, a su profiter de l'opportunité offerte par la disparition de la brasserie La Comète pour rendre aux Grandes Caves de la Champagne d'A. Jacquesson leur vocation d'origine. Duval-Leroy, originaire de Vertus, et Rappeneau, en provenance d'Épernay-Magenta, perpétuent la tradition.

Joseph Perrier

C'est la plus ancienne maison de champagne de la ville : fondée en 1825 sous la raison sociale « Joseph Perrier fils et Cie », elle est située au 69, avenue de Paris depuis 1827, année où Joseph achète au Petit-Fagnières une vaste maison et ses dépendances pour y faire creuser des caves qui, mises bout à bout, atteignent trois kilomètres. Les innombrables procurations



Le champagne oublié

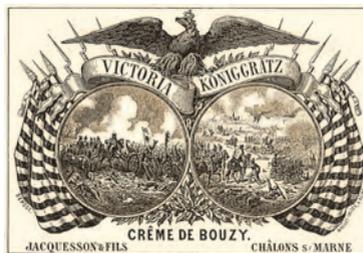


Reproduction d'un tableau réclame de la maison Joseph Perrier vers 1900 (collection particulière)

accordées aux correspondants et agents en France, en Europe et Outre-Mer, témoignent de la variété des liens commerciaux tissés au fil des ans. Extérieurement, elle n'a guère changé depuis le milieu du XIX^e, époque à laquelle elle est considérée comme « l'une des plus intéressantes de la Champagne » (*L'Illustration*, 23 août 1862).

Les Jacquesson

La famille appartenait à la bourgeoisie châlonnaise. Le grand-père, Claude, était juge au tribunal et négociant. Le père, Memmie, fondateur à la fin du XVIII^e siècle d'une entreprise de négoce en vins et associé en 1804 à Félix Juglar, fit creuser des caves dans la falaise de craie. Le fils, Adolphe, né en 1800, rejoignit rapidement l'entreprise, qu'il représentait à l'étranger, notamment en Angleterre où il épousa Louisa Jaunay en 1830. Ses deux fils, Ernest et Eugène, participèrent à leur tour à l'entreprise familiale. Adolphe, seul maître depuis 1835, un temps associé à Jean-Joseph



Étiquette de la maison Jacquesson et fils (collection particulière)

Krug, est soucieux d'améliorer la qualité. Avec J.-B. François, pharmacien chercheur, ils parviennent à réduire le problème de la graisse, de la prise de mousse et de la casse par fermentation excessive, grâce à la capsule de métal et le muselet de fer permettant d'éviter l'expulsion du bouchon sous l'effet de la pression.

Jacquessonville

D'autres innovations améliorent l'outil de travail : un canal relie les caves à la Marne, l'éclairage des caves est assuré par un système de puits et réflecteurs, les caves sont aménagées sur huit kilomètres, des celliers sont répartis sur plusieurs niveaux, les bâtiments de surface comprennent les pressoirs, distilleries, magasins, réservoirs, remises, bureaux, logements, réfectoire des ouvriers, tonnellerie, faisanderie et autres cours. En tout, plus de quatre hectares, y compris un hectare planté de vignes. L'ensemble du vignoble châlonnais couvre 25 ha en 1860.

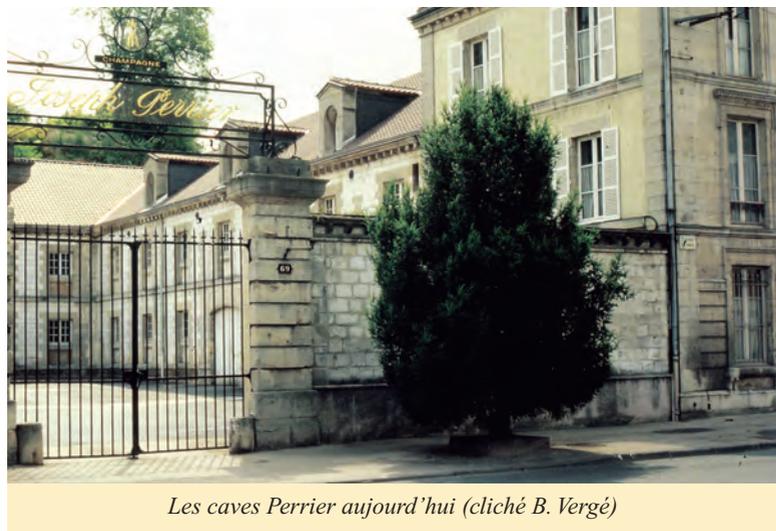
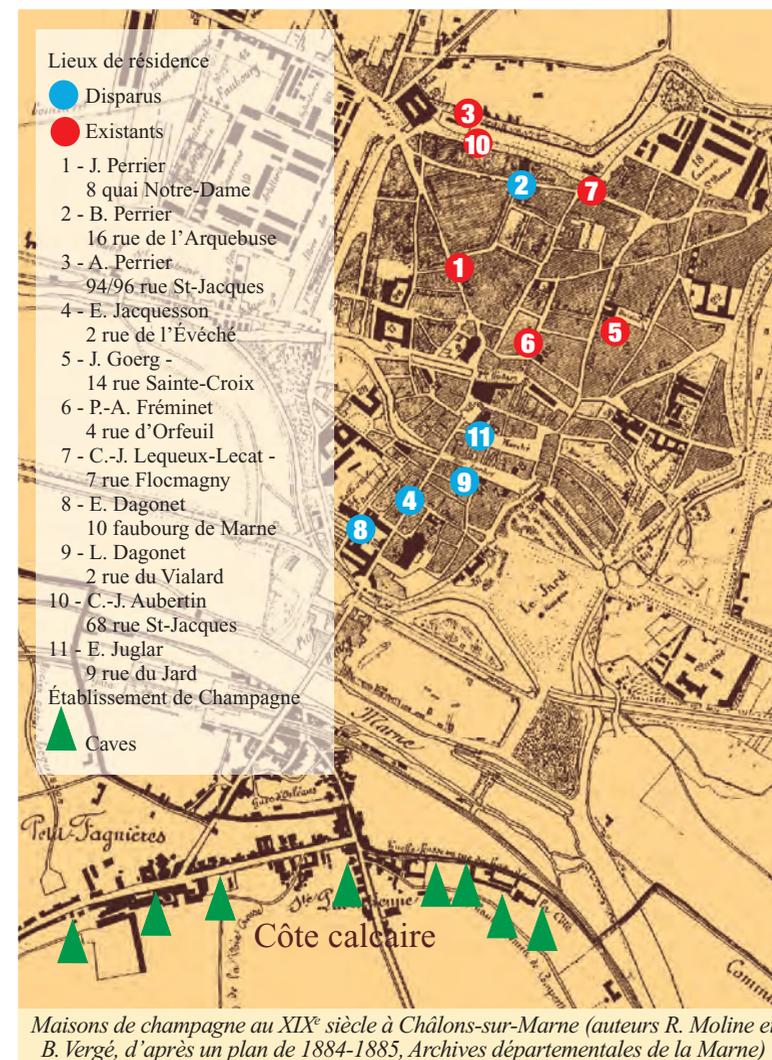
La maison Jacquesson reçoit la visite de personnalités prestigieuses : la reine de Hollande (1859) ou l'empereur Napoléon III (1863). Son emprise sur la vie locale transparaît dans une pétition des habitants du Petit-Fagnières en 1850, désirant obtenir le droit de s'iger

en commune indépendante sous le nom de Jacquessonville.

Grandeur et décadence

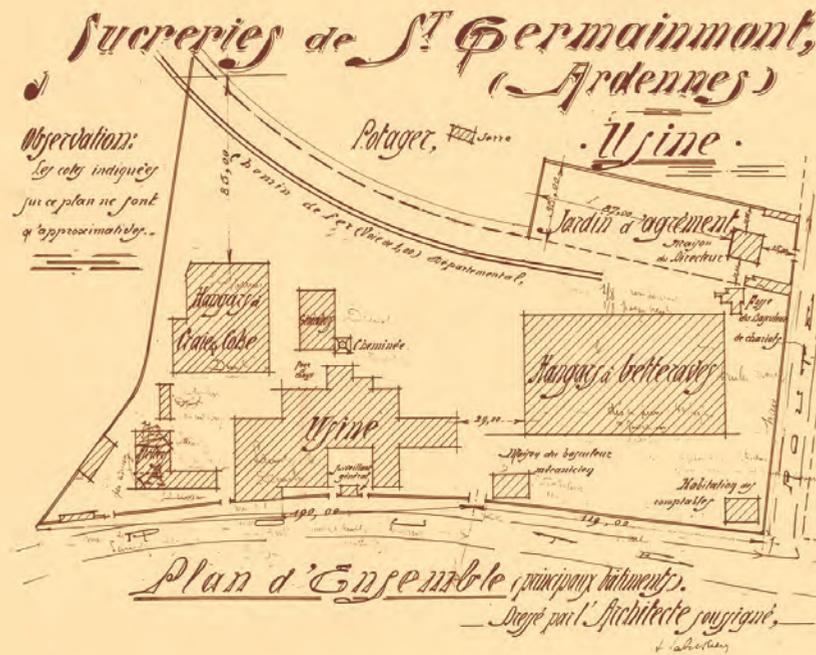
Jacquesson possédait une résidence en ville de plusieurs dizaines de pièces avec cour d'honneur, deux salons, salle de billard, écuries, grand jardin et même une orangerie. Son fils Eugène fait bâtir un château face aux caves de Fagnières, selon

les plans de l'architecte Viollet-Le-Duc. À partir de 1860, pourtant, les difficultés s'accroissent : la mort de ses deux fils, l'excès d'emprunts et la guerre de 1870 conduisent à la vente du patrimoine foncier. Adolphe voit son empire lui échapper progressivement. Après sa mort en 1876, Les Grandes Caves de Champagne sont vendues au bénéfice de sa belle-fille.



Les caves Perrier aujourd'hui (cliché B. Vergé)

Jean-Baptiste Drouet, celui qui arrêta Louis XVI et l'ami de Gracchus Babeuf, fut aussi l'introducteur de la betterave à sucre, au temps où il était sous-préfet de Sainte-Menehould sous l'Empire. Cependant, la grande époque de la culture de la betterave commence avec le Second Empire.



Plan de Saint-Germainmont (Archives départementales des Ardennes)

Un essor relatif

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, plusieurs sucreries s'implantent à Épernay, Loivre, Sainte-Menehould, Sermaize et Fismes, mais aussi dans le Rethélois, à Rethel, Saint-Germainmont, Attigny, dans le Vouzinois et jusqu'à Charleville. Rien de comparable avec le département voisin de l'Aisne, où la culture de la betterave occupe une place essentielle. Qui plus est, le retournement de la conjoncture dans la décennie 1880 entraîne

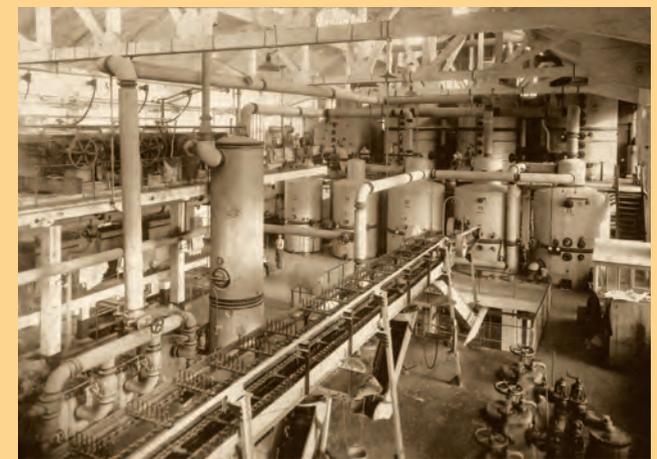
fermetures et restructurations. Toutefois, la sucrerie de Sermaize, édifée en 1854, est, vers 1890, la troisième de France.

Les destructions, pendant le premier conflit mondial, anihilent en partie cette industrie en croissance. Seules deux grandes entreprises se démarquent, après la guerre, dans la Marne : Sermaize et Fismes, alors que sont reconstruites Attigny, Saint-Germainmont et Rethel dans les Ardennes.

Le « Clos-Vougeot de la betterave »

Longtemps décriés, les sols crayeux, valorisés grâce à l'utilisation de fertilisants, moins lourds à travailler que les terres humides, se prêtent à une mécanisation rationnelle facilitée par la taille des exploitations et les opérations de remembrement. Les Trente Glorieuses sont une période d'expansion pour les betteraviers champenois. Un rapport du ministère de

l'Agriculture de décembre 1966 insiste sur la « migration de la betterave industrielle des régions traditionnelles vers la Champagne ». De nouvelles usines apparaissent : Sillery puis Châlons dans les années 1950, et surtout Connantre, la plus grosse sucrerie de betterave au monde. En même temps, les équipements les plus performants sont installés à Bazancourt.



Sucrerie de Rethel (Archives départementales des Ardennes, fonds Metrat-Namur)



Défuntés sucreries



Vue oblique de la sucrerie de Sermaize, vouée aujourd'hui au conditionnement (Sucre Union Conditionnement)

Sermaize, une sucrerie emblématique

Sur le site de la sucrerie du XIX^e siècle s'élevait, dans les années 1950, l'une des plus importantes sucreries de Champagne-Ardenne. Desservie par la voie ferrée Paris-Strasbourg,

par le canal de la Marne au Rhin, sans parler du réseau routier, elle était composée d'un domaine de 110 ha de terres cultivées, une sucrerie qui travaillait 850 tonnes de

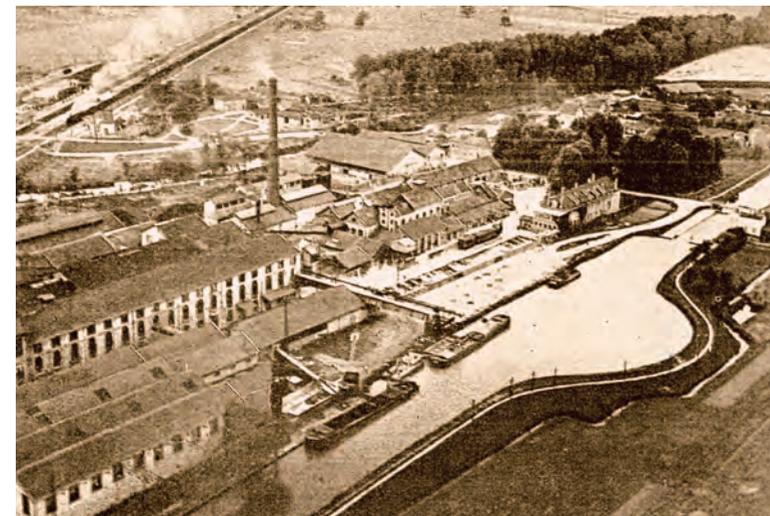


Maison patronale de la sucrerie de Sermaize (cliché G. Dorel-Ferré)

betteraves par jour et une raffinerie qui fabriquait 150 000 kg de sucre raffiné par jour ! Un demi-siècle plus tard, il ne subsiste que quelques bâtiments. Le reste des installations, partiellement ravagé par un incendie en 1980, a été détruit entre 1990 et 1993 : les magasins de stockage construits en 1903, la chaufferie et sa cheminée haute de 60 mètres, les cuves, les réfrigérants et d'autres bâtiments. Y travaillèrent jusqu'à 500 ouvriers permanents et 250 saisonniers logés à la « cantine », comprenant des dortoirs et un réfectoire construit en 1925.

La disparition silencieuse des sucreries

Au cours de ces vingt dernières années, les quotas imposés par l'Union Européenne et les choix politiques des grandes compagnies sucrières ont abouti à une



Vue ancienne de la sucrerie de Sermaize (collection particulière)

forte concentration du secteur. Du glorieux passé sucrier de Fismes ou de Sermaize, il a été fait table rase : aucun vestige de la première sucrerie mais quelques objets et quelques bâtiments pour la seconde où subsiste une activité de conditionnement du sucre en morceaux. La disparition de ce patrimoine s'est faite dans l'indifférence et le silence, à l'image de

la sucrerie de Châlons dont l'activité s'est arrêtée avec la campagne 2004. Au total, la Champagne-Ardenne conserve peu d'empreintes d'un passé industriel pourtant riche de deux siècles. Seules, la documentation iconographique et la mémoire orale peuvent nous restituer l'histoire pourtant récente d'une industrie agricole qui a fait la fortune de la région.



La sucrerie de Connantre aujourd'hui (photothèque Tereos)

Les maisons à succursales multiples sont issues des sociétés philanthropiques du XIX^e siècle. En 1866, un modeste ouvrier tisseur, Étienne Lesage, fonde les Établissements économiques des sociétés mutuelles de la ville de Reims. Le mouvement est lancé.



Vue aérienne actuelle des Docks rémois (collection O. Rigaud)



Cage d'escalier du Famillistère, côté Talleyrand (collection O. Rigaud)



Intérieur de la coupole du Famillistère, côté rue de Vesle (collection O. Rigaud)

Un système d'une grande modernité

Les maisons à succursales multiples ont un centre névralgique, leurs entrepôts, situés de préférence près du chemin de fer et du canal qui leur livrent les marchandises. Ils fournissent à leur tour les petits établissements des quartiers et des villages, suivant les carnets de commandes. Ainsi, on évite le stockage sur place et on limite les invendus. Par contre, les entrepôts centraux deviennent rapidement de véritables entreprises de transformation, de conditionnement et de distribution, associées à une véritable flotte de véhicules qui sillonnent la campagne.

Des sociétés d'alimentation

Les commerçants en gros de la ville de Reims ont compris tout l'avantage de ce système original et démocratique dans ses effets. À partir des années 1880, les sociétés se multiplient. En 1914, Reims comptait six entreprises à succur-



Magasin du Famillistère, rue Gambetta, en 1965 (collection O. Rigaud)

sales multiples : les Établissements économiques, les plus anciens, les Docks rémois, appelés aussi le Famillistère, les Comptoirs français, les Établissements Goulet-Turpin, les Établissements Charles Mauroy, la Société rémoise de l'épicerie, vins et spiritueux. Mais Troyes avait aussi ses Établissements économiques, et d'autres villes encore. Leur succès vient de leurs prix de vente, toujours inférieurs à ceux du commerce de détail ordinaire et à la répartition de bons ou de timbres, qui permettaient l'acquisition de produits plus onéreux suivant une forme subtile de crédit.

L'âge d'or : le premier XX^e siècle

Malgré les désastres de la guerre, les sociétés à succursales multiples se sont révélées plus dynamiques que par le passé. Les Docks rémois sont sûrement les plus grands du genre, avec des entrepôts gigantesques situés près du chemin de fer, pour un va-et-vient incessant, car les stockages



Le Famillistère, vue d'époque (collection O. Rigaud)



Les magasins à succursales

sont minimes pour éviter l'argent immobilisé et les pertes éventuelles. Ils comprennent l'épicerie, où le café reçu en grains est torréfié, la laiterie, la boucherie, les caves, la distillerie, la chocolaterie, mais aussi la menuiserie, l'ébénisterie, la cordonnerie, etc. En 1932, les Docks comptent 1 250 succursales réparties dans le quart Nord-Est de la France. Elles sont reconnaissables à leur architecture et au titre peint en façade, avec leur numéro.

Un paternalisme différent

Comme tous les entrepreneurs, les fondateurs des maisons à succursales ont multiplié les actions philanthropiques vis-à-vis de leurs employés, avec même, pour les Docks rémois, un projet de cité-jardin. Ils se sont, pour la plupart, comportés comme de grands patrons, vivant dans des châteaux luxueux qui témoignaient de leur

réussite sociale. Ils sont parfois à l'origine de créations curieuses, comme le Phare de Verzenay, édifié à l'initiative de Joseph Goulet, qui venait de fonder sa propre maison de champagne, et entendait par là le faire savoir *urbi et orbi*. Mais l'action induite de ces sociétés n'est pas moins remarquable. En effet, les succursales jouaient indirectement un rôle culturel : par le biais du catalogue de vente et des promotions, elles introduisaient dans tous les foyers le modèle de la société petite bourgeoise que la France promouvait et qu'elle diffusait par ailleurs, à travers l'École et l'Armée, comme l'idéal démocratique à atteindre.

Un patrimoine démembré dans l'indifférence

Intimement liées à la société industrielle, les maisons à succursales multiples ont disparu les unes après

les autres, dans les années 1970, pour laisser la place à la grande distribution contemporaine. Sous-estimé, voire ignoré, le patrimoine des succursales a disparu. Les façades des succursales repeintes ou modifiées ne rappellent plus ce qu'elles étaient : les éléments d'un maillage qui mettait toute la société urbaine et villageoise au diapason. Quant aux grands entrepôts urbains, témoins d'un gigantesque effort pour porter la consommation à la disposition d'un client averti, ils sont aussi frappés par les mesures d'aménagement urbain.

Les établissements des Comptoirs français, propriété d'Édouard Mignot, édifiés par l'architecte ingénieur Hippolyte Portevin peu avant la Première Guerre mondiale, ont été réhabilités et accueillent aujourd'hui un programme d'activités et de bureaux dans un secteur appelé à devenir un pôle important de Reims, à l'arrière de la gare centre, avec l'arrivée du TGV Est européen. Les Docks rémois ont vu leur siège du centre ville, œuvre de la fin des années 1920 de l'architecte Pol Gosset, transformé en commerces et en bureaux. L'« usine » de Bétheny de 1911, construite par les architectes Daux et Deveaux et détruite en partie au cours des deux grandes guerres, accueille désormais des activités diverses tandis qu'une partie des bâtiments a laissé la place à la cité-jardin du Petit-Bétheny, réalisée par le Foyer rémois. En ce qui concerne Goulet-Turpin, le siège du boulevard Roederer, œuvre de l'architecte Maurice Clauzier, au début des années 1930, a été en partie démolie pour la construction de l'hôtel de Police en 1990. Les assurances mutuelles agricoles ont conservé une partie



Anciens Goulet Turpin rue de Vernouillet, à Reims (collection O. Rigaud)

de l'édifice donnant sur la rue de Courcelles et le long de la voie ferrée. À Troyes, les anciens locaux des Établissements économiques troyens deviennent la maison des

associations en 2000. Quant aux entrepôts de La Ruche moderne, ils sont, depuis 1984, partiellement intégrés dans un vaste ensemble d'HLM situé près de la gare.



Façade des Établissements économiques troyens (cliché A. Sauer)



Publicité pour la Ruche Moderne (collection J.-L. Humbert)





LA FLAMME INCERTAINE DES ARTS DU FEU

Les activités
nées des ressources du sol
(tuiles, briques, sainterie,
fours à chaux)
ou introduites par les sociétés
policées du XVIII^e siècle
(la faïencerie, la verrerie),
ou nées de l'imagination
et du savoir-faire des hommes,
comme les fontes d'art,
sont aujourd'hui
menacées d'oubli.

À partir de la fin du XVII^e siècle, les arts de la table quittent la demeure des aristocrates pour garnir celle des bourgeois. Dès que les terres s'y prêtent, les manufactures de faïences se multiplient, comme dans la frange sud-orientale de la région.



Vue actuelle du site de la faïencerie (cliché S. Druet)



Localisation de la faïencerie. Le rectangle vert en indique l'emplacement (auteur S. Druet)

Faïence des Islettes

C'est une appellation célèbre pour les collectionneurs, qui pourtant n'est pas tout à fait juste : la faïence des Islettes est connue sous ce nom par sa localisation à proximité du village meusien des Islettes, où résidaient la plupart des ouvriers. Mais en fait, la faïencerie se trouvait sur la rive gauche de la Biesme, sur le finage de Sainte-Menehould, au lieu-dit le Bois d'Épense. La faïencerie des Islettes est l'écho marnais de la faïencerie meusienne.

Les atouts d'une région : l'Argonne

L'Argonne, dans les vallées baignées par les rivières de la Biesme et de l'Aire, offre tous les éléments nécessaires aux industries céramiques : le bois en abondance, l'eau, les affleurements de gaize (pierre réfractaire pour les fours et étuis de cuisson) et les filons d'argile. C'est une région où la tradition de la céramique est ancienne : une fabrication de poterie sigillée est attestée dès la période antique.

Les origines du Bois d'Épense

Au XVIII^e siècle, le contexte est favorable au développement des faïenceries dont les productions vont progressivement pénétrer toutes les couches de la société et remplacer l'orfèvrerie culinaire. En Argonne, entre les XVIII^e et XIX^e siècles, s'implantent onze faïenceries dont les plus importantes sont : Waly, Clermont-en-Argonne, Rarécourt, Froidos, Lavoye et Salvange. Le Bois d'Épense-les Islettes est la plus importante fabrique de cette nébuleuse régionale. On connaît peu la première faïencerie du bois d'Épense : fondée par Henri-Louis Leclerc en 1735, elle ferme ses portes en 1742. Après la fermeture de Champigneulle en 1758, François Bernard s'installe avec ses frères Jacques et Joseph à Clermont-en-Argonne (duché de Lorraine). Le 3 juillet 1764, sur arrêté du Conseil du Roi, il obtient l'autorisation de transférer sa faïencerie au lieu-dit le Bois d'Épense, constituant le début d'une histoire de famille qui rendit célèbre l'endroit.

La famille Bernard

François (1739-1801), véritable créateur de la faïencerie, développe le décor de petit feu, reconnaissable à la variété et à la finesse de sa couleur rose.

À sa mort, en 1801, son épouse lui succède avec leur fils Jacques-Henri (1765-1823) accompagné de son épouse Marie Parpaite (1765-1836).

Marie Parpaite, la célèbre Madame Bernard, servit de modèle à de nombreux décors de la production. Elle dirigea en véritable maîtresse femme la faïencerie de 1823 jusqu'à sa mort en 1836.

Son fils Joseph-Désiré tente de maintenir l'activité. Rachetée en 1840 par les frères Godéchal de Vignory (Haute-Marne), la faïencerie ferme définitivement en 1848.

Une paire de plats ronds représentait François Bernard et Barbe Aubry, fondateurs de la faïencerie. Ils ont été dérobés et ne sont plus connus qu'à travers des reproductions.



Vue actuelle des logements ouvriers de la faïencerie (cliché S. Druet)



La faïence du bois d'Épense



Madame Bernard à l'ombrelle, vers 1810 (musée lorrain de Nancy)



Perruche et arbre à plumes (collection du bois d'Épense)



Paysage (collection du bois d'Épense)



Trois fleurs de lys couronnées, époque Charles X (collection particulière)

Pour développer son entreprise, il débauche et attire des peintres de grands centres faïenciers de l'Est de la France, comme Nicolas Dupré et Gabriel Michel. Le nombre d'ouvriers croît rapidement : de 30 à sa création, ils sont au nombre de 200 à la fin du XVIII^e siècle. Passée aux mains des frères Godéchal, la faïencerie est finalement rachetée en 1848 par les époux Champion-Maujean qui rasant les bâtiments industriels : comme beaucoup d'autres, elle n'a pas résisté à la concurrence, à la crise économique de 1847-1848 et à l'émergence d'un nouvel âge industriel.

La richesse des décors

Les décors, authentiques œuvres d'art, mais aussi indications indispensables pour l'identification des pièces, constituent un véritable livre d'images qui fait la joie des collectionneurs et des historiens. La nature végétale et animale, la vie quotidienne, la mode et les événements politiques animent ces faïences.

La nature est, en effet, une précieuse source d'inspiration : les animaux, locaux ou exotiques (coqs, fauveltes, perroquets...), les fleurs (roses, œillets, pivoines...), ou encore les paysages quotidiens (un village, des pêcheurs...).

Les motifs au Chinois témoignent de l'engouement pour l'Extrême-Orient. Les plus belles réalisations représentent des Chinois dans des scènes de vie argonnaise : pêcheurs, forestiers, joueurs de tambour... Les « Chinois au gros doigt », qui comme leur nom l'indique ont un doigt un peu démesuré, sont une particularité des Islettes.



Bouquetière au Chinois à la hache, fin XVIII^e (collection du bois d'Épense)

On doit aussi aux fameux peintres Dupré, père et fils, des scènes galantes voire grivoises, avec de beaux militaires et des femmes fort peu vêtues...

La faïencerie a également produit de nombreuses statuettes, avec des personnages de la vie quotidienne, souvent reconnaissables à leurs gros yeux.

La mode peut être suivie sur les assiettes grâce aux réalisations de Dupré, comme la « Merveilleuse », portant robe blanche, ombrelle et bonnet rayé, accompagnée d'un « Incroyable » d'époque Directoire. Ce bonnet devient chapeau garni de

rubans sous la Restauration. Parmi ces dames, on peut reconnaître des célébrités comme Joséphine de Beauharnais, mais aussi Madame Bernard, maîtresse du lieu, etc.

Les événements politiques, représentés à partir de la Révolution, constituent des pièces rares : la Liberté, représentée sous la forme d'un oiseau sortant d'une cage, ou encore le coq avec bonnet phrygien tenant une pique. Au moment où les souverains étrangers menacent la France, on trouve des drapeaux tricolores, ou un cœur enflammé avec l'inscription VOM (Vaincre ou mourir).

À partir de 1804, on trouve les décors de l'Empire : les plus originaux sont ces scènes militaires, images d'Épinal de faïence : Napoléon à Iéna en 1806, à Erfurt en 1808, à Ratisbonne en 1809, etc. En 1814, les aigles et Napoléon disparaissent au profit des fleurs de lys, de la couronne royale entre



Groupe du général Bélisaire, début XIX^e (collection du bois d'Épense)

deux tiges de laurier ou de houx, nouées d'un ruban. À partir de la monarchie de Juillet, c'est le décor patriotique qui revient, avec notamment le coq, accompagné d'un drapeau tricolore.



Girafe et cornac, vers 1830 (collection du bois d'Épense)



Colombes soutenant l'écu de France, fin XVIII^e (collection du bois d'Épense)

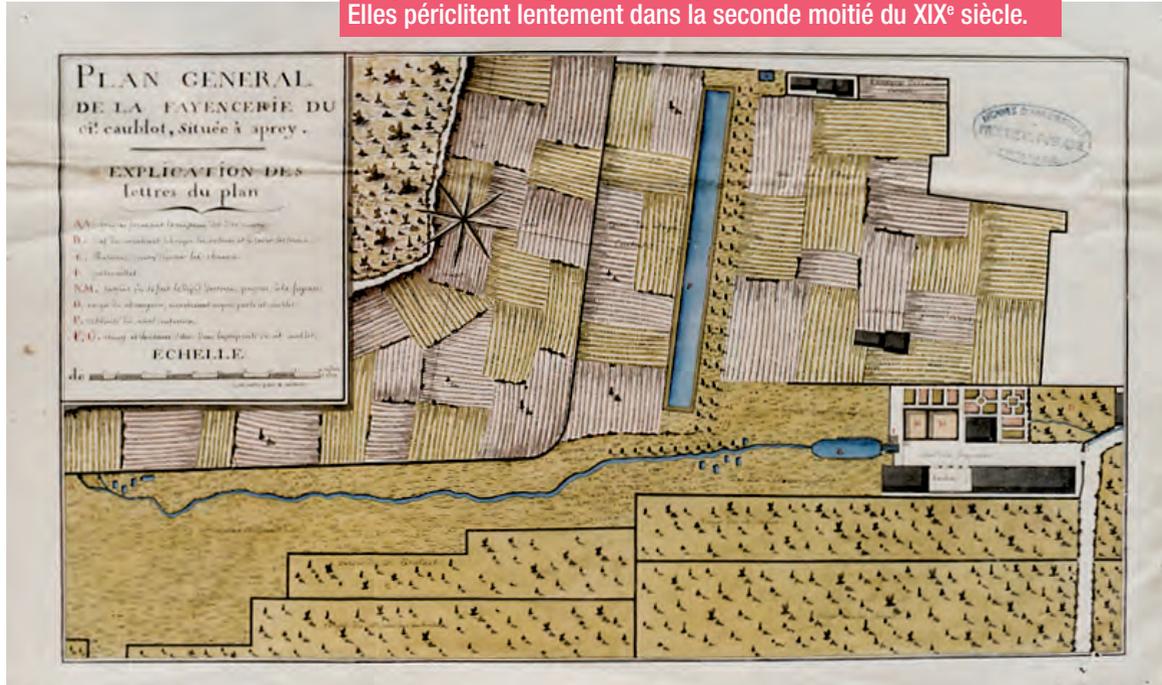


Jeune femme à la fleur, vers 1815 (collection du bois d'Épense)

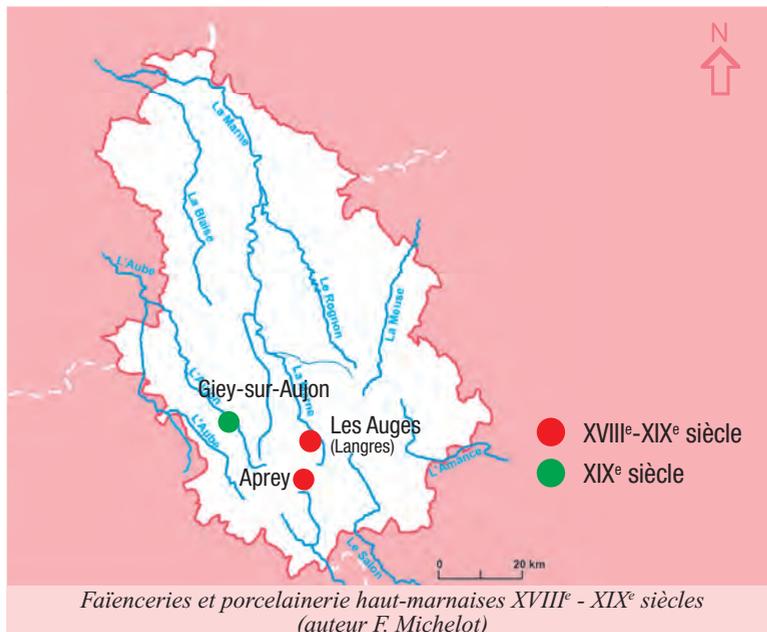


Aigle couronné sur foudre, vers 1800 (collection particulière)

À proximité de Langres, trois faïenceries et une porcelainerie se signalent par leur structure mi-artisanale, mi-industrielle, et par une production soignée, décorée par des artistes peintres de talent. Elles périclitent lentement dans la seconde moitié du XIX^e siècle.



Plan général de la faïencerie d'Aprey (Archives départementales de la Haute-Marne)



Faïenceries et porcelainerie haut-marnaises XVIII^e - XIX^e siècles (auteur F. Michelot)

Les faïenceries d'Aprey

Deux faïenceries ont marqué le riche passé industriel d'Aprey, village de la montagne langroise à quelques kilomètres de la cité de Diderot.

La première d'entre elles, édifiée au lieu-dit Verrerie par Jacques Lallemand, connaît son envol en 1742 grâce à l'installation de fours à réverbères, lui permettant de pratiquer la cuisson dite de « petit feu ». Une façon de cuire que Joseph, frère de Jacques, avait acquise auprès de porcelainiers de Meissen et qu'il imposa à Aprey dès son retour de Saxe, où il avait été retenu en captivité.

Sans abandonner le grand feu, Aprey devient alors un centre de production par ce nouveau procédé haut de gamme. La garantie d'une meilleure qualité d'émail et de

couleur et l'intérêt que lui portaient bourgeois et nobles, locaux ou d'ailleurs, font que l'essor de cet établissement se poursuit au long du XVIII^e siècle, sans que la Révolution ne perturbe véritablement la marche de l'usine.

Aprey continue de recevoir des subsides versés par les États de Bourgogne, se hisse au niveau de Rouen, Sceaux et Strasbourg en utilisant leurs meilleurs procédés céramiques et s'attache le concours de 80 ouvriers, dont quelques grands peintres, tels Mège, Jarry, Protais-Pidoux, les pères des célèbres décors aux oiseaux et aux Chinois.

Jusqu'en 1833, la fabrique reste dans la propriété de la famille Ollivier, dont l'un de ses membres, François, s'était associé à Joseph Lallemand en 1774. Puis elle passe de mains en mains, avant que la production de faïences, copies de celles du



Faïence d'Aprey : plat aux oiseaux, XVIII^e siècle (musée d'Art et d'Histoire de Langres, cliché P. Huberdaux)

XVIII^e siècle, ne reprenne de 1840 aux années 1890. Mises en vente en 1895, ses installations sont démolies petit à petit, et l'un de ses bâtiments est transformé en maison bourgeoise.

Quant à la seconde manufacture, située face à l'église, elle n'atteint pas la notoriété de son aînée. Créée en 1801, elle devient une tuilerie en 1859.



Faïence d'Aprey : bouquetière du XVIII^e siècle (musée d'Art et d'Histoire de Langres, cliché P. Huberdaux)



Aprey, les Auges, Giey s/Aujon

99



Porcelaine de Giey-sur-Aujon : verseuse du XIX^e siècle (musée d'Art et d'Histoire de Langres, cliché P. Huberdaux)

Décors, couleurs, peintres à Aprey

Si les pièces « aux Chinois » et « aux oiseaux » sont les plus recherchées par les collectionneurs, ce sont plutôt les décors végétaux, fleurs ou fruits, qui jalonnent l'histoire iconographique de la faïencerie. Parmi les couleurs, se rencontrent surtout le rouge, le vert pâle, le bleu foncé, le pourpre et le jaune clair. D'abord vives, elles deviennent plus pâles ou plus acides, à partir de 1858, on tente d'imiter la prestigieuse production du XVIII^e siècle.

Deux peintres remarquables, Jarry et Protais-Pidoux n'ont cessé de décliner cette palette de couleurs toujours plus élargie.

La faïencerie des Auges

C'est en 1758 que Jean-Baptiste Arnout fonde une faïencerie dans le faubourg des Auges à Langres, sur un terrain appartenant à sa belle-famille. Dès 1759, cette manufacture compte seize ouvriers, occupés à la production de « différentes espèces de faïences en blancs, en couleurs et en terre brune, le tout d'assez bonne

qualité ». Vingt ans plus tard, l'établissement placé sous l'autorité de Nicolas Arnout, « l'aîné », emploie deux tourneurs, deux peintres, deux mouleurs, un enfourneur et deux calcineurs.

Au XIX^e siècle, l'histoire de cet établissement se résume à une succession de ventes, même s'il connaît une période de prospérité vers les années 1820-1830 (faïences à grand feu à décor polychrome et faïences brunes), avec la construction d'un nouveau four à tirage vertical. En 1875, il est acquis par Charles Marcout. Celui-ci transforme la faïencerie et ses bâtiments annexes en une exploitation agricole, sans bouleverser profondément la disposition des bâtiments d'origine. De ce fait, la faïencerie des Auges présente un ensemble cohérent, toujours en place. Cave à terre, tourneries, salle des peintres, ainsi qu'un grand four classé sont encore reconnaissables dans le bâtiment du XVIII^e siècle.

À l'extérieur, des fouilles archéologiques ont permis d'exhumer des fosses d'extraction et de décantation, tout un réseau de canalisation et un stock d'environ 350 moules.

La porcelainerie de Giey

Située au centre du village, disposée autour d'un parc et ceinte de murs, la manufacture de porcelaine de Giey-sur-Aujon doit son

existence à l'initiative de François Guignet, riche marchand et fournisseur de bois de marine pour l'État. C'est en 1809 qu'il acquiert les bâtiments d'une manufacture de toiles d'indiennes, créée en 1768 sous la protection du duc de Penthièvre ; il en poursuit la production pendant quelque temps, avant de la transformer en une fabrique de porcelaine en 1811.

Profitant des ressources forestières proches, d'une main-d'œuvre locale et de l'arrivée de spécialistes lorrains, l'entreprise atteint son apogée entre 1820 et 1830, date à laquelle plus de 100 ouvriers y travaillent. Ses productions de qualité (belle porcelaine blanche ou polychromée) aux dorures renommées concurrençant celles de Sèvres, se vendaient sur les marchés parisiens, les foires de Beaucaire et à l'étranger.

Cependant, elle souffre de l'éloignement des matières premières,



Porcelaine de Giey-sur-Aujon : sucrier du XIX^e siècle (musée d'Art et d'Histoire de Langres, cliché P. Huberdaux)

en particulier le kaolin. Celui-ci devait être acheminé par des rouliers depuis la région de Limoges. Cette raison d'abord, puis des faillites répétées expliquent la liquidation de cette entreprise en 1844.



Faïence des Auges : assiette aux deux coqs (collection particulière)



Giey-sur-Aujon : bâtiments de la porcelainerie, état actuel (cliché F. Michelot)

La Champagne-Ardenne a connu une grande tradition verrière, que les destructions de la Première Guerre mondiale ont mis à mal. Il en subsiste quelques rares mais éclatants exemples, dont la verrerie Charbonneaux, devenue BSN.



Plan de la verrerie rémoise vers 1934 (Archives départementales de la Marne)

Des verreries en Champagne

Avec l'industrialisation, les verreries quittent les forêts pour se placer sur les bassins houillers ou près des voies de communication. C'est le cas de la verrerie champenoise, dont la création suit les progrès de l'industrie du champagne et son besoin croissant en bouteilles. C'est ainsi que prolifèrent les verreries dans Reims et autour de Reims. D'autres verreries répondent au besoin croissant de la consommation en emballages et gobeletterie. Les unes et les autres marquent profondément le paysage urbain et la mémoire citadine.

La verrerie Charbonneaux

Très liée au monde du vignoble, la famille Charbonneaux s'oriente vers la production de bouteilles après 1870, alors que la demande est forte chez les producteurs de vin de champagne. Le site de la verrerie est bien choisi, à proximité du canal de l'Aisne à la Marne. À la veille de la Première Guerre mondiale, la partie industrielle occupait 50 000 m², alors que la cité ouvrière et ses jardins totalisaient 70 000 m².

La verrerie s'est régulièrement distinguée par ses progrès technologiques. À côté de la fabrication des bouteilles champenoises, elle se lance en 1906 dans la production d'isolateurs en verre. Elle est l'une des premières usines au monde à fabriquer ce genre de matériel. Plus tard, à partir de 1947, ce sera le succès des verres trempés, dont la production sera entièrement automatisée en 1958. Enfin, en 1963 elle inaugure le four le plus grand d'Europe.



Verrerie rémoise



Vue actuelle de la verrerie (cliché D. Henry)

Les bâtiments, détruits lors de la Première Guerre mondiale, ont été reconstruits, mais ne correspondent plus à la verrerie initiale. Malgré tout, elle a conservé longtemps son caractère, du fait de son travail très spécifique et de la politique paternaliste, attachée à fixer une main-d'œuvre très particulière sur son lieu de travail. Aussi, le sentiment d'appartenance était-il puissant chez les ouvriers verriers qui, dans leur cité, disposaient d'équipements diversifiés. La dureté de leur travail les rendait enclins à la contestation. D'ailleurs, les grèves de 1936 furent mémorables, malgré l'effort de

l'Église pour encadrer cette population sensible. Peu de choses subsistent aujourd'hui, les cités ayant



Sur le fronton de l'école, les initiales de la verrerie (cliché D. Henry)

été en grande partie démolies pour faire place à des logements sociaux. La verrerie n'est plus une entreprise familiale. Elle a fait partie du groupe BSN, puis d'Owens.

VMC, les Verreries mécaniques champenoises

Une première société est dissoute en 1908. Elle avait pour vocation la fabrication de gobelets de pharmacie. Reformée trois ans plus tard, la production doit s'orienter vers les conserves et pots pour confiseurs.



Vue actuelle de l'école, édifiée par la verrerie rémoise (cliché D. Henry)

Parmi les fondateurs, à côté de deux Parisiens, notons la présence de Charles de Chanlaire, de Wassy, et de Charles de Klopstein, de Soulanges. Dans les années 1930, l'entreprise se signale par sa production de bouteilles, mais aussi et surtout par celle des célèbres bocaux *Le Meilleur*, *Familia Vis*, *Le Parfait*, bien connus des ménagères.

La deuxième moitié du XX^e siècle est prospère, avec, signe des temps, la production de bouteilles pour le lait, les pots à yaourt et pour les aliments de bébés. Aujourd'hui, l'entreprise, entrée dans le groupe Danone de BSN, est forte de ses 400 employés. Les deux fours en service traitent 110 000 tonnes de verre par an, dont une partie en verre blanc recyclé.

Une longue nuit d'oubli

Les verreries ont été actives dans la périphérie de la Champagne-Ardenne, là où les nombreuses forêts offraient le combustible nécessaire. Les nombreux sites de la vallée de la Biesme, en Argonne périlicent avec l'industrialisation. Seule, la verrerie des Islettes perdure jusqu'en 1937. Rien ne nous rappelle ce passé, hormis quelques objets de musée et le château de Maison Rouge, au Chesne, dans les Ardennes, unique demeure de maître verrier argonnais qui soit parvenue jusqu'à nous. Les nombreuses verreries du Sedanais ne se relèvent pas des troubles de la Révolution, alors que celle de Monthermé, dans la vallée, prospère. Mais, là non plus, le patrimoine verrier, des lieux et des hommes, n'est pas protégé. Comme on le verra plus loin, la situation n'est pas meilleure dans le sud de notre région.

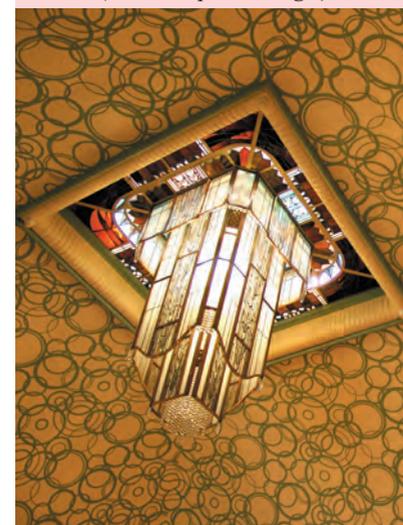


La verrerie (en rouge), près du canal, sur un plan des années 1930 (Archives départementales de la Marne)

Art du verre, verres d'art

Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, on a vu une demande accrue d'œuvres d'art accompagner l'effort de reconstruction de la ville de Reims, détruite à plus de 85 %. La tradition artistique n'était pas éteinte, et les œuvres qui ont été réalisées alors comptent parmi les plus belles de la première moitié du XX^e siècle. En témoignent les vitraux contemporains de la cathédrale et les luminaires de la bibliothèque Carnegie. En outre, l'atelier Simon, que dirige Benoit Marcq, s'est spécialisé dans la restauration de vitraux, comme celle, magnifiquement réalisée, du chevet de la cathédrale de Laon.

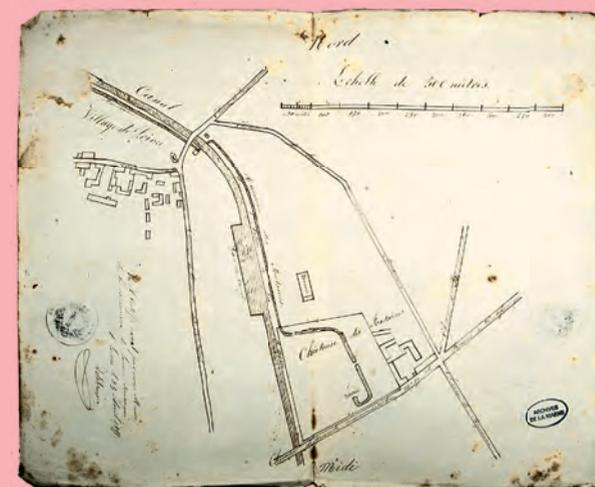
La lanterne de la bibliothèque Carnegie, conçue par Jacques Simon, en 1921 (bibliothèque Carnegie)



Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, prenant la succession de celles de l'Argonne, apparaissent dans la région de Reims des verreries dont l'importance dans la vie sociale et économique de l'époque est loin d'être négligeable.



L'entrée de la verrerie de Courcy avant 1914 (collection Société des amis du vieux Reims - musée Le Vergeur)



Plan de la verrerie de Loivre (Archives départementales de la Marne)

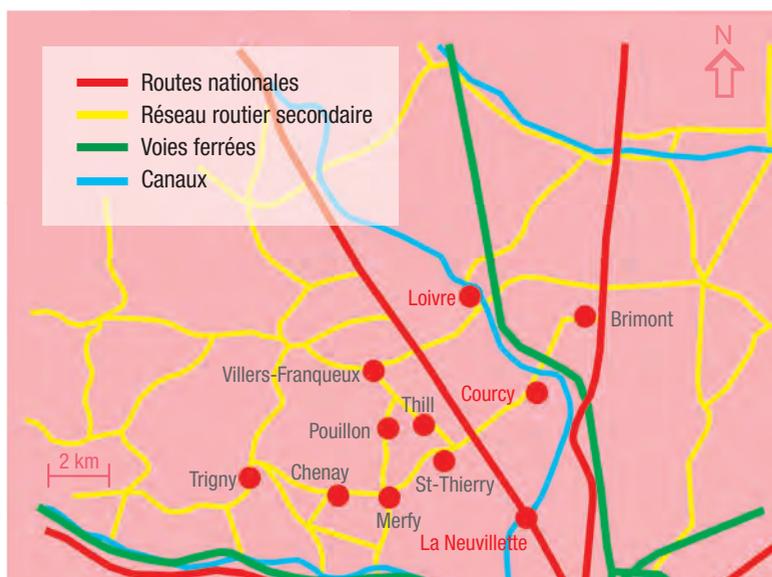
tallent au nord de Reims, dans les villages de la Neuville, Loivre et Courcy, toutes trois le long du canal de l'Aisne à la Marne. C'est en effet par voie d'eau, la plus économique, que s'effectue l'essentiel des transports, notamment pour l'approvisionnement en sable servant à la fabrication du verre et surtout en combustible arrivant de la Lorraine. Courcy et Loivre bénéficient également de la voie ferrée de Reims à Laon.

La verrerie de Loivre

Elle est créée en 1854, rachetée et modernisée en 1870. L'autorisation officielle de fonctionnement est accordée à Gabriel Alfred de Granrut et Eugène de Granrut, le 16 juillet 1878. Eugène de Granrut était précédemment responsable de la verrerie des Islettes en Argonne, qu'il cède vers 1900 à Louis de Granrut. La verrerie des Islettes est par ailleurs la seule de cette région à survivre jusqu'en 1936.

Entre canal et voie ferrée

Spécialisées dans la fabrication de bouteilles champenoises, situées à proximité des centres viticoles et les verreries répondent à la demande d'un marché en pleine expansion. Les principales s'ins-



Plan de localisation des verreries de Loivre, Courcy et La Neuville (auteur F. Landureau)



Verrerie de Courcy en 1920 (collection musée Le Vergeur, Reims)



La cité ouvrière de Courcy dans les années 1980, vue sur l'arrière (clichés L. Bastin)





Verreries autour de Reims

Comme à Courcy, l'usine de Loivre fut construite le long du canal et de la voie de chemin de fer et entourée également d'une cité ouvrière.

La verrerie de Courcy

La verrerie de Courcy a été construite à l'emplacement de l'ancien cimetière de Rocquincourt (ancien village, réuni à Courcy), c'est-à-dire à l'est de la route Courcy-Brimont, sur le terrain occupé aujourd'hui par l'école maternelle et la chapelle.

L'entrée se situe entre les logements 19 et 20 de la cité ouvrière qui existe encore actuellement. Elle a été construite en même temps que la verrerie. L'usine est bâtie sur un terrain légèrement en pente, en direction du canal. À l'angle sud, un raccordement de la voie ferrée permet d'expédier les bouteilles de Reims à Épernay par wagons plateformés. De l'autre côté de la voie de chemin de fer, le canal permet quant à lui d'approvisionner la verrerie en charbon et en sable. Ce dernier provient alors d'une sablière située aux confins des communes de Trigny et de Chenay. Créée par M. de Sachs, la verrerie de Courcy est d'abord dirigée par M. Denys, puis en 1898 par Pierre



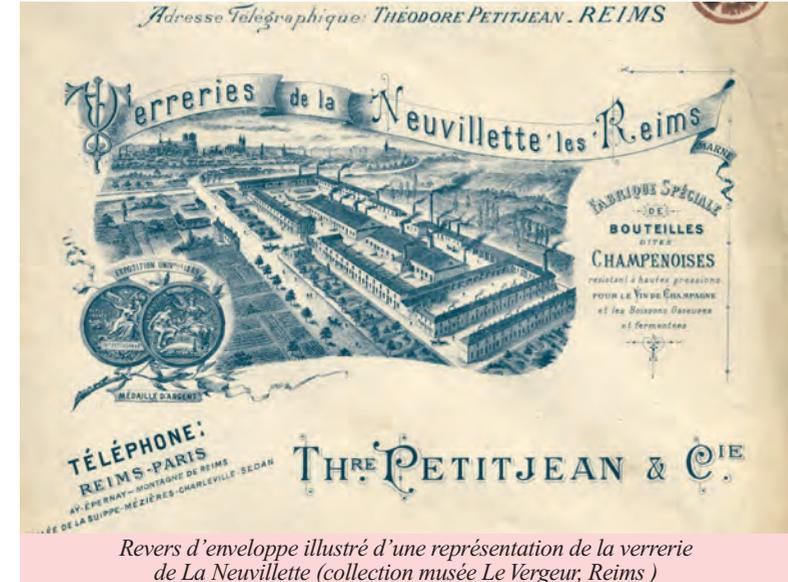
La cité ouvrière de La Neuville (collection O. Rigaud)

Givelet et enfin, en 1929, cogérée par Pierre et Jacques Givelet. Rasée en 1914, elle est reconstruite en 1920 sur un autre terrain, de l'autre côté de la route Courcy-Brimont, entre la voie ferrée et le canal.

La verrerie de La Neuville

Bien que construite en 1861, c'est à partir de 1890 que fonctionne la verrerie de La Neuville, gérée alors par M. Petitjean, pour une durée prévue de quinze ans. Mais

le 17 avril 1897, la société est dissoute. Le 5 mai 1897, une nouvelle société, la Société anonyme des verreries de La Neuville est créée, dont la direction est confiée à M. de Tassigny. Celle-ci reprend les biens transmis par les liquidateurs de la société Petitjean, à savoir l'établissement industriel, comprenant quatre halls à fours dits « fours à creusets », les habitations et les logements d'ouvriers ; les magasins, hangars, autres bâtiments et dépendances et le terrain



Revers d'enveloppe illustré d'une représentation de la verrerie de La Neuville (collection musée Le Vergeur, Reims)

de quatre hectares sur lequel le tout est édifié ; une petite parcelle servant de jardins ouvriers, séparée de la verrerie par le canal attenant à la route de Reims à Laon ; une sablière, sise à Chenay, attenant à la sablière de la verrerie de Courcy ; une sablière tuf sise sur le terroir de Thil, ainsi que diverses pièces de terre labourable ; les outils et objets mobiliers servant à la marche de l'établissement, ainsi que la clientèle et l'achalandage de la verrerie.

La guerre fatale aux verreries

La guerre de 1914 est fatale aux verreries de Loivre et de La Neuville, entièrement détruites. Courcy parvient à surmonter cette épreuve malgré d'importants dégâts, rachetant même les dommages de guerre de la verrerie de Loivre. Mais, malgré de considérables efforts pour se moderniser, elle ne résistera pas à la crise et fermera ses portes en 1933.



La rue de la cité ouvrière de Courcy dans les années 1980 (cliché L. Bastin)



L'école et la chapelle sur l'emplacement de l'ancienne verrerie de Courcy, 1870-1914 (cliché L. Bastin)



1



2



3

La verrerie de Courcy après 1920 entre le canal et la voie ferrée (clichés 1 et 2 L. Bastin, cliché 3 DRAC Champagne-Ardenne)

Il reste peu de choses de la grande tradition verrière qui est à l'origine des vitraux des églises du Moyen Âge et de la Renaissance en Champagne-Ardenne. Les sites des Rouelles et de Bayel sont néanmoins d'importants jalons.



Vue actuelle sur la cristallerie de Bayel (office de tourisme de Bayel)



Vue de la verrerie depuis la voie ferrée, entre 1900 et 1920 (écomusée de Bayel - musée du Cristal)

La famille Marquot à Bayel

On fabriquait du verre depuis le Moyen Âge, en mettant à profit le bois, le sable et la chaux présents dans les terres champenoises. Au XVII^e siècle, des privilèges royaux sont accordés et des verriers italiens sont invités à pratiquer leur art à Bar-sur-Aube.

Malgré les aléas dus à la période révolutionnaire qui change le statut des maîtres verriers, la verrerie de Bayel fonctionne jusqu'en 1852. Elle est reprise deux ans plus tard par Alexis Marquot, un ancien maître verrier et ancien directeur de verrerie. Sous son impulsion, Bayel



Service de verre et carafe (office de tourisme de Bayel)

connaît une réelle expansion grâce au développement d'une nouvelle production, la gobeletterie, et au raccordement de l'entreprise, en 1860, à la ligne du chemin de fer reliant Paris à Mulhouse.

Son fils Gustave lui succède puis, à sa mort, son épouse. Ils poursuivent la production du verre blanc que les classes moyennes en formation réclament : ustensiles de table, accessoires pour la maison, équipement des cabaretiers et des hôteliers. Jusqu'en 1987, ce sont les descendants d'Alexis Marquot qui gèrent les destinées de l'entreprise.

Un village de verriers

Au départ, il s'agit d'un petit village agricole. Sa physionomie est modifiée par la venue de verriers qu'il faut loger. Par la suite, la construction de quartiers ouvriers transforme le village en cité ouvrière où le patron exerce une autorité absolue, renforcée par l'isolement. Comme dans tous les villages

ouvriers, les Marquot se signalent par leur bienfaisance et par leurs initiatives généreuses.

Cela n'empêche pas certains ouvriers de refuser, et ce n'est pas un acte isolé, la coopérative que leur propose leur patron. Devenue



Madame veuve Marquot (écomusée de Bayel - musée du Cristal)



Bayel et Rouelles

veuve, Madame Gustave Marquot poursuit la politique de son mari, en lui donnant une tonalité plus chaleureuse. Son impact est incontestable.

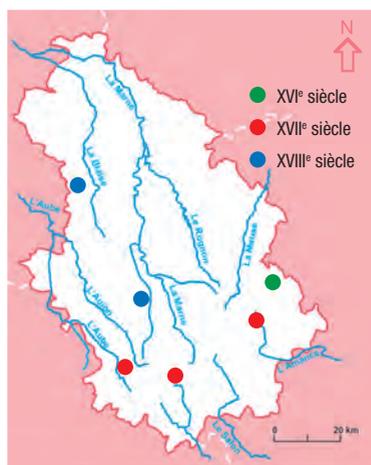
Du verre au cristal taillé

Dans les années 1930, la couleur est introduite dans la fabrication du verre. Après la Deuxième Guerre mondiale, une autre étape est franchie : Bayel s'oriente vers la cristallerie et la production de luxe.

La verrerie fait partie de la Compagnie française du cristal et d'un groupement d'industries du luxe. Elle perpétue son savoir-faire ancestral, malgré un contexte difficile et expose son histoire dans un écomusée, proche des ateliers. Elle reste la seule de sa catégorie en activité en Champagne-Ardenne.

Le musée du Cristal

Installé dans l'ancien écomat devenu coopérative ouvrière, le musée du Cristal donne sa dimension historique au site et à sa production.



Implantation des verreries haut-marnaises (auteur F. Michelot)

Verreries haut-marnaises

Si la présence de verreries en Haute-Marne est attestée dès le XVI^e siècle, la plupart d'entre elles apparaissent surtout au XVII^e et au XVIII^e siècles.

Plus que les conditions naturelles, ce sont les raisons politiques et les disponibilités financières des fondateurs qui expliquent leur origine, de même que l'engouement d'une noblesse toujours avide de revenus et éprise de progrès.

Quelques rares éléments encore visibles et entretenus évoquent cette activité disparue depuis le premier tiers du XIX^e siècle.

La manufacture de Rouelles (1759-1835)

Située à proximité d'Auberive, elle est née des initiatives conjuguées de deux hommes, le baron de Marivetz (1729-1784), seigneur de Rouelles et Bosc d'Antic (1725-1784), docteur en médecine et fondateur de la verrerie d'Aprey dont il ne reste plus rien.

Attenant au château dont elle était séparée par la cour, la manufacture produisait des glaces et se composait, suivant un document d'époque, d'un grand bâtiment à doucir les glaces, d'un petit pavillon attenant à un hallier, d'une grande halle, d'un cellier avec dix fours à cuire les glaces, d'un corps de bâtiment en ruine au midi et d'un bâtiment à friper les matières avec deux fours.

Le XVIII^e siècle finissant, cet établissement fut transformé en simple verrerie équipée de deux fours de huit creusets chacun, chauffés au bois. Cinquante ouvriers y fabriquèrent chaque année deux cent mille feuilles de verre à vi-



Rouelles : bâtiments de l'ancienne verrerie, corps de logis et halles (cliché F. Michelot)

tres, ainsi que du verre blanc de gobeletterie. Elle cessa son activité principale en 1810, mais continua à produire des bouteilles pour la Bourgogne proche jusqu'en 1835. Dans l'*Encyclopédie* de Diderot, à l'article « verrerie », plusieurs pages dues à Allut fils expliquent la fabrication des glaces coulées, l'outillage et les gestes qu'elle requiert.

Ces explications sont accompagnées de planches dont les scènes, dessinées par Goussier, s'inspirent directement du travail au sein de la manufacture. « On peut compter sur leur exactitude », selon l'auteur de cet article.

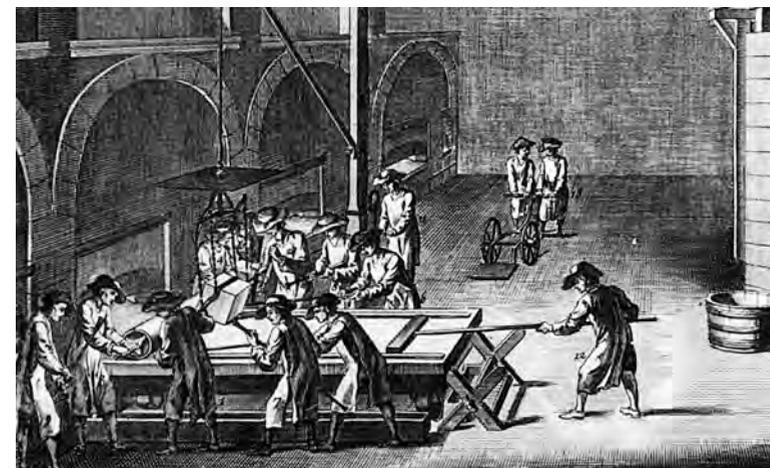


Planche de l'Encyclopédie montrant la fabrication d'une feuille de verre à vitres (collection particulière)

Des entrées de métro Guimard à la fontaine de Neptune à Santiago du Chili, la fonte d'art haut-marnaise a reproduit les œuvres des plus grands sculpteurs et s'est exportée partout dans le monde. À la découverte de ce patrimoine d'une richesse exceptionnelle...



Balcon Guimard, à Saint-Dizier (cliché E. Thiry)

Guimard et Saint-Dizier

Hector Guimard est reconnu comme l'un des meilleurs représentants du Modern Style, véritable mouvement qui s'est développé en Europe entre 1885 et 1914. Il est passé à la postérité pour avoir créé

les célèbres entrées du « Métropolitain » parisien.

Coulées dès 1903 par la Société des fonderies de Bayard et Saint-Dizier, elles marquent le début d'une collaboration exceptionnelle entre Guimard et l'usine locale, puisque tous les immeu-



Plaque Guimard réalisée pour les Fonderies de Bayard et Saint-Dizier (cliché E. Thiry)



Appui de fenêtre Guimard, à Saint-Dizier (cliché E. Thiry)

bles qu'il édifiera comporteront des éléments d'architecture ou de décoration d'intérieur issus de Saint-Dizier.

Architecte de génie, Hector Guimard assumait la totalité de ses constructions, des plans de la maison jusqu'aux appuis de fenêtres, rampes, balcons, grilles de portes et vasques qu'il dessinait lui-même et dont il confiait la réalisation aux Fonderies de Bayard et Saint-Dizier.



La Naissance de Vénus conçue par Mathurin Moreau pour le Val d'Osne (collection GHM)



La fonte d'art

Une diffusion internationale

Avec les chevaux ailés du pont Alexandre III, les statues du parvis du musée d'Orsay, les entrées de métro Guimard et les fontaines Wallace, Paris est la vitrine de la Haute-Marne. Ce département, berceau de la fonte d'art, a produit entre 1835 et 1930 l'essentiel des fontes décoratives qui ornent les communes de France.

Emblème académique du goût français, ces objets s'exportèrent dans le monde entier. Les 200 statues, fontaines et vases en fonte de fer de la ville de Rio de Janeiro illustrent la reconnaissance d'un patrimoine répertorié dans une soixantaine de pays. Les acteurs de cette révolution artistique, issue des grands bouleversements urbanistiques de Louis Philippe et Napoléon III, sont, en Haute-Marne, les fonderies d'art du Val d'Osne à Osne-le-Val, de Durenne à Sommevoire et de Capitain-Gény à Bussy-Vecqueville. Plus de trois cents sculpteurs, dont Carrier-Belleuse, Rouillard, Mathurin Moreau, Bartholdi et Guimard, ont participé à cette aventure de l'art industriel et de la reproduction multiple. Guimard qui en est l'illustration la plus inventive, réalisa avec le Val d'Osne ses entrées de métro Art nouveau.

Tombée en désuétude, la fonte d'art entre à présent dans les musées et fait l'objet de restauration, telle celle des fontaines de la place de la Concorde. Les grands designers contemporains se tournent à nouveau vers ce matériau pour créer un mobilier urbain aux lignes épurées, perpétuant ainsi une vocation artistique et industrielle entrée dans le troisième millénaire.



Le pont Alexandre III à Paris
(cliché E. Thiry)

Cette collaboration a même débouché en 1907 sur l'édition d'un catalogue spécial consacré aux productions « Guimard », dont de nombreux modèles sont encore visibles dans la ville de Saint-Dizier. Le musée possède quelques pièces et l'office de tourisme a édité « un circuit Guimard » qui rappelle les adresses des plus belles fontes Guimard de la ville.



La fontaine de Neptune du cerro Santa Lucia à Santiago du Chili, conçue par Dubray, pour le Val d'Osne (collection particulière)



Matériaux de construction traditionnels, produits de la terre, les tuiles et les briques connaissent une croissance exceptionnelle au cours du XIX^e siècle avant d'être concurrencées par le béton.



Vue aérienne des tuileries Gilardoni, dans les années 1950 (collection particulière)



Localisation de la Champagne humide (auteur F. Picot)



Maison Gilardoni à Pargny-sur-Saulx (cliché F. Picot)

L'arc de la Champagne humide

Au pied du plateau crayeux de la Champagne sèche, une longue dépression périphérique argileuse forme un arc de cercle, du Pays d'Othe au Vouzinois et à la Thiérache ardennaise, en passant par le Der, la vallée de la Saulx et l'Argonne. C'est là l'emplacement de prédilection des tuileries-briqueteries, qui exploitent les sols plastiques depuis la plus haute Antiquité. Au XVIII^e siècle, la carte de Cassini témoigne de leur présence en nombre. Leur production est activée par la demande croissante de la société industrielle.

Pargny, la ville tuilière

À Pargny-sur-Saulx, c'est toute la ville qui vit au rythme de la tuilerie-briqueterie. Lorsqu'en 1873, l'entreprise Gilardoni Frères s'installe au bois du Roi, à Pargny, on compte plus de vingt petites unités qui fabriquent des briques et des tuiles de manière artisanale et saisonnière. La concurrence des tuiles à emboîtement, produites mécaniquement toute l'année par Gilardoni entraîne la disparition de ces petites unités. Au début du XX^e siècle, ne restent à côté de l'usine du bois du Roi que

deux tuileries-briqueteries : celle de Gaston Simonnet et celle de Huguenot Frères, qui ont investi dans une machine à vapeur – entraînant les broyeurs et malaxeurs nécessaires à la production d'une pâte molle pouvant être moulée mécaniquement – et dans un four Hoffmann pour une cuisson continue.

La belle époque du premier XX^e siècle

Pendant les deux premiers tiers du XX^e siècle, ces trois usines sont très actives et emploient plusieurs centaines d'ouvriers. Une vue aérienne des établissements Gilardoni, vers 1950, montre bien les installations industrielles, proches de leurs carrières et de leurs cités ouvrières.

À part des bureaux, la chapelle et des habitations ouvrières ou patronales, il reste peu de vestiges de cette période d'intense activité car, à chaque modernisation des usines, les unités précédentes ont été démontées : plus de traces des fours Hoffmann, des longues cheminées qui rythmaient le paysage, de la station d'essai du four tunnel qui attirait en 1953, chez Gilardoni, des industriels de la France entière.

En 1975, l'usine Simonnet ferme ; elle sera démolie dans les années



En-tête à l'effigie de l'entreprise Huguenot Frères, à Pargny-sur-Saulx (collection particulière)



Tuileries et briqueteries



La tuilerie d'Épothémont, carte postale du début du XX^e siècle (collection particulière)



Vue actuelle de la tuilerie de la Croix Callée (cliché A. Sauer)

1990. En 1986, Huguenot, qui s'était associé avec Fénel et était entré dans le groupe Imétal, reprend les tuileries Gilardoni. Le groupe Imétal, devenu aujourd'hui Iméris Toiture produit toujours des tuiles à Pargny et emploie deux cents personnes.

Soulaines, un pays d'argile

Plusieurs communes du canton de la zone argileuse de Champagne humide possédaient une ou plusieurs tuileries. Celles d'Éclance, Crespy, La Giberie ou Épothémont disparurent au profit de plus grosses unités, qui se mécanisèrent les premières. La dernière citée était située sur la route de Maizières-lès-Brienne. Les tours sous « cages » surmontant la toiture indiquent qu'elle comprenait deux fours. Les murs à claire-voie pouvaient être ouverts pour accélérer le séchage avant la cuisson ou au contraire doublés par des bâches pour le ralentir lors de forts vents.



La tuilerie de la Croix Callée, carte postale du début du XX^e siècle (collection particulière)

La tuilerie de la Croix Callée

Des trois qui fonctionnaient à Soulaines au XIX^e siècle, elle seule subsiste. Cinq générations de tuiliers s'y sont succédé. Elle doit sa survie à sa petite taille, qui lui a permis de s'adapter constamment à la demande : briques creuses après la dernière guerre mondiale, puis briques pleines et carreaux de sol, tuiles plates enfin, dont le caractère artisanal est très recherché pour la restauration des monuments historiques.

Le four est toujours alimenté au bois avec l'apport de très peu de charbon pour atteindre les mille degrés de fin de cuisson. On voit, sur la carte postale ci-contre, Madame Royer, la maîtresse de maison, s'appêtant à sonner la pose de midi pour le repas qui rassemblait ouvriers et patron autour de la même table.

Une grande partie du sous-sol de la Champagne-Ardenne s'est constituée pendant le crétacé, à l'ère secondaire. De là, des aptitudes particulières qui ont été mises en valeur diversement, comme l'exploitation de la craie.



La plaine crayeuse de Saint-Germain-la-Ville (collection J.-M. Pinchedez)

Un paysage muet ?

Paysages faussement plats, croupes, monts qui culminent à 150-170 mètres, longs linéaments des rivières en coulées vertes rythmées par des villages, lambeaux forestiers, immenses parcelles encadrées de chemins blancs, colonnes de vapeur des usines de déshydratation forment les caractéristiques de la région. De loin en loin, des silos parfois immenses et colorés, comme le sont aussi certains châteaux d'eau, en forme de bouchon pour les plus anciens ou de flûte pour les plus modernes : telle se présente la plaine des environs de Châlons-en-Champagne, vaste espace monotone aux couleurs chan-

geantes au gré des saisons et des assolements. Sous ces jaunes, ces verts aux multiples nuances, sous les vignes et les villes, une roche, la craie, que trahissent quelques affleurements restés stériles. Cette craie a été exploitée pendant des siècles : on comptait plus de 300 carrières et 65 fours à chaux pour le seul département de la Marne vers 1850, chiffre écrasant au regard des Ardennes qui comptaient une trentaine de sites à la même époque ou par rapport au département de l'Aube, qui n'en compte que quelques-uns. Les fours n'ont guère laissé de traces, mis à part quelques vestiges à Soulanges,

dans la Marne, en bordure du canal de la Marne au Rhin. On relève aussi d'autres vestiges près de Ville-sous-la-Ferté, dans l'Aube et à Raucourt, dans les Ardennes.

Un produit essentiel

C'est dans la Marne que la tradition s'est transformée en industrie de pointe. En 1880, la production de chaux hydrique de Soulanges est qualifiée de prospère. L'activité, particulièrement malsaine, est exercée par une main-d'œuvre immigrée.

C'est au village de Couvrot que commence, en 1911, la fabrication du ciment : la société des Ciments français de Boulogne-sur-Mer installe deux fours, suivis de deux



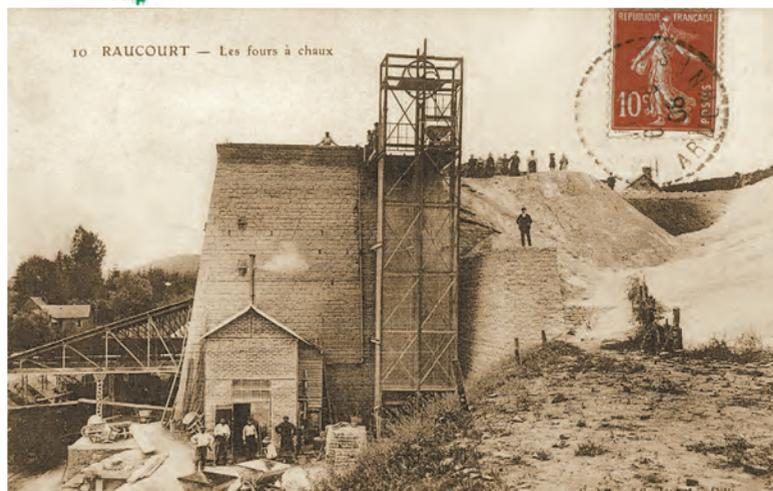
Les principaux sites encore visibles entre Châlons-en-Champagne et Vitry-le-François (auteur J.-M. Pinchedez)



Les fours à chaux de Soulanges (cliché J.-M. Pinchedez)



Les fours à chaux



Les fours à chaux de Raucourt au début du XX^e siècle (collection particulière)

autres, en 1924 et peu avant 1960. En 1974, s'ouvre une nouvelle usine qui appartient depuis 1992 au groupe italien Italcementi. Des anciennes installations, subsistent divers éléments dont le logement patronal, une cité ouvrière et des bâtiments de parpaings au toit arrondi en béton armé.

Le blanc d'Espagne

La production de craie, jusqu'alors utilisée dans l'industrie textile pour le dégraissage des tissus, par les peintres et les vitriers pour le blanchiment des murs et la fixation des vitres (mastic), change aussi de dimension, passant de l'artisanat à l'exploitation industrielle. Ce processus est favorisé par la mise en service du canal de la Marne au Rhin. Sous le nom de « blanc d'Espagne », la craie, réduite en fine poudre puis reconstituée en boules ou en pain, sert au nettoyage des objets de cuivre ou d'argent. C'est à Châlons que s'installe entre 1891 et 1900 la

société Plüss-Stauffer, qui extrait de la craie de la côte de Troyes, là où avaient creusé leurs caves Périer et d'autres négociants en vin, en particulier Jacquesson, qui y exploitait un temps des fours à chaux. Fabriquant du mastic, cette entreprise trouvait là une matière première qui lui faisait défaut dans son lieu d'origine, la Suisse. La craie provient des communes proches de Pogny, Cheppes-la-Prairie et Saint-Germain-la-Ville. Après broyage, la poudre de craie est diluée dans des bacs sous forme de pâte. Au bout d'une quinzaine de jours, cette pâte est moulée en pains et mise à sécher dans des casiers de bois. C'est le procédé du blanc lavé, une activité qui nécessite une force motrice hydraulique relayée par des manèges à chevaux, des machines à vapeur, des moteurs à gaz ou à pétrole. Elle nécessite aussi du temps car le processus de séchage est plus ou moins rapide et s'interrompt l'hiver, ainsi qu'une main-d'œuvre qui partage son temps entre agriculture et fabrique.

Les débuts d'une grande entreprise, Omye

Lorsqu'en 1900, l'usine Plüss-Stauffer quitte Châlons pour s'installer à Omye, elle applique un autre procédé, dit de broissage : après une période de séchage de deux à quatre mois, la craie brute est réduite en poudre par passage entre des tambours garnis de cardes en acier, ce qui ne nécessite pas d'eau. La production d'une craie d'une grande pureté se poursuit, facilitée par une exploitation commode.

Si Omyacolor de Saint-Germain-la-Ville est une marque bien connue des enseignants pour ses craies moulées, la firme Omya de Omye produit aussi de la pâte à modeler, des peintures à l'eau et des gouaches. Les productions, exportées vers la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, entrent dans des fabrications aussi diverses que les peintures, les caoutchoucs, les matières plastiques, les mousses, les câbles, les colles, les confiseries, les médicaments, l'industrie papetière restant encore (mais pour combien de temps ?) le débouché majeur.

Un patrimoine qui s'efface et disparaît

La craie champenoise souffre de trop de modestie : son utilisation est mondiale, son omniprésence dans notre consommation, discrète. Instrument d'écriture banal, quel rôle extraordinaire joue-t-elle pourtant dans la transmission de tous les savoirs ! Elle est en particulier la composante essentielle d'un patrimoine architectural, lui-même



Raucourt : le transport de la chaux jusqu'à la gare, au début du XX^e siècle (collection particulière)

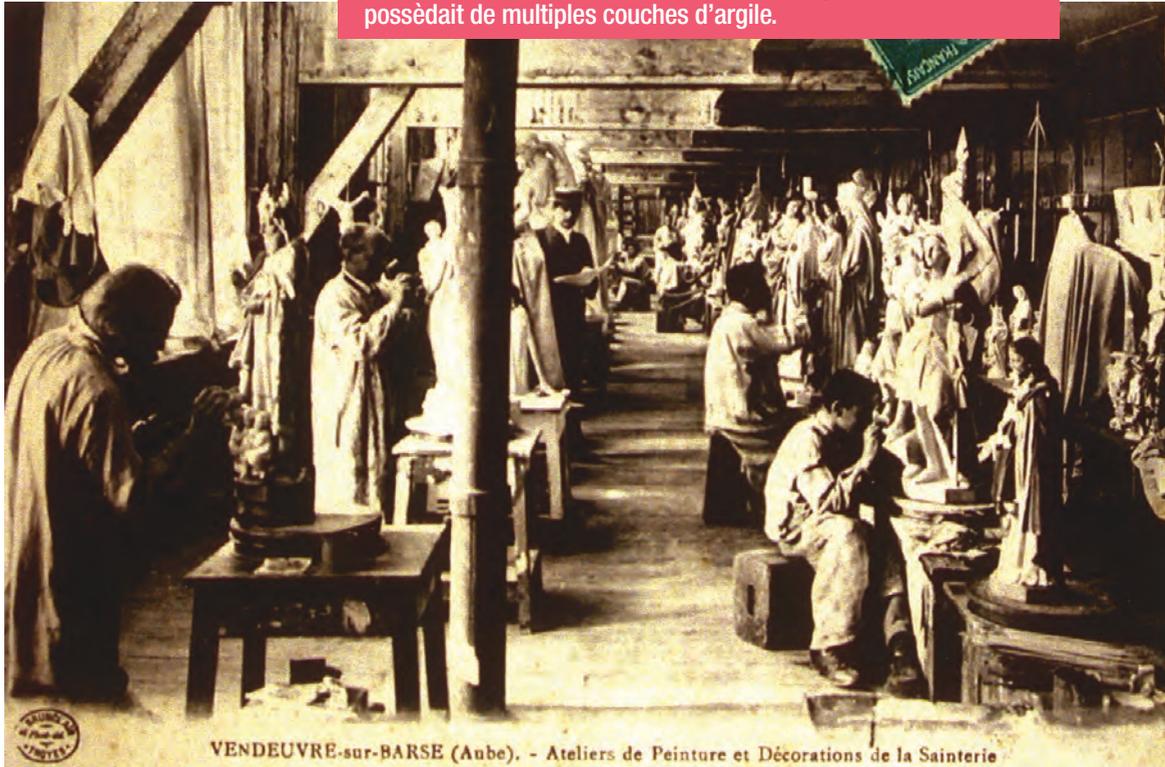
expression de valeurs religieuses, sociales et civiques. Par contre, la craie n'a pas suscité un patrimoine qui lui soit propre. Réaménagées, les carrières restent cependant des lieux à interpréter tant pour leur origine que pour les activités dont elles ont

été le siège. Les établissements n'ont pas laissé de trace dans les villages, il ne reste rien dans l'usine d'Omye qui évoque son passé. La mémoire de l'outillage, des techniques et des savoir-faire, la vie de ces carriers mi-paysans, mi-ouvriers, a été perdue.



Les vestiges actuels des fours à chaux de Raucourt (cliché A. Renard)

L'industrie céramique a été autrefois très active, particulièrement entre la Seine et l'Aube. Les tuileries et les briqueteries ont été fort nombreuses au XIX^e siècle. Le sol du département de l'Aube possédait de multiples couches d'argile.



VENDEVRE-sur-BARSE (Aube). - Ateliers de Peinture et Décorations de la Sainterie

Atelier de peintures et décorations (Archives départementales de l'Aube)



Maison d'habitation (Archives départementales de l'Aube)

Au XIX^e siècle, une application originale de l'industrie céramique se développe avec la fabrication de statues pour les églises. Cette activité témoigne d'un regain de ferveur religieuse qui accompagne la Restauration. Les sainteries témoignent du goût d'une époque.

La Sainterie

La Sainterie de Vendevre a fourni jusqu'en 1961, tout particulièrement dans l'Aube, de nombreuses églises qui sont de véritables musées. Elles rappellent qu'avant 1914, environ 500 000 moulages ont quitté la Sainterie, à destination de l'étranger pour 25 à 40 % d'entre elles, selon les années.



Saint Ferdinand (Ferdinand III de Castille)
(Archives départementales de l'Aube)



La fabrique des saints



« le Paradis », regroupent plus de mille statues en une exposition permanente. Les statues sont vendues dans le monde entier à partir de la fin du XIX^e siècle : Australie,

Angleterre, Suisse, Canada... Tous les objets religieux fabriqués sont vendus aussi dans des magasins d'art religieux aux alentours de l'église Saint-Sulpice de Paris.



Page une du catalogue de la Sainterie (Archives départementales de l'Aube)

Son histoire

En 1842, Léon Moynet, maître potier, crée la Sainterie de Vendœuvre, manufacture d'art chrétien fabriquant des statues et des hauts-reliefs (chemins de croix), vendus d'abord dans toute la France, puis dans le monde entier. À la fin du XIX^e siècle, l'usine occupe quatre hectares et emploie 80 personnes. Léon Moynet s'associe avec une douzaine de sculpteurs, tels Auguste Suchetel, Paul Aube, Ernest Legrand, Désiré Briden, Florentin Meffroy et Ernest Toussaint, pour proposer plus de 5 000 sujets différents.

En 1890, Honoré Nicot reprend l'affaire et poursuit le travail de Léon Moynet. La Sainterie est représentée à l'exposition universelle de 1900. Elle emploie alors plus de cent ouvriers. Henri Nicot succède à son père mais connaît au début la crise consécutive à la loi de séparation de l'Église et de l'État. La prospérité revient, mais la Première Guerre mondiale éclate et paralyse l'activité commerciale. Henri Nicot est tué à la guerre. Sa femme et son fils René poursuivent le travail ; la Sainterie crée alors des monuments aux morts et des plaques commémoratives.

La fabrication

L'argile est broyée, lavée, puis on en garnit les moules d'environ deux centimètres d'épaisseur dans l'atelier d'estampage. Les pièces les plus importantes sont cuites pendant deux jours à 1 400 degrés. Les statues et hauts-reliefs passent ensuite dans des ateliers de décoration et reçoivent leurs couleurs définitives et leurs accessoires.

La clientèle

Le catalogue propose plus de 5 000 sujets différents et les galeries supérieures de l'usine, surnommées

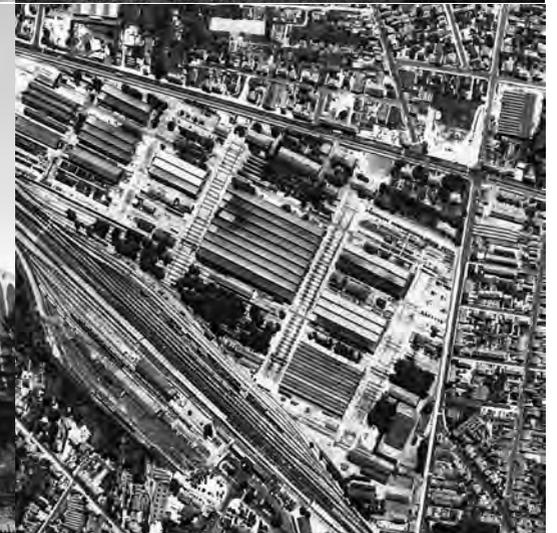
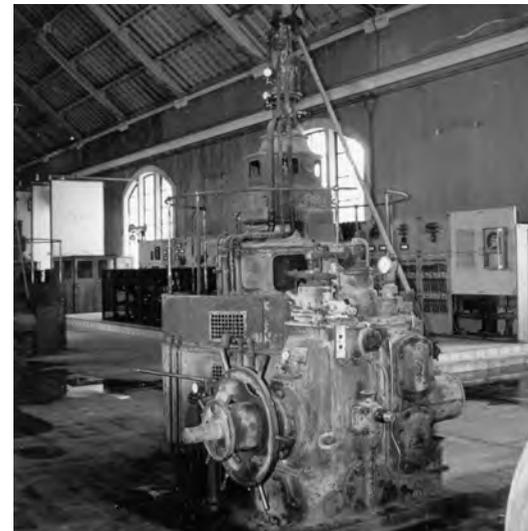
Le déclin et la fin de la Sainterie

Avec la Seconde Guerre mondiale, les établissements Nicot recherchent d'autres idées d'œuvres et d'autres débouchés. Malheureusement, le déclin survient petit à petit

et pousse l'entreprise à fermer ses portes en 1961. L'usine est démolie en 1982. Les bâtiments sont rasés et les statues partiellement dispersées. Cependant, à l'heure actuelle, 400 statues du « Paradis » sont entreposées dans un local appartenant au Conseil général de l'Aube.



En-tête de la page une du catalogue ci-dessus (Archives départementales de l'Aube)





UNE RÉGION OUVERTE

Vaste étendue
facile à traverser,
la Champagne-Ardenne
a pourtant vu l'édification
d'ouvrages d'art
et d'installations de grande taille
indispensables à la réparation et
l'entretien
des équipements ferroviaires.
Et le ciel
de la Champagne-Ardenne
a accueilli aussi
les « fous volants »
sur leurs drôles de machines !

Vitry-le-François, au confluent de la Marne et de la Saulx, possède deux atouts. En effet, de Vitry, la Marne, via la Seine, conduit à Paris, et relie la Haute-Marne métallurgique riche en bois et en céréales.



Le canal de la Marne à la Saône (cliché G. Dorel-Ferré)



Le patrimoine de la batellerie à Vitry-le-François

Dès le XVII^e siècle

Vitry-le-François est une ville nouvelle du XVI^e siècle, dont le site a été soigneusement déterminé au regard des possibilités de communication. Le commerce se développe autour de trois produits qui partent sur la Marne pour la capitale : les céréales du Perthois, le bois de Lorraine et de la Haute-Marne, le fer et les produits métallurgiques de Saint-Dizier. L'activité fluviale favorise la croissance du quartier du Bas-Village, à l'extérieur des remparts. En 1619, des « usages », des terres situées en bordure de rivière, sont vendues pour y bâtir des maisons. Le faubourg devient rapidement un véritable village avec sa propre église, en 1637.

Avec le XIX^e siècle, Vitry-le-François devient une vraie plaque tournante. Trois canaux conduisent à trois mers différentes :

- le canal latéral à la Marne vers la Manche ;
- le canal de la Marne au Rhin vers la Mer du Nord ;
- le canal de la Marne à la Saône en direction de la Méditerranée.

Le canal latéral à la Marne

Ouvert en 1845, il mesure 67 km et démarre à Vitry-le-François pour rejoindre la Marne à Cumières, près d'Épernay. Il comporte 15 écluses et passe au-dessus de la Saulx à l'entrée de Vitry-le-François par un pont-canal.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le trafic était important : en 1913, 8 810 bateaux transportaient essentiellement du charbon, du ciment, de la chaux, du gravier, des déchets de plâtre, du bois...

À Couvrot, le canal latéral à la Marne est alimenté en eau grâce à un barrage à aiguilles qui régule le débit de la Marne depuis 1870. Ce type de barrage, inventé par l'in-

génieur Poiré en 1830, est formé d'une succession de petites « fermettes » articulées sur un radier en maçonnerie traversant la rivière et reliées par une passerelle. Chacune d'elles supporte une partie mobile que l'on peut lever ou abaisser pour relever ou abattre le barrage. La bouchure est constituée par un rideau de poutrelles verticales juxtaposées, « les aiguilles ». Ces nombreux éléments doivent être manipulés les uns après les autres, le relevage et l'abattage sont donc des opérations longues, pénibles et parfois dangereuses, chaque élément devant être manœuvré manuellement. Ce type de barrage tend à disparaître peu à peu.

Le canal de la Marne au Rhin

Il est construit à partir de 1838 pour relier Paris et le Nord de la France à l'Alsace, au Rhin et à l'Allemagne. Il est ouvert en 1853. Long de 314 km, il relie Vitry-le-François à Strasbourg.

En 1913, le trafic était de 2 200 bateaux qui transportaient de la houille, du minerai, du bois, des



Le canal de la Marne à la Saône longe les fours à chaux de l'usine de Louvières (cliché L. Hervé)



La batellerie à Vitry-le-François

117



Le barrage à aiguilles de Couvrot (cliché L. Hervé)

engrais, du sable de fonderie, des tuiles, des produits agricoles, etc. Il comptait à l'origine 178 écluses (160 maintenant) avec autant de maisons éclusières. La maison éclusière était un habitat modeste qui comprenait un petit local destiné à la fonction de l'éclusier.

Le canal de la Marne à la Saône

Il ouvre le bassin de la Marne sur la Méditerranée. Il s'est d'abord appelé le canal de la Haute-Marne. Sa construction a débuté en 1862 et s'est terminée en 1875. Il était



Près de Vitry, à Brusson, le canal de la Marne au Rhin passe au-dessus de la Bruxenelle par un pont canal, véritable ouvrage d'art (cliché L. Hervé)

utilisé par les industries métallurgiques de la Haute-Marne et allait de Vitry-le-François à Chaumont. En 1906, il est devenu le canal de la Marne à la Saône et faisait partie de la grande ligne navigable reliant Dunkerque à Marseille. Il mesure 224 km, comporte 114 écluses et relie aujourd'hui Vitry-le-François à Maxilly-sur-Saône.

Un patrimoine riche

Cette intense activité batelière généra de nombreux métiers et emplois dans les chantiers de construction ou de réparation de bateaux, ou encore dans les entreprises de manutention. C'est en 1969 que le trafic fut à son apogée : la bourse d'affrètement avait une activité maximum. Dans l'année, 3 000 affrètements (essentiellement des céréales) sont réalisés, contre 1 200 en 1993.

Aujourd'hui, comme partout en France, le trafic a diminué et l'ac-



Le cours du canal est ponctué de silos céréaliers (cliché L. Hervé)



La bourse d'affrètement de Vitry-le-François (cliché L. Hervé)

tivité du port de Vitry, ne dépassant pas les 100 000 tonnes, n'entre plus dans les statistiques. Il n'y a plus de bourse d'affrètement depuis le 1^{er} janvier 2000.

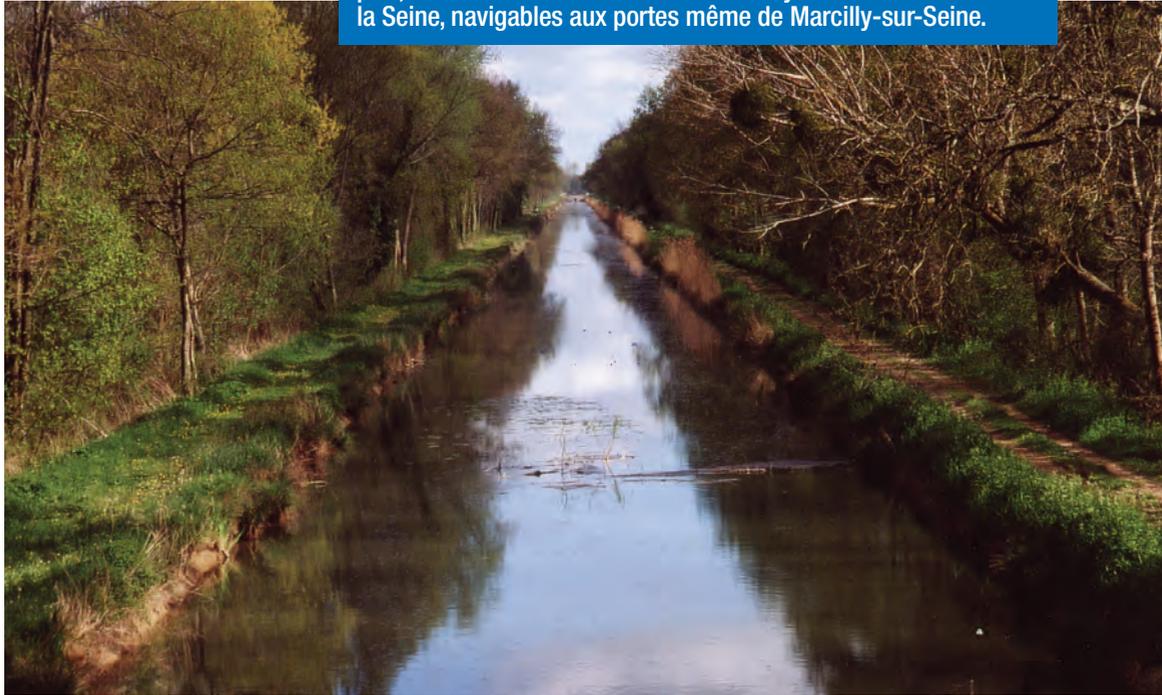
La Marne et les canaux autour de Vitry nous révèlent un riche patrimoine batelier à la fois technique, architectural et immobilier. Ils té-

moignent aussi d'un métier noble et ancien, que les marinières évoquent avec nostalgie. Périodiquement, l'idée de remettre en activité les canaux est évoquée : pour transporter les pondéreux, le système est fiable, peu coûteux et peu polluant, et nos voisins du nord de l'Europe l'utilisent avec profit. Alors...



Activité sur le canal à Vitry-le-François. Au fond, le silo Malteurop (cliché G. Dorel-Ferré)

C'est d'abord comme voie d'eau d'intérêt régional que le canal de la Marne à la Saône a été préconisé puis mis en chantier. Pour sa part, le canal de la Haute-Seine reliait Troyes à la rivière Aube et à la Seine, navigables aux portes même de Marcilly-sur-Seine.



Leur rôle économique déclinant, les canaux sont aujourd'hui valorisés par le tourisme vert (cliché J.-L. Humbert)

Désenclaver la Haute-Marne

Les maîtres de forges de la vallée de la Marne et de la Blaise avaient tenté, en vain, de convaincre les autorités de rendre la Marne navigable en amont de Saint-Dizier afin d'expédier les produits métallurgiques au meilleur coût. Deux événements allaient décevoir leurs espérances : l'arrivée du chemin de fer, dont les tarifs étaient

trop élevés et le procédé Thomas-Gilchrist de déphosphoration de la fonte, opérationnel à partir de 1878, qui allait permettre d'exploiter les immenses gisements de Lorraine. De plus, les traités de commerce signés avec l'Angleterre et d'autres pays européens à partir de 1860 mettaient la métallurgie de la Haute-Marne en fâcheuse posture.

La construction du canal de la Marne à la Saône

Les industriels de Saint-Dizier ont alors de nouveau réclamé la construction du canal en montrant que le bateau restait le moyen le plus économique pour transporter des combustibles et des minerais sur de longues distances. La construction du tronçon de

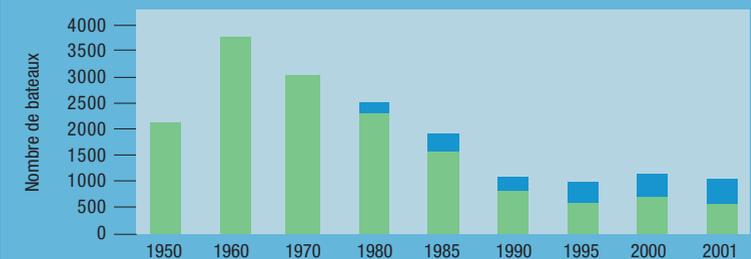
Vitry-le-François à Donjeux, soit 73 km, fut réalisée entre 1863 et 1879. En 1900, deux réservoirs d'alimentation et 40 km restaient encore à construire entre Heuilley-Cotton et Lacey-sur-Vingeanne. Le versant Marne d'une longueur de 152,1 km comprend 71 écluses

pour une dénivellation de 239 m ; le versant Saône, de 61,6 km compte 114 écluses pour une dénivellation de 156 m. Le bief de partage d'une dizaine de kilomètres franchit le plateau de Langres par un tunnel de 4,820 km, à Balesmes, à 340 m d'altitude. L'alimentation est assurée dans la partie haute par quatre barrages-réservoirs autour de Langres : les lacs de la Liez, de la Mouche, de Charmes et de la Vingeanne. Leur capacité, d'environ 44 millions de m³, est complétée par des prises d'eau dans les rivières. Les fuites dans les biefs pouvant atteindre jusqu'à 80 % des volumes d'alimentation, il faut fournir tout au long du canal des quantités d'eau importantes. On évalue les besoins actuels à environ 20 millions de m³ par mois.

Nombre de bateaux

année	1950	1960	1970	1980	1985	1990	1995	2000	2001
merchandise	2100	3727	2961	2325	1573	835	542	702	621
plaisance				173	289	269	430	424	389
total	2100	3727	2961	2498	1862	1104	972	1126	1010

La plaisance a été comptabilisée à partir de 1975 soit 132 bateaux



Tonnage annuel

année	1925	1945	1950	1960	1970	1980	1985	1990	1995	2000	2001
tonnage	522	172	453	882	724	562	386	202	132	174	155



Indice kilométrique annuel moyen (tonnes/km)

année	1925	1945	1950	1960	1970	1980	1985	1990	1995	2000	2001
t/km	2333	769	2023	3940	3232	2510	1725	901	592	778	692



Évolution des trafics annuels de 1925 à 2001
(Voies navigables de France, DDE Haute-Marne)



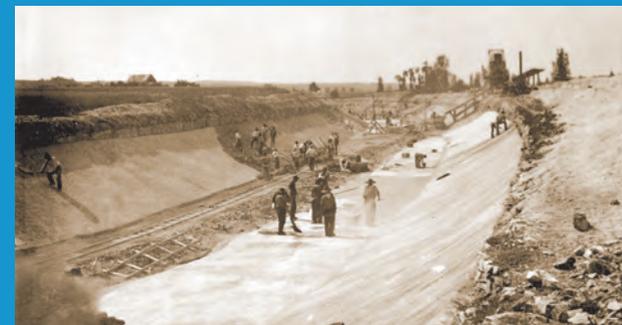
Canaux de la Marne et de la Seine



Bief du Badin, 1906
(Voies navigables de France, DDE Haute-Marne)



Canal de la Marne à la Saône : bief de Choilley, 1906
(Voies navigables de France, DDE Haute-Marne)



Un rôle économique non négligeable

Dès l'ouverture du canal sur toute sa longueur, on relevait un trafic de 500 000 tonnes. Le tonnage le plus important a été atteint en 1962 avec 938 614 tonnes, pour connaître un déclin progressif et atteindre 155 000 tonnes en 2001. Les transports sont essentiellement constitués de produits agricoles et de matériaux de construction. Le trafic de plaisance se développe surtout depuis 1980. Hors navigation, le

rôle économique du canal consiste à assurer l'alimentation en eau des industriels (0,8 Mm³) et l'alimentation en eau potable par les barrages-réservoirs (6 Mm³). Pour les loisirs, tous les biefs et les réservoirs sont loués à des associations de pêche et de chasse. Un syndicat créé par les collectivités locales du pays langrois s'attache à la mise en valeur touristique des barrages et du canal dans les environs de Langres.

Le canal de la Haute-Seine, une volonté impériale

Issu d'un projet décrété en 1805, le canal est en partie navigable en 1846. Les travaux, en amont de Troyes, reprennent en 1848. Plusieurs fois interrompus, ils sont abandonnés en 1882 car le tronçon de Maisons-Blanches à Bar-sur-Seine ne parvient pas à conserver l'eau. Il ne fut jamais mis en service, d'où le nom bien connu des Troyens de « canal sans eau » ! Avec lui, s'achèvent les ambitions de l'Aube en matière de grande navigation.

En 1957, le canal est radié des voies navigables françaises dans sa section de Troyes à Méry-sur-Seine. Dans les années 1959-1960, sur le territoire de Troyes, il a été comblé en grande partie : en amont du bassin de la Préfecture (l'ancien port), pour faire place au boulevard Jules-Guesde, et en aval (au niveau de la rue Passerat), pour la création de la pénétrante nord (actuellement avenues Chomedey-de-Maisonneuve et Georges-Vanier). Cependant, sa réhabilitation est inscrite au contrat de plan État-Région 2000-2006. Elle permettrait d'une part, sa remise en état de Marcilly à Barberey, afin de développer le

tourisme fluvial et, d'autre part, la restauration du pont-canal de Barberey qui enjambe la Seine.

Construit de 1843 à 1846, il fut le premier pont-canal métallique de France. Il est inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1984. Sa belle structure en fonte, longue de 50 m, repose sur quatre piles de pierre taillée.

Un patrimoine à conserver

Conscient qu'un patrimoine allait disparaître, faute de moyens pour

l'entretenir, l'État a relancé la voie d'eau en créant, en 1991, un établissement public, Voies Navigables de France. Des actions visent à développer la navigation de plaisance, à l'instar de ce qui se fait sur le canal de Bourgogne, en liaison avec les collectivités : syndicat des Quatre Lacs, Ville de Chaumont. La voie d'eau, en contribuant au développement du tourisme, est un levier de l'aménagement local. Des solutions pour renforcer le trafic marchand sont également recherchées.



Le « canal sans eau » à Troyes (collection G. Dorel-Ferré)



Le canal à Barberey (collection M. Demessmaccker)

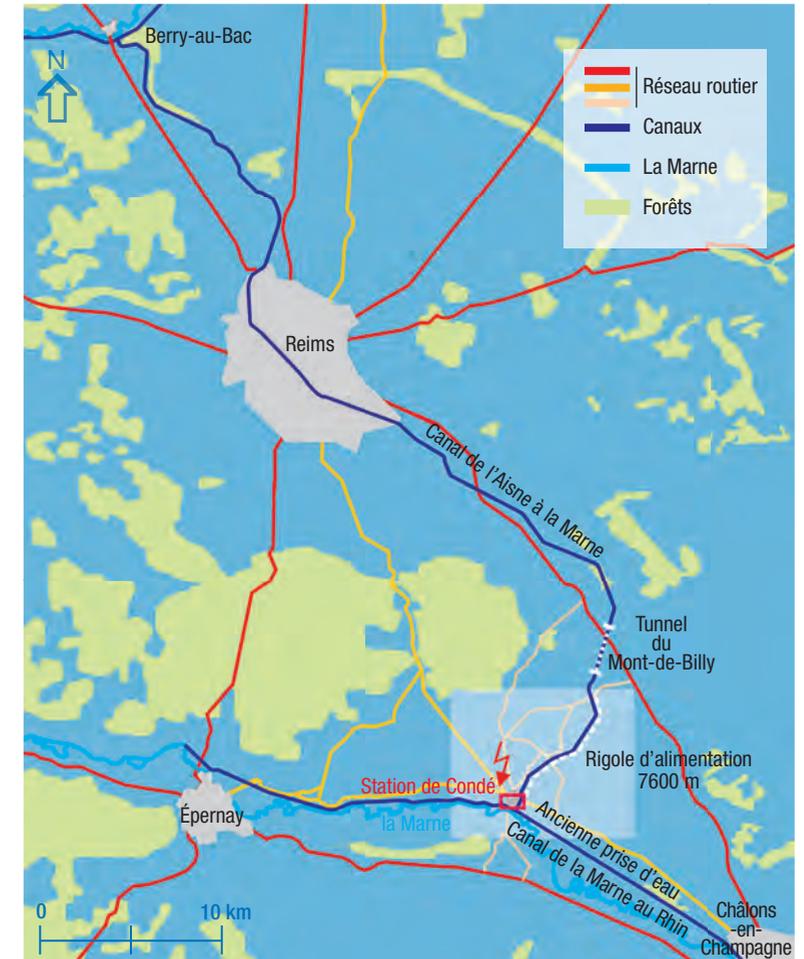
Ouvrage fluvial, la station de pompage de Condé-sur-Marne était utilisée à la fois pour l'approvisionnement en eau du canal de l'Aisne à la Marne et pour la production d'énergie.



L'aqueduc, construit en 1875 (cliché J.-M. Pinchedez)



La prise d'eau de « Châlons » (cliché J.-M. Pinchedez)



La jonction des canaux à Condé-sur-Marne (auteur J.-M. Pinchedez)

Le parcours des eaux

L'usine hydraulique de Condé-sur-Marne, dont le projet, présenté en 1864 est réalisé entre 1867 et 1869, est destinée à l'alimentation en eau d'un des biefs du canal de l'Aisne à la Marne. Consacré essentiellement à la desserte de Reims, ce canal long de 58 km rencontre dès sa mise en service (1848 pour la section de Berry-au-Bac à Reims, 1855-1857 entre Condé et Reims),

des difficultés liées au sous-sol et à son approvisionnement régulier en eau. Les pertes, par fuites dans la craie, obligent à bétonner la majeure partie du trajet entre 1857 et 1861. Mais c'est surtout l'insuffisance du débit de la Vesle, encore aggravée par l'approvisionnement en eau de Reims et les besoins en énergie pour les usines, qui amène à pomper les eaux de la Marne.



Condé, carrefour fluvial

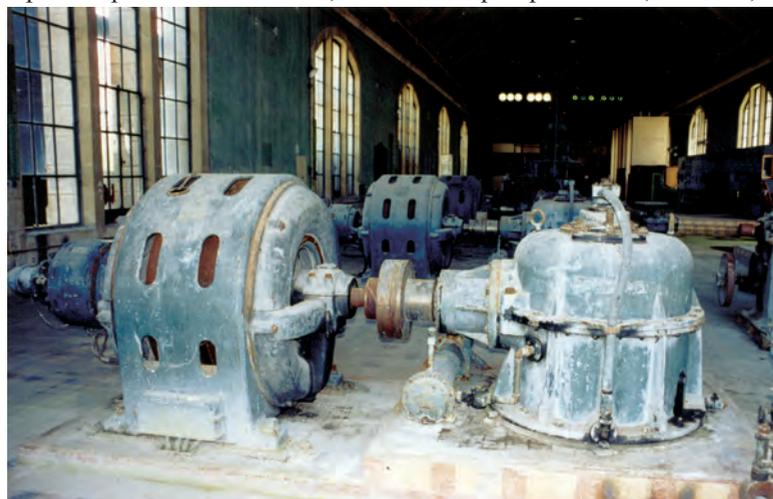


CONDÉ-sur-MARNE - L'Écluse du Canal de la Marne à l'Aisne
Jacob-Thiaffry, éditeur - Clément Toulloire

Vue de l'écluse de Condé-sur-Marne (collection G. Dorel-Ferré)

L'usine est d'abord alimentée par une prise d'eau située à Châlons, à 15 km en amont. À l'origine, 5 turbines et 6 pompes placées dans un bâtiment de 60 m x 15 m et de 13,5 m de hauteur au pignon, refoulent les eaux dans deux canalisations enterrées jusqu'à un aqueduc, dont la tête a été construite en 1875. Après un parcours de 7 600 m, ces

eaux se déversent, par gravitation, au niveau de l'écluse de Vaudemange. À la suite des sécheresses des années 1920-1921, une troisième conduite est mise en service. Entre 1923 et 1927, un second bâtiment est construit. Les pompes sont animées par des moteurs diesels. Mais c'est la généralisation du halage électrique qui conduit, en 1933, à



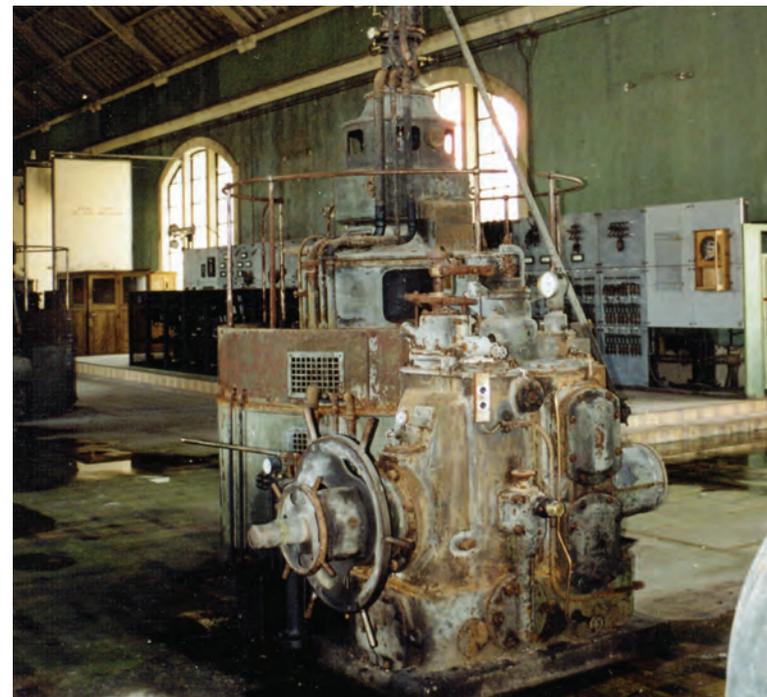
Les pompes installées en 1953 (cliché J.-M. Pinchedez)

remplacer les turbines d'origine par des groupes turbo-alternateurs à turbines Kaplan. La production d'électricité suffisant pour alimenter la traction, qui ne se fait que de jour, le surplus d'énergie disponible la nuit est utilisé par EDF. La station associe alors les fonctions d'approvisionnement hydraulique et de production énergétique.

Les adaptations techniques

En 1953, l'exploitation des deux bâtiments apparaît de moins en moins utile d'autant que les péniches sont de plus en plus équipées de moteur diesel, ce qui conduit les établissements Bergeron à modifier l'équipement : les pompes, à axe vertical, sont implantées sous le plancher et animées par trois moteurs horizontaux.

L'abandon de la traction électrique conduit EDF, qui a repris l'exploitation de la centrale, à en décider la fermeture en 1983. Le pompage de l'eau vers le bief est désormais assuré par une nouvelle station dotée de trois électro-pompes submersibles. La prise d'eau entre Châlons et Condé n'a plus d'objet, puisque le pompage s'effectue directement dans la Marne : elle est à l'abandon, tout comme le bâtiment où sont conservées les machines. L'ensemble est particulièrement intéressant, d'autant que s'y ajoute la présentation, à proximité de l'écluse, d'un tracteur à 4 roues motrices d'un poids de 12 tonnes, capable de remorquer des trains de 7 péniches à une vitesse de 4 à 5 km/h. Ce tracteur, en service entre 1940 et 1974 permettait de traverser la section souterraine du Mont-de-Billy, longue de 2 320 m ; ce qui, à l'origine, faute de ventilateur pour régénérer l'air s'effectuait par un système de funiculaire.



L'alternateur installé en 1953 (cliché J.-M. Pinchedez)

La patrimonialisation du site

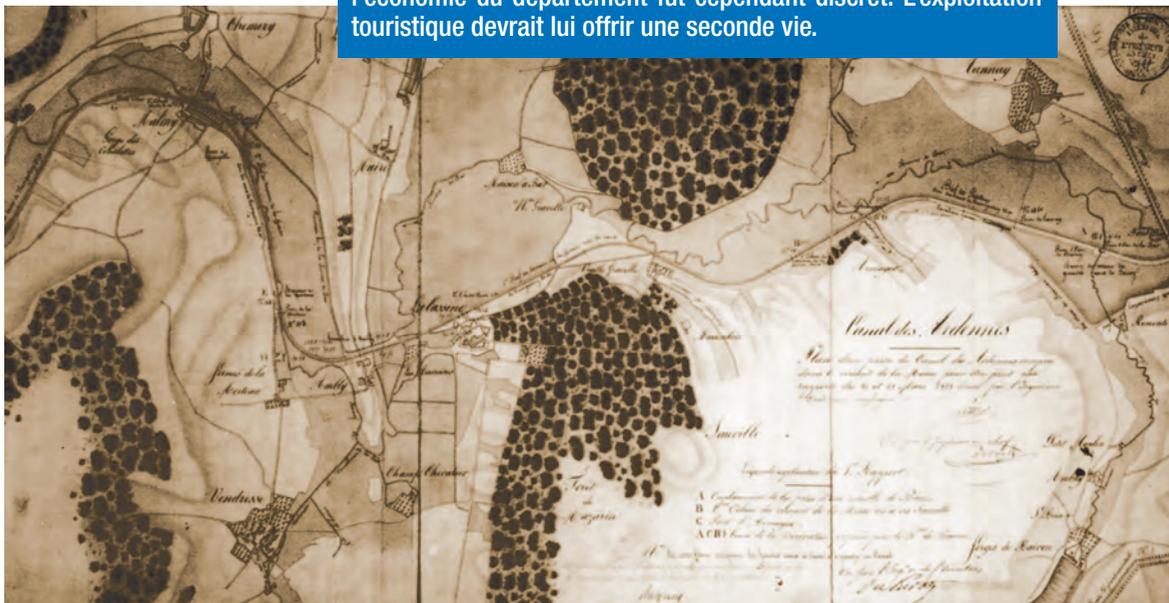
La station de pompage de Condé présente d'autant plus d'intérêt qu'elle se rattache tant à l'évolution d'un mode de transport, les voies na-

vigables, dont on peut regretter qu'il n'ait pas été développé avec plus de conviction, qu'aux étapes de la production énergétique. Sans oublier les marques que de tels équipements ont pu laisser dans le paysage.



Le tracteur de péniches en service entre 1940 et 1974 (cliché J.-M. Pinchedez)

Projet ambitieux, le canal des Ardennes devait mettre en relation l'Île-de-France avec la Wallonie et les Pays-Bas. Son impact sur l'économie du département fut cependant discret. L'exploitation touristique devrait lui offrir une seconde vie.



Plan du canal des Ardennes entre Malmy et les forges de Bairon, 1828 (Archives départementales des Ardennes)

Une longue préhistoire

Dès le début du XVII^e siècle, des projets sont soumis au roi, avant tout pour des motifs militaires : il s'agit de trouver un moyen rapide et commode pour transporter les ar-

mes et les soldats aux frontières du Royaume. Accessoirement, on pense à faciliter l'approvisionnement de la capitale en bois de chauffage et en grains. Rien ne se décide pourtant. La



Dédoublage du canal à Semuy vers Pont-à-Bar et Vouziers (cliché J.-F. Saint-Bastien)

question est posée d'une façon plus pressante au début du XIX^e siècle, lorsque l'on envisage sérieusement la canalisation générale de la France. Le premier coup de pioche est donné en 1823. Des terrassements importants et 47 écluses doublent le coût initial escompté.

Le difficile ancrage du canal

Le canal des Ardennes met en relation deux bassins hydrographiques : celui de la Meuse et celui de l'Aisne, grâce au tronçon qui relie Semuy, sur l'Aisne, à Pont-à-Bar, sur la Meuse. Des aménagements de plus ou moins grande ampleur perfectionnent cette voie, de Givet à Berry-au-Bac, en passant par Pont-à-Bar et Le Chesne et de Pont-à-Bar à Troussey. Pourtant construit avec les techniques du XVIII^e siècle, le canal souffre des fuites constantes et il faudra sans cesse intervenir pour le rendre étanche. Sur-

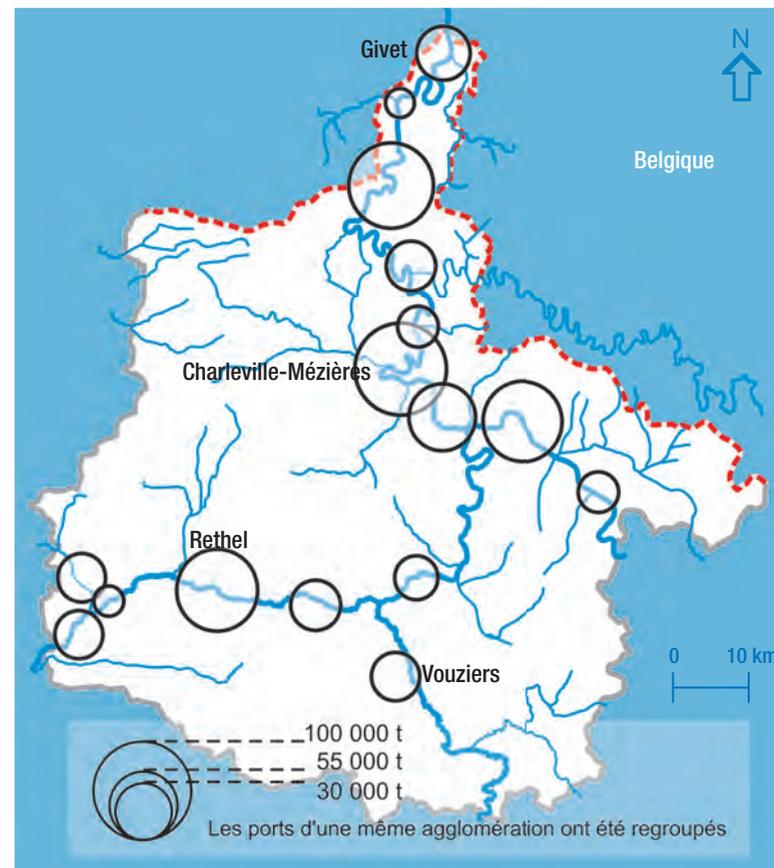
tout, cet axe essentiel est de petit gabarit : projet issu de l'Ancien Régime

et réactivé au début du XIX^e siècle par la Restauration qui entendait faire là un geste vers le monde économique, le canal n'est pas inclus dans un projet global qui aurait touché l'ensemble du système du Nord-Est de la France. Aussi son rôle, essentiellement du transport de matériaux, sera-t-il faible comparé à celui du rail, dans la vie économique ardennaise.

Les archives du canal, un patrimoine

Les archives conservées sur le canal des Ardennes donnent une information précieuse sur la vie des mariners et des éclusiers aux XIX^e et XX^e siècles. Des plans nous font connaître avec précision les choix des tracés, qui sont autant de témoignages sur les espaces humanisés à l'époque de la construction du

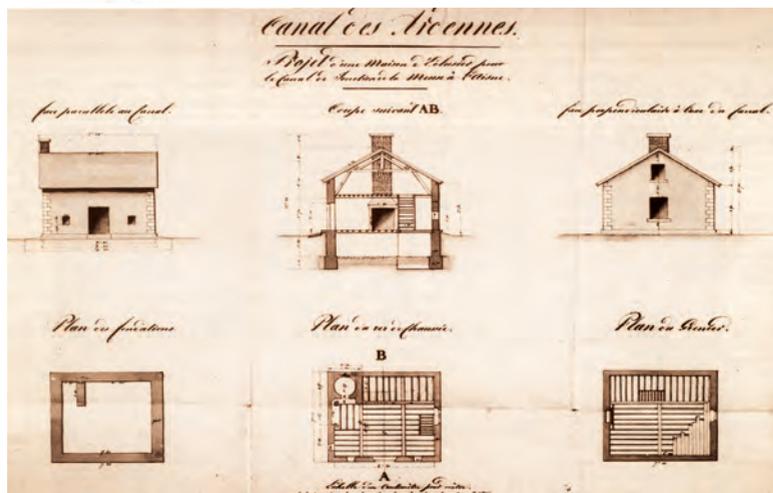
canal. Celui-ci traverse des vallées équipées de moteurs hydrauliques comme les moulins de Montgon, dont on connaît ainsi les caractéristiques et le fonctionnement et dont le devenir a pu être menacé par ce nouveau moyen de communication. C'est le cas, sûrement, du moulin de Bairon, dont les eaux furent détour-



Les ports ardennais vers 1930 (d'après Archives départementales des Ardennes)



Le canal des Ardennes



Plan d'une maison éclusière, 1825 (Archives départementales des Ardennes)

nées pour l'alimentation du canal. Les expropriations devenaient plus difficiles quand, en face, se trouvait un industriel puissant comme Jean-Nicolas Gendarme, qui savait faire valoir ses droits.

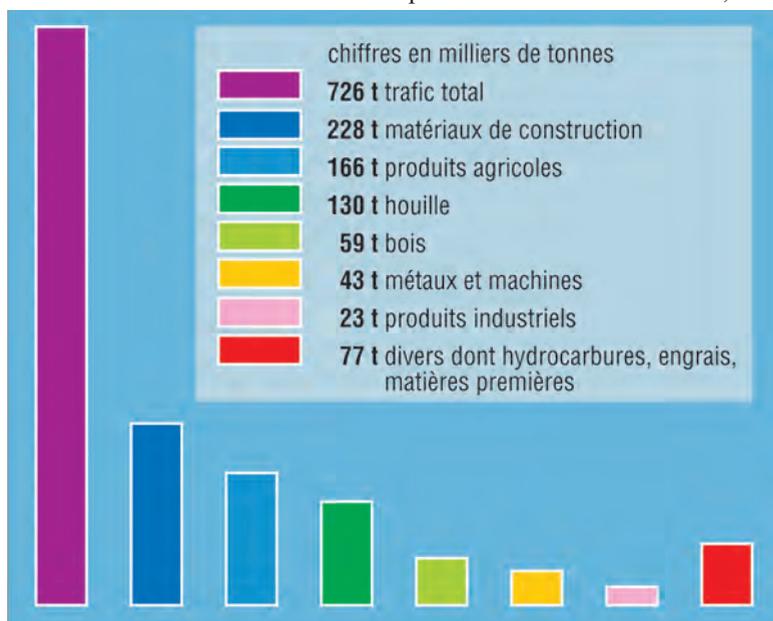
Un équipement modeste mais précoce

Les archives comprennent aussi de riches informations sur l'équipement du canal : dès 1825, des

plans de maisons éclusières d'une grande simplicité sont établis, qui ne sont pas sans rappeler les maisons ouvrières à cette même date : elles doivent toutes être sur le même modèle, composées d'une cave située au-dessous de la plate-forme de l'écluse, d'une cuisine avec un four attenant et d'une chambre depuis laquelle on accède au grenier par une échelle de meunier. Par la suite, on n'apportera que peu de changements, mises à part quelques dépendances. Les matériaux de construction sont ceux de la région. Chaque maison porte un numéro. Elles sont toutes la propriété des Ponts-et-Chaussées, qui logent gratuitement l'éclusier. À la fin du XIX^e siècle, l'éclusier obtient de cultiver un petit jardin et d'élever quelques bêtes.

Un autre destin, aujourd'hui ?

Malgré une embellie à la fin du XIX^e siècle avec l'aménagement de la Meuse, le canal des Ardennes reste bien modeste, pendant la première moitié du XX^e siècle. Pourtant, un faisceau de conditions favorables lui procurent une courte expansion entre 1945 et 1973. La croissance générale des Trente Glorieuses et la révolution agricole champenoise vont contribuer à son apogée, en dépit de la vétusté de ses installations. Mais très vite, les problèmes se font sentir, d'autant que la route livre une concurrence impitoyable aux petits canaux. À part les produits agricoles, le canal des Ardennes ne transporte plus grand chose. Pourtant, une évolution se dessine, qui devrait se confirmer dans l'avenir : l'usage touristique du canal. Pour cela, le canal des Ardennes a de nombreux atouts : la beauté de ses sites urbains, la qualité de ses paysages, la sérénité de ses espaces,



Le trafic du canal en 1930 (d'après Archives départementales des Ardennes)



Deux écluses en enfilade à Montgon (cliché J.-F. Saint-Bastien)

etc. Autant de raisons pour protéger les vestiges du patrimoine qui le bordent et l'animent et faire de cet axe, qui n'a pas pu être économique, une artère culturelle au bénéfice d'un environnement respecté et protégé.



Halte fluviale à Rethel (cliché J.-F. Saint-Bastien)

Installer le chemin de fer supposait résoudre le franchissement de reliefs parfois très accidentés. Deux exemples, dans le sud de la Haute-Marne, nous montrent quelles difficultés il a fallu vaincre pour mettre les voies de communication modernes à la portée de tous.



Le viaduc de Chaumont, sur cette belle lithographie du XIX^e siècle (Archives départementales de Haute-Marne, cliché P. Huberdaux)

l'entreprise Parent-Schaken, qui termina seule les travaux, la première n'ayant pu complètement répondre aux exigences du cahier des charges.

Une œuvre colossale

Plus de 2 500 ouvriers, dont 400 maçons mettant en œuvre 59 563 m³ de matériau d'origine locale, le plus souvent extrait à quelques centaines de mètres de la construction, contribuèrent à la réalisation de cet ouvrage.

Haut de 50 m, long de 600 m, comprenant 50 arches sur trois niveaux, le viaduc de Chaumont, inauguré le 18 avril 1857, devenait, en ce siècle de révolution des transports, l'un des plus remarquables ouvrages d'art en Europe. Symbole de la ville, partiellement détruit en août 1944, puis réparé. Il en est aujourd'hui l'édifice le plus connu et figure sur son logo.



Le viaduc en construction (Archives départementales de Haute-Marne, cliché P. Huberdaux)

Le viaduc de Chaumont

Conçu par l'ingénieur Eugène De-comble, ce grandiose ouvrage d'art sur la ligne Paris-Bâle fut lancé en 1855, après plusieurs projets, par la Compagnie des chemins de fer de l'Est.

Il visait à atteindre le « bastion de Chaumont » isolé par de profondes vallées, en franchissant la vallée de la Suize et à fixer la gare au plus près du centre-ville.

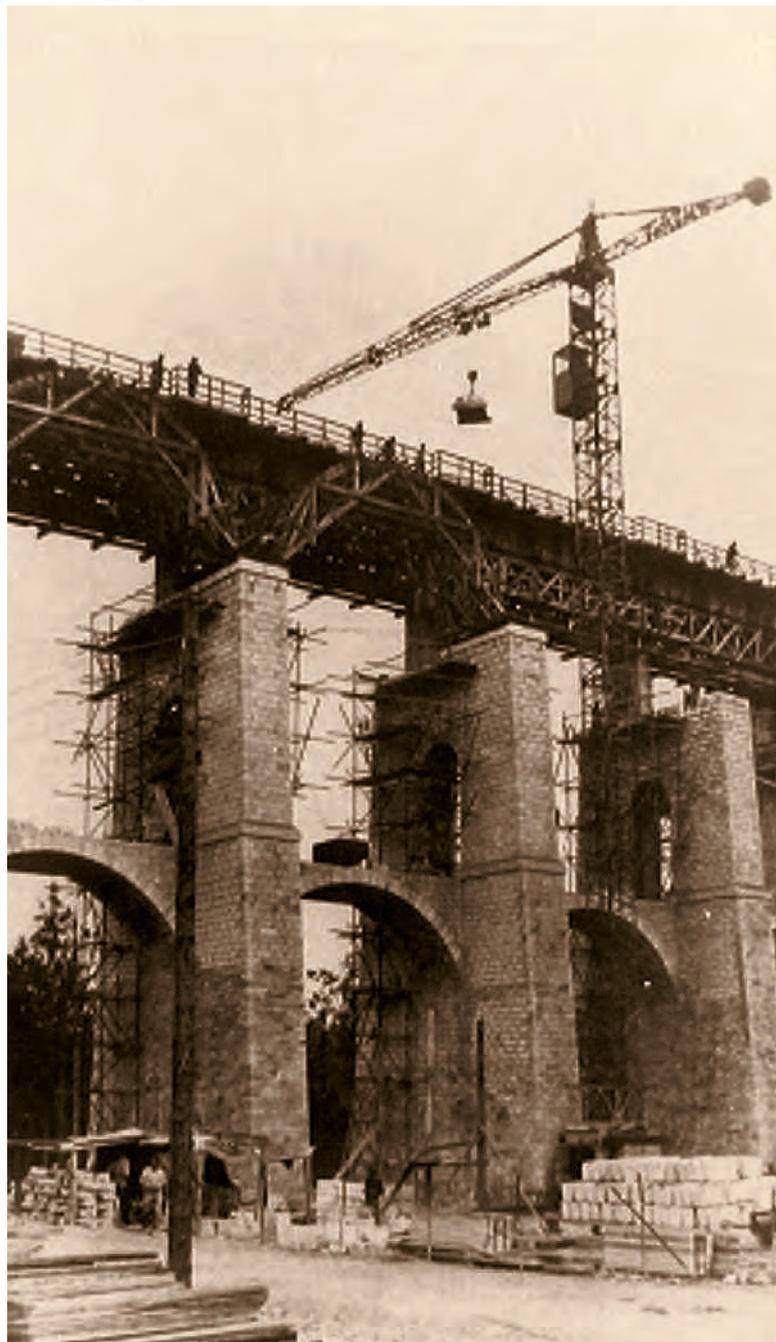
Approuvée par décision ministérielle, l'édification du viaduc commençait le 21 août 1855 et s'achevait quinze mois plus tard, le 25 novembre 1856. Elle avait été assurée par deux entreprises, la compagnie York & Cie, et



Les destructions de 1944 (Archives départementales de Haute-Marne, cliché P. Huberdaux)



Ouvrages d'art en Haute-Marne



Les reconstructions après la Seconde Guerre mondiale
(Archives départementales de Haute-Marne, cliché P. Huberdaux)



Vue actuelle du viaduc de Chaumont (cliché J.-N. Guyenet)

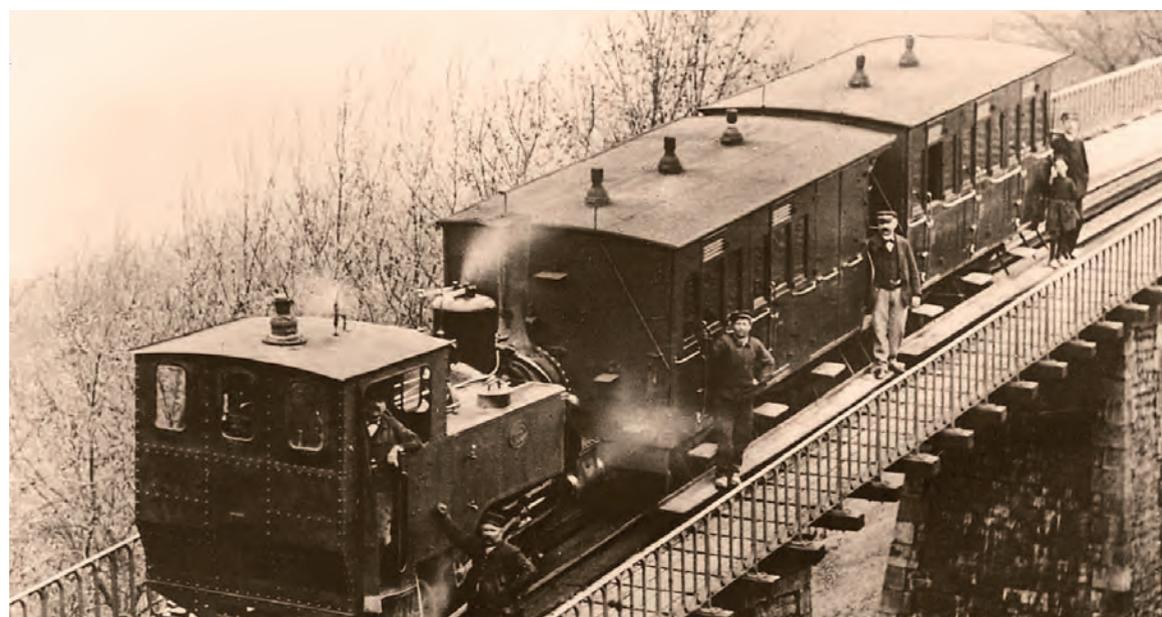
La crémaillère de Langres

La gare de Langres est ouverte en 1857 dans la vallée de la Marne. Une route en côte de 3,5 km et de

132 m de dénivellation permettait de rejoindre la ville sur son plateau, d'abord à pied puis par un omnibus tiré par des chevaux. La Ville de Langres voulant améliorer la jon-

tion avec sa gare, choisit le système de crémaillère Riggenbach qui sera le premier du genre construit en France.

La crémaillère est inaugurée le 21 novembre 1887. La Ville de Langres l'a construite à ses frais, sans aide de l'État et l'a exploitée en régie directe. La ligne, longue de 1472 m, est à voie unique avec crémaillère dans les fortes pentes, qui peuvent atteindre 17%. Jusqu'en 1935, la traction était assurée par des locomotives à vapeur, avec chaudière inclinée pour rester horizontale dans la pente raide. Elles tiraient deux wagons pouvant transporter 60 voyageurs. Le trajet s'effectuait en 10 minutes à la montée comme à la descente. De 1937 jusqu'à la fermeture de la ligne en février 1971, la liaison fut assurée par des automotrices électriques dont une est conservée sur le site.



La crémaillère, sur une carte postale ancienne (collection service patrimoine de la Ville de Langres)

Les voies ferrées, leur équipement, les ateliers de réparation du matériel et les cités de cheminots forment un paysage spécifique menacé par l'évolution de la vie moderne. Déjà, la France dispose de moitié moins de voies ferrées qu'en 1900 : tout un patrimoine disparaît !



Le patrimoine menacé des petites gares. Ici, la gare de Raucourt, dans les Ardennes (collection particulière)

Les gares, une famille

Les gares, les stations ou les haltes ont été bâties sur des plans correspondants à des types proposés par la compagnie propriétaire de la ligne, en fonction de l'importance du trafic et de la taille de la ville desservie. Par exemple, le type A, pour la Compagnie de l'Est, correspondait à 77 m² pour une gare, avec un vestibule, deux salles d'attente, une installation pour le service de bagages, un lieu d'aisance de 11 m² avec deux compartiments, une réserve et une lampisterie. Le type B avec 50 m² comprenait un vestibule, une salle d'attente et une salle à bagages.

Les installations techniques occupent le rez-de-chaussée. Le logement du chef de station est à l'étage. Au bâtiment central peuvent s'accoler des halles à marchandises dont le type est aussi codifié par la compagnie. Les quais et les trottoirs reçoivent aussi des installations : marquises pour protéger les voyageurs, grues pour décharger les marchandises et prises d'eau alimentées par un château d'eau, formé d'une cuve métallique circulaire posée sur un soubassement maçonné pour les locomotives à vapeur. Toutes les gares ont ainsi un petit air de famille et portent glorieusement le nom de la localité desservie sur une plaque bleue émaillée.

Des cheminots dans le champagne

Sur certains nœuds ferroviaires, les compagnies mettent en place des ateliers de réparation et de construction de machines. Ainsi, la Compagnie de l'Est crée des ateliers sur la ligne Paris-Strasbourg, à Épernay. Après la perte de l'Alsace-Lorraine, ils seront les seuls à construire et réparer le matériel de la Compagnie. Plus de 110 locomotives à vapeur y seront construites avant la guerre de 1870 et plus de 720 entre 1870 et 1914. En 1925 sort la locomotive la plus rapide du monde, la BB 4001. Après la guerre, les ateliers assurent essentiellement la réparation et la

maintenance. Ils deviennent un centre d'apprentissage et une école de cadres. L'arrêt de la vapeur et le passage au diesel entraînent une baisse drastique des effectifs qui tombent de 1330 en 1898 à 800 en 1986. Ils étaient moitié moins en 1991. Considérés comme l'élite de la classe ouvrière, les cheminots laissent une empreinte forte dans la cité du champagne.

Entre la gare et le métier à tisser

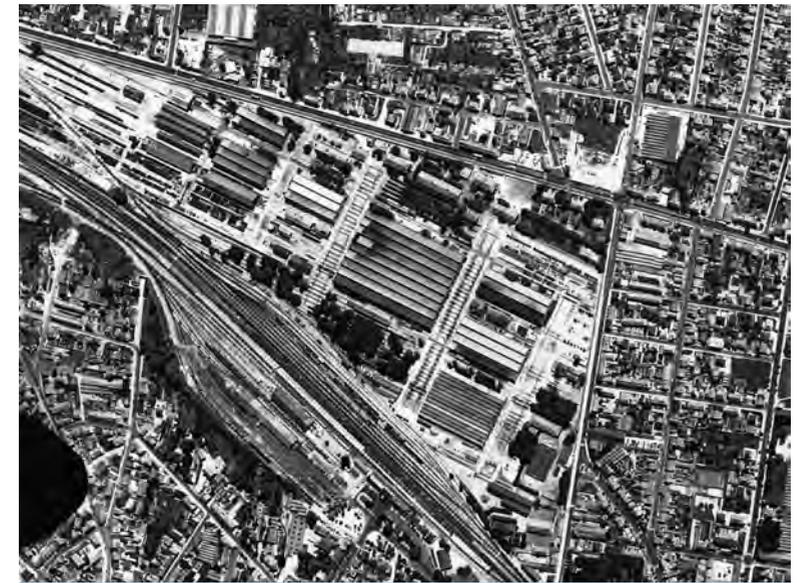
Pour délester Épernay qui ne peut absorber toute la demande, la Compagnie de l'Est fait construire de nouveaux ateliers, à Romilly cette fois. Entamés en 1882, les travaux comprennent, au total, 26 hectares couverts ou aménagés. S'y affine la plus grande concentration ouvrière de la ville : près de 600 agents au début du XX^e siècle, 1 827 au lendemain de la

Libération. L'impact dans la vie et la physionomie de la ville est considérable. Romilly devient une vraie ville ouvrière avec un modèle de famille bien spécifique : le mari cheminot, la femme bonnetière et une vie syndicale active.

Les ateliers constituent un vrai bastion dans la ville. Les cheminots vivent dans des cités conçues dans le style des cités-jardins, avec leurs institutions particulières, leurs coopératives, leurs centres sociaux, leurs écoles. Encore aujourd'hui, l'esprit cheminot subsiste, forgé par les métiers du rail, la camaraderie d'atelier, les luttes ouvrières, la Résistance, etc.

La rotonde de Mohon

Au début du XX^e siècle, les principaux nœuds ferroviaires se dotent de rotondes qui permettent l'entretien rationnel du matériel roulant. Parmi les rares qui subsistent aujourd'hui,



Vue aérienne de l'emprise des ateliers de Romilly, dans l'Aube (Ville de Romilly)



Patrimoines ferroviaires



La rotonde de Mohon, aujourd'hui (DRAC Champagne-Ardenne)

il faut compter celle de Mohon. Elle illustre une page décisive de l'histoire industrielle des Ardennes et du Nord de la France : en effet, avec le chemin de fer, l'approvisionnement en charbon belge des hauts-fourneaux ardennais devient possible. Le projet des industriels, contrecarré un temps par les militaires qui voient dans cet équipement une facilité d'invasion pour un ennemi potentiel, sera mené à bien pendant le Second Empire, par la Compagnie des chemins de fer de l'Est. Entre-temps, ce n'est plus l'axe Nord-Sud qui devient prioritaire mais plutôt l'axe Valenciennes-Thionville, qui mettait à portée la minette lorraine et le charbon du Nord.

Les ingénieurs cherchaient un espace pour installer les ateliers et le dépôt à la jonction des lignes Reims-Charleville et Reims-Sedan. Ils le trouvent à Mohon, petite localité située à proximité sur terrain plat. En moins de 50 ans, Mohon, devenue centre ferroviaire, voit sa

population multipliée par quinze ! Deux rotondes sont construites entre 1905 et 1907, sur la ligne Mohon-Thionville. Elles avaient une ossature en fer et bois et un pont tournant de 24 mètres. Reconstituées après la Deuxième Guerre mondiale, elles sont tombées en désuétude et l'une



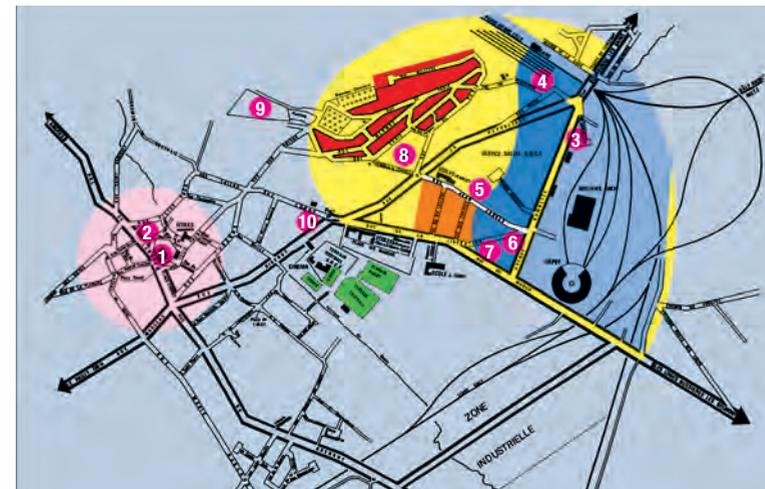
Vue du dépôt de Culmont-Chalindrey (Ville de Chalindrey)

des deux a été démontée en 1981. La rotonde restante est protégée, avec le projet d'y installer un musée du patrimoine ferroviaire.

Une ville pour le chemin de fer

La gare de Culmont-Chalindrey est au croisement des lignes Saint-Dizier-Gray (Haute-Saône), Paris-Mulhouse, Dijon-Reims et Dijon-Nancy, à la rencontre des lignes exploitées par le Paris-Lyon-Marseille et par la Compagnie de chemin de fer de l'Est. On y changeait de locomotive, ce qui nécessita la construction d'un dépôt pour garer et entretenir le matériel.

Le premier dépôt fut construit en 1859 à proximité de la gare ; il abritait sept machines. Le développement du trafic exigea la construction d'un dépôt plus vaste en 1889. La rotonde abritait alors 35 machines. Les bombardements des 12 et 13 juillet 1944 détruisirent 64 machines. L'ensemble des installations, la gare, le nouveau dépôt et les bâtiments proches fu-



- Chalindrey-Ville : l'ancien bourg agricole (il comptait 835 hab. en 1953, avant l'implantation de la ligne Blesmes-Gray ; 1 105 hab. en 1858).
 - Chalindrey-Gare : la gare est construite sur le territoire de Culmont, ce qui entraîne des querelles pour lui donner un nom. Il fut décidé en 1870 de la baptiser gare de "Culmont-Chalindrey".
 - Implantation de toutes les infrastructures ferroviaires : la gare, les dépôts, les bâtiments des différents services.
 - La première cité bâtie à partir de 1882 et détruite avec les dépôts en 1944.
 - Construction des années 1920-1930.
 - La rue Jean-Jaurès dite la "rue des chefs".
 - Constructions postérieures à 1950 : des bâtiments à plusieurs logements et des bâtiments de type HLM.
 - Installations sportives (le terrain est propriété communale) commencées en 1942 et gérées par la SNCF.
- 1 Église paroissiale dédiée à Saint-Gengoul.
 - 2 Mairie.
 - 3 Vestige d'une maison d'avant le bombardement.
 - 4 Économat, bâtiment de la compagnie réservé à la vente de produits de consommation courante aux familles "cheminotes".
 - 5 Maison individuelle, logement du chef de dépôt (1921) - Les maisons du personnel d'encadrement comportent deux appartements.
 - 6 Maison témoin du MRU (Mouvement de Reconstitution Urbaine) de 1947.
 - 7 Foyer Chaudon-Richard pour les célibataires.
 - 8 Chapelle Notre-Dame (1934).
 - 9 Collège Henri-Vincenot.
 - 10 Monument aux morts de Chalindrey.

Culmont-Chalindrey, ville du rail (auteur J.-P. Maréchal)

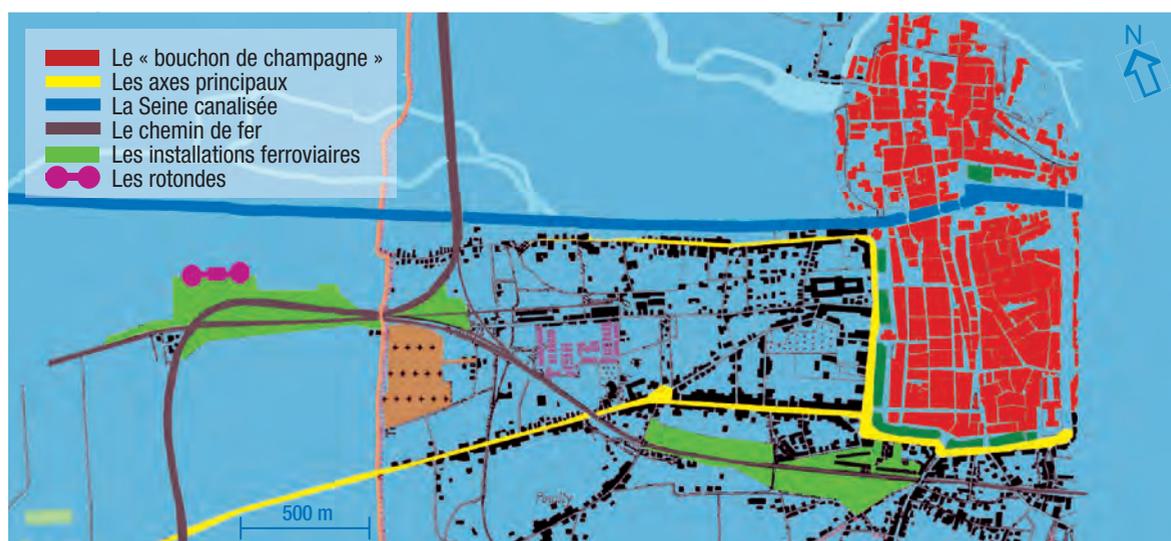
rent reconstruits à partir de 1946. Les halles de béton qui abritent le matériel sont spectaculaires. L'importance grandissante du nœud ferroviaire et les extensions du dépôt demandaient une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse qu'il fallut loger. La Compagnie de l'Est, puis la SNCF, implantèrent des cités, sans véritable plan

d'urbanisme, sur des terrains agricoles libres. Les plus anciennes se trouvent près de la gare, les plus récentes se rapprochent du centre de l'ancien bourg, faisant apparaître deux ensembles : Chalindrey-Ville et Chalindrey-Gare. C'est un exemple caractéristique de la dernière génération des villes issues du rail.

Troyes devient, vers 1880, le théâtre de grands aménagements industriels et ferroviaires, annonciateurs d'une suprématie urbaine en marche depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Les locomotives à vapeur vont désormais transiter par un vaste dépôt d'où émergent deux imposantes rotondes signées Eiffel.



Vue d'ensemble du dépôt et des deux rotondes Eiffel, hautes de 33 mètres (collection J.-P. Muller)



Plan des installations ferroviaires de Troyes (auteur J. Pion, d'après un plan de 1890, Archives départementales de l'Aube)

Un équipement ferroviaire d'avant-garde

En 1892, le petit dépôt ferroviaire, installé à La Chapelle-Saint-Luc, est complètement réaménagé, sur un vaste terrain de 42 000 m². Afin de pouvoir garer et manœuvrer les locomotives en attente de révision, deux gigantesques rotondes signées Eiffel sont érigées, de part et d'autre des 2 500 m² d'ateliers de maintenance. Chacun des deux majestueux édifices, surmonté d'une coupole faite de fer et de verre, peut accueillir jusqu'à une trentaine de locomotives en simultané. Leurs mensurations forcent l'admiration : 70 mètres de diamètre pour une hauteur de 33 mètres et quelques 800 mètres de rails intérieurs ! Deux châteaux d'eau assurent l'alimentation en eau des chaudières des locomotives mais aussi de cinq grues hydrauliques. Des centaines de mètres de linéaire constituent un impressionnant parc

à combustible. Au total, quelques 3 700 mètres de voies et une quinzaine d'aiguillages permettent aux locomotives, notamment aux fameuses « Crampton » à grandes roues, d'évoluer à l'intérieur du dépôt.

Diverses améliorations techniques du parc roulant amènent des aménagements successifs, réalisés au dépôt de locomotives de Troyes-La Chapelle-Saint-Luc : prolongation du pont tournant en 1926, bascule à 16 chariots de pesage, niches de garage des locomotives « 241 » entre 1930 et 1932... jusqu'à la suppression du chapeau des coupoles en 1941, pour évacuer plus rapidement les fumées (détail visible sur les vues du bombardement).

Les destructions de la Seconde Guerre mondiale

Mais dans une France sous occupation allemande, les dépôts ferroviaires deviennent la cible d'actes



Locomotive Crampton, machine historique aux roues de 2,40 m de diamètre (collection J.-P. Muller)



Les rotondes chapelaines



Les rotondes après les bombardements alliés du 1^{er} mai 1944
(Archives départementales de l'Aube)

de sabotage (en juillet 1943, une équipe de résistants fait sauter une dizaine de locomotives). Puis, afin de désorganiser l'ennemi et de préparer le débarquement de Normandie, les Alliés bombardent le dépôt de Troyes-La Chapelle-Saint-Luc, comme bien d'autres en France, en mai 1944. Si la première tentative américaine se solde par un échec (plusieurs bombes tombent sur la ville de Troyes), le second largage anglo-canadien du 30 mai 1944, réalisé à plus basse altitude, fait mouche ! Une des deux rotondes est très touchée et les dégâts sont très importants dans tout le dépôt. Peu à peu, le site se réactive et dès 1946, les locomotives 241 A2, sorties des décombres après les bombardements, reprennent du service. Cela dit, en 1950, la seconde rotonde est démantelée et seule une partie des ateliers subsiste, bien que le dépôt ait conservé une grande activité. Paradoxalement, la fin du dépôt déjà programmée en 1941 était restée en sursis du fait de la guerre. Le progrès décisif de la traction diesel, qui apparaît en 1962, sonne le glas définitif du dépôt chapelain, où on découpe les locomotives au chalumeau. Le site tombe vite à l'abandon et devient une friche industrielle. Aujourd'hui, il ne reste pratiquement plus rien du dépôt, sinon quelques travées des ateliers, naguère encadrés par les deux rotondes.

Une maquette, pour le souvenir

Mais une maquette au 1/87^e, aux dimensions appréciables de 8 mètres de long pour 3 mètres de



La locomotive 241 A2 qui roulera jusqu'à la fin des années 1950
(collection J.-P. Muller)

large, réalisée par Roger Donon, un ancien cheminot, et Jean-Pierre Muller, qui ne put exercer ce métier auquel il se vouait, en restitue un souvenir fidèle. Sur une quinzaine de mètres carrés, le dépôt reprend

vie et s'anime du passage de petits trains sur quelques soixante-dix mètres de rails miniatures. Cette reconstitution est visible au musée de la Mémoire chapelaine, à La Chapelle-Saint-Luc.



Maquette de MM. Muller et Donon, au 1/87^e, réalisée en 1992
(musée de la Mémoire chapelaine)

La Champagne maintient des liens puissants avec l'aviation à travers une entreprise de construction aéronautique, Reims Aviation, un centre régional de navigation aérienne et une base aérienne : la BA 112, héritage d'un passé pionnier, avec la première liaison de ville à ville, le premier grand meeting aérien, le premier combat aérien.



La base aérienne 112 « Commandant Marin-La-Meslée » de Reims aujourd'hui (musée de la BA 112 et de l'Aéronautique locale)

Un début de siècle prometteur

Le 30 octobre 1908, sur un biplan Voisin, Henri Farman décollait du camp de Mourmelon, précisément de Bouy, et ralliait la ville de Reims distante de 27 km en vingt minutes : il s'agissait du premier vol de ville à ville de l'histoire. Il signait ainsi un deuxième exploit en moins d'un an, après avoir bouclé le premier circuit fermé d'un kilomètre à Issy-les-Moulineaux le 13 janvier 1908, et précédait de peu Blériot qui réalisait une performance similaire en Beauce, sur 14 km, de Toury à Arthenay. Invité par l'Armée à s'entraîner sur le terrain dégagé du camp de Mourmelon après son premier circuit fermé, Farman suscita vite des

émules. Deux écoles de pilotage, Voisin et Antoinette, installèrent leurs hangars en bordure du camp, rapidement suivies par Farman. D'autres constructeurs, comme Sommer et Blériot, disposaient aussi de hangars pour abriter leurs appareils et effectuer des réparations. Ces bâtiments furent en partie ravagés par une tornade le 15 avril 1910, pour être définitivement détruits en 1940. Mais dès le 14 février 1911, l'école Voisin déménageait à Pau. Ces écoles de pilotage formèrent de nombreux pilotes, entre autres Marie Marvingt, fondatrice de l'aviation sanitaire, et éveillèrent des vocations comme celle d'Henri Guillaumet, originaire de Bouy et compagne de Saint-Exupéry.

Le premier meeting aérien

De multiples raisons peuvent expliquer le choix de Reims comme théâtre de la Grande Semaine d'aviation en Champagne de 1909. La topographie – la plaine de Bétheny et ses grands espaces avaient déjà servi de cadre à la grande revue de 1901 en présence de Nicolas II – jointe à la

proximité des grands constructeurs installés à Mourmelon, jouèrent un rôle déterminant. S'y ajouta la conjoncture, avec la suppression en 1909 du grand prix automobile qu'il fallait remplacer par une manifestation internationale et surtout les possibilités de financement par



Le premier meeting international d'aviation : les tribunes de 1909, le poste de secours, la cabane des chronomètres (musée de la BA 112 et de l'Aéronautique locale)



Baptême de l'air

le mécénat des maisons de champagne, qui attendaient en retour une publicité nouvelle... Enfin, la notoriété de Reims et l'éclairage mis sur la ville par le récent exploit de Farman ne pouvaient que renforcer ce choix. Un terrain d'aviation doté d'infrastructures modernes fut construit, ainsi qu'un circuit fermé de 10 km délimité à l'aide de pylônes.

Une gare temporaire et de gigantesques tribunes accueillirent une partie du million de visiteurs de l'événement. Parmi les records établis, on citera celui de Henri Farman pour la distance (180 km) et la durée (3 h 4' 56") ou de Latham pour l'altitude (155 m) Ce premier meeting aérien donnait le coup d'envoi à une floraison de meetings aériens. Reims récidivait en 1910, en organisant une Deuxième Semaine de l'aviation de Champagne,

où l'on pouvait mesurer les progrès accomplis en un an.

Roger Sommer

En 1909, à bord d'un « Henri Farman », Roger Sommer bat le record de durée de vol détenu par les frères Wright, en 2 h 27' 15". Le 24 mars 1911, il bat le record du monde en charge en transportant sept passagers, des enfants qu'il était allé chercher à la sortie de l'école de Douzy. Le vol entre Douzy et Remilly-Allicourt, distants de 4 km, permit de transporter 454 kg sur un biplan de sa fabrication.

Dans les ateliers de construction d'avions Sommer, situés près de la gare de Mouzon au faubourg Sainte-Geneviève, furent construits 182 avions entre 1909 et 1912, avec peint au pochoir sur le gouvernail, « Roger Sommer, constructeur à Mouzon ».



Roger Sommer pilotant l'un de ses aéroplanes (musée de la BA 112 et de l'Aéronautique locale)

À Douzy, sur l'aérodrome d'où il s'était envolé si souvent, un petit Musée des débuts de l'aviation raconte cette épopée.

La base Marin-La-Meslée

L'Armée, qui avait aussitôt décelé les promesses de l'avion, mis à disposition des pionniers son terrain de Mourmelon.

Le génie et l'artillerie s'adressèrent d'abord aux écoles civiles de Mourmelon pour former des pilotes militaires, avant de les instruire directement.

Quant aux appareils, en 1911, un concours aérien organisé du 1^{er} au 16 novembre permit de sélectionner les meilleurs d'entre eux, selon un cahier des charges exigeant, en vue de commandes par l'armée.

Le hasard voulut que le premier combat aérien s'engageât aussi en Champagne. Le 5 octobre 1914, le sergent Frantz et son mécanicien Quenault, aux commandes d'un Voisin, abattaient de leur mitrailleuse Hochkiss, au-dessus de Jonchery, un biplan allemand Aviatik. Au lendemain du premier conflit mondial, l'intérêt stratégique de la région et la dure expérience que l'on venait de vivre conduisirent à décider, à la fin des années 1920, l'implantation d'une base aérienne sur la plateforme de Reims-Courcy.

Elle devient rapidement l'une des plus importantes de France. Détruite pendant la guerre puis reconstruite, elle prend en 1952 le nom de « Marin-La-Meslée ». Elle héberge aujourd'hui deux escadrons voués à la reconnaissance tactique. Sur la BA 112, un musée raconte son épopée et celle de l'aviation rémoise.



Vitrine d'une agence de transport (musée de la BA 112 et de l'Aéronautique locale)

Des broussards à Reims

En 1950, l'ingénieur aéronautique Max Holste s'installe à Reims. Il y fait construire une série d'avions, les broussards, des moyens courriers conçus pour le transport de fret et de passagers, dans le domaine ci-

vil ou militaire. Ils sont conçus pour décoller aussi bien depuis de grands aéroports que depuis des pistes de brousse, d'où leur nom. C'est le point de départ d'une industrie importante, dont l'héritage est assuré aujourd'hui, après de nombreuses vicissitudes, par Reims Aviation.



Le broussard sur un timbre poste tchadien (collection D. Néouze)

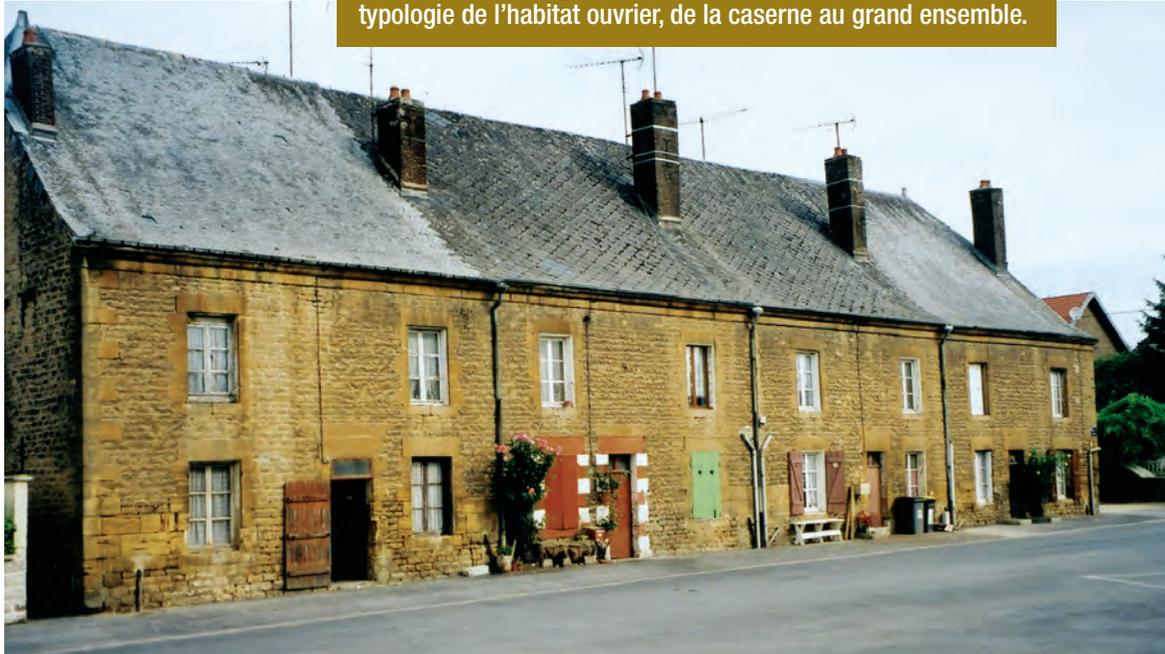




MAISONS, CITÉS ET VILLAGES

La Champagne-Ardenne est aussi la région où ont été expérimentées les solutions d'habitat les plus audacieuses en leur temps, grâce à des patrons philanthropes ou à des particuliers généreux. C'est aujourd'hui un vaste répertoire des formes de logement.

Dans un département de grande activité métallurgique, les Ardennes, le logement des ouvriers a été une préoccupation nécessaire. De Vrigne-aux-Bois à Revin se profile toute une typologie de l'habitat ouvrier, de la caserne au grand ensemble.



La « caserne » Gendarme à Vrigne-aux-Bois (collection R. Colinet)



La rue de l'Échelle aujourd'hui (collection R. Colinet)

De la caserne à la cité

En Ardenne du Nord, la construction de maisons pour les ouvriers qui se développe à partir des années 1880. La métallurgie qui se développe a davantage besoin de bras : on compte 14 531

salariés en 1887, 22 952 en 1896 et 29 182 en 1906. Or, pour retenir une main-d'œuvre rare et mobile, il faut la loger.

Si la première forme d'habitat ouvrier est la caserne, comme celle édifée à Vrigne-aux-Bois en 1825 par le maître de forges J.-N. Gendarme (1769-1845), la préférence va, durant le dernier tiers du XIX^e siècle, aux maisons ouvrières. Comptant chacune un ou plusieurs logements, elles sont organisées en simple alignement formant ainsi une cité. Dans ce dernier cas, le plus bel exemple est la cité de « la Grosse Boutique » à Bogny-sur-Meuse.

Construites en deux phases (1882 à 1892, 115 maisons ; 1902 à 1911, 54), l'existence de cette cité qui s'accroche à l'adret d'un vallon étroit, est liée à l'essor spectaculaire



Vue du vallon de la Grosse Boutique à Bogny-sur-Meuse (cliché M. Brunetta)



La rue de l'Échelle au début du XX^e siècle (collection R. Colinet)



Habiter « la vallée »



La cité Paris-Campagne, aujourd'hui (cliché R. Colinet)



Deux types de maison de la cité-jardin Faure (cliché R. Colinet)



Vue actuelle d'Orzy. Au départ, il était prévu 2 500 logements (collection R. Colinet)

de la boulonnerie Joseph, Maré, et Gérard, située juste en dessous. À la veille de la Grande Guerre, celle-ci était la plus importante des Ardennes.

Fruit d'une politique paternaliste commandée par la nécessité de fixer la main-d'œuvre autant que faire se peut, cette cité emblématique, encore habitée et assez bien conservée, est l'ultime trace d'une saga industrielle qui s'est brutalement arrêtée en 1953.

Elle se caractérise par trois formes d'habitat ouvrier : la caserne, l'alignement de maisons jointives et les quatre maisons jumelées entourées d'un jardin.

L'habitat ouvrier en Ardenne du Nord

Au cœur du massif de l'Ardenne, la petite ville de Revin est un lieu privilégié pour suivre l'évolution de l'habitat ouvrier de la Belle Époque aux Trente Glorieuses.

Dès le milieu du Second Empire, Revin a grandi au rythme de l'in-

dustrialisation. Hormis les deux guerres mondiales et les temps de crise (années 1880 et 1930), la population n'a cessé d'augmenter pour atteindre son maximum (12 156 habitants) en 1968, et décroître depuis. Durant cette longue période, l'histoire industrielle de Revin fut largement déterminée par le destin de quelques entreprises dont l'évocation des noms suffit à rappeler leur importance et leurs domaines d'activité. Il s'agit de Faure (1854), d'Arthur Martin (1875) et de Porcher (1889).

Parmi les maisons ouvrières construites après la Grande Guerre, celles de la cité Paris-Campagne retiennent toute l'attention. Édifiée par la société Bricchet, Biond et C^{ie} pour loger une partie de ses travailleurs (mouleurs, émailleurs, etc.), cette petite cité se compose de deux alignements de maisons en briques, qui se font face. Sur la rue, chaque maison présente une façade harmonieuse. Surmontée d'une lucarne, elle est égayée par des

motifs géométriques. À l'arrière, il y a un jardin. Jusque là préservé, cet ensemble homogène vient d'être acheté par un promoteur.

Sur les hauteurs du quartier industriel de la Bouverie, la cité-jardin Faure offre un exemple remarquable d'une réalisation de l'entre-deux-guerres. Dans un cadre verdoyant et aéré, ses 44 habitations (chalets ou cottages comprenant de 2 à 4 logements) forment un lotissement soigneusement aménagé et agréable (placettes en demi-lune, passages bordés de haies, lignes courbes). Construite de 1931 à 1934 pour loger des ouvriers et des contre-maîtres, sauf deux belles demeures réservées à des cadres, cette cité modèle est l'œuvre des cinq petits-fils d'Antoine Faure (1830-1891), le fondateur de cette dynastie patronale. Fervents catholiques (d'où l'élévation d'une chapelle à l'une des entrées principales), ils défendaient les valeurs familiales et l'ordre établi. Ils avaient fait appel à l'architecte Maurice Rouquet. En

1936, 103 ménages y vivaient, soit 458 habitants.

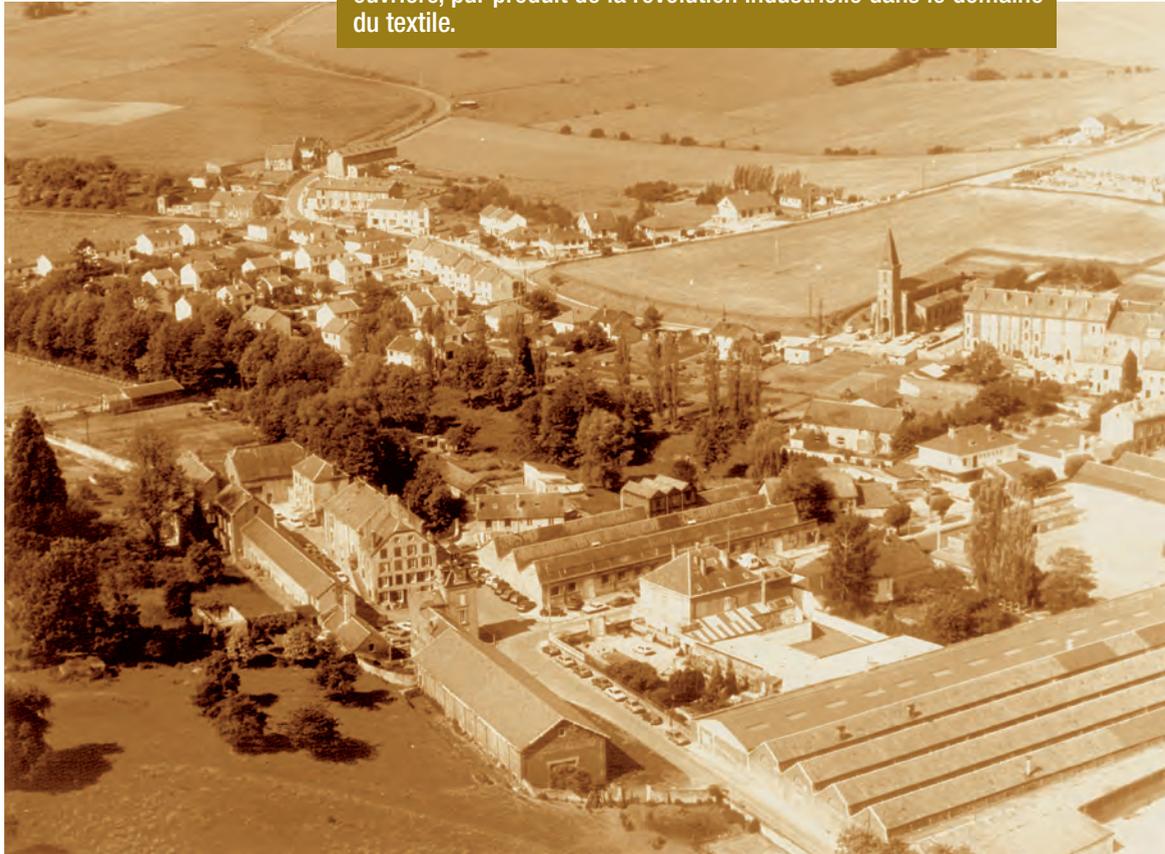
Au pied du Malgré-Tout, la cité d'Orzy est l'illustration parfaite du grand ensemble des Trente Glorieuses. Afin de loger une main-d'œuvre toujours plus nombreuse, le maire SFIO Camille Titeux (1913-1978), fortement sollicité par les industriels, se lance dans la construction d'une « ville-satellite » aux portes

de Revin. D'initiative publique (1^{ère} ZUP des Ardennes lancée en 1957), l'opération est dirigée par Claude Marlier, ingénieur conseil parisien, et réalisée par deux offices HLM. Constitué de deux groupes de barres en « U » (les blocs) au-dessus de la Meuse, cet ensemble devient très vite un ghetto où vécurent d'abord les familles rapatriées d'Algérie puis les immigrés.



Vue de la rue de la cité Faure, aujourd'hui (collection R. Colinet)

Le site du Pont-Maugis est, par la qualité de sa conservation et la pluralité des édifices qui le constituent, un exemple de cité ouvrière, pur produit de la révolution industrielle dans le domaine du textile.



Vue aérienne du Pont-Maugis, années 1970 (collection du Club histoire du Pont-Maugis)

Un site privilégié

La petite cité du Pont-Maugis s'est développée à 4 km au sud de Sedan, le long du CD 6 qui conduit en direction de Raucourt-et-Flaba. L'implantation manufacturière se justifie initialement par la présence du ruisseau de La Machère qui, des collines de Chaumont, étire son modeste cours entre les coteaux du Liry (au Sud-Est) et les hauteurs de La Marfée (au Nord-Ouest) jusqu'au fleuve de la Meuse. Le Pont-Maugis, situé au point de

confluence avec la Meuse, a pu ainsi bénéficier de la proximité de la voie fluviale notamment pour son approvisionnement en charbon lorsque la vapeur s'est progressivement substituée à l'énergie hydraulique. L'ouverture de la ligne de chemin de fer de Mézières à Longwy, en 1860, offrit un atout supplémentaire à la filature de la petite cité, qui confirmait dès lors son entrée pleine et entière dans l'âge industriel.

Un empire patronal

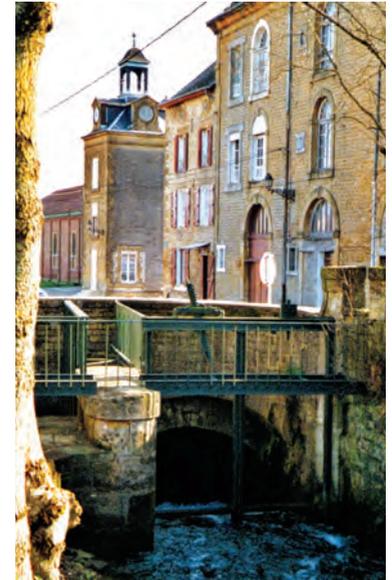
François-Adolphe Ronnet créa de toutes pièces une cité manufacturière dans la seconde moitié du XIX^e siècle, bâtissant non seulement sa filature mais aussi ses maisons ouvrières et ouvrant son école, son bureau de poste, son orphelinat, son port sur la Meuse, etc. Sa veuve, parachevant le tout, offrit à la cité son église et son cimetière... Si « l'ère Ronnet » s'acheva avec le XIX^e siècle (l'entreprise est cédée en 1894), ce n'est qu'en 1958 que

la filature ferma ses portes. L'avènement de la République, les conquêtes ouvrières et l'apparition de contre-pouvoirs contribuèrent bien à faire évoluer les choses, mais si lentement...

À l'échelle de ce microcosme, l'emprise patronale demeura très forte jusqu'à ce que le maëlstrom des années 1960 finisse par emporter dans ses tourbillons un siècle et demi d'histoire industrielle et sociale...

François-Adolphe Ronnet, fondateur du Pont-Maugis

À la fin de l'Ancien Régime, le petit village de Thelonne abrite une modeste papeterie, deux moulins à farine et à mi-chemin de Thelonne et du Pont-Maugis, une foulerie de drap justement baptisée Foulerie du milieu.



Le déversoir de la Machère (cliché J.-M. Totot)



Premier site industriel du Pont-Maugis (collection J.-M. Totot)



Le Pont-Maugis



Vitrail représentant F.-A. Ronnet (collection Club histoire du Pont-Maugis)

À cette époque, « l'écart » du Pont-Maugis est à peu près inexistant (il aurait, semble-t-il, été le siège d'une petite activité métallurgique dans le courant du XVII^e siècle, platinerie notamment).

C'est à l'aube du XIX^e siècle et avec la famille Ronnet que commence réellement l'aventure industrielle aux rives de la Machère : papeterie et moulins sont convertis en fouleries, elles-mêmes rapidement transformées en filatures dans le premier tiers du XIX^e siècle.

La genèse du Pont-Maugis obéit à un scénario analogue : Thomas Ronnet (1757-1845), acquéreur de la papeterie de Thelonne en date du 15 Germinal An XI (5 avril 1802), transforme celle-ci en foulerie avant de la céder à son fils cadet, Robert

Ronnet (1787-1857), qui la convertit en filature dès 1815.

Pierre Ronnet, fils aîné de Thomas et frère du précédent, installe quant à lui au Pont-Maugis une petite foulerie que son fils, François-Adolphe Ronnet (1815-1890), transforme en filature après la mort de son père (1833).

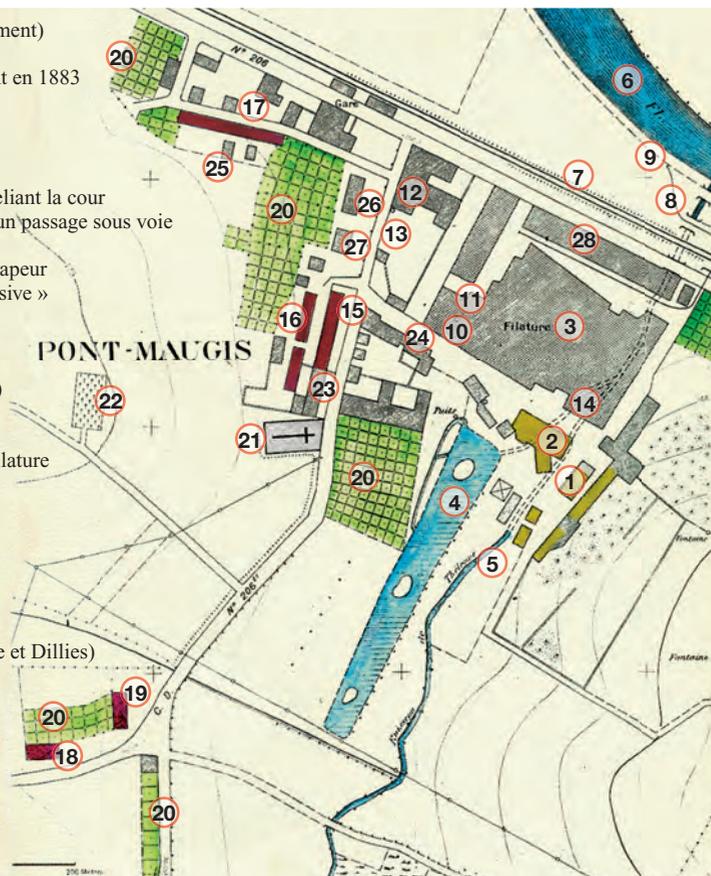
Une dizaine d'années plus tard, ce bien jeune entrepreneur est le citoyen le plus imposé de ce qui était alors la commune de Noyers-Thelonne. Dès ce moment, la fulgurante ascension de François-Adolphe Ronnet se confond avec le non moins spectaculaire essor du Pont-Maugis : à la faveur du Second Empire, François-Adolphe édifie le sien...

De 84 habitants en 1856 (contre 450 à Thelonne), la population atteint 236 unités en 1866. Dès 1881, le Pont-Maugis devient le site le plus important de la Machère, avec 546 habitants (contre 466 au chef-lieu). Après 1857, la filature s'étend sur son site actuel entre Meuse et Machère, les cités ouvrières sortent du sol, la vapeur s'ajoute aux forces hydrauliques, le rail à la voie fluviale, une station de chemin de fer au port fluvial. Exception faite de quelques brefs intermédiaires,



Les habitations ouvrières (cliché J.-M. Totot)

- 01 - Site initial d'activité (foulerie, vraisemblablement)
- 02 - Site originel de la filature (jusqu'en 1857)
- 03 - Filature « moderne » : incendiée partiellement en 1883
- 04 - L'eau motrice (étang)
- 05 - L'eau motrice : la Machère
- 06 - L'eau complice... et obstacle : la Meuse
- 07 - La voie ferrée (1860)
- 08 - La préférence fluviale : ligne de wagonnets reliant la cour de l'usine aux rives du fleuve en empruntant un passage sous voie
- 09 - Port sur la Meuse
- 10 - Bâtiments des chaudières et des machines à vapeur
- 11 - Tour carrée abritant un système de lutte « passive » contre l'incendie (Grinnel)
- 12 - Emplacement de la feuturerie (créée par Jules Rousseau en 1896)
- 13 - Site de la chocolaterie (propriété J. Rousseau) détruite et reconstruite en 1907 à Sedan elle devient la célèbre Chocolaterie Turenne
- 14 - Résidence de la F.-A. Ronnet, intégrée à la filature
- 15 - Cités de la rue du Commerce
- 16 - Cités de la rue de l'Harmonie
- 17 - Cités de la rue des Abilates
- 18 - Cités des Balkans (1912)
- 19 - Cités de la Croix François
- 20 - Jardins ouvriers
- 21 - Église (1897 - terrain Ronnet) - (cofinancement Ronnet Veuve et fils, Lemaire et Dillies)
- 22 - Cimetière (1898 - donation Ronnet)
- 23 - Orphelinat de jeunes filles (fondation Ronnet -1872)
- 24 - École privée de filles dans l'enceinte de l'usine
- 25 - École de garçon (Ronnet)
- 26 - École de garçon (publique) érigée sur un terrain « Ronnet » en 1878
- 27 - Bureau de poste (1895)



Le Pont-Maugis à l'apogée de la SATA (auteur J.-M. Totot, d'après cadastre de 1929)

François-Adolphe Ronnet règne sur la mairie de Noyers-Thelonne puis de Noyers-Pont-Maugis. Outre un orphelinat (1872), les salariés Ronnet auront une école Ronnet, une maison de poste Ronnet, une adduction d'eau Ronnet et au-delà de la tombe (François-Adolphe meurt en avril 1890), par le truchement de sa veuve et de son fils, une église Ronnet (1897) et un cimetière Ronnet. Il n'y eut pas de François-Adolphe II.

Eugène Ronnet (1845-1912), fils et seul héritier du fondateur de la cité (sa sœur Justine Élixa était morte

du typhus en décembre 1870), céda l'usine à Lemaire et Dillies, industriels roubaisiens, le 1^{er} mai 1894. Léon Taffin-Dillies devint le directeur de l'établissement de filature et le nouveau maire de Noyers-Pont-Maugis (il le demeura jusqu'en 1919).

« La ligne Ronnet » fut conservée et, à la veille de la Première Guerre mondiale, l'usine du Pont-Maugis était devenue la plus importante filature de laine cardée de France.

En novembre 1918, à quelques jours de l'Armistice, de terribles dégâts furent infligés par l'occupant

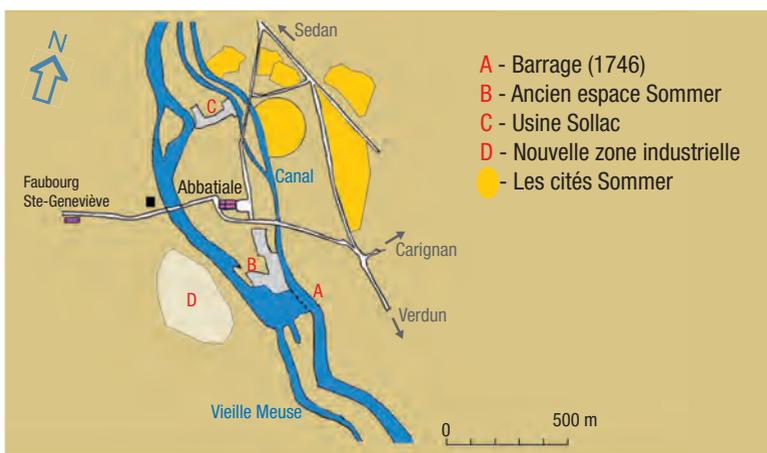
à la petite cité et la filature fut mise à sac. Après une longue et difficile « reconstitution », les Henrion prennent la relève des Lemaire et Dillies, fondant la célèbre SATA dont l'histoire devait s'achever en 1958.

La disparition de la Société Anonyme Textile Ardennaise était le signe avant-coureur d'une terrible crise qui allait dévaster le pays sedanais... Le site du Pont-Maugis abrite actuellement les activités de la société Vynex (conditionnement de petite quincaillerie : visserie et boulonnerie).

La longévité d'une entreprise familiale sur plus d'un siècle et demi, un savoir-faire sans cesse adapté aux besoins de la société de consommation naissante et une réelle vision sociale expliquent le succès durable de la famille Sommer à Mouzon, dans les Ardennes.



La cité Jeanne-d'Arc à Mouzon (cliché A. Renard)



Les espaces Sommer dans la ville (auteur A. Renard)

Alfred, Roger, François et les autres

Le fondateur, Alfred (1847-1917), vient de Pierrepont, en Meurthe-et-Moselle. Teinturier de métier, il fonde la Manufacture de feutre de Mouzon en 1887, sur l'emplacement d'une filature créée en 1807 par Neuflyze. Il utilise le savoir-faire local du travail de la laine et la force hydraulique de l'ancienne filature située au bord de la Meuse, immédiatement en aval d'un déversoir. L'entreprise est prospère, mais elle est frappée par les destructions de la Première

Guerre mondiale. Alfred, fait prisonnier, meurt peu après son retour.

Son fils, Roger (1877-1965), se forme à l'école des Arts et Métiers de Châlons-en-Champagne, car le monde mécanique de l'usine paternelle suscite sa vocation d'ingénieur, alors que les noms de Clément Ader, des frères Wright ou de Louis Blériot le font rêver. Tout en assurant la direction de l'usine de feutre, il s'illustre aussi dans l'aventure automobile naissante. À la fabrication de pantoufles, principal débouché de l'usine mais activité saisonnière, il a l'idée d'ajouter d'autres activités : fabrication de vis à bois, décolletage, filature et tissage.

François (1904-1973), résistant et gaulliste, a multiplié les hauts faits avant de devenir PDG de Sommer SA en 1953. Il veut en faire une firme pilote grâce à la notion de participation, qu'il théorise dans deux ouvrages : *Au-delà du salaire*, paru en mars 1966 et *Participer*, en 1968.

En 1972, il organise la fusion entre Sommer et Allibert dans une société dont il est le premier PDG. Il préside aux belles années de l'entreprise, entre 1953 et 1973.

Un lieu d'innovation

Alors que François prend la direction des ateliers fabriquant les revêtements de sol, Pierre (1909-2002), le frère cadet, dirige les ateliers du feutre qu'il s'attache à améliorer. Lycéen à Jeanson-de-Sailly, bachelier à seize ans, il a appris le métier de feutrier, atelier par atelier. Des stages d'apprentissage

ont complété sa formation, dont huit mois dans un centre de triage et de lavage de la laine à Bradford, en Angleterre et un voyage d'étude en Argentine et Uruguay.

Exploitant les savoir-faire du feutrier face à l'arrivée de nouvelles matières, notamment artificielles, il a développé les feutres techniques et a modernisé l'usine des années 1950 à 1970. Aujourd'hui sortie du groupe, l'activité continue d'exister sous le nom de Felt industrie, une des rares usines de production de feutre foulé en Europe.

Pierre a confirmé son attachement à Mouzon par plusieurs donations qui ont contribué à l'embellissement de la ville. Avec son frère François, il a créé la Fondation François et Pierre Sommer qui intervient dans de nombreux domaines de la vie du personnel et de la vie locale.

Villas à saisir...

Une grosse maison est construite par Alfred Sommer sur les bords de la Meuse, au lieu-dit La Gravière. Après l'incendie de 1918, Pierre Sommer la remplace par une imposante villa de type alsacien, qui rappelle les origines de la famille.

Ce fut la maison natale des trois frères : François, Raymond et Pierre. Au décès de Pierre, en 2002, puis de son épouse, la demeure devient propriété des établissements Faurecia, le célèbre équipementier automobile de taille mondiale, continueurs, à Mouzon, de la production Sommer. Fin 2004, La Gravière est rachetée par la Fondation François et Pierre Sommer.



Mouzon



Maison « espagnole » abritant aujourd'hui un restaurant (cliché A. Renard)

L'autre construction élevée par François au fond du parc, après la Seconde Guerre mondiale, a été également rachetée.

La célèbre Maison espagnole correspond à un achat par François Sommer, en 1949, de deux anciennes échoppes d'artisans, maréchal-ferrant et un bourrelier. Complètement restaurée, elle sert un moment de restaurant d'entreprise pour les cadres Sommer, puis est donnée à la Ville.

Elle reste, par contrat, un restaurant gastronomique. C'est un bel

édifice à colombage qui date du XVII^e siècle.

Sommerville

Dès 1882, Alfred Sommer construit les premiers logements mais au début du XX^e siècle, des quartiers entiers sont bâtis, notamment la cité Nègre, qui tirait son nom d'une certaine anarchie des constructions (!). De 1919 à 1920, 60 logements sont mis à disposition du personnel : la cité du Cinéma, celle du Parc de la Fonderie et la cité Jeanne-d'Arc. Il y eut aussi la Polonaise et Gabella.

Après 1945, plusieurs îlots urbains sont reconstruits. La cité des Cadres – ancienne cité des cadres de l'armée, d'où son nom – est rachetée à l'État en 1960. À la fin des années 1960, les habitations sont cédées en accession à la propriété. Le système des HLM leur succède après 1970. Du temps des Sommer, les superficies, le confort et les matériaux des maisons changeaient en fonction du rang social des résidents. Des petits jardins « de rapport » jouxtaient les logements : l'habitat était le miroir de la société mouzonnaise, mais aussi celui de l'importance accordée à chacun dans l'entreprise. Le loyer était directement prélevé sur le salaire. Jusqu'en 1921, l'électricité même était fournie par la



Un immeuble de la cité des Cadres (cliché A. Renard)

société. Aujourd'hui, l'aspect coquet de la ville rappelle l'ampleur du paternalisme bien spécifique

de la famille Sommer et son rôle essentiel dans l'embellissement de la ville de Mouzon.



Villa La Gravière (cliché A. Renard)

À Warmeriville, sur la Suippe, la filature du Val des Bois était dirigée par une famille, les Harmel, et régie par les préceptes du catholicisme social. Lieu d'une expérience sociale modèle et sans doute inégalée, le site est aujourd'hui laissé à l'abandon...



La façade de l'usine, aujourd'hui en friche (cliché J.-F. Saint-Bastien)

Aux origines d'une aventure industrielle textile

Le patronyme Harmel est indissociable d'un lieu : le Val des Bois, un écart de la commune marnaise de Warmeriville ; d'une activité : la filature de la laine ; et enfin, d'une conception particulière dans la direction d'une entreprise pionnière du catholicisme social. La figure de proue de cette dynastie est Léon Harmel (1829-1915), qualifié de « Bon Père ».

Les Harmel sont originaires de l'actuelle Belgique, plus précisément de Sainte-Cécile, non loin de Florenville. Après Waterloo, et peut-être pour échapper à l'autorité hollan-

daise, le grand-père et son fils aîné – le père de Léon Harmel – partent louer leur force physique et mettre leurs compétences, de même que leur intelligence, au service de propriétaires installés dans les Ardennes françaises.

Aussi apparaissent-ils temporairement dans le Sedanais : à Angecourt chez Poupard de Neufelize, dans le Rethélois à Signy-l'Abbaye chez Texier, puis à La Neuville-lès-Wasigny chez Tranchart. Deux mariages entre les fils Harmel et les filles Tranchart permettent une implantation dans le royaume de France et

plus concrètement une entrée dans le monde rethélois de la laine.

À la même époque, en 1824, les Harmel acquièrent un moulin à blé situé à Boulzicourt sur la Vence. L'établissement hydraulique est rapidement transformé en filature mécanique de laine.

Les trois frères forment, en 1833, la Société Harmel frères. La famille possède alors à Sainte-Cécile une filature mécanique, une foulerie et une scierie mues par l'eau. Ils détiennent à Boulzicourt une autre filature hydraulique et, à Reims, un point de vente de leurs fils de laine.

L'installation au Val des Bois

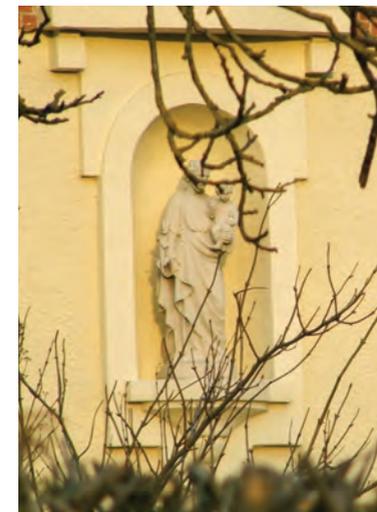
Une nouvelle étape est franchie en 1841 avec l'achat d'un nouveau moulin à céréales, installé sur la Suippe, au nord de Reims, dans le département de la Marne. Le schéma d'organisation général rappelle celui suivi lors de l'installation à Boulzicourt. L'achat se fait en commun. Il concerne le site hydraulique d'un moulin à céréales devenu obsolète. Le lieu est à l'écart d'un bourg (Warmeriville) et à proximité immédiate d'une ville et d'un centre textile important (Reims).

Dans cet écart, les Harmel vont créer de toutes pièces un établissement industriel dont ils forgeront patiemment l'originalité jusqu'à en faire – inconsciemment sans doute – un « couvent-fabrique », un néo-béguinage. Ce « béguinage industriel » rassemble une famille catholique pratiquante, des ouvriers relativement peu déchristianisés, qui vivent en commun, retirés du monde, sous une règle propre (le règlement de l'usine), qui concerne à la fois le travail et la foi. Bien sûr, on ne prononce pas de vœux et l'on conserve ses maigres biens. *Labora et ora* : Travailler et prier.

En 1853, la société est dissoute : le Val des Bois appartient à l'aîné, Harmel-Tranchart, et le site de Boulzicourt au cadet, Harmel-Cha-



Agrappe à l'initiale de Harmel (cliché J.-F. Saint-Bastien)



Vierge à l'enfant disposée dans l'usine (cliché J.-F. Saint-Bastien)

lamel. L'autre frère sort de la société et meurt en 1856. Sa fille est mariée depuis quelques mois à son propre neveu, Léon Harmel. On peut alors faire de l'établissement de Warmeriville la description suivante : une filature en laines peignées et cardées, mue par la Suippe, contenant les bâtiments d'exploitation, les maisons de maître et les maisons ouvrières. En 1867, on compte huit cents ouvriers. L'incendie partiel de 1874 change la donne : il permet de reconstruire des bâtiments fonctionnels et de moderniser l'outil de production. Surtout, il permet de conserver une partie des bâtiments annexes où va travailler la population féminine alors que les ouvriers sont accueillis chez un cousin germain à La Neuville-lès-Wasigny. La modernisation était possible, le personnel et la clientèle étaient conservés.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le Val des Bois s'est spécialisé dans la filature et le retordage de laines peignées, plus particulièrement dans les fils fantaisie et haute nouveauté. Une teinturerie a été adjointe à la filature. Cinq cent



Un béguinage industriel



Vue de l'usine sur la Suipe (cliché J.-F. Saint-Bastien)

cinquante ouvriers travaillent dans l'établissement. Le chiffre d'affaires annuel est de 15 millions de francs. La production se monte à un million de kilogrammes, dont moitié pour l'exportation. L'occupation allemande entraîne la destruction du matériel de production et des bâtiments (usine et cités ouvrières). Le Val des Bois reprend son activité au début des années 1920. Les Harmel rachètent une usine à Signy-l'Abbaye dans les Ardennes. À Warmeriville, la production se poursuit jusqu'au dépôt de bilan de 1977. Une coopérative, la Warnex, tente de reprendre une partie des activités. La fermeture définitive a lieu en 1984. Aujourd'hui, les lieux de production n'existent plus. Seul le réseau hydraulique demeure pour rappeler l'activité de production textile et le travail des hommes. La façade de la filature a été conservée, mais derrière, le vide et les ruines évoquent les destructions liées à la Grande Guerre... Depuis les relevés et l'enquête réalisés en 1988 par le service de l'Inventaire, la situation s'est révélée particulièrement dramatique pour le Val des Bois...

Le village ouvrier

Il faut loger cette population ouvrière venue en grande partie de l'extérieur. La décennie 1840 voit la construction de bâtiments à plusieurs étages comprenant un grand nombre de logements. Dès 1855, ces derniers sont remplacés par la cité Malakoff, nom donné en l'honneur d'une victoire militaire impériale. Cette cité est formée de



La maison du concierge (cliché J.-F. Saint-Bastien)

maisons abritant quatre logements avec une « grande place » au rez-de-chaussée et à l'étage, le grenier peut-être mansardé. Cette maison contient une relaverie (buanderie), un jardin et une remise. Le loyer annuel est de 75 francs.

La cité du Bon-Père fonctionne de la même manière : quatre logements avec pièce au rez-de-chaussée, un petit cellier, une pièce à l'étage, un second étage avec grenier, une remise et un jardin. Le loyer annuel s'élève à 110 francs.

Les quatre logements de la cité Saint-Paul paraissent plus grands : deux grandes pièces au rez-de-chaussée avec cellier et buanderie, deux grandes chambres à l'étage, un second étage aménageable, une grande remise. Le loyer annuel, plus conséquent, se monte à 180 francs.

En 1900, on compte au Val des Bois sept cités : cité du Bon-Père, cité Saint-Paul, cité Jeanne-d'Arc, cité Saint-Joseph, cité Camus, cité Sainte-Virginie, cité Florentin. Elles semblent correspondre à une trentaine de logements ouvriers.

Chaque logement possède alors une pompe commune pour l'eau potable et à proximité un lavoir sur la Suipe. Un jardin lui est attenant, de surface adaptée à ce qu'une famille peut cultiver.

À cela s'ajoutent : la chapelle (aujourd'hui malheureusement détruite), lieu de culte mitoyen de la maison du « Bon-Père » ; la maison syndicale et le théâtre situés dans la cour de l'usine ; la maison de famille et l'école localisées non loin de l'angle formé par l'avenue du Val des Bois et la rue des Censes.

Comme l'usine, les cités ouvrières sont détruites en 1918. La reconstruction s'opère rapidement : cinquante habitations ouvrières modèles sont édifiées dès 1920.



Léon Harmel (1829-1915)

Né dans les Ardennes en 1829, il décède à Nice en 1915. Une grande partie de sa vie se déroule néanmoins dans l'établissement familial du Val des Bois, autour de ses ouvriers et de ses neuf enfants.

Figure de proue du catholicisme social, Léon Harmel mène une vie particulièrement édifiante. Industriel chrétien, il cherche à ériger son

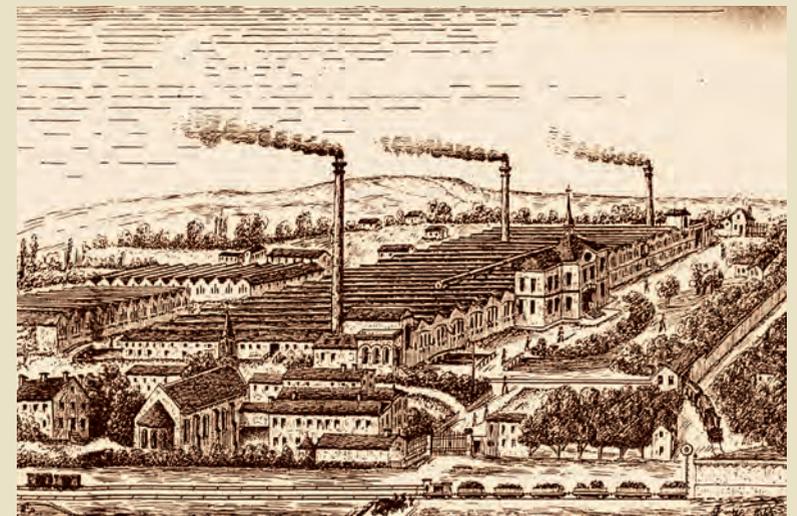
établissement en modèle, se consacrant à vulgariser l'organisation professionnelle et sociale mise en oeuvre au Val des Bois.

La mort de son épouse en 1870 et la reconstruction de son usine après un incendie le conduisent certainement à prendre une part active à toutes les grandes assises catholiques, aux congrès, assemblées et réunions ouvrières.

Il publie en 1877 la première édition du *Manuel d'une corporation chrétienne*. Promoteur des lois protectrices des travailleurs, Léon Harmel est également l'organisateur des pèlerinages de la France du Travail (1885-1889). Apôtre préoccupé par la question sociale, il pourrait avoir inspiré en 1891 l'encyclique du pape Léon XIII *Rerum novarum*.

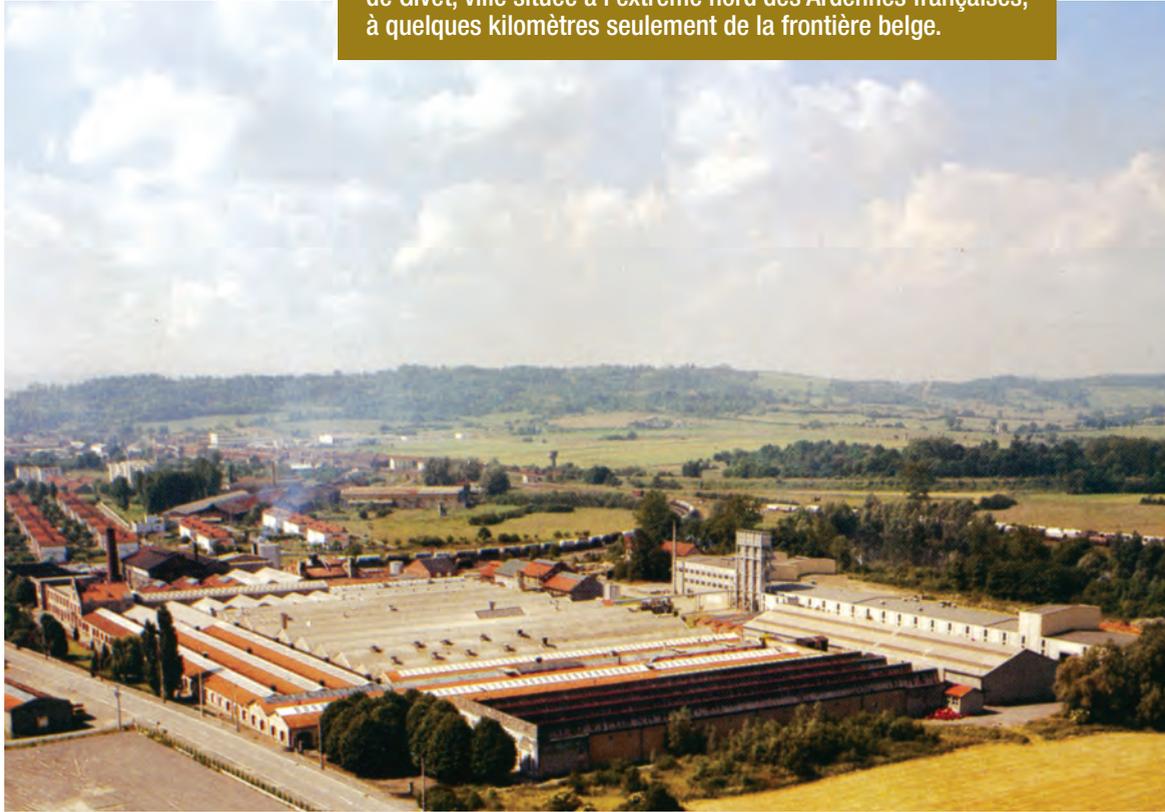
Après la séparation des Églises et de l'État en 1905, Léon Harmel participe au pèlerinage de la Réparation à Rome auprès de Pie X.

Symbole de modernité, ses dernières recommandations à la famille sont gravées sur disque Pathé, le 23 août 1914...



Gravure du Val des Bois, au temps de Léon Harmel (collection particulière)

La Société de la soie artificielle naît en mars 1902. Les bâtiments industriels sont terminés en avril 1903, à proximité de Givet, ville située à l'extrême nord des Ardennes françaises, à quelques kilomètres seulement de la frontière belge.



Vue générale du site Cellatex en 1985 (collection particulière)

La soie artificielle à Givet

À la fin du XIX^e siècle, répondant au besoin de la mode, la production textile française voit l'apparition d'une nouvelle fibre : la soie artificielle. Nous sommes entre textile et chimie puisque ce fil brillant est obtenu par coagulation après filage sous pression d'une solution cellulosique. Ce fil artificiel est fabriqué à partir de matières naturelles. Le rachat d'une licence allemande autorise la création en 1899 de La Société française de la soie de Paris. Le site industriel de Vitry-sur-Seine est éphémère : la liquidation de la société est prononcée en juillet

1901. Une autre entreprise naît de ses cendres, à Givet. Le choix du site n'est pas laissé au hasard : présence d'une population ouvrière urbaine et rurale sans travail, population ouvrière par ailleurs peu exigeante et habituée au travail en usine, présence de matériaux de construction à pied d'œuvre et de métaux fournis par les usines métallurgiques voisines, proximité d'un combustible livré par la Meuse à bas prix issu des bassins de Charleroi, présence enfin d'une eau de bonne qualité assurant une fabrication idoine.



Entrée de l'usine, vue actuelle (cliché J.-F. Saint-Bastien)

Une entreprise dynamique

En décembre 1903, on passe rapidement d'une production journalière de 25 kg à celle de 115 kg. L'exemple givetois fait école : cette même année, la maison Gillet et fils obtient une cession de licence. Elle fonde en 1904 La Soie artificielle d'Izieux. C'est le début d'une étroite collaboration entre ces deux sociétés.

L'année 1911 voit la création par les sociétés françaises productrices de viscose d'un Comptoir des textiles artificiels. En 1912, on passe à Givet du procédé de fabrication au cuivre (dissolution de la cellulose dans de l'oxyde de cuivre ammoniacal)

au procédé viscosé (dissolution du xanthate de cellulose dans une lessive de soude caustique).

En dix ans, l'espace industriel est multiplié par trois (21 000 m² en 1914). À la veille de la Grande Guerre, 24 métiers à filer (2 176 bobines) et 80 moulins à retordre (14 080 broches) permettent une production annuelle de 400 000 kg. 770 ouvriers et ouvrières travaillent sur le site, encadrés par 17 personnes dont 3 ingénieurs.

L'entreprise fabrique son électricité et une voie Decauville (voie ferrée étroite) sillonne les différentes parties de l'usine.

Le développement spectaculaire des années 1920

Transformée en hôpital, puis en usine de graisse lors de l'occupation allemande, le redémarrage de la production est rapide : moitié de la production moyenne d'avant-guerre en 1921.

Le programme de construction de maisons ouvrières est alors repris : en 1922, 72 logements de deux, trois ou quatre pièces sont occupés.



La chapelle de Bon-Secours (cliché J.-F. Saint-Bastien)

Les années 1920 voient un développement conséquent de l'entreprise, nécessitant à la fois la mise en place de huit lignes d'autocars destinées à déplacer des ouvriers belges et français, ainsi que la construction d'un groupe de 300 logements, d'une école maternelle et de bains douches.



Les cités de la soie



Cité de 1921 (cliché J.-F. Saint-Bastien)

En 1925, la crue de la Meuse inonde l'usine et l'habitat ouvrier. Cependant ce désastre n'arrête ni la modernisation de l'outil industriel ni l'extension des cités ouvrières (nouvelle tranche de constructions). Un lieu de culte, la chapelle Notre-Dame de Bon-Secours, est même édifié en 1932.

Entre 1950 et 1980, toujours l'expansion

Malgré l'occupation allemande, la production de viscose redémarre en 1941 : 6 000 kg/jour sont produits en 1945. En 1959, Givet-Izieux fusionne avec Viscose française et donne naissance au groupe de la Compagnie industrielle des textiles artificiels et synthétiques. Le site de Givet produit alors 285 tonnes mensuelles de rayonne destinée essentiellement au Maghreb, au Proche-Orient, à l'Asie du Sud et de l'Est.

Le groupe Rhône-Poulenc textile naît en 1971 de la fusion ou de l'absorption de différentes sociétés productrices de fils et de fibres

artificiels ou synthétiques. La restructuration du groupe en 1981 amène la création de trois filiales dont Cellatex pour la fabrication de fils viscose.

Cette société CELLulose Artificiel TEXtile se compose de deux usines complémentaires, situées à Givet et à Grenoble, le siège social se trouve à Lyon. Seule entreprise française à produire du fil de viscose, elle arrive alors au deuxième rang européen avec une production annuelle de 7 500 tonnes de fil destinée au marché français et européen. Le groupe Rhône-Poulenc est nationalisé en 1982.

La marche vers l'agonie

La perte de 30 % du chiffre d'affaires en 1983 entraîne une restructuration de l'usine givetoise en 1985-1986. Il s'agit de réduire les coûts de fabrication et d'améliorer la qualité. La simplification du chemin de fabrication diminue de fait le nombre de postes de travail.

La situation devient difficile. En 1991, Cellatex est cédée par Rhône-

Poulenc à des cadres de l'usine. Les conséquences liées aux inondations fragilisent la production : la crue de 1993 conduit à l'arrêt de la production pendant un mois, celle de 1995 entraîne trois mois d'arrêt... L'entreprise emploie alors 186 personnes (dont 120 ouvriers). Le pourcentage d'emploi féminin est de 30 %. Quarante-vingt un pour cent du personnel habite Givet. La production est de 8,2 tonnes de fil par jour.

En 1998, un nouveau plan de redressement est adopté. Le nombre de salariés se réduit à 153 dont 70 femmes. Cellatex est pourtant leader européen dans la fabrication de rayonne plate pure, utilisée pour les tissus bactéricides à usage pharmaceutique et médical.

Cellatex dépose le bilan en 1997. Elle est reprise l'année suivante par un groupe autrichien. Mai 1999 marque un nouveau dépôt de bilan. Quelques mois de poursuite d'activités sont accordés par le tribunal de commerce.

Une fin tragique

Le 5 juillet 2000, la liquidation définitive est prononcée. Cent cinquante-trois personnes sont sans emploi. Leur désarroi risque de conduire au drame dans cette entreprise classée type 4 risque



Logements ouvriers (cliché J.-F. Saint-Bastien)



Entrée de l'usine, vue actuelle (cliché J.-F. Saint-Bastien)

Seveso. D'importantes quantités d'acide sulfurique, de soude forte et de sulfure de carbone servent à la fabrication de la rayonne. Les licenciés menacent de « tout faire péter ». Le quartier de la Soie est évacué. Le 17 juillet, devant la presse, 5 000 litres d'acide sulfurique sont déversés dans un ruisseau traversant le site industriel et débouchant sur un bassin de décantation. La Meuse n'est pas touchée mais le geste est historique. Les négociations reprennent et les salariés approuvent à l'unanimité le protocole d'accord. L'usine Cellatex de Givet avait vécu.

Un patrimoine à valoriser

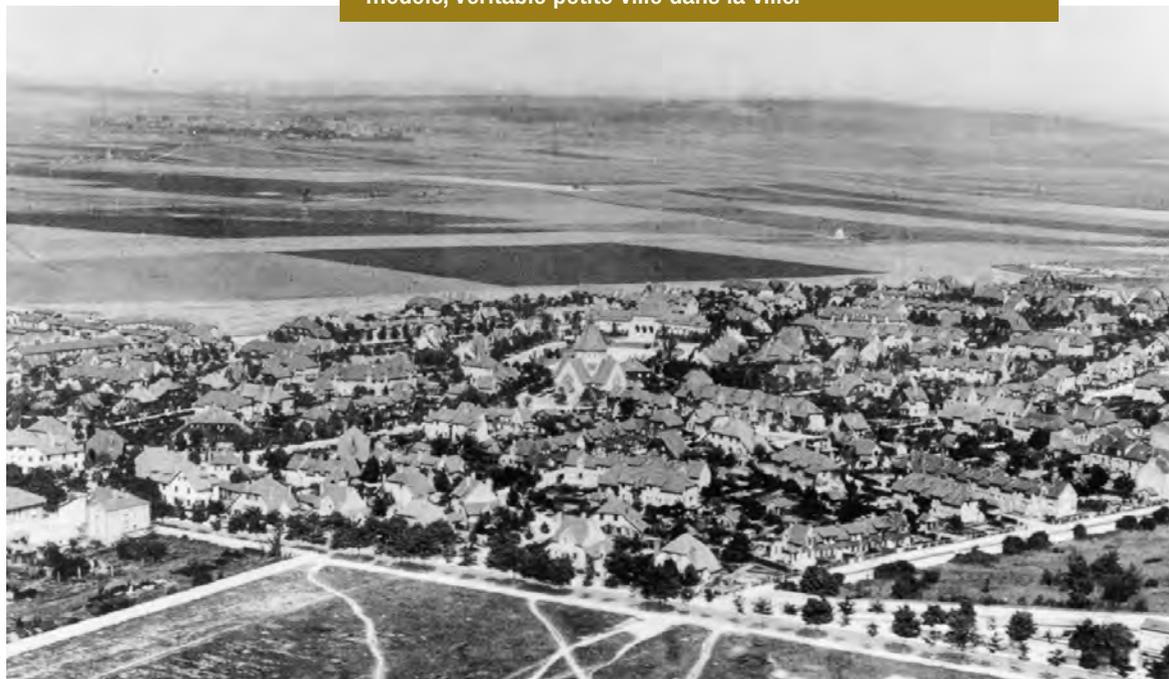
À proximité de l'espace de production, le domaine occupe tout un quartier de Givet, se composant de la villa du directeur, de villas de cadres, de cités ouvrières, de terrains de sport, d'une maison des jeunes mais également d'une boulangerie d'une coopérative, d'une bibliothèque et d'une maison des syndicats... Les maisons ouvrières sont vendues progressivement dès 1968. Le parc immobilier Rhône-

Poulenc rassemble encore en 1984 deux cent soixante et un logements ouvriers dans les cités Plançon, Claude-Reynaud, Joseph-Gillet et dans la cité Constructions-nouvelles, auxquels il faut ajouter huit maisons de cadres, cinq bâtiments coopératifs ou culturels. Au cours des années 1970, les dix-huit rues des quatre cités sont renommées avec des noms d'oiseaux. Les références aux personnes ayant marqué l'histoire de l'entreprise s'oblitérent progressivement...

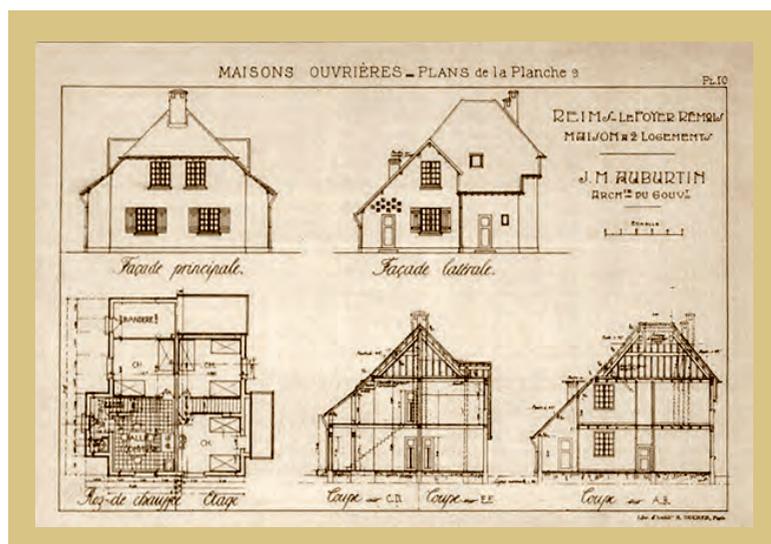


Sur un tableau noir de l'usine, les mots annonciateurs d'une fin tragique... (cliché J.-F. Saint-Bastien)

Alors que Reims, dévastée par la Grande Guerre, est encore en ruines, un industriel rémois édifie à sa périphérie une cité-jardin modèle, véritable petite ville dans la ville.



Vue aérienne de la cité-jardin dans les années 1930 (collection Foyer rémois)



Plan d'une maison à deux logements (collection Foyer rémois)

Un village dans la ville

Au début du XX^e siècle, c'est sur la base du catholicisme social que Georges Charbonneaux construit sa théorie pour l'amélioration de la condition des familles nombreuses, que l'on peut résumer en trois points : encouragement à la natalité, moralisation et épanouissement. Il met en œuvre cette théorie en construisant en 1919, en périphérie de Reims, la cité-jardin du Chemin Vert. Avant tout, pour G. Charbonneaux et ses collaborateurs (qui sont tous des patrons rémois), il importe de loger convenablement les familles nombreuses à petits revenus. L'idée est qu'un foyer sain et chaleureux contribue à l'agrandissement de la famille et à l'union

de celle-ci autour de son chef, le père. L'option retenue est celle du logement individuel complété d'un petit jardin potager.

L'ensemble des 617 maisons de la cité, aux styles variés, donne l'aspect d'un petit village. De style alsacien, elles contiennent de un à dix logements, et sont parfois groupées en bande à la façon des coronis miniers. Les logements, dont la superficie varie entre 36 et 65 m², se composent en général d'une entrée, d'un espace buanderie, d'une salle commune et de deux à quatre chambres. Il n'y a pas de salles de bains, mais la cité est équipée de bains douches et un bac placé dans la buanderie peut faire office de baignoire.

Destinés aux familles nombreuses de plus de trois enfants, les logements devaient être quittés lorsque les enfants atteignaient 16 ans. En raison de son éloignement de la ville, la cité-jardin intègre

boulangerie, boucherie à tarifs avantageux, commerces, etc.

Quant au dispositif socio-éducatif, il est très développé et cependant concentré en une maison de l'enfance et une maison commune. La première assure le suivi sanitaire des enfants, particulièrement nombreux dans la cité (2 153 en 1923), à cette époque où la mortalité infantile reste très importante. La maison commune regroupe toute l'offre culturelle de la cité : bibliothèque, théâtre, cinéma, cercle pour les hommes (où sont prosrites boissons alcoolisées et discussions politiques). L'étage abrite une école ménagère. Les sous-sols sont occupés par les bains douches. Chapeautant tout le dispositif socio-culturel de la cité-jardin, une résidente sociale, Yvonne Voisin, assure le relais entre toutes ces activités, donnant une cohérence à l'ensemble, et garantissant au Foyer rémois le bon fonctionnement de sa



Famille nombreuse devant une maison à deux logements, rue de l'Yser (document colorisé ; collection Foyer rémois)



Le Chemin Vert



Vue aérienne de la maison commune
(collection bibliothèque du Chemin Vert)

politique d'éducation et de contrôle de la population du Chemin Vert. Une école laïque est construite en face de la cité, de l'autre côté du boulevard Pommery, en collabora-

tion avec la municipalité rémoise. Quant à l'éducation religieuse, chère aux fondateurs de la cité, elle a pour centres l'église Saint-Nicaise et les patronages.



La maison de l'enfance (collection Foyer rémois)



Georges Charbonneaux
1857 - 1933
(collection P. Chatelin)

Issu d'une famille d'industriels verriers, lui-même tour à tour industriel et viticulteur, Georges Charbonneaux a organisé sa vie autour de ses deux passions : l'art et le social.

Décidé à se consacrer à la création de logements pour ouvriers, et plus particulièrement pour familles nombreuses, il crée avec quelques industriels la société immobilière « le Foyer rémois ». Il a déjà choisi de s'inspirer des cités-jardins anglaises, visitées avec le conseil municipal de la ville, en 1911. Quelques groupes de logements sont créés, mais c'est après-guerre, alors que Georges Charbonneaux vient d'obtenir du gouvernement une loi permettant aux sociétés immobilières le rachat des dommages de guerre, que le Foyer rémois peut créer une cité de l'ampleur du Chemin Vert. Peu après, est créée la cité-jardin Trois-Fontaines.

En 1933, il meurt des suites d'une maladie, alors que le Chemin Vert, sa grande œuvre, vit l'âge d'or de sa politique d'éducation socio-culturelle.



L'église Saint-Nicaise (collection Foyer rémois)

L'église Saint-Nicaise

Œuvre non confessionnelle, le Foyer rémois ne prévoit pas d'embellir sa cité d'une église. Une souscription auprès des notables de Reims est lancée pour édifier un monument à l'architecture dépouillée, sur un plan en croix grecque, mais d'une grande richesse artistique à l'intérieur.

L'emplacement choisi pour l'église, inaugurée le 8 juin 1924, est stratégique. Installée dans l'axe d'entrée de la cité-jardin, elle est ainsi reliée spatialement et spirituellement à la cathédrale Notre-Dame. Elle a été voulue simple, à l'image de la population du Chemin Vert.

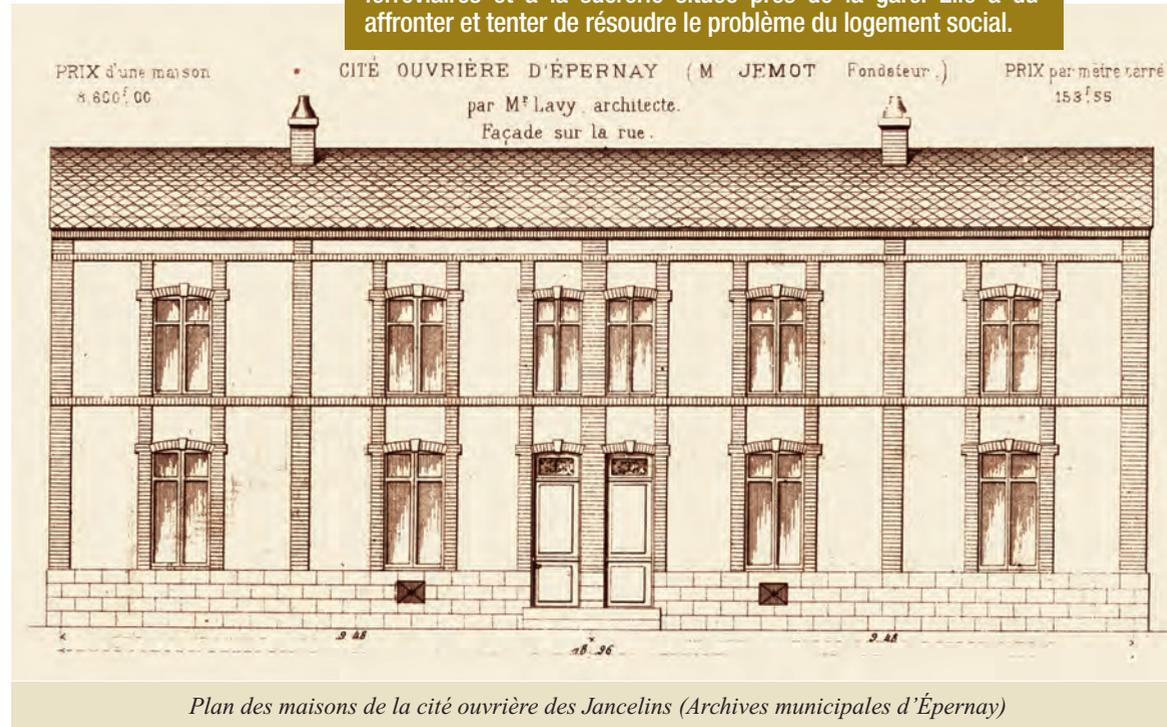
Grand mécène, passionné tout autant de littérature, de musique, de sculpture, que de peinture, Georges Charbonneaux voulut que l'église Saint-Nicaise du Chemin Vert soit ornée des œuvres de grands artistes contemporains. Neuf artistes décorèrent donc l'édifice dans les styles symbolis-

tes et Arts Déco : Emma Thiollier, Gustaves Jaulmes, Henri Menu, Jean Berque, Ernest Laurent, Roger de Villiers, Jacques Simon, René Lalique et Maurice Denis, le théoricien des nabis. Jean-Marcel Auburtin, architecte de la cité, prit en charge la réalisation du mobilier liturgique. En amateur averti, Georges Charbonneaux suivit toutes les étapes de la décoration de l'église, n'hésitant pas à intervenir dans les choix artistiques.



Fresque de l'église Saint-Nicaise,
par Maurice Denis (ADAGP, 2005)

Épernay a aussi été une grande ville ouvrière, non seulement en raison de l'industrie viticole, mais aussi grâce aux grands ateliers ferroviaires et à la sucrerie située près de la gare. Elle a dû affronter et tenter de résoudre le problème du logement social.



Plan des maisons de la cité ouvrière des Jancelins (Archives municipales d'Épernay)

La cité ouvrière des Jancelins à Épernay

La première cité ouvrière, dite des Jancelins, a été imaginée en 1867 par un philanthrope social, Gustave Jémot, notaire à Épernay. Par cette action, il espérait aider les ouvriers qui dépensaient à cette époque leurs faibles économies pour se loger dans des habitations bien souvent insalubres. Pour réaliser ce projet, il réunit un certain nombre d'amis aisés qui y virent un placement de toute sécurité.

M. Jémot devient, le 2 décembre 1867, le président fondateur de la Société coopérative immobilière d'Épernay dont le but est de construire des maisons à bon marché pour les ouvriers. Malgré les nombreuses difficultés qu'il rencontre, il fait dresser les plans de constructions en 1868 et les envoie à l'Exposition d'Amsterdam, avec un exposé complet de son projet. Il est récompensé par une médaille

d'argent. À Paris, il reçoit également une mention honorable pour son projet. Dès lors, les premières constructions s'élèvent, dans la rue des Huguenots d'abord, au sud de la rue des Jancelins ensuite, puis dans la rue de la Cité, voies qui deviennent ainsi publiques en 1869.



Maisons de la cité ouvrière des Jancelins (cliché F. Landureau)

Ces premières maisons sont tout de suite habitées par des familles d'ouvriers qui ont souscrit aux conditions imposées. Les rues du Donjon et des Huguenots sont par la suite prolongées jusqu'à la cité et vont à la rencontre de la rue du Haut-Pavé ; celle-ci est à son tour développée jusqu'à l'hôpital Auban-Moët. Quatre-vingt dix maisons sont construites sur 27 100 m². Elles sont situées au sud de la ville à 300 m des dernières maisons. Elles sont conçues pour deux ménages, l'un au rez-de-chaussée et l'autre au premier étage. Chaque logement a sa cave, son grenier ; la cour, le puits et le jardin sont collectifs.

L'implantation des cités ouvrières a développé l'urbanisme des quartiers. Il a été créé un asile dit du « Sacré-Coeur » puis une école maternelle publique. En 1887, une crèche est également ouverte grâce à la générosité d'un négociant de champagne : Auban-Moët.



Localisation des cités des Jancelins et Lemaire (Archives municipales d'Épernay)



Crèche Rachel, Fondation Auban-Moët, aujourd'hui centre des Archives municipales (cliché F. Landureau)



Cités ouvrières d'Épernay



Maisons ouvrières de la cité Jancelin (cliché F. Landureau)

Maisons ouvrières de Magenta

La construction de ce quartier relève plus d'une opération calculée que d'un geste purement « philanthropique ». En effet, c'est un entrepreneur de travaux, Alfred-Anatole Thévenet, qui en est à l'origine. Il est nommé premier maire de la nouvelle entité territoriale Dizy-Magenta et son investissement sera bénéfique. Tout comme le projet de Jémot, il permet aux ouvriers de devenir propriétaires. Thévenet crée quatre types d'habitation : le premier à 90 frs/m², avec des matériaux peu chers et un espace assez réduit ; le second, de 10 francs plus cher et un peu plus spacieux ; le 3^e type à destination d'ouvriers « aisés », à 130 frs/m², fait de matériaux plus raffinés et comportant un fourneau avec hotte et ventilateur ; le 4^e à 150 frs/m², plus noble,

avec des moulures dans la salle à manger. Comme à Épernay, la cité ouvrière de Magenta a déclenché une urbanisation du quartier : il a fallu construire des bâtiments publics, surtout des écoles pour les enfants d'ouvriers. Suivirent d'autres constructions telles que l'église, la mairie, ou encore un cimetière. L'essor économique et démographique fit le reste.



Vue de la cité Magenta (cliché J. Havez)

Le quartier Lemaire

René Lemaire (1876-1954) est un grand industriel d'Épernay, fabricant de muselets et de machines à vin et fondateur du premier garage Citroën. Il adhère au Sillon, mouvement du catholicisme social initié par Marc Sangnier et crée la Cité Lemaire, très représentative des cités ouvrières de son époque, près de l'actuelle avenue de Champagne. Pour permettre le financement des maisons, il fonde la Caisse ouvrière et le Logement familial qui prête aux familles ouvrières désireuses d'acquiescer un logement ou de faire des travaux dans les logements qu'elles possèdent.

Grâce aux fonds ainsi prêtés, 70 maisons sont édifiées de 1905 à 1936. Les acquisitions se montent à 35, les réfections à 22. Enfin, des prêts sont accordés pour le paiement de fonds de commerce, au nombre de neuf. Ils ne sont consentis qu'après une enquête sérieuse sur le postulant, portant sur l'honorabilité du personnage, sa solvabilité, sa valeur morale, sa gestion et sa situation familiale. L'âge est également pris en considération ; enfin l'hypothèque de la maison fournit la dernière garantie.

Conçue à l'origine pour apporter des solutions au problème du logement, la caisse construit beaucoup moins de maisons à partir de 1920. L'âge d'or des constructions se situe avant la Première Guerre mondiale : 57 ont déjà été bâties alors. Pourquoi ce ralentissement après la guerre, qui constitue une coupure dans la vie de la caisse ? En premier lieu, l'accroissement du coût



Ancienne fabrique Lemaire, avenue de Champagne (cliché F. Landureau)

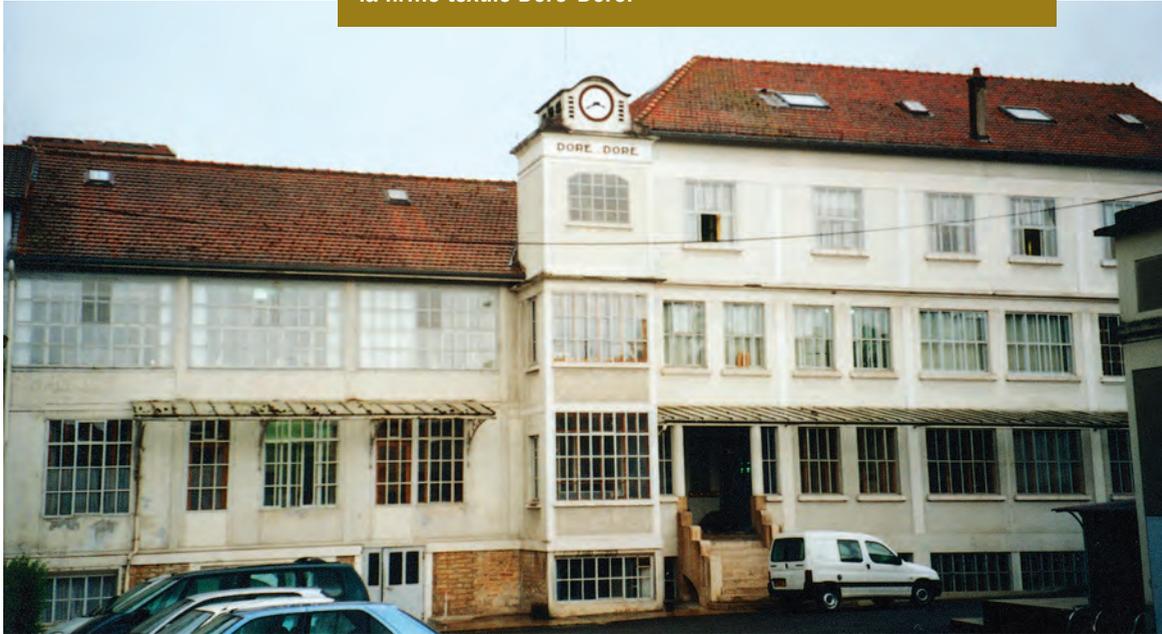
des maisons et l'évolution de la législation d'après-guerre privent la Caisse ouvrière d'une partie de son intérêt. La loi Loucheur du 13 juillet 1928 accentue cette évolution. Aussi les dirigeants de la Caisse

ouvrière décident-ils de fonder une société, le Logement familial, qui profiterait des nouvelles dispositions de la loi. Une autre étape est ainsi franchie dans l'histoire du logement social sparnacien.



Exemple de logement familial R. Lemaire, sur des terrains situés derrière la fabrique (cliché F. Landureau)

Vers la fin du XIX^e siècle, le petit village de Fontaine-les-Grés, dans l'Aube, se transforme et devient la « colonie ouvrière » de la firme textile Doré-Doré.



Vue actuelle de l'usine Doré-Doré (cliché N. Valli)

souvent remboursé en 5 ou 6 ans. D.-D. prête les métiers, fournit la matière première transportée par un service de fourgons automobiles. L'artisan est maître de l'embauche de son personnel, de la gestion de ses heures de travail. Des salariés Doré assurent la

liaison technique en transmettant les commandes et leurs caractéristiques techniques, et vérifient la conformité et la qualité des produits.

Dans les années 1950, des impératifs techniques, notamment la taille des métiers, remettent en cause



La salle des fêtes fondée par Doré-Doré (cliché N. Valli)

Fontaine-les-Grés, un village au rythme de l'usine Doré-Doré

Pendant des siècles, les paysans de champagne se sont assurés un revenu complémentaire en tissant à domicile des bas et des bonnets de laine, puis de coton.

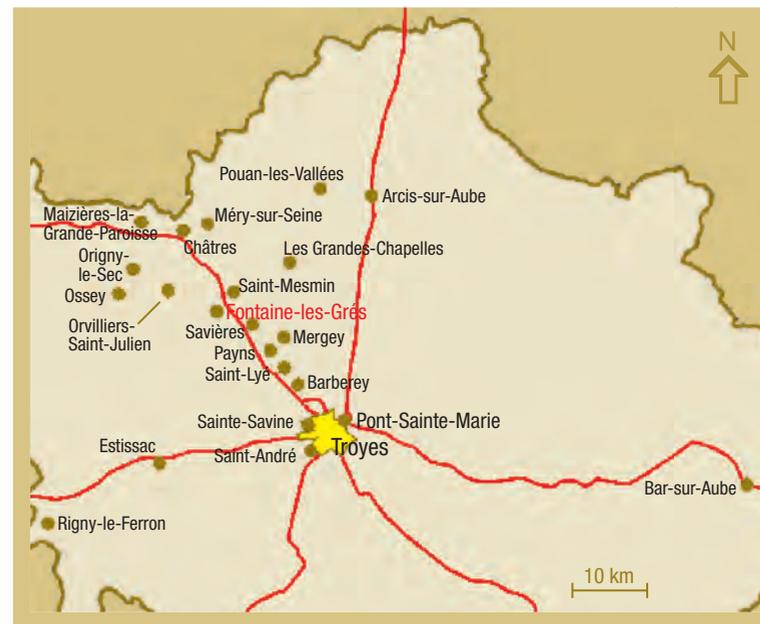
En 1819, Jean-Baptiste Doré propose à quelques bonnetiers de leur fournir les matières premières et de commercialiser leur production. Il installe ses bureaux dans son village natal, Fontaine-les-Grés, petit hameau situé sur l'axe qui relie Paris à Troyes. Pendant plus d'un siècle et demi, l'entreprise D.-D. va se développer et atteindre son apogée entre 1920 et 1960, sous la direction d'André Doré.

En 2002, malgré les difficultés économiques du secteur textile, les 470 salariés de l'entreprise continuent de produire des bas et des chaussettes de qualité sous la

direction familiale des héritiers d'André Doré. À ce titre, c'est un parfait exemple des liens tissés entre une entreprise textile, une dynastie patronale et un bourg de la Champagne sèche depuis presque deux siècles.

L'entreprise et ses ateliers

Durant les années 1920-1950, la maison mère à Fontaine-les-Grés regroupe les ateliers d'apprêt, les services techniques et commerciaux, ainsi qu'un important service social. Poursuivant la tradition, une cinquantaine d'ateliers à domicile assurent la fabrication. L'entreprise aide l'artisan à acquérir un terrain pour faire construire un atelier en lui attribuant un prêt au taux d'intérêt de 4%, le plus



Localisation des ateliers Doré-Doré dans le département de l'Aube (auteur N. Valli)

cette organisation du travail. À partir des années 1980, la production se concentre désormais dans l'usine de Fontaine-les-Grés, un atelier ouvert à Troyes, en 1955, pour la fabrication des collants en nylon et quelques sites industriels secondaires à Marigny et à Sézanne.

L'empreinte de la politique paternaliste d'André Doré

Tout au long de sa vie, André Doré développe une politique sociale et humaniste. Il décide l'ouverture d'une caisse de retraites, de prévoyance, d'une amicale (caisse de



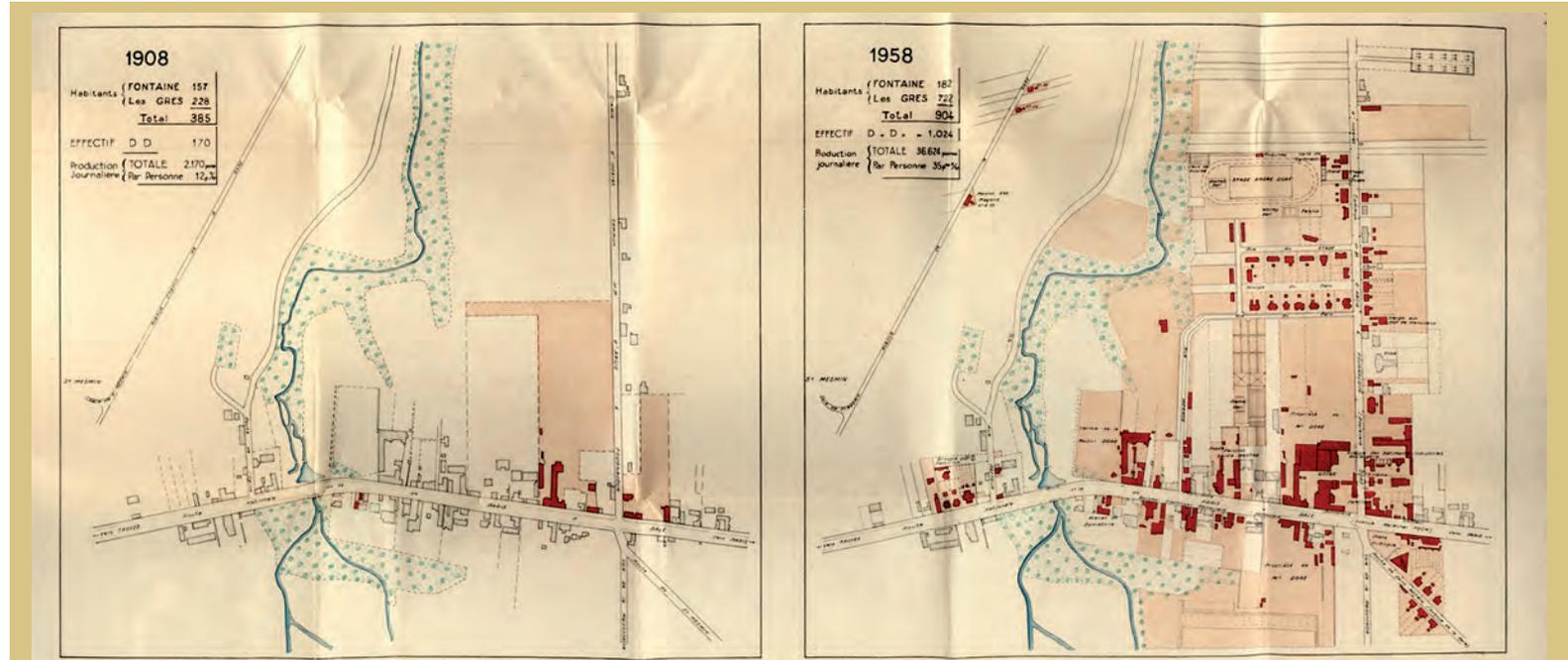
Une autre réalisation de l'entreprise (cliché N. Valli)



Doré-Doré à Fontaine-les-Grés

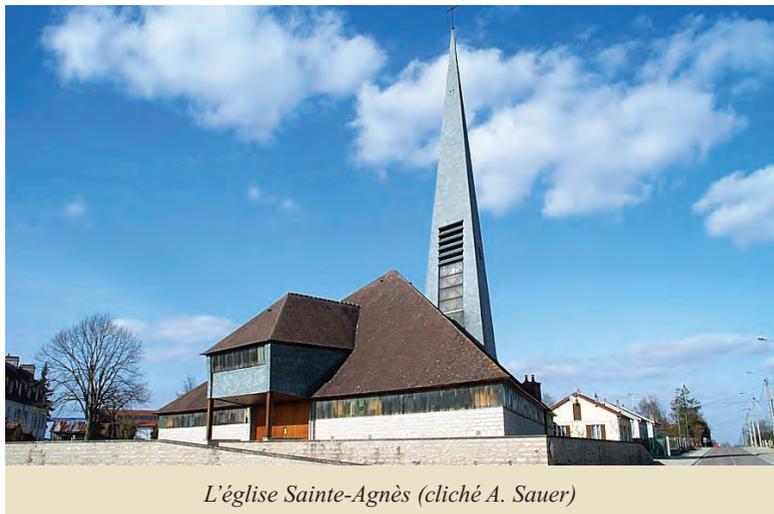
secours mutuels) en 1926 et d'un dispensaire en 1929. Il finance la création d'une pension pour jeunes filles (62 pensionnaires en 1952), d'une crèche pour les jeunes enfants, d'une garderie pour les jeunes scolarisés dans le village. Ces mesures ainsi que le patronage de vacances facilitent l'emploi féminin. Il encadre le temps libre de ses salariés en leur proposant de multiples activités et loisirs. Il finance l'équipement d'un stade et d'une salle de gymnastique pour les nombreux clubs sportifs, d'une bibliothèque, d'un cinéma et d'une salle des fêtes, ouvre plus de 200 jardins ouvriers.

Parallèlement, il développe le hameau des Grés en facilitant l'installation de commerçants (épiciers, bouchers, boulangers, etc.) et de services (médecin, dentiste, etc.), en finançant la construction de plus de 200 maisons et logements loués aux salariés D.-D. Entre 1908 et 1958, l'évolution démographique des deux hameaux est significative. Fontaine passe de 157 à 182 habitants. La population des Grés est multipliée par trois,



Le plan du hameau des Grés en 1958 montre parfaitement l'emprise foncière acquise par les établissements Doré-Doré depuis 1908. Locaux industriels, logements et infrastructures y apparaissent en couleur (Archives départementales des Ardennes)

grimpe de 228 à 722 habitants. Aujourd'hui encore, l'action paternaliste d'André Doré est visible dans le village.



L'église Sainte-Agnès (cliché A. Sauer)



L'école, fondée par Doré-Doré (cliché N. Valli)

Avant 1914, ouvriers et employés s'entassent dans les immeubles insalubres du vieux centre médiéval. Aussi, de nombreux Troyens cherchent à construire ou à louer dans les faubourgs proches. Au total, des initiatives variées, privées et publiques, qui donnent son cachet à la ville aujourd'hui.



Fronton du porche de la villa Rothier, vue actuelle (cliché A. Sauer)

La villa Rothier, rue Voltaire

La villa Rothier est lotie à partir de 1890 par Émile Rothier, ancien industriel cordier et sa soeur Élixa qui y construisent aussi quelques maisons. La villa comprend une rue privée et les maisons bordières. Elle s'ouvre par un portail monumental surmonté de pièces d'habitation. Elle se poursuit par 34 maisons avec courette, réparties le long d'une rue de six mètres de large. À l'exception de neuf d'entre elles, elles sont relativement modestes. Elles sont construites en pierre avec de la brique aux angles.

Leurs plans sont peu variés : un corps rectangulaire pour les plus modestes, un avant-corps à angle droit avec le corps central pour les plus grandes. Elles comptent le plus souvent un étage et des mansardes. D'une grande diversité décorative (toits d'ardoises ou de tuiles, bois de charpente apparents, mansardes avec jambages et frontons sculptés), les façades sont animées d'un *bow-window*, d'un pignon, d'une tourelle ou d'une marquise et de céramiques colorées.



Entrée de la villa Rothier, aujourd'hui (cliché A. Sauer)

Des occupants aisés

Les maisons de la villa Rothier sont surtout occupées par des « capacités », des ingénieurs, des salariés du commerce, des négociants, des fonctionnaires. Les Rothier y rési-

dent. Un règlement strict définit les usages (éclairage, circulation, construction). Les portes sont fermées la nuit. D'autres « villas » (villas Courtalon, Moderne, Petit-Germain) verront le jour, mais celle-ci reste la plus emblématique.



Rue de la villa Rothier (cliché J.-L. Humbert)

Lotissement Vanderbach, rue Vanderbach

Les classes moyennes moins nanties se tournent vers la maisonnette avec jardin et le faubourg de Sainte-Savine dès les années 1880. Isolée ou dans un lotissement, la maison individuelle est d'abord le produit

de l'initiative privée, sur des terrains bon marché, découpés au hasard des spéculations et des opportunités foncières, dans la périphérie de la ville. C'est le cas du lotissement de la rue Vanderbach, à l'initiative de



Alignement de maisons dans la villa Vanderbach (cliché J.-L. Humbert)



Villas et cités de Troyes

François-Auguste Vanderbach. Entre 1884 et 1897, Vanderbach, marchand-pâtissier, investit dans l'achat des terrains à lotir qu'il fractionne en parcelles, de 200 m² le plus souvent,

vendues à bon marché. Les maisons sont dites « économiques », car, à l'inverse des habitations à bon marché (HBM), elles sont construites sans aides publiques.

La promotion des humbles

De plan rectangulaire, elles comportent une entrée en façade et deux pièces réparties de chaque côté du couloir. Elles disposent parfois d'un étage mansardé. Elles sont faites de

trée, la décoration est inexistante. Les logements sont modestes, le surpeuplement fréquent, le confort rudimentaire.

Les nouveaux propriétaires sont



Une maison de la villa Vanderbach, avec marquise au-dessus de la porte d'entrée (cliché J.-L. Humbert)

moellons de pierre ou de craie en façade, carreaux de terre enduits sur les côtés et à l'arrière, briques aux angles, tuiles en couverture. Toutes possèdent un jardin. Si une marquise orne parfois la porte d'en-

limonadiers, fondeurs, marchands de vin, régleurs, journalistes, bonnetiers, façonniers, employés et fonctionnaires. En quittant le vieux centre sur-occupé, ils montrent malgré tout leur promotion sociale.

Loger pour réduire l'opposition

Au lendemain de la Grande Guerre, à Troyes, comme ailleurs, le logement devient une priorité. Il faut répondre à l'inquiétude sociale par la création de logements décentes pour les moins favorisés. Des organismes privés agissent, mais leur action est insuffisante. En 1922, un Office public départemental d'habitations à bon marché et un Comité de patronage des HBM et de la prévoyance sociale sont créés. L'office rassemble des politiques et des industriels. À partir

de 1928, il bénéficie des dispositions de la loi Loucheur.

Entre 1925 et 1926, il édifie la villa Benoît-Malon dans le quartier des Trévois : 12 immeubles, soit 100 logements. Dans le même quartier, il édifie entre 1928 et 1929 la villa Jules-Guesde : 12 immeubles, soit 167 logements. Tous les appartements sont équipés en eau courante, gaz et électricité. Des garderies pour enfants, des séchoirs collectifs et des garages sont proposés aux habitants.



Une maison de la rue Ribot (cliché J.-L. Humbert)

Les cités-jardins

Dans le quartier des Marots, l'office reprend le principe des cités-jardins. La première tranche des travaux, démarrée en 1928, est l'œuvre de Bassompierre, Rutté et Sirvin, architectes à Auteuil. Ceux-ci réalisent 26 logements individuels et 120 logements collectifs, ainsi qu'un logement de gardien en pavillon isolé et quatre boutiques. Les maisons sont en décrochement pour éviter la monotonie. Les terre-pleins, devant, sont aménagés en allées d'accès et pelouses. Haies, gazons et fleurs sont recommandés. Les pavillons sont réunis par des porches ou des pergolas afin de constituer des ensembles plaisants. Les apprentis (loges à outils, poulaillers) ne sont autorisés qu'à l'arrière des maisons, où les jardins doivent être proprement entretenus. La deuxième tranche, réalisée en 1930-1931 par l'architecte Caignol de Mailly, comprend 98 logements, dont 46 dans 5 maisons collectives

et 52 dans 26 maisons individuelles jumelles. La troisième tranche est l'œuvre des architectes Maurey, Dubreuil et Hummel. Leur projet comprend 124 logements dont 98 dans 7 immeubles collectifs et 26

dans 13 pavillons. Tous les logements sont raccordés aux eaux usées et pluviales et alimentés en gaz et électricité. Ils disposent du chauffage central individuel et bénéficient de l'éclairage public.

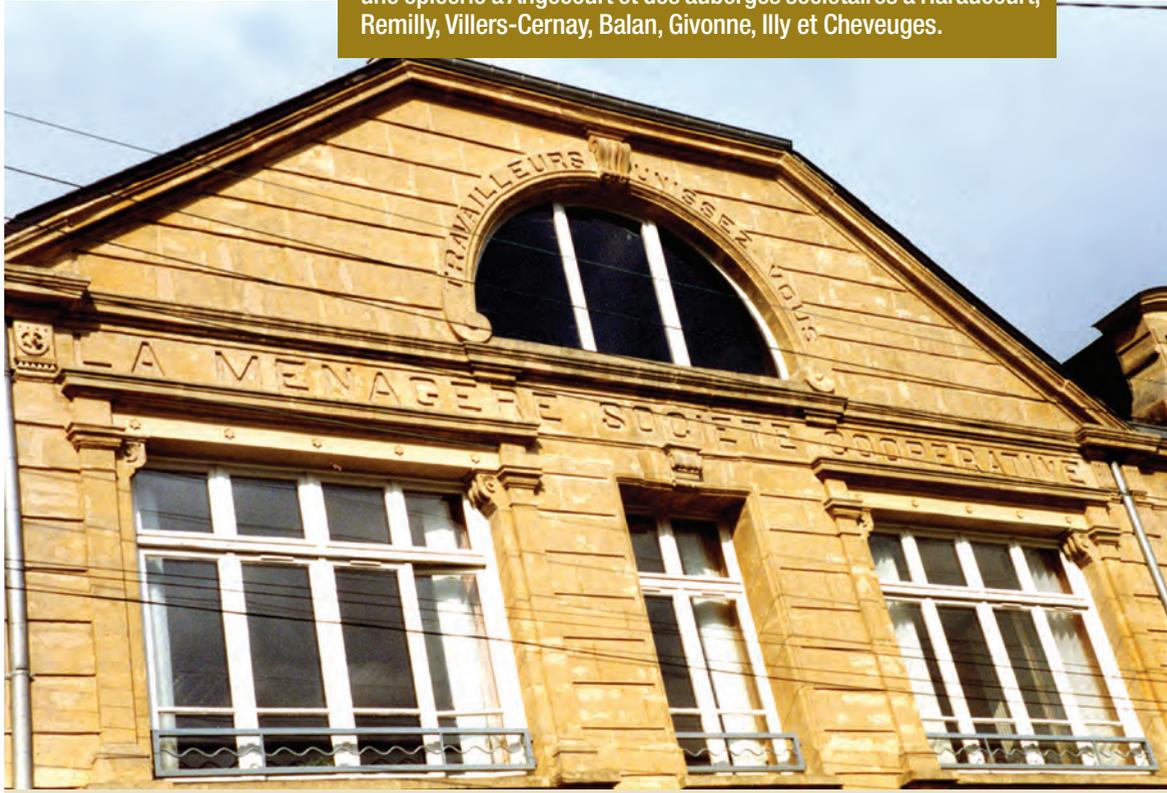
La fin d'une certaine idée du logement

Entre 1929 et 1932, l'office lance d'autres programmes d'immeubles collectifs à Troyes et à Sainte-Savine, à l'architecture et au confort soignés. Mais le plan Loucheur, victime des répercussions de la crise économique de 1929, n'est pas reconduit en 1933. Du fait de la dépression, propriétaires et locataires ont du mal à faire face à leurs échéances, tandis que l'État fixe aux loyers des prix plafonds. Ses ressources s'amenuisant, l'OPHBM de l'Aube se contente de gérer son parc de logements. La réalisation de la troisième tranche de la cité-jardin du boulevard Blanqui est ralentie, puis ajournée en 1938.



Plan de localisation de la cité-jardin Blanqui (Archives départementales de l'Aube)

En 1851, il existait déjà à Sedan une boulangerie, une boucherie et une épicerie sociétaires. Il y avait aussi une boucherie à Neufmanil, une épicerie à Angecourt et des auberges sociétaires à Haraucourt, Remilly, Villers-Cernay, Balan, Givonne, Illy et Cheveuges.



Fronton de la façade de La Ménagère, avec la devise « travailleurs unissez-vous » (cliché C. Goffette)

L'éclosion des années 1880

Le département des Ardennes a été le premier à créer des coopératives de consommation. D'une portée limitée pendant le Second Empire, le mouvement associatif prend de l'ampleur dans les années 1880, avec l'avènement des libertés fondamentales. La coopérative d'alimentation de Bogny est fondée en 1881 et la société Aux Quatre Fils Aymon est créée en 1882. À Braux, en 1883, La Prévoyante vend de l'épicerie, de la mercerie, des tissus, des chaussures, des articles de ménage et du charbon. Elle regroupe bientôt trois cents adhérents. Forts de ce succès, les

consommateurs ouvriers de la localité créent quelques années plus tard, en 1888, une boulangerie coopérative, La Bienfaisante.

De l'organisation à l'utopie ouvrière

À Sedan, le syndicat des ouvriers et des ouvrières en tissus fonde en 1883 La Coopérative des tissus ; à Vivier-au-Court, naît en 1884 L'Union, à Rethel s'ouvre en 1886 La Rethéloise.

Avec la naissance de la Fédération des travailleurs socialistes des Ardennes, le 31 mai 1885, le mouvement coopératif prend un

virage politique qui accélère sa marche. En 1889, se crée une société d'épicerie, Les Amis réunis de Charleville, et une boulangerie coopérative, L'Humanitaire, à Thilay. Enfin, le 19 janvier 1890, La Ménagère de Monthermé voit le jour.

En 1892, on dénombre vingt sociétés, soixante-dix en 1903 et plus de cent en 1913. Elles sont suffisamment nombreuses et puissantes pour se regrouper en 1898 dans une Union des coopératives ardennaises qui possède son magasin de gros établi à Château-Regnault et son journal mensuel, *Le Consommateur*. En 1905, une quarantaine de sociétés



La Ménagère se reconnaît à sa construction en pierre jaune (cliché C. Baudoin)

donnent leur adhésion à la Bourse des coopératives socialistes. Les coopératives de consommation deviennent une arme politique, un instrument de lutte et d'émancipation, une école de propagande et d'éducation. On y distribue gratuitement des denrées alimentaires ou du charbon lors des grèves,

on y apporte un soutien financier pour l'édification de la Verrerie ouvrière d'Albi, on y apprend la gestion dans la perspective de la future société socialiste. Après sa transformation en magasin libre-service le 15 juillet 1969, puis son absorption par l'Union des coopérateurs de Lorraine le 24 avril 1972,



La Ménagère sur une carte postale du début du XX^e siècle (collection D. Bigorgne)



Coopératives des Ardennes



Façade sur rue de La Ménagère (cliché C. Goffette)

la société coopérative La Ménagère ferme définitivement ses portes à la fin de l'exercice 1987.

Le 11 novembre 1988, le conseil municipal de Monthermé décide d'acquérir le bâtiment, le réhabilite et le loue à la Caisse primaire d'assurance maladie des Ardennes pour une durée de quinze ans, à partir du 3 novembre 1989.

La boulangerie coopérative « La Ruche »

Lors de l'assemblée générale du 29 août 1898 de la société coopérative de consommation La Ménagère, l'idée de créer une boulangerie coopérative est discutée, puis adoptée.

La première cuisson a lieu le 2 novembre suivant dans des locaux provisoires. Le 1^{er} décembre 1905, l'assemblée générale décide d'acheter un immeuble. En mai 1906, l'affaire est réglée, un terrain est acheté. La construction de l'immeuble, d'un style sobre mais élégant, est confiée à l'architecte Despas de Charleville. D'octobre 1906 jusqu'au 31 mars 2000, La Ruche a fonctionné en tant que boulangerie coopérative. Aujourd'hui, au 33 de la rue Étienne-Dolet, on peut encore lire sur la façade de pierres l'inscription : « Société coopérative de boulangerie La Ruche, 1906 ».

La Maison du peuple

Le 17 septembre 1910, le conseil d'administration de La Ménagère accepte la création d'une Bourse du travail qui serait construite avec le concours des organisations ouvrières, syndicales et coopératives. L'assemblée générale donne son approbation le 26 février 1911. Elle adopte le projet d'aménagement :



Façade sur rue de la boulangerie coopérative (cliché D. Bigorgne)

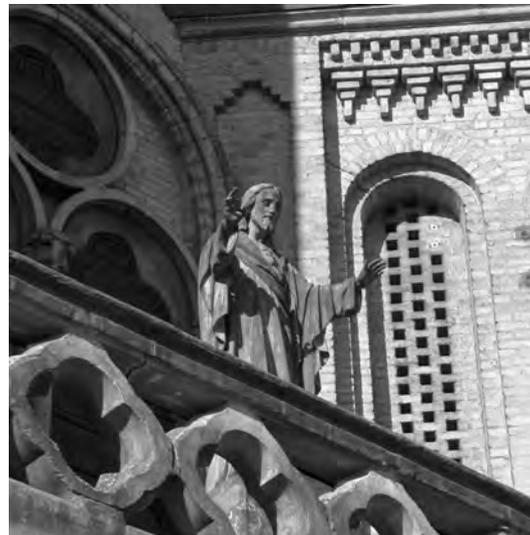


Façade sur rue de la Maison du peuple de Monthermé (cliché D. Bigorgne)

en sous-sol, une grande salle de réunion pouvant recevoir environ mille personnes et une salle des pas perdus avec buvette ; au rez-de-chaussée, deux bureaux pour le syndicat des métaux et celui des carriers, une salle de lecture et une bibliothèque ; au premier étage, une salle de réunion de vingt mètres carrés environ et un logement de deux pièces pour le concierge, complété par une chambre mansardée. Elle approuve aussi son mode d'acquisition et son financement. Enfin, La Ménagère devient le seul propriétaire de la « Maison du peuple », à condition que la pro-

priété soit socialisée, c'est-à-dire inaliénable. Elle est inaugurée le 9 juin 1912.

Après de longues années de sommeil, la Maison du peuple est reprise par l'Union des coopérateurs de Lorraine, puis par l'association les Amis de la Maison du peuple. En 1999, l'association vend à son tour, pour le franc symbolique, le bâtiment à la municipalité de Monthermé, avec la condition que la Maison du peuple conserve sa vocation initiale. L'immeuble est alors rénové. Son inauguration, le 20 juin 2001, rassemble plus de deux cents personnes.





CHÂTEAUX ET ÉGLISES DE L'INDUSTRIE

Construits en nombre, ils méritent toute notre attention, car ils représentent l'adaptation des matériaux de l'époque industrielle à des formes du pouvoir héritées du passé. Il n'est jusqu'aux cimetières qui rappellent la place qu'ont tenue ces nouveaux chevaliers, à leur époque !

Construits entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, les châteaux patronaux ardennais sont autant de vestiges qui marquent de leur empreinte le paysage industriel des Ardennes. Ils témoignent d'un passé prestigieux, qui n'est pas si lointain.



Le château Camion vu du jardin (cliché S. d'Ottavio et C. Bazelaire)

Mêlés au tissu industriel

Étrangement mêlés à l'habitat ouvrier, les châteaux patronaux affectent un rapprochement topographique avec le tissu urbain industriel : le triptyque usine-cités ouvrières-châteaux patronaux fait

naître le sentiment que chaque élément est bien à sa place. L'équilibre social suggéré par la localisation du château traduit bien l'importance accordée à cette nouvelle élite au sein de la communauté.

Le long de la Meuse

Les demeures patronales sont situées en bordure de Meuse. Cette implantation s'explique par le relief boisé et abrupt des Ardennes du Nord qui limite les espaces constructibles, par la proximité des usines dans la vallée et par les

choix idéologiques des maîtres de forges ardennais qui désirent ne pas trop s'éloigner de leurs racines, à l'époque où l'ouvrier était encore quelqu'un et le patron pas tout à fait un « Monsieur ». C'est ainsi qu'entre la pointe de

Givet et le Sedanais, on a dénombré 24 châteaux sur une trentaine de kilomètres !

Une architecture de domination

De hautes toitures, des tourelles, des lucarnes indiquent de loin la volonté de créer une distance esthétique et sociale avec les habitants des alentours. Ce statut social est confirmé par la répartition tripartite de l'espace : espace public pour les réceptions, espace privé pour la vie de famille, espace de la domesticité. Les châteaux patronaux sont pourvus de tout le confort moderne :



Cheminée sculptée (cliché S. d'Ottavio et C. Bazelaire)

eau, électricité, chauffage central, commodités. À l'intérieur, les nombreuses pièces superposent les styles : néo-classique, troubadour et

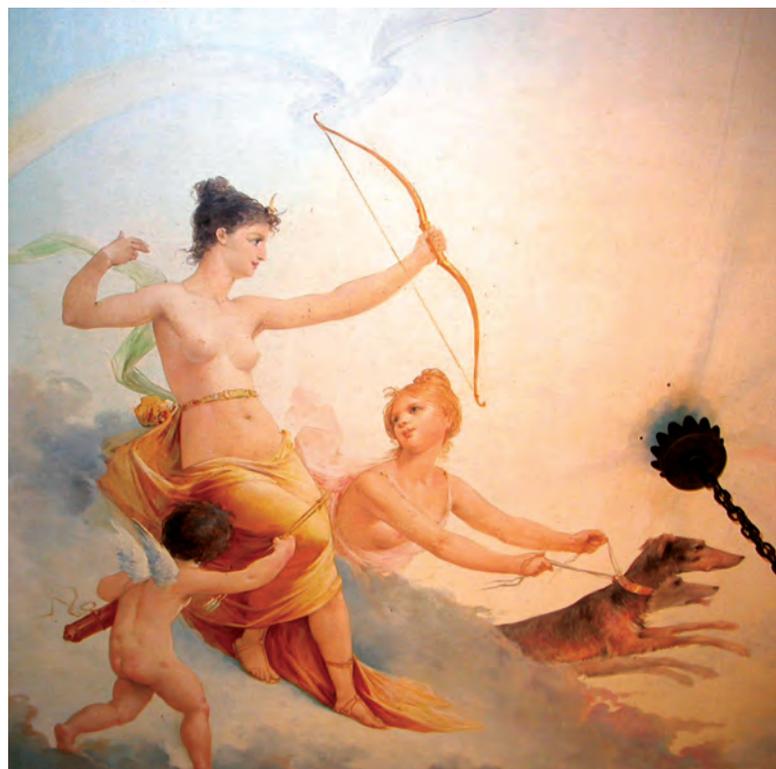
art oriental. Le piano trône dans le salon et les châtelains ne dédaignent pas de s'entourer de tableaux et de livres de prix. Le château est com-



Une poignée de porte, fabriquée dans les ateliers Camion (cliché S. d'Ottavio et C. Bazelaire)



Un château en Ardenne



Les peintures du plafond du petit salon (cliché S. d'Ottavio et C. Bazelaire)

plété par une véranda ou un jardin d'hiver, et s'ouvre sur un jardin à l'anglaise. Pas de modèle ardennais, mais un usage des matériaux locaux – ardoise, brique, pierre de Sedan – qui intègre les châteaux dans le patrimoine régional.



L'entrée principale du château (cliché S. d'Ottavio et C. Bazelaire)

Le confort, plus que le faste

Les barons du fer sont des hommes d'usine et de terre, des hommes de l'entre-deux. Leurs châteaux sont de même, à égale distance du faste aristocratique et de la rusticité. Le château Camion à Vivier-au-Court en est un bon exemple. Il présente quelques-uns des éléments caractéristiques : le perron, fondamental dans la symbolique du château, dont le nombre de marches révèle l'importance sociale du propriétaire ; la marquise, elle aussi signe de richesse. À l'intérieur, le grand et le petit salon sont décorés en style néo-Louis XVI, suivant la mode parisienne. Le fumoir et le billard pa-

rachèvent cette adhésion au modèle proposé depuis la capitale.

Une source négligée de l'histoire sociale

À la jonction de l'histoire de l'architecture, de l'habitat et de la société, l'étude des châteaux patronaux permet d'analyser non seulement le monument, le style architectural, le décor intérieur, l'environnement, mais aussi de découvrir l'organisation de la vie privée et mondaine de ces maîtres de forge. Tout est encore à faire pour comprendre l'utilisation sociale de l'espace châtelain : l'espace public animé par le maître de maison, l'espace privé à la charge de l'épouse. À la jonction des deux, la salle à manger d'apparat, où les commensaux étaient parfois nombreux, est le lieu où s'expriment toutes les relations, matérialisées par le plan de table et l'élaboration des menus de réception.

Un patrimoine vulnérable

Longtemps décriés par les historiens de l'art qui voyaient dans les châteaux du XIX^e siècle un méchant pastiche des périodes antérieures, un sous-produit de noblesse, les châteaux patronaux ont été longtemps laissés à l'abandon. Inconnus du grand public et des professionnels de la conservation du patrimoine, ils n'ont jusqu'à présent pas attiré l'attention. Il s'agit pourtant d'un témoignage irremplaçable, car l'histoire châtelaine est indissociable de l'histoire des familles qui ont illustré la grande époque de l'industrie ardennaise. Ils sont presque tous parvenus jusqu'à nous : à nous de leur faire une place dans notre avenir !



Un bas-relief sur la façade rend hommage aux outils des barons du fer (cliché S. d'Ottavio et C. Bazelaire)



Le château Camion, au début du XX^e siècle (collection S. d'Ottavio)

À Charleville-Mézières, le musée de l'Ardenne expose six dessins peints sur verre qui ne sont pas signés. Réalisés selon la technique de la peinture à la grisaille, ils montrent des scènes de travail appartenant à la boulonnerie.



La véranda de la villa Marcadet, écrin délaissé des verres peints, aujourd'hui déposés au musée de l'Ardenne (cliché G. Dorel-Ferré)

Un petit trésor d'images...

De la même facture, ces représentations réalistes et minutieuses font penser aux planches de l'*Encyclopédie*. Elles constituent une source d'informations précieuses sur l'évolution de la fabrication des boulons au XIX^e siècle, de l'enclume à la presse à friction.

Fille de la clouterie à la main, la boulonnerie se développa dans l'actuelle commune de Bogny-sur-Meuse (anciens bourgs de Braux, Château-Regnault et Levrézy) à partir des années 1830. Puis elle gagna la vallée de la Semoy quelques décennies plus tard.

Enchâssés dans des verrières enjolivées par des décors floraux d'inspiration Art nouveau, ces six dessins proviennent de la véranda du « château Marcadet ». Cette appellation éponyme désigne une demeure patronale qui est située sur les hauteurs de Levrézy, au-dessus du sillon creusé par la Meuse, la Vallée.

À l'abandon aujourd'hui, il appartient à une famille d'origine modeste, enracinée localement, les Marcadet, bien sûr.

... commandé par un industriel à la fleur de l'âge

La réalisation de ces six dessins répond à une commande d'Arthur-Paulin Marcadet (1857-1914) lors de la communion solennelle, en 1897, de son seul enfant vivant, Fernand. À ce moment, Arthur-Paulin vient d'agrandir le chalet du Pierroy que son père Michel (1825-1891) avait acheté en 1889. Cette extension s'achève par une véranda destinée à recevoir les verrières historiées. En fer, sur

pilotis, ouvragée à l'extérieur, elle est une sorte de balcon qui domine la vallée industrielle.

En cette fin du XIX^e siècle, Arthur-Paulin Marcadet se trouve à la tête d'une « très belle usine » qui est spécialisée dans la boulonnerie fine (en 1907, elle emploie 120 personnes). Située à Château-Regnault, route de la gare, elle a succédé en 1886 à l'ancienne « boutique » fondée en 1851.

Six représentations inédites sur la boulonnerie

À l'évidence, l'objet de ces images est bien de montrer les techniques et les savoir-faire de la boulonnerie. Pour ce faire, chacune d'elles met en scène une personne (un ouvrier ou une ouvrière) qui s'adonne pleinement à une tâche, parfaite représentation de l'une des opérations nécessaires à la fabrication d'un boulon.

Ainsi, elle est saisie sur le vif, dans sa relation physique (gestes et po-



L'intérieur de la villa Marcadet, un patrimoine abandonné (cliché G. Dorel-Ferré)



La villa Marcadet



Un forgeron dans sa boutique



Une taraudeuse d'écrous à la main

(clichés J.M. Duquénois)



Un ouvrier sur un tour manuel



Un tourneur sur une machine à fileter



Une jeune fille sur une taraudière ardennaise



Un boulonnier sur une presse à friction

sition du corps) avec la machine, l'outil et la matière, et dans son état psychologique (expression du visage).

Patron de la deuxième génération, Arthur-Paulin Marcadet semble avoir voulu fixer sur le verre l'histoire de la boulonnerie au travers de celle de sa famille. L'agencement des six vitraux historiés, associés par deux, prouve la volonté de témoigner du passage des techniques anciennes aux modernes.

De cette leçon de choses se dégage une vision idéale du monde du travail, ignorant les réalités de l'usine et de l'atelier, pour mieux mettre à l'honneur le travailleur appliqué et consciencieux. À vrai dire, il revient à l'observateur de s'imaginer la réalité de ces lieux de fer et de feu, à partir des nombreux éléments représentés par l'artiste.

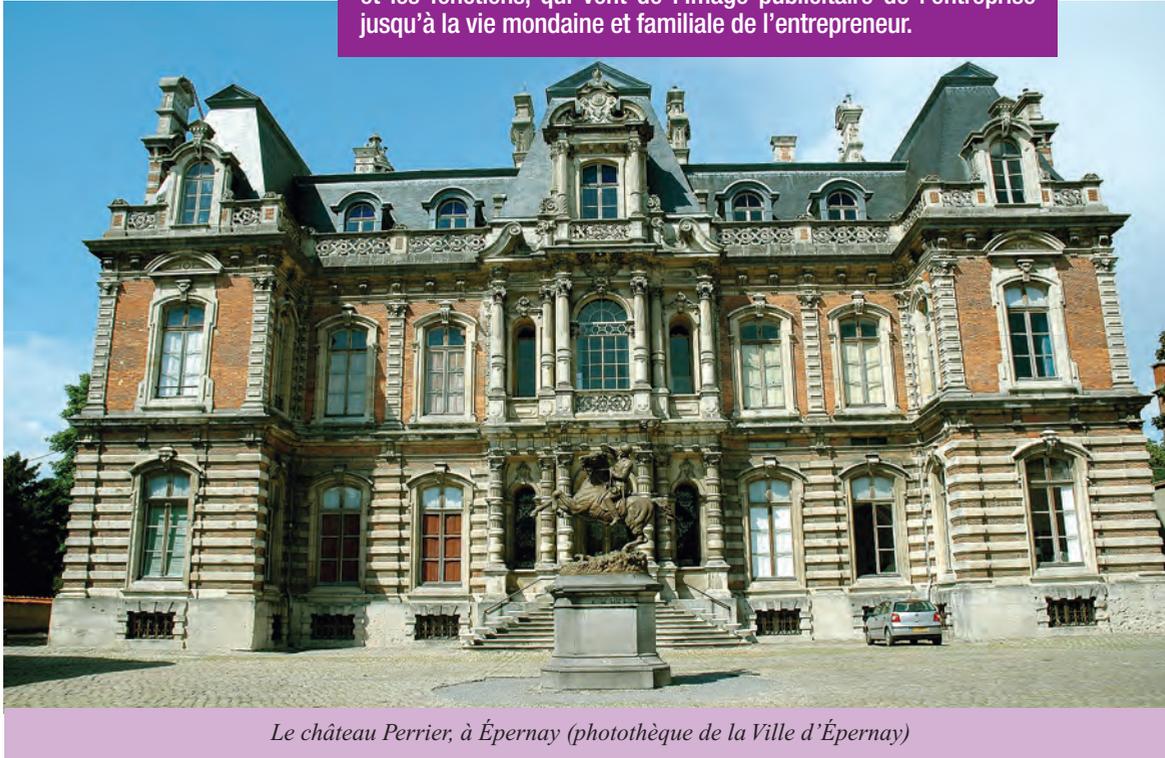
Les verres peints au musée

Menacée de destruction, la jolie villa Marcadet attend que son sort soit définitivement réglé. En attendant, les vitraux ont été déposés, puis remontés au musée de l'Ardenne, dont ils constituent désormais l'un des plus beaux fleurons.



Les verres peints installés au musée de l'Ardenne (cliché G. Dorel-Ferré)

Entre le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, s'édifient en Champagne de vastes demeures dont il faudrait étudier les types et les fonctions, qui vont de l'image publicitaire de l'entreprise jusqu'à la vie mondaine et familiale de l'entrepreneur.



Le château Perrier, à Épernay (photothèque de la Ville d'Épernay)

Le château Perrier à Épernay

L'exemple le plus représentatif de demeure le château Perrier, œuvre de l'architecte local Eugène Cordier, dit encore Cordier père, conçu pour le négociant Charles Perrier, fils de Nicolas Perrier et fondateur de la maison Perrier-Jouët. Construit en 1854, de style Louis XIII (poivrières, etc.) et Renaissance (balustres, escalier monumental à une volée), cet édifice se poursuivait par un parc magnifique, avec plan d'eau, qui descendait jusque la voie ferrée. La décoration intérieure, avec lambris ouvragés, s'apparente au style principal, luxueux, que reprendront d'autres édifices, construits sous cette appellation. Mais ce château n'échappe pas à

sa vocation puisque sous l'édifice, on trouve d'immenses celliers, servant à l'entrepôt, soit en tonneaux (ou fûts), soit en bouteilles. Ainsi la cour intérieure, qui se développe devant le château, avait une fonction d'expédition, les deux ailes du bâtiment servant de quai d'embarquement. Aujourd'hui, ce magnifique témoignage de l'histoire sparnacienne est menacé de ruine, en l'absence de tout réel projet le concernant.

Châteaux ou maisons du champagne ?

Cette distribution fonctionnelle se retrouve dans les bâtiments de l'avenue de Champagne, à Épernay,

introduisant une confusion entre la maison d'habitation, souvent décorée avec soin, et les structures d'exploitation adjacentes. Tout au long du second XIX^e siècle, et malgré l'hétérogénéité des implantations, souvent liées au demeurant au commerce local (brasserie, bouchonnerie, fabrique de caisses, de muselets), les châteaux ou immeubles assimilés peupleront la prestigieuse avenue : hôtel Auban-Moët (futur hôtel de ville) et dépendances réaménagées par Alphonse Gosset, ainsi que le parc, repris par les frères Bühler ; hôtel Gallice de style néo-Louis XV ; château de Pékin, racheté par Eugène Mercier, maisons Pol-Roger, maison des frères Plomb, futur emplacement de Vranken ;



Le château de Pékin, à Épernay (Champagne de Campaner)



Le château Boursault (Office du tourisme d'Épernay)



Belles demeures et châteaux



Le château Jacquesson, à Châlons (cliché B. Vergé)

hôtel de Maigret, dont le parc magnifique, dessiné par Édouard Redont, ne résistera pas aux bombardements de juillet 1918... Enfin le château Gérard, demeure familiale de style néo-Renaissance, dernière demeure emblématique de ces magnats du vin de champagne, édifiée en 1894, par l'architecte Gaillandre, sera sacrifiée au nom du modernisme architectural dans les années 1970.

Grandes demeures du champagne

À Châlons, le château Jacquesson, face aux caves, avait été construit sur des dessins de Eiffel. À Reims, c'est un autre grand architecte qui construit le château des Crayères en style néo-Louis XVI, pour que Louise de Polignac puisse recevoir ses hôtes de marque, alors qu'à la même date une magnifique maison était construite à proximité pour le directeur des caves Pommery, la Villa Cochet, de style Art

Nouveau. Les grandes familles, toutefois, se faisaient édifier de somptueuses demeures de style aristocratique, telles le château Boursault, de la firme Moët et Chandon.

Tenir son rang, dans l'Aube

À partir du milieu du XIX^e siècle, de nouvelles demeures apparaissent dans les communes aubois. Elles sont érigées par des entrepreneurs : minotiers, filateurs, bonnetiers, etc. Comme ailleurs, les demeures sont construites avec les matériaux locaux : brique, pierre et ardoise.

Elles abandonnent le style architectural local au profit d'un style d'abord plutôt classique, puis résolument Art Nouveau. Ces habitations, souvent entourées d'un jardin, montrent la richesse acquise et leurs nombreuses pièces répondent aux règles nouvelles de l'hygiène et du confort.



Villa Henry, à Troyes (cliché J.-L. Humbert)



Villa Vin, à Romilly-sur-Seine (cliché J.-L. Humbert)

La maison permet de tenir son rang sans tapage. En outre, loin des regards des citadins, les entrepreneurs bonnetiers possèdent souvent une propriété dans la campagne auboise, sur les rives de la Seine ou dans le pays d'Othe.

Les maisons des industriels romillons sont situées au centre ville. Celles des industriels troyens sont surtout installées en bordure des boulevards et des promenades qui ont remplacé les fortifications, ou, « au vert », dans les communes de l'agglomération.

L'imbrication de l'habitat patrimonial dans un tissu d'ateliers et de maisons plus modestes n'empêche pas l'apparition de quartiers résidentiels, à proximité de la gare de Romilly-sur-Seine ou autour des rues de la Paix et Ambroise-Cottet à Troyes.



Villa Vitoux, à Troyes (cliché J.-L. Humbert)

Jusqu'à une date récente, la vie ouvrière était marquée par les fêtes des saints patrons qui correspondaient aux différents métiers. Les entrepreneurs les ont la plupart du temps tolérées, voire encouragées et animées.



Affiche pour la fête de la bonneterie de 1909 (médiathèque de l'Agglomération troyenne, cliché X. Sabot)

Des célébrations de la paix sociale

Il existe des fêtes exclusivement patronales. Ainsi, depuis 1852, la Confédération troyenne des fileurs fête la saint-Louis, à travers une célébration exclusivement religieuse, qui rassemble les patrons des filatures, de la bonneterie et de la métallurgie. Ces fêtes ne sont ni les plus nombreuses ni les plus courues.

Chaque corps de métier a son saint patron, à qui il fait ses dévotions pour sa fête. Les mariniers de la Noue, à Saint-Dizier, honorent saint-Éloi, les ardoisiers de Rimogne fêtent la sainte-Barbe, les vignerons célèbrent la saint-Vincent, etc. Pour chaque cas, la fête religieuse proprement dite et la fête populaire se rencontrent dans un rite semblable : la procession, où figurent notables et ouvriers, cadres et employés, dans une même communion symbolique. Parfois même, comme à Sézanne, la signification profonde est encore plus apparente : la procession démarrée à l'église traverse la ville pour aboutir dans la cour de l'usine d'optique, où la population se met à danser, comme pour conjurer une destinée inexorable, dans la joie et l'insouciance.

La fête de la bonneterie, une fête ancienne

De toutes les fêtes patronales, celles de la bonneterie sont les plus éclatantes. À Troyes, leur existence est attestée dès le XVI^e siècle, avec la création de la Confrérie et Corporation des bonnetiers de

Troyes, en 1505. Confirmée dans ses statuts par un acte du roi Henri IV en 1608, cette association de métiers célébrait une fête le 8 septembre, jour de naissance supposé de la Vierge Marie. Supprimée par la loi Le Chapelier en 1791, l'association des bonnetiers renoue avec la fête dans les années 1870, avec une messe à la cathédrale, un banquet en ville et un bal ouvert aux adhérents. Mais les femmes en sont exclues.

En 1909, les fabricants bonnetiers, avec le concours de la chambre de commerce, organisent trois jours de festivités. Ils décident de rompre avec la tradition corporative masculine en procédant à l'élection d'une reine de la bonneterie et de ses demoiselles d'honneur élues par leurs collègues féminines dans les ateliers troyens et aubois. Aussi chaque 1^{er} août, les déléguées des bonneteries de la ville se réunissent dans la grande salle de l'hôtel de ville de Troyes à cet effet. C'est un hommage aux ouvrières et une reconnaissance de leur rôle économique, désormais écrasant.

Un nouveau rituel : l'élection de la reine

Le 11 septembre, une retraite aux flambeaux réunit de nombreux participants en costume du XVI^e siècle, autour du roi Henri IV. Le 12 septembre, Renée Kuntz, raccoutreuse aux établissements Desgrez, est couronnée par le maire de Troyes, Monsieur Lemblin-Armant, dans la grande salle de l'hôtel de ville. Le sacre de la reine se poursuit par une cavalcade de chars fleuris par les



Fêtes de la bonneterie

différentes associations de métiers de la ville, à laquelle participent 1 200 personnes. Le lendemain, une cérémonie religieuse à la cathédrale et un bal achèvent les festivités. Au terme de ces trois jours, le succès populaire est indéniable avec plus de 30 000 participants.

Pour les fabricants bonnetiers, ces festivités permettent de valoriser la bonneterie auboise, d'imposer une image de marque de Troyes comme capitale de cette industrie. La reine, élue par ses collègues d'atelier pour ses qualités personnelles et professionnelles, est l'ouvrière-bonnetière idéale. Représentée sur une carte postale armée d'une épée et d'un écu aux armoiries de Troyes, elle incarne Jeanne d'Arc, le symbole de la lutte contre l'envahisseur. Ce consensus autour de sa personne permet de restaurer une cohésion sociale ébranlée par deux mois de grève en 1900. De nouveau en 1910, la fête de la bonneterie marque le rassemblement des différents groupes sociaux de



Monsieur Doré conduisant la reine (collection G. Dorel-Ferré)

la ville et s'étend dans les quartiers périphériques. En 1913, une fête au caractère ouvrier plus prononcé entend élire une muse du travail. Les ouvrières, par atelier, élisent une représentante. C'est ainsi que 300 déléguées se rassemblent à la bourse du travail pour élire une muse par atelier : bonneterie, commerce, lingerie, etc. Les muses élisent à leur tour la muse du travail : ce sera Renée Jeanmoujin. Cette fête n'aura pas de lendemain.

Une fête controversée et disputée

Il faut attendre l'après-guerre pour que la fête de la bonneterie se renouvelle à plusieurs reprises entre 1925 et 1938. La signification de la fête évolue progressivement. L'aspect commercial s'accroît au détriment du sens corporatif. La reine est désormais élue à la bourse du travail par un jury masculin, suivant les critères d'un concours de beauté. Elle a pour attributs un sceptre et un manteau de velours bleu bordé d'hermine et brodé aux armes de Troyes.

Dès 1909, le mouvement socialiste avait traité avec ironie « cette reine qui le lendemain rejoindra le groupe des esclaves ». La presse socialiste par la voix de *La Défense des travailleurs de l'Aube*, organe de la SFIO, dénonce « le luxe déployé au moment où existent chômage et misère ». Le défilé de 1935 donne lieu à un acte plein de signification : des habitants d'un quartier populaire brûlent symboliquement

un mannequin dénommé « la mère crise », sans remettre en cause le déroulement de la fête. À partir de cette date, les dirigeants de la gauche locale insistent sur l'image de la fille du peuple couronnée. La cérémonie est désormais précédée de *La Marseillaise*. Dans son discours, le communiste René Plard, maire de Troyes de 1935 à 1940, souligne le fait que la reine et ses demoiselles d'honneur sont « la pure et poétique personnification de notre cité ouvrière si prompte à s'émouvoir quand il s'agit de magnifier la noblesse du travail émancipateur ». Avant son mandat, il tenait un discours plus radical en proclamant : « on donne des jeux au peuple pour n'avoir pas à lui donner du pain ».

La fête est finie

La Seconde Guerre mondiale mit un terme définitif aux fêtes de la bonneterie. Les élections des reines ou « miss » ne dépassèrent plus le cadre des ateliers. La fête de la



Couverture du Petit Troyen (médiathèque de l'Agglomération troyenne, cliché X. Sabot)

bonneterie perdait son sens. La fin des activités industrielles fut aussi celle des fêtes. Aujourd'hui, seules les photos et quelques souvenirs restituent ces moments où s'estompaient, sans pour autant s'effacer, le temps des réjouissances, les antagonismes sociaux.



Les ouvrières rassemblées à l'hôtel de Ville lors de la fête en 1909 (collection J. Darbot)

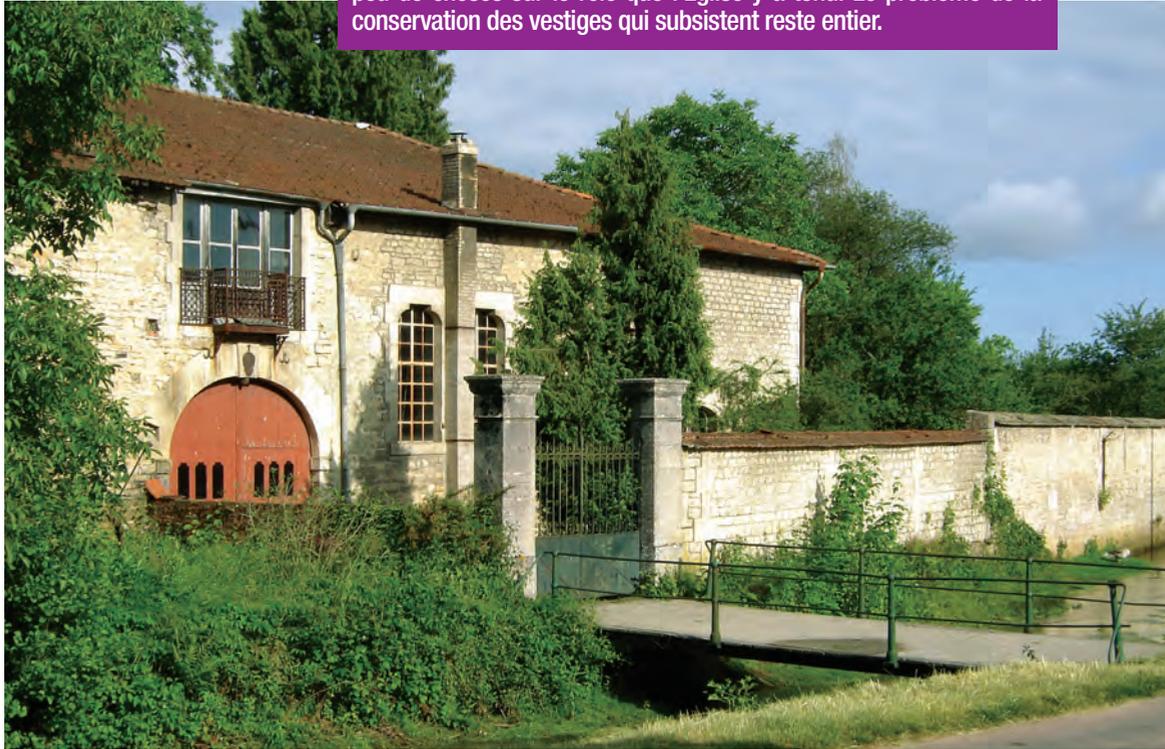


La reine est reçue à la préfecture de l'Aube (collection particulière)



Monsieur Doré-Doré accompagne la reine, au sortir de la préfecture (collection G. Dorel-Ferré)

Qu'elles soient grandes, petites, isolées en campagne ou au sein des villes, les usines portent les marques de la religion. Pourtant, on sait peu de choses sur le rôle que l'Église y a tenu. Le problème de la conservation des vestiges qui subsistent reste entier.



Chapelle de la forge de Cousances, en Haute-Marne (cliché P. Delorme)

Prier à l'usine

Si les vestiges matériels ne sont pas nombreux, les témoignages iconographiques abondent, comme c'est le cas pour les établissements de la Haute-Marne.

Dès le XVIII^e siècle, la chapelle est associée aux lieux de travail. L'éloignement, la taille modeste de l'entreprise, la proximité de la maison patronale autorisaient cette confusion. Dans certains cas, la chapelle était construite dans le prolongement du mur de l'usine, comme pour la chapelle de l'usine du Clos-Mortier, à Saint-Dizier. Détruite il y a peu, elle reste dans le souvenir collectif : on y allait, à l'exemple du patron, selon un

ordre et un rituel respectés. Par contre, la chapelle de la forge de Cousances est toujours debout. Située dans le parc de la demeure du maître de forges, à l'écart de l'usine, son apparence extérieure ne la distingue pas des autres bâtiments de service du domaine.

Travailler sous le signe de la foi

Il n'est pas rare de voir encore, sur le haut d'un mur d'usine ou à proximité de l'entrée, une niche portant la statue d'un saint personnage à qui l'usine a été dédiée. Dans les ateliers abandonnés, les images pieuses ou les statues subsistent encore. À Rimogne, les puits de mine étaient tous sous

l'invocation d'un saint. Cependant cette implication de l'Église n'a pas été la même partout. Elle dépend étroitement de l'action patronale elle-même et des relations que celle-ci entretient avec le monde ouvrier.

À Troyes, l'usine des Marots, édifée en 1892, est bénie par le curé de Saint-Martin. En 1924, son successeur bénit la nouvelle machine à vapeur de l'usine. Le nouveau site est placé sous le patronage de saint-Joseph. La statue de ce saint portant l'enfant Jésus orne le fronton de la chaufferie. Les crucifix accrochés aux murs des ateliers, la petite chapelle édifée près de l'entrée démontrent aussi l'attachement patronal au catholicisme.



L'entrée de l'usine Valton, de Troyes, surmontée d'une statue de Saint-Joseph (cliché J.-L. Humbert)

L'usine Saint-Joseph, toujours en activité, demeure un des fleurons du groupe Petit-Bateau sur le territoire métropolitain.

Protéger les filles

La demande de main-d'œuvre a pu s'exercer différemment, selon les lieux. À Troyes, elle est importante et concerne les femmes, les filles surtout, attirées par l'industrie textile. Se pose alors le problème de l'accueil de ces dernières, souvent seules et vulnérables. Il s'agit autant de charité que de la nécessité de maintenir une main-d'œuvre en état de travailler. L'engagement le plus spectaculaire dans ce domaine est celui des industriels, les frères Hoppenot. Ils suivent en cela l'exemple du Père Brisson (1817-1908) qui, depuis 1858, accueille les jeunes ouvrières à l'œuvre

Saint-Jean, rue des Terrasses. Dès 1861, l'œuvre Saint-Rémy, rue des Tauxelles, à proximité de l'usine Hoppenot, est ouverte à leur intention. En 1869, à l'initiative des frères Hoppenot, à nouveau, la construction d'un foyer dans l'enceinte même de l'usine permet d'accueillir les jeunes ouvrières de leur filature. Des dortoirs, un réfectoire, une chapelle – où les Hoppenot assistent aux offices – sont ajoutés à la grande salle, à l'école et à la cour de récréation.

L'ouvroir de Léonie Aviat

L'ouvroir est organisé et dirigé par Léonie Aviat (1844-1914), avec laquelle le Père Brisson a fondé les Oblates de Saint-François de Sales, issues des soeurs de la Visitation. Léonie Aviat avait eu la révélation de sa mission en entrant un jour dans l'usine d'optique de



Dieu à l'usine



Le clocheton du bâtiment de la turbine de l'usine de Brevilly, avec la statue de Saint-Éloi, patron des forgerons (cliché A. Renard)



L'ouvrier de Léonie Aviat, dans l'enceinte de l'usine Hoppenot (collection J.-L. Humbert)

Sézanne, sa ville d'origine. Elle s'était alors jurée de consacrer sa vie aux jeunes ouvrières. Dans son ouvrier, les pensionnaires seront jusqu'à soixante internes et trente externes. Les jeunes filles peuvent en effet habiter au foyer ou être patronnées, c'est-à-dire n'y venir que pour la détente. Certaines pensionnaires travaillent dans la maison, d'autres ont un emploi au dehors. Généralement, elles apprennent d'abord leur métier sur place, puis vont en usine. Le foyer fait ainsi office de centre d'apprentissage et d'emploi. Les jeunes filles y apprennent aussi les tâches ménagères et la gestion de leur salaire, une fois versé le prix de pension.

La crise économique des années 1930 amène la fermeture de l'usine Hoppenot en 1935, et la reconversion du pensionnat en maison de retraite, puis en hôpital. Le site accueille de nos jours le lycée professionnel privé Aviat. L'œuvre de Léonie Aviat subsiste à travers les unités d'enseignement toujours tenues par les soeurs oblates.

Guider les ouvriers, fixer les familles

C'est à Warmeriville, au Val des Bois, au nord de Reims, que la situation est la plus achevée, avec la mise en place du concept d'usine religieuse développé par Léon Harmel, dont chaque instant est placé sous l'invocation de la religion.

Dès le début, Léon Harmel avait fait élever un oratoire dans l'usine (1861) et institué de multiples services sociaux dirigés par des religieux ou des religieuses : mission des Sœurs de Saint-Vincent-

de-Paul ; instruction des ouvriers assurée par des jésuites ; orphelinat ; maison de famille (1864) ; aumônerie de l'usine (1867) ; oratoire capable de rassembler une centaine de personnes sur le terrain même de l'usine, jusqu'en 1870 ; écoles animées par les Frères de la Doctrine chrétienne : « Dieu venait se mettre à la portée des travailleurs ».

À cette date, dans la seule chapelle de l'usine, on aurait enregistré plus de 6 000 communions annuelles. Précisons que Léon Harmel s'était installé dans une région de faible tradition ouvrière, la vallée de la Suippe. Il avait fait venir des familles entières de sa région natale, les Ardennes, soigneusement choisies pour leur moralité et leur piété. Mais pour les ouvriers de Warmeriville, Harmel est le « Bon Père », il est l'image même du chef spirituel qui les conduit en pèlerinage à Rome. Il a d'ailleurs voué l'usine à Notre-Dame.



Statue de Notre-Dame de l'usine, dans la chapelle funéraire Harmel, à Warmeriville (cliché F. Crépin)



Warmeriville, le béguinage industriel (cliché D. Bigorgne)

Les églises des cités ouvrières et des quartiers industriels sont méconnues : leur inventaire stylistique et mobilier reste à faire. Généralement sans grand souci esthétique, elles traduisent les différents degrés d'implication des acteurs en présence dans la sphère de la spiritualité.



L'église de Marnaval (cliché E. Thiry)

Une église patronale à Marnaval

Parmi toutes les églises produites pour le monde ouvrier champardenais, l'église de Marnaval réunit tous les qualificatifs : architecture ambitieuse, construction originale, position théâtrale, etc.

On sait qu'après la guerre de 1870, sous l'impulsion d'Émile Giros, maire de Saint-Dizier et directeur de la Compagnie des forges de Champagne, le faubourg s'agrandit par la construction de logements ouvriers aux abords des divers établissements industriels. Pour remplacer deux petites chapelles devenues trop exigües, est édifiée en 1894-1895 l'église Saint-Charles. Elle est donc une construction d'initiative patronale, payée par l'entreprise.

Construite d'après un plan présenté

par un ingénieur de l'usine, M. de Vathaire, elle se caractérise par deux tours de façade de style pré-gothique, avec une claire allusion à la cathédrale de Laon. Mais c'est surtout son matériau de construction, la brique en ciment de laitier, qui fait de cette église un bâtiment singulier. Les laitiers sont des résidus récupérés au moment de la coulée de la fonte, surtout utilisés pour l'entretien des routes. Mélangés à de la chaux, ils pouvaient aussi servir à la fabrication des briques. C'est ainsi que l'église Saint-Charles fut construite rapidement et à peu de frais. Décorée sobrement, il faut cependant remarquer une petite rosace présentant les outils de la métallurgie.



Rosace dans l'église de Marnaval, représentant les outils de la forge (cliché E. Thiry)



Les églises du travail

Un saint patron au Pont-Maugis

Inaugurée le 28 octobre 1897, l'église avait pu être construite grâce aux dons de Madame Ronnet, veuve du fondateur de la cité ouvrière, et du comité chargé des travaux, composé des anciens et nouveaux patrons, les Taffin-Dillies, industriels originaires de Roubaix. Un opusculé publié pour l'occasion nous apprend quelles sont les intentions de la famille fondatrice : dédier l'église au Sacré-Cœur de Jésus, afin d'exorciser le péril socialiste. Le ton est à la croisade et le même jour, le directeur de la filature Léon Taffin-Dillies de Vezon est fait chevalier-commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand par Léon XIII.

Comme dans l'église des Schneider au Creusot, les patrons font figure de saints personnages : le portrait d'Adolphe Ronnet orne le vitrail central, entouré des saints patrons de la famille. Depuis, dans la première moitié du XX^e siècle, la galerie de portraits s'est enrichie : du fond du chœur, les Ronnet, Taffin, Dillies, Lemaire et Henrion veillent aujourd'hui encore sur les ouailles du Pont-Maugis.



Vitrail représentant Madame Dillies (cliché J.-M. Totot)



Vitrail représentant Adolphe Ronnet dans l'église du Pont-Maugis (cliché J.-M. Totot)

Entre la ville et la mine, Saint-Brice de Rimogne

L'église actuelle de Rimogne fut construite en 1845, alors que le maire était Adolphe Rousseau, apparenté à la famille propriétaire des ardoisières. Vaste et sans cachet particulier, son intérêt principal réside en la chapelle Sainte-Barbe, dédiée à la sainte protectrice des mineurs. Elle occupe le transept sud de l'église, à droite du chœur. Son entrée est matérialisée par une porte en fer forgé couronnée par les lettres SB entrelacées. À l'intérieur, un vitrail et un autel mêlent à l'iconographie chrétienne des images propres aux ardoisiers de Rimogne : fendeurs travaillant devant un atelier de la fosse Saint-Quentin et église de Rimogne en grisaille sur le vitrail, chiffre SB, trophées d'outils de mineurs et de fendeurs en relief sur le devant de l'autel, statue de la sainte avec la

tour qui la caractérise. Saint-Brice n'est pas à proprement parler une construction patronale, mais son implication est réelle avec le monde industriel ardoisier.

Une église ouvrière

Dans les années 1930, les nombreux immigrés italiens qui travaillent à l'usine de Pargny-sur-Saulx réclament une église pour les offices et les besoins de la communauté catholique. Le patron ne souhaite pas s'impliquer dans un tel projet, mais il en fournit libéralement les moyens : les matériaux de construction seront fournis gratuitement par l'usine. Les ouvriers construisent un édifice spacieux mais très simple, décoré d'un chemin de croix original. C'est l'un des rares exemples d'art ouvrier que l'on connaisse. Aujourd'hui église désaffectée, le lieu est transformé en musée de la tuile.



Vue de la chapelle Sainte-Barbe (cliché L. Delafaitte)

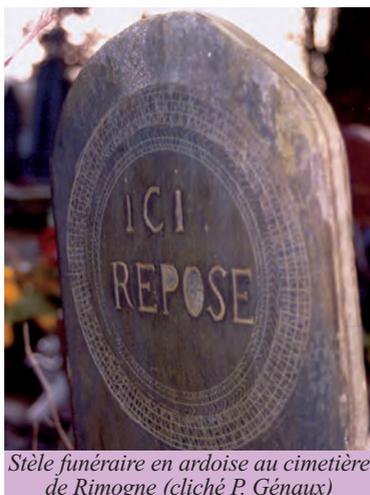


L'église de Pargny-sur-Saulx (cliché F. Picot)

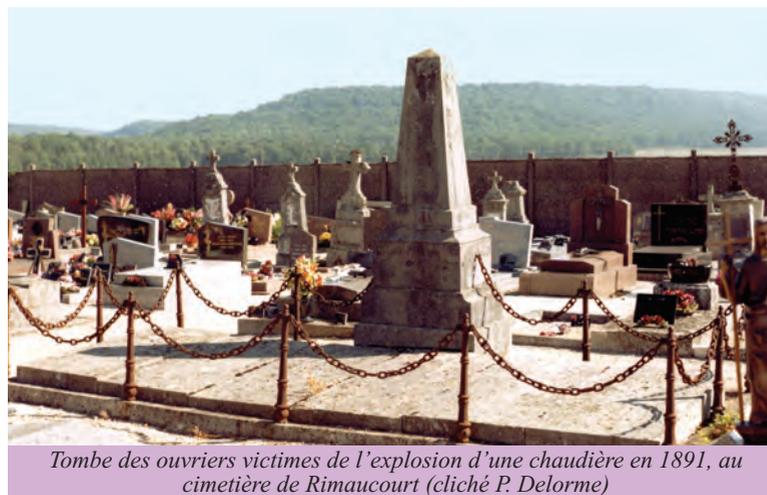
Les tombes ouvrières sont exemptes de fioritures, ainsi que les monuments commémoratifs. Des sépultures plus élaborées ont été commandées par les familles des entrepreneurs : buste, statue, stèle monumentale et, plus rarement, le vitrail d'une chapelle funéraire.



Tombe en fonte moulée d'Élophé Capitain, le «Napoléon des forges», au cimetière de Rimaucourt (cliché P. Delorme)



Stèle funéraire en ardoise au cimetière de Rimogne (cliché P. Génaux)



Tombe des ouvriers victimes de l'explosion d'une chaudière en 1891, au cimetière de Rimaucourt (cliché P. Delorme)

Simplees tombes d'ardoise

À Rimogne, les plus pauvres avaient recours à des pierres tombales de taille modeste, peu travaillées et aux gravures toujours simples, mais souvent touchantes : arc en accolade surmontant une couronne, croix entourée de deux cercles, croix de Malte, cercles concentriques ornés de croisillons et de chevrons. Les plus riches avaient droit, pour leur part, à des monuments beaucoup plus imposants par la taille, et plus complexes dans la réalisation et la décoration. La série la plus remarquable est sans aucun doute celle qui est liée à la famille Wautier : la pierre tombale de Sébastien, en particulier, mesure 1,80 m de haut, 0,70 m de large et 9 cm d'épaisseur ; elle a la forme d'une ogive et on y trouve représentés tous les outils du fendeur, du géomètre et de l'ouvrier du fond.

Chapelles et monuments

Monumental, c'est sans doute le terme général qui qualifie la tombe de la famille Hachon, briquetiers ardennais. Le père, Rémi-Édouard Hachon (1840-1920), a construit les briqueteries de Sault-lès-Rethel, Ambly et Mohon, dans les Ardennes. Ici, c'est l'ampleur du caveau funéraire qui impose un certain respect. Il occupe l'espace de trois tombes usuelles. À l'avant, un catafalque au dessin simple surmonté d'une croix quasiment aussi longue que le monument protège, symboliquement, le cercueil des défunts. À l'arrière, un mur ceint l'ensemble. Ses formes évoquent la forme générale d'une église. C'est dans un chapeau qui domine l'œuvre funéraire que la mention de la famille Hachon apparaît. C'est d'ailleurs, la seule indication qui y figure. Parfois, un élément du décor rappelle la fonction du



Tombe de Jules Viry à Allichamps (cliché P. Delorme)



Chapelle funéraire des Rozet, cimetière de Saint-Dizier (cliché P. Delorme)



Vivre dans la mémoire

défunt, de son vivant. Si à Reims, la pierre tombale de la Veuve Clicquot est d'une grande simplicité, celle de Charles Heidsieck porte l'inscription : « À la mémoire de C.-H. Heidsieck-Henriot décédé le 21 novembre 1824 à l'âge de 34 ans. Négociant honorable tendre époux bon père bon fils ami sûr excellent frère ». L'extraordinaire variété des représentations mortuaires mériterait une étude d'ensemble.

Vitraux funéraires

Installé dans les chapelles funéraires, le vitrail, image de verre coloré et peint serti de plomb, orne l'édifice et joue avec la lumière. Fragile, cet hommage éternel d'une famille à un proche est sensible à son environnement et s'oblitére facilement, hélas. Ainsi, à Signy-l'Abbaye, dans les Ardennes, la tombe du filateur Boucher. La représentation biblique semble mêler curieusement deux scènes : la Résurrection et la Transfiguration du Christ, tout en attirant le regard non sur le Christ mais sur



Vitrail placé dans la chapelle funéraire du filateur Boucher, à Signy-l'Abbaye (cliché J.-F. Saint-Bastien)

la robe de la femme, peut-être une allusion à une proche du défunt.

Une improbable alliance

Quelques rares monuments associent les ouvriers au souvenir de leur patron. Ainsi, la tombe de Jean-Baptiste Brézol (1816-1880), maître de forges dans les Ardennes : l'épithaphe indique « À J.-B. Brézol, ses ouvriers de Mohon et de Saint-Marceau et ses amis ». Au pied de la stèle qui le porte, un ouvrier sculpté vient déposer un bouquet de branches de chêne, symbole de justice, au bas du buste. L'ouvrier, debout, est obligé de lever la main pour poser ses branchages. Le patron reste donc au-dessus de l'ouvrier qu'il domine encore de sa position. En signe de respect, l'ouvrier tient dans l'autre main sa casquette. Le visage de Brézol est serein et sérieux, et son regard lointain qui lui donne l'air de réfléchir encore. Dans l'au-delà, veille-t-il toujours sur la destinée de la forge et de ses ouvriers ?

De chaque côté, des palmes rappellent son ascension sociale et sa réussite professionnelle. Ainsi, la puissance, la pérennité, la justice de Jean-Baptiste Brézol évoquent le défunt patron, glorifié pour l'éternité par ses ouvriers et ses amis, dans un véritable manifeste paternaliste.

Menacé par l'oubli

De la simple pierre tombale sans ornementation spécifique au caveau familial monumental, ou encore à la chapelle funéraire agrémentée de vitraux, les entrepreneurs et leur famille font ériger des monuments

funéraires qui véhiculent différents messages. Patrimoine privé, le choix et l'entretien de la sépulture sont du ressort de la famille. De même, la durée de la concession (à perpétuité – qui n'existe plus aujourd'hui – 50, 30 ou 15 ans) va influencer la préservation de ce patrimoine de ces industriels. Bien que les délais soient longs, la législation française prévoit la reprise des concessions réputées abandonnées, non entretenues, et l'éviction de telles sépultures. Aussi, ce patrimoine risque-t-il un jour de disparaître, et avec lui le message qu'il véhicule...



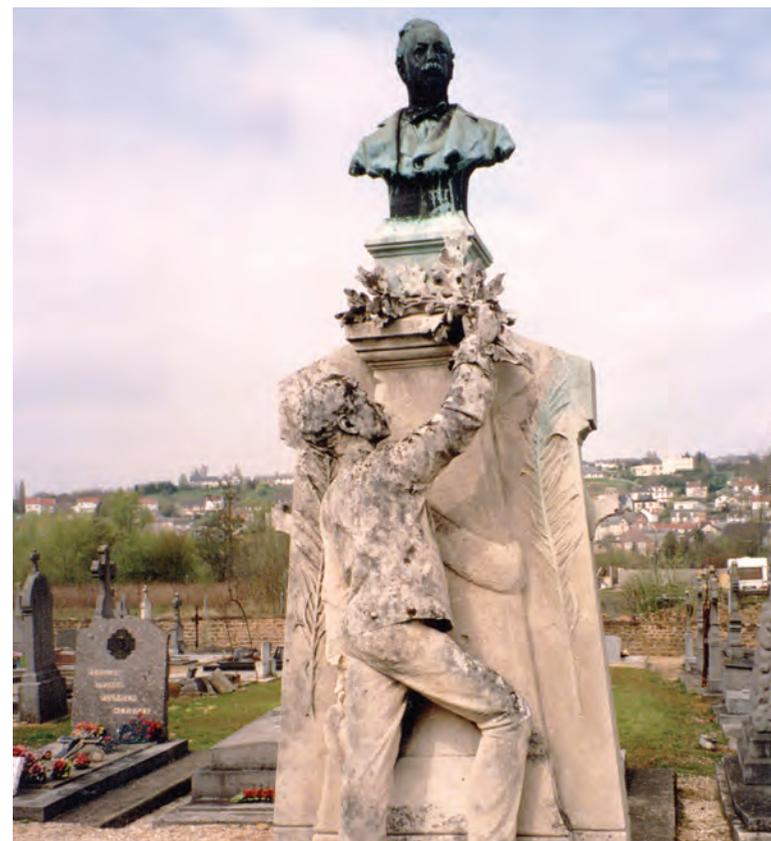
Tombe des Harmel de Sainte-Cécile (cliché J.-P. Marby)



Chapelle funéraire Harmel à Warmeriville (cliché J.-P. Marby)



Chapelle Harmel-Chalamel à Boulzicourt (cliché J.-P. Marby)



Monument funéraire Brézol au vieux cimetière de Mohon (cliché J.-P. Marby)

Quel avenir pour le patrimoine industriel de Champagne-Ardenne ?

Sans avoir prétendu à l'exhaustivité – sur certains sujets, comme par exemple le champagne, nous avons pris le parti de ne pas tout montrer – l'un des résultats les plus notables de ce tour du propriétaire a été de montrer une richesse que l'on ne soupçonnait pas parce que, tout simplement, on ne s'était pas penché sur elle. D'autres travaux d'inventaire suivront, qui auront le mérite de souligner non seulement les vestiges monumentaux, les emplacements de telle ou telle machine, mais aussi les ensembles significatifs, les paysages-reliques, les systèmes de relation entre différents milieux : la Vallée, celle de la Meuse, s'entend, ne peut se comprendre sans le pays liégeois tout proche. Dès à présent, cependant, nous devons nous préoccuper de la conservation et de la mise en valeur de ce patrimoine, afin de le transmettre aux générations suivantes dans de bonnes conditions de lisibilité : le patrimoine industriel, quelle que soit sa réutilisation, doit être reconnaissable, identifiable, compréhensible. Or, combien de sites sont délaissés, irrémédiablement abandonnés, comme le site de la manufacture de porcelaines de Villenauxe dont bientôt, seules les cartes postales du début du XX^e siècle nous rappelleront l'éclat ?

Prenons donc comme axiome que le patrimoine industriel ne sera plus détruit dorénavant, comme il l'a été pendant les trente années écoulées. Il reste malgré tout un patrimoine menacé ; en premier lieu par l'intérêt même que quelques-uns lui portent. Maintenu en totalité ou partiellement, les architectures issues de l'industrie sont trop souvent vues comme des volumes et des espaces à réutiliser, sur lesquels l'architecte contemporain laissera sa marque. Devant ces réalisations contemporaines, rien, pas même le moindre cartel, ne rappelle la destination passée de l'édifice. Le patrimoine, travesti, trahi, est frappé d'ignorance et condamné à l'oubli dans les plus brefs délais. À côté de ces exemples à ne pas suivre, la Champagne-Ardenne nous donne malgré tout un inventaire d'actions possibles qu'il faut rappeler ici.

1. Ne rien changer pour que tout change¹ ?

L'une des menaces les plus fortes qui pèsent sur le devenir du patrimoine industriel est la nécessité de s'adapter aux nouvelles formes de la production, et pour cela, d'être amené à modifier l'environnement architectural du site. Pourquoi hésiter quand toute l'histoire industrielle n'est faite que d'adaptations successives et modifications de l'outil de production ? Le changement n'est-il pas, en soi, la preuve même de la modernité ? Sauf à accorder à l'architecture une valeur symbolique, une fonction publicitaire, un rôle commercial. C'est ce qui a décidé la maison Pommery, au lendemain de la Première Guerre mondiale à reproduire ses celliers à l'identique, quand tous ses concurrents rémois faisaient le choix contraire. Aujourd'hui, cette démarche de patrimonialisation avant la lettre acquiert une signification nouvelle : celle de l'ancrage d'une maison dans son passé et sa tradition, dans une image de marque.

Il reste que cette décision était lourde de conséquences puisque désormais il faut en quelque sorte travailler dans un corset dont on n'a pas le droit de desserrer les baleines. D'où l'aménagement audacieux de la grande serre, quand il fallu changer les cuves de béton pour des cuves en inox, et pour ce faire, creuser le sol, tout en le consolidant, pour ne pas faire effondrer cet énorme gruyère transpercé de galeries de caves et de crayères. Créer dans le créé est un pari économique autant qu'un enjeu patrimonial.

Mais il existe des entreprises qui ont traversé le temps, en l'état ou presque, depuis leur création, parce que le hasard, ou la nature de leur production, a permis leur maintien. Pour celles-ci, la survie est une perpétuelle remise en cause, parce que le système englobant risque à tout moment de les rejeter. La tuilerie de la Croix Callée ne vit que des commandes des Monuments historiques, et la Fleuristerie, de celles des grands couturiers.

On est donc sur le fil du rasoir, lorsque le patrimoine industriel est encore un patrimoine vivant. Pour toutes ces entreprises dont la dimension historique fait partie de leur stratégie économique, le tourisme industriel est une porte de sortie. De nombreux exemples en France et à l'étranger nous montrent la validité de cette piste².

2. Des habits neufs pour le patrimoine ?

Mais le cas de figure du patrimoine vivant est tout de même minoritaire face à l'immensité des destructions et des abandons. Il semble irrémédiable dans le cas des friches industrielles isolées, dont les structures très finalisées ne permettent pas une réutilisation pour un grand nombre. En revanche, depuis peu, les friches urbaines, répulsives et dégradantes ont changé de statut : dans le cadre des aménagements des centre-villes, elles sont devenues des réserves patrimoniales, dont certaines équipes municipales ont su tirer parti. La Ville de Troyes a appliqué, de son côté, quelques-unes des recettes qui ont si bien réussi à la Ville de Roubaix. Nous avons signalé, chemin faisant, des réalisations originales comme les silos de Chaumont, devenus bibliothèque et musée de l'affiche ; citons également le centre d'entreprises Jacquesson, à Châlons-en-Champagne.

On a vu comment la ville avait développé un quartier industriel sur l'avenue de Paris, le long de la côte crayeuse occupée par les caves et parcourue par le canal de la Marne au Rhin et par la ligne de chemin de fer Paris-Strasbourg. À côté des négociants de cham-



Conclusion

pagne, dans les années 1880, une grande brasserie est construite, qui utilise les dernières inventions pour la réfrigération et la fermentation à basse température. Ce quartier ouvrier et cheminot volontiers frondeur, qui ne laissait pas d'inquiéter une ville de fonctionnaires et de militaires dont il était séparé par le canal et les voies de communication, se désindustrialise brutalement dans les années 1980. Il a fait l'objet d'interventions qui ne sont pas toutes heureuses. En revanche, le centre d'entreprises Adolphe Jacquesson peut être à juste titre considéré comme une réhabilitation réussie d'un élément du patrimoine industriel.

Flanqué d'un silo de cinq niveaux, ce long bâtiment en moellons de pierre de taille et à bandeaux alternés de craie et de brique, qui rappelle le caractère de la construction champenoise et en partie de l'architecture châlonnaise, tout en allégeant et en allongeant la masse dans un effet de perspective, se situe dans la proximité et la continuité de l'ancienne brasserie La Comète. Occupé par la coopérative céréalière Les Producteurs réunis reprise par l'Union des producteurs de champagne, elle a abrité une activité de traitement des semences jusqu'à sa fermeture définitive par son dernier repreneur, Champagne céréales, en 1991.

Ancienne friche industrielle dans une zone de redynamisation urbaine, le centre A. Jacquesson, accueille depuis 1998 pour une durée de 24 mois, des entreprises « au berceau », auxquelles sont consentis exonérations et avantages fiscaux. Bureaux et ateliers occupent des petites surfaces modulables et bénéficient des services d'un secrétariat. Une seconde tranche de travaux est en voie d'achèvement et offrira plus de 1 000 m² supplémentaires. Modèle de réutilisation, le centre Jacquesson est encore un cas isolé en région Champagne-Ardenne.

3. Rendre le passé intelligible

Des lieux où le présent se conjugue au futur, des réutilisations qui offrent une deuxième vie au patrimoine industriel, tout cela n'efface pas la vague de destructions des années 1980 et le manque de solutions face au futur. Enfin, et surtout, les meilleures réhabilitations du patrimoine industriel ne le rendront pas forcément intelligible sans une clé d'explication. Or celle-ci nous manque cruellement.

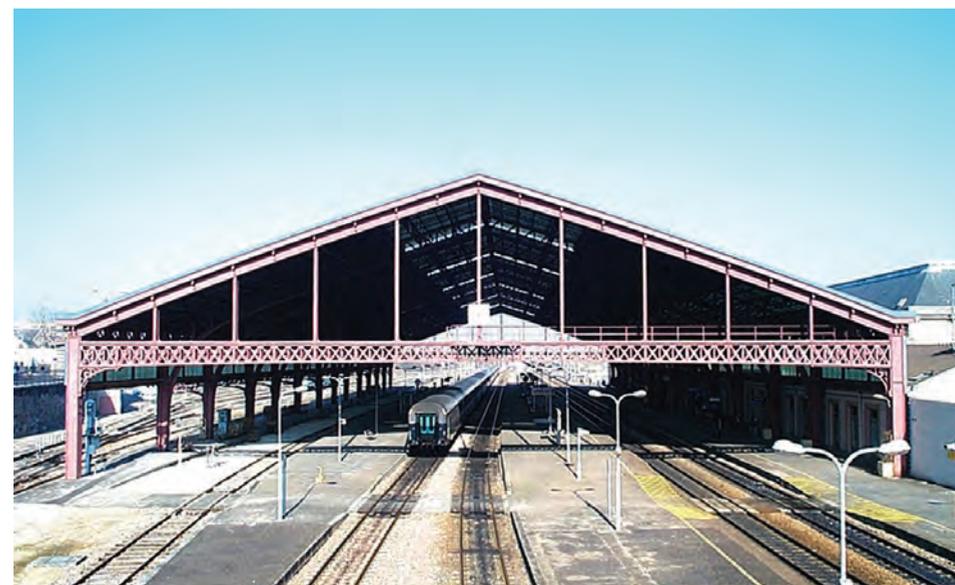
Les lofts aménagés dans les anciens ateliers d'usine textile ignorent complètement ce qui existait précédemment ; dans les « paradis » s'entassent les modèles des statues qui ont peuplé la moitié du monde et qui pourtant nous sont complètement étrangères ; le textile a complètement disparu de l'espace rémois ; un modeste centre d'interprétation de la clouterie peine à ouvrir ses portes dans les Ardennes : ce sont là les indices alarmants de l'amnésie qui nous guette.

Pire encore, le désintérêt que la société a marqué vis-à-vis des laissés-pour-compte des transformations de l'économie a abouti tout naturellement à ce que se perdent progressivement des savoir-faire liés à des activités industrielles perdues ou considérées comme dépassées. Nous sommes si peu sensibilisés au monde de la technique qu'une visite des machines de la bonneterie entreposées au musée Vauluisant de Troyes semble un parcours surréaliste. À Sedan, on est peut-être en train de conjurer le sort en formant des jeunes qui sauront à l'avenir faire fonctionner ces merveilleux monstres que sont les machines à fabriquer les tapis au point de Sedan.

L'urgence à constituer un lieu d'information et d'interprétation du passé industriel champardenais serait-elle compensée par l'existence d'un musée célèbre, celui de l'Outil et de la Pensée ouvrière ? Il faudrait que ses objectifs fussent bien différents.

Réalisation spectaculaire et passionnante, toutefois, que celui de la réhabilitation d'un grand hôtel du XVI^e siècle, pour accueillir une collection exceptionnelle, celle d'un homme hors du commun, Paul Feller, et des associations qui ont accompagné et poursuivi son œuvre. Malgré une politique culturelle ouverte, elle reste surimposée à la région.

Le modèle, encore qu'incomplet, serait à trouver dans la petite ville ardoisère de Rimogne, qui s'est équipée d'un petit centre d'interprétation de son patrimoine toujours visible. À quand, et où, le lieu où le visiteur, le chercheur ou tout simplement le citoyen curieux pourra s'informer et faire sien le passé « des sociétés fabricantes » de Champagne-Ardenne qui l'ont précédées ? Question d'autant plus urgente que la solution ne peut plus venir de l'État qui a entrepris un vaste mouvement de désengagement, en particulier en matière culturelle. C'est ici, maintenant, avec nous, que le patrimoine industriel de Champagne-Ardenne doit trouver la clé de son futur.



La gare de Troyes (cliché A. Sauer)

Notes de la conclusion :

¹On nous permettra ce petit clin d'œil, à rebours, vers le *Guépard* de Lampedusa et les paroles désabusées du prince Salina !

²Le tourisme d'entreprise nous a depuis longtemps montré qu'il peut être une ressource non négligeable, créatrice d'emplois. Mais la Champagne-Ardenne dispose d'un des monuments les plus visités de France, la cathédrale de Reims, et d'un produit d'appel qu'il n'est pas nécessaire de vanter, le champagne. Parfois, la richesse est un frein à l'imagination...

Les ouvrages

La Champagne-Ardenne

- La Révolution industrielle en Champagne-Ardenne, guide bibliographique*, Bibliothèque de l'Université de Reims Champagne-Ardenne, 1978, 50 p.
- BARBIN, V. et LAURAIN, M., *La craie au cœur de la Champagne*, Épernay, ORCCA, 1993, 32 p., Patrimoine et innovations.
- BLIN, M. (dir.), *Champagne-Ardenne, trente siècles d'histoire*, Paris, Delville, 1995, 192 p.
- BLIN, M. (dir.), *Le Champagne, trois siècles d'histoire*, Paris, Stock, 1997, 198 p.
- DOREL-FERRÉ, G. (dir.), *En Champagne-Ardenne, et ailleurs... Le patrimoine industriel de l'agro-alimentaire*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne, 2000, 186 p., Les Cahiers de l'APIC, n°1.
- DOREL-FERRÉ, G. (dir.), *En Champagne-Ardenne et ailleurs... L'eau industrielle, l'eau industrielle*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne, 2002, 172 p., Les Cahiers de l'APIC, n°2.
- DOREL-FERRÉ, G. (dir.), *En Champagne-Ardenne et ailleurs... Habiter l'industrie*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne, 2004, 176 p., Les Cahiers de l'APIC, n°4.
- DUCREUX, M., *Le Tissu industriel inséré dans les quartiers anciens des villes de Troyes, Reims, Charleville, Saint-Dizier*, Paris, Ministère de l'urbanisme (DUP), 1982.
- FATOUX H., *Les Métiers d'eau du temps jadis : Paris, Brie, Gâtinais, Champagne, Morvan, Le Mée-sur Seine*, Lys Éditions Amatteis, 1995, 304 p.
- FAUCONNET, R., *Vannerie en Champagne-Ardenne*, Langres, Dominique Guéniot, 1990, 32 p., Patrimoine et innovation.
- FIÉROBE, N., *Verre et verreries en Champagne-Ardenne*, Langres, Dominique Guéniot, 1989, 47 p., Patrimoine et innovations.
- FIÉROBE, N., *Verre et cristal en Champagne-Ardenne*, Épernay, ORCCA / Chassigny, Castor et Pollux, 2000, 119 p., Histoire et modernité.
- GARCIA, G., *Vignobles et vins de Champagne*, Langres, Dominique Guéniot, 1989, réédition 1997, 48 p., Patrimoine et innovations.
- GARNOTEL, J., *Agriculture et agroalimentaire en Champagne-Ardenne*, Langres, Dominique Guéniot, 1991, 32 p., Patrimoine et innovations.
- HAÛ, M., *La croissance économique de la Champagne de 1810 à 1969*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1995, 180 p.
- KELLER, R., *Feutre. Fibre, art et technique*, Langres, Dominique Guéniot, 1990, 32 p., Patrimoine et innovations.
- ROSEN, J. (sous-dir.), *Façonneries françaises du Grand-Est*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), 2001, 590 p.
- VOLUER, P., *La Bière en Ardenne et en Champagne*, Charleville-Mézières, Terres Ardennaises, 1997, 239 p.



Sur le canal des Ardennes

Les Ardennes

Généralités

- La Reconstitution des régions dévastées : les Ardennes, 1918-1922*, numéro spécial du *Monde Illustré*, 1922, réédition 1996, 148 p.
- Le patrimoine, sauvegarde et valorisation, guide méthodologique*, Vouziers, Association de sauvegarde du patrimoine vouzinois, 2003, 28 p.



Bibliographie

173

COLINET, R., *Nouzon à la Belle Époque*, Charleville-Mézières, Société d'études ardennaises, 1980, 32 p.

DOREL-FERRÉ, G. (dir.), *Les Voies du patrimoine : l'exemple ardennais*, Charleville-Mézières, Terres Ardennaises, 1998, 144 p.

L'ardoise

CHARPAIL, M.-P., *Ardoise en Ardennes*, Épernay, ORCCA, 1995, 32 p., Patrimoine et innovations.

VOISIN, L., *Les Ardoisières de l'Ardenne*, Charleville-Mézières, Terres Ardennaises, 1987, 257 p.

L'hydraulique

BRODIER, H.-M., COLINET, R. et ROYAU, A., *L'Énergie d'un ruisseau ardennais : le faux*, Revin, Arel «musée vivant» de Revin, s.d., 32 p., Patrimoine et innovations.

COISTA, M., *Les Moulins à couleurs des Ardennes*, Charleville-Mézières, Terres Ardennaises, 1991, 74 p.

DOREL-FERRÉ, G. (dir.), *En Champagne-Ardenne et ailleurs... L'eau industrielle, l'eau industrielle*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne, 2002, 172 p., Les Cahiers de l'APIC, n°2.

La métallurgie

BAILLY, L., *Vrigne-aux-bois, des tourbières au cubilot*, Charleville-Mézières, Sopaic, 2000, 193 p.

BELHOSTE, J.-F., ANDRÉ, L. et BERTRAND, P., *La Métallurgie du fer dans les Ardennes (XVI^e-XIX^e)*, Châlons-en-Champagne, Inventaire général de la région Champagne-Ardenne, 1987, 112 p., Cahiers de l'inventaire, n° 11.

BERTRAND, P., *Forges et forgerons de la pointe de Givet (XVI^e-XVII^e siècle)*, Lavaux-Sainte-Anne, Entre Ardenne et Meuse, 1987, 60 p.

COLINET, R., *La Métallurgie ardennaise*, Langres, Dominique Guéniot, 1989, 32 p., Patrimoine et innovation.

COLINET, R., *Métallurgie ardennaise*, Épernay, ORCCA / Chassigny, Castor et Pollux, 2001, 159 p.

COLINET, R., «Mémoire, histoire et patrimoine : le cas de la métallurgie ardennaise» in CENTRE D'ÉTUDE DU PATRIMOINE LINGUISTIQUE ET ETHNOLOGIQUE DE CHAMPAGNE-ARDENNE (CEPLECA), *Les Arts du feu*, Reims, Presses universitaires de Reims / Université de Reims Champagne-Ardenne, 2004, pp. 15-36.

D'OTTAVIO, S., *Les Châteaux des maîtres de forges en Ardennes du nord (XIX^e-XX^e siècles)*, maîtrise d'histoire contemporaine sous la direction de Marie-Claude Genêt-Delacroix, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2002.

GARAND, J., *Un Notable ardennais : Jean-Nicolas Gendarme (1769-1845)*, Charleville-Mézières, Sopaic, 1988, 299 p.

PARIS, A., *Boulonneries, boulonniers des Ardennes*, Charleville-Mézières, Société d'études ardennaises, 1994, 160 p.

VOISIN L., *L'Extraction du minerai de fer dans les Ardennes*, Charleville-Mézières, L. Voisin, 1994, 165 p.

TRASSARD, F., *Au cœur de la matière : Charleville, histoire d'une fonderie automobile*, Strasbourg, Ronald Hirlié, 1999, 133 p.

La poterie

BIGORGNE, D., *Les Poteries de Jandun*, Charleville-Mézières, Terres-Ardennaises, 1985, 64 p.

Le textile

BALSAMO, I. et alii, *La Manufacture du Dijonval et la draperie sedanaise*, Châlons-en-Champagne, Inventaire général Champagne-Ardenne, 1984, 112 p., Cahiers de l'inventaire.

BERTRAND, P., *Le Dijonval et la draperie sedanaise*, Châlons-en-Champagne, ASSOCIATION POUR LA VALORISATION DES ATOÛTS CULTURELS DE LA CHAMPAGNE-ARDENNE (AVACCA), 1997, 24 p., Itinéraires du patrimoine, n°150.

GAYOT, G., *Les Draps de Sedan : 1646-1870*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), 1998, 579 p., Civilisations et sociétés.

L'Aube

Généralités

Balade dans le patrimoine de l'Aube industrielle, Paris, Direction des Archives de France, 1996, 20 p.

ALVÈS, G. et BINEL, C., *Patrimoine industriel de l'Aube*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne / Langres, Dominique Guéniot, 2004, 208 p., Indicateurs du patrimoine.

GROLEY, G., *L'Héritage troyen du XIX^e siècle*, 2 vol., Troyes, Paton, 1984 et 1986, 51 p. et 124 p.

HENRY, C. et RENAULT, L., *L'Inventaire du patrimoine usinier ancien (Romilly-sur-Seine)*, Romilly-sur-Seine, Ville de Romilly-sur-Seine, 1997, 52 p.

VANIER, M., *Troyes capitale de la maille : une ville industrielle en crise*, thèse de doctorat, Paris I, 1988, 372 p.

La bonneterie

Les constructeurs aubois : 1589-1989 : 400^e anniversaire du métier à tricoter, Troyes, Musées de Troyes, 1989, 68 p.

BOUCRAÛT, L. et BOUCRAÛT, M.-M., *Pierre Valton et ses fils, industriels troyens, de 1892 à 1940 – L'usine Saint-Joseph (Petit-Bateau)*, Troyes, La Renaissance, 1986, 158 p.

COLOMES, A., *Economie et vie ouvrière à Troyes à l'âge d'or de la bonneterie*, Troyes, Maison du Boulanger, 1994, 238 p.

DARBOT, J., *Bonneterie auboise*, Langres, Dominique Guéniot, 1989, 32 p., Patrimoine et innovations.

DARBOT, J., *La Trinité : première manufacture de bas au métier de Troyes*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne / Troyes, CDDP de l'Aube, 1980, 47 p.

HARDEN-CHENUT, H., *The Fabric of Gender. Working-class Culture in Third Republic France*, The Pennsylvania State University Press, University Park Pennsylvania, 2005, 436 p. À paraître en français sous le titre *Made in Troyes*.

HUMBERT, J.-L., *Les Établissements de bonneterie à Troyes (1870-1914)*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne / Troyes, CDDP de l'Aube, 1995, 80 p.

HUMBERT, J.-L., *Troyes. Destins d'usines*, Troyes, Association sauvegarde et avenir de Troyes (SAT), 2004, 80 p.
 PERDRISSET, F., *Recherches sur le vocabulaire de la bonneterie*, thèse de 3^e cycle, Paris X Nanterre, 1979, 347 p.
 VANIER, M., *Maille et bonneterie auboise : 1505-1989*, Épernay, ORCCA, 1993, 187 p.

L'habitat

HUMBERT, J.-L., *L'Habitat troyen de l'industrialisation*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne / Troyes, CDDP de l'Aube, 1999-2000.
 HUMBERT, J.-L., *Troyes. Bourgeoises et ouvrières. Maisons du XIX^e*, Troyes, Association sauvegarde et avenir de Troyes (SAT), 2005, 80 p.

La métallurgie

HUMBERT, J.-L., *Les Laminoirs de Clairvaux*, CRDP de Champagne-Ardenne / Troyes, CDDP de l'Aube, 2000.

La Marne

Généralités

ALVÈS, G., *Patrimoine industriel de la Marne*, Paris, Éditions du patrimoine, 2002, 158 p., Indicateurs du patrimoine.
 HUBERT, M. et PERNET, J., *Regard sur un siècle de vie économique à Reims (1855-1955)*, Reims, Atelier graphique, 1991, 238 p.

L'alimentation et la distribution

THIBAUT, M., *Reims, berceau du succursalisme en France, Saint-Cyr-sur-Loire*, Alan Sutton, 2002, 128 p.
 THIBAUT, M., *Les biscuiteries de Reims, Saint-Cyr-sur-Loire*, Alan Sutton, 2003, 128 p.

Les faïences et porcelaines

CHAMPFLEURY, *Histoire des faïences patriotiques sous la Révolution*, Paris, Dantou, 1867, 404 p.
 GUILLEMÉ-BRULON, D. et DAUGET, C., «Les Islettes», *Faïences françaises*, Paris, Éditions de l'Illustration Baschet & Cie, 1988, p. 178-182.
 JACQUEMERT A., *Les Merveilles de la céramique : ou l'art de façonner et décorer les vases en terre cuite, faïences, grès et porcelaine depuis les temps antiques jusqu'à nos jours*, Paris, Hachette, 1871, 3^e partie, «Occident, temps modernes».
 THEVENARD, J.-J. et COPRET, D., *La Faïencerie du Bois d'Épense, Sainte-Ménéhould*, Rapport d'évaluation dactylographié, autorisation temporaire de sondage n°93/56, Châlons-en-Champagne, Service régional d'archéologie (SRA) Champagne-Ardenne, s.d., 19 p.

L'habitat

HENRY, D., *Chemin Vert, l'œuvre d'éducation populaire dans une cité-jardin emblématique, Reims, 1919-1939*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne, 2002, 187 p., Cahier Hors-Série de l'APIC.

THIBAUT, M., *Reims, le parc Pommery, Saint-Cyr-sur-Loire*, Alan Sutton, 2005, 160 p.

Les maisons de Champagne

CRESTIN-BILLET, F., *La Naissance d'une grande maison de champagne : Eugène Mercier ou l'audace d'un titan*, Paris, Calmann-Lévy, 1996, 221 p.
 CRÉSTIN-BILLET, F., *Vins de champagne : les grandes maisons de champagne*, Paris, Glénat, 1991, 159 p.
 DESBOIS-THIBAUT, C., *L'Extraordinaire aventure du champagne : Moët et Chandon, une affaire de famille*, Paris, PUF, 2003, 570 p.
 DUREPAIRE, C., LEROY F., et LIMOGES. S., *Avenue de Champagne : architecture et société*, Langres, Dominique Guéniot, 1999, 72 p., Patrimoine et innovations.
 ÉTIENNE, M., *Veuve Clicquot Ponsardin : aux origines d'un grand vin de Champagne*, Paris, Economica, 1994, 311 p.
 GERDEAUX, A. et alii, *La verrerie argonnaise*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne / Châlons-en-Champagne, CDDP de la Marne, 1982, 48 p.
 GMELINE, P. de, *Ruinart - la plus ancienne maison de champagne - De 1729 à nos jours*, Paris, Stock, 1994, 162 p.
 LEFORT, C., *Pommery : n'imiter personne y compris soi-même*, Paris, Éditions du regard, 1998, 173 p.
 POLIGNAC, A. de, *Madame Pommery, le génie et le cœur*, Paris, Stock, 1994, 91 p.
 REFAIT, M., *Moët et Chandon : de Claude Moët à Bernard Arnault*, Langres, Dominique Guéniot, 1998, 221 p.

Le textile

CAFFARELLI-TAQUET, E. de, *L'industrie textile à Reims, une reconversion*, numéro spécial n° 4 des Travaux de l'institut de géographie de Reims, 1979, 84 p.

La verrerie

GERDEAUX, A., *Le Verre en Argonne : les matières vitrifiables employées par les verriers d'Argonne*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne / Châlons-en-Champagne, CDDP de la Marne, 1982, 32 p.
 MARC, A. et PAEPE, M. de (dir.), *La Verrerie champenoise. Charbonneaux-BSN, Reims de 1870 à nos jours*, Reims, La Manufacture, 1984, 279 p.

La Haute-Marne

Généralités

ALVÈS, G., PHILIPPOT, J. et BATARDY, C., *Patrimoine industriel : Haute-Marne*, Paris, Association pour la valorisation des atouts culturels de la Champagne-Ardenne (AVACCA), 1997, 152 p., Indicateurs du patrimoine.
 BATKOWSKI, D. et alii, *Inventaire historique d'anciens sites industriels du département de la Haute-Marne*, volume 1, s.l., Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) / 50576-FR, 2000, 38 p.



Bibliographie

BATKOWSKI, D. et alii, *Inventaire historique d'anciens sites industriels du département de la Haute-Marne*, volume 2, s.l., Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) / 50576-FR, 2000, 143 p.
DOREL-FERRÉ, G. (dir.), *Enseigner le patrimoine industriel*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne / Chaumont, CDDP de la Haute-Marne, 1998, 145 p.

La coutellerie

DUMONTET, C., *Fer et titane dans le bassin nogentais*, Langres, Dominique Guéniot, 1990, 32 p., Patrimoine et innovations.
LE GRAËT, H., *Nicolas Pelletier (Nogent Haute-Marne)*, Nogent, Association pour la sauvegarde et la promotion de la culture scientifique et technique du bassin nogentais, 1989, 82 p.
SAVOURET, P., *La Coutellerie nogentaise au XIX^e siècle*, Langres, Dominique Guéniot, 1983, 222 p.

La faïencerie

DEVEAUX, P., *Les Faïences d'Apresy*, Paris, Charles Foulard, 1908, 91 p.
GOISET, G., DECROUX, B., QUETTIER, P. et ROSEN, J., *Histoire des faïenceries d'Apresy*, Langres, Musée de Langres, 1997, 67 p.
MARCOUT, R. et THEVENARD, J.-J., *Faïencerie des Auges, Langres, Haute-Marne, France*, Langres, Dominique Guéniot, 1989, 31 p.
THEVENARD, J.-J., *Faïencerie des Auges, Langres, Haute-Marne*, Rapport de synthèse dactylographié, fouille archéologique programmée pluriannuelle, autorisation n° 512 H 30, Châlons-en-Champagne, Service régional d'archéologie (SRA) Champagne-Ardenne, s.d.

La ganterie

LAGILLE, A., *La Ganterie Tréfosse*, Chaumont, Maison de la presse, 1988, 255 p.

L'hydraulique

GALLION-BOISSELIER, L., *Le Canal et quatre lacs au pays de Langres, historique du canal de la Marne à la Saône et de ses quatre réservoirs*, Langres, Office de tourisme du plateau de Langres, 1986, 110 p.
GAMELON, É. et RICHERT-SCHAUB, J.-C., *A Fleurs d'eau, le moulin de la Fleuristerie*, Orges, Belfort, imprimerie Realgraphie, 2002.

La métallurgie

ALVÈS, G. et alii, *La Métallurgie de la Haute-Marne du Moyen Âge au XX^e siècle*, Châlons-en-Champagne, Association pour la valorisation des atouts culturels de la Champagne-Ardenne (AVACCA), 1997, 312 p., Cahiers du patrimoine, n° 48.
BÉGUINOT, P., *La fabrication de la fonte et du fer : une grande industrie haut-marnaise disparue*, Lagny, P. Béguinot, 1979, 294 p.
CHIROL, J.-M., *Les Mines de fer de Pont-Varin*, Langres, Dominique Guéniot, 1982, 157 p.
DELORME, P., *Forêts et hauts-fourneaux à Saint-Dizier et dans le nord de la Haute-Marne du XVI^e au XX^e siècle : alliances et ruptures*, Saint-Dizier,

Collège Clos Mortier, 1995, 180 p.
DELORME, P., *Jules Rozet, maître de forges et notable (1800-1871)*, thèse de doctorat soutenue en juin 2002, à paraître.
MICHELOT, F., «La métallurgie haut-marnaise : approche pédagogique» in *Utiliser les archives au collège et au lycée*, Reims, CRDP de Champagne-Ardenne, 1997, pp.64-80.

La verrerie

GARDET, G., *L'Ancienne verrerie de la Bondice à la Rivière (Haute-Marne)*, Chaumont, imprimerie de l'Est, 1940, 23 p.

Les périodiques

Champagne-Ardenne

FIÉROBE, N., «Mémoire de la verrerie en Champagne-Ardenne du XVIII^e au XX^e siècle», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 2000, n° 22, pp. 13-15.
FIÉROBE, N., «Deux maîtres de verreries champenois avant 1914 : Georges Brocard et Émile Charbonneaux», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 2000, n° 22, pp. 32-37.

Ardennes

Généralités

BIGORGNE, D., «La guerre 1914-1918 : destruction et reconstruction de l'industrie», *Terres ardennaises*, janvier 1984, n° 5, pp. 34-41.
CART, M., «Défense et conservation du patrimoine industriel», *Revue historique ardennaise*, 1985, t. XX., pp. 123-126.
COLINET, R., «Au cœur de l'industrialisation de l'Ardenne du nord, ou l'étude des archives du tribunal de commerce de Charleville de 1860 à 1914», *Revue historique ardennaise*, 1987, t. XXII, pp. 59-121.
COLINET, R., «Contribution statistique et cartographique à l'histoire industrielle ardennaise», *Revue historique ardennaise*, 1988, t. XXIII, pp. 105-149.
COLINET, R., «Histoire industrielle, patrimoine industriel en Ardenne du nord : bilan et perspective», *Revue historique ardennaise*, 1991, t. XXVI, pp. 201-205.
COLINET, R., «Les Ardennes, histoire de la reconstitution d'une région industrielle dévastée (1918-1924)», *Revue historique ardennaise*, 1993, t. XXVIII, pp. 195-205.
COLINET, R., «Les hommes et les usines dans la métallurgie ardennaise des années 1840 à nos jours», *Revue historique ardennaise*, 1987, t. XXII., pp. 23-37.
COLINET, R., «Pour un hommage posthume à J. Rogissart : esquisse d'une vue d'ensemble sur la croissance industrielle de l'Ardenne du nord 1815-1914», *Revue historique ardennaise*, 1985, t. XX, pp.115-122.
COLINET, R., «Sur le patrimoine industriel en Ardenne du nord», *L'Archéologie industrielle en France*, 1991-1992, n° 22, pp. 53-56.
COURTOT, L., «Le patrimoine industriel dans les Ardennes - La mise en valeur de notre passé», *Revue historique ardennaise*, 1987, t. XXII, pp. 41-57.

COURTOT, L., «Les industries avant l'industrialisation : les sites primitifs», *Terres ardennaises*, mars 1986, n°14, pp. 9-12.
 MARBY, J.-P., «De la reconstruction à la crise textile, Reithel 1945-1965, quelques points de repères», *Revue historique ardennaise*, 1996, t. XXXI, pp. 231-258.
 MARBY, J.-P., «Industries rethéloises, 1850-1914 : quelques points de repères», *Revue historique ardennaise*, 1993, t. XXVIII, pp. 63-89.
 TAMINE, M., «Un témoin du développement industriel : le toponyme castine», *Revue historique ardennaise*, 1996, t. XXXI, pp. 99-106.
 VADON, J., «Aperçu de la situation des entreprises industrielles ardennaises sous l'Occupation, mai 1940-septembre 1944», *Revue historique ardennaise*, 1986, t. XXI, pp. 155-162.

L'habitat

BIGORGNE, D., «La colonie libertaire d'Aiglemont : un milieu libre et de propagande», *L'Archéologie industrielle en France*, 1994, n° 24-25, pp. 75-84.

L'agroalimentaire

LAMBERT, J., «Boissons du temps passé - Le pressoir à cidre de Margy», *Terres ardennaises*, octobre 1994, n°48, pp. 35-39.
 LAMBERT, J., «La bière d'Orval», *Terres ardennaises*, octobre 1986, n° 16, pp. 53-55.
 LAMBERT, J., «Le cidre dans les Ardennes», *Terres ardennaises*, décembre 1982, n° 1, pp. 35-40. LAMBERT, J., «Petite histoire de la bière ardennaise», *Terres ardennaises*, octobre 1986, n° 16, pp. 27-34.
 MANSUY, A.-M., «La chocolaterie Turenne : 1899-1969», *Terres ardennaises*, octobre 1994, n° 48, pp. 32-34.
 VOLUER, P., «La fabrication de la bière dans une petite brasserie ardennaise au XIX^e siècle», *Terres ardennaises*, octobre 1986, n°16, pp. 46-47.
 VOLUER, P., «La famille Baudelot de Haraucourt : une dynastie ardennaise au service de la brasserie mondiale», *Terres ardennaises*, octobre 1986, n°16, p 43.
 VOLUER, P., «La grande brasserie ardennaise, vie et mort d'une industrie sedanaise», *Terres ardennaises*, octobre 1986, n° 16, pp. 27-42.

L'ardoise

Terres ardennaises : les ardoisières (Deville-Fumay-Haybes-Monthermé-Rimogne), hors série, 1986, 56 p.

La briqueterie

POQUET, O., «La briqueterie en Thiérache ardennaise», *Terres ardennaises*, décembre 1986, n° 17, pp. 30-33.

Le chemin de fer

BLONDEAU, G., «Le Bouillonais (chemin de fer Sedan-Corbion)», *Terres ardennaises*, 1985, n° 11, pp. 1-9.
 COISTIA, M., «Le réseau sud des chemins de fer secondaires – Vendresse», *Terres ardennaises*, 1985, n° 10, pp. 1-7.

DIEL, J., «Le petit train de Mézières à Wasigny», *Terres ardennaises*, 1986, n° 15, pp. 1-4.
 GIULIANO, G., «Cent trente années de chemin de fer à Mohon», *Terres ardennaises*, 1988, n° 24, pp. 3-15.
 GIULIANO, G., «Le complexe ferroviaire de Lumes : grandeur et décadence», *Terres ardennaises*, mars 1991, n° 34, pp. 7-12, (1^{ère} partie).
 GIULIANO, G., «Le complexe ferroviaire de Lumes : grandeur et décadence», *Terres ardennaises*, juin 1991, n° 35, pp. 17-27, (2^{ème} partie).
 LAMBERT, J., «Les chemins de fer secondaires des Ardennes», *Terres ardennaises*, 1984, n° 9, pp. 1-7.
 MANCEAU, H., «L'Épopée de la Compagnie de l'Est», *Études ardennaises*, octobre 1958, n° 15.
 PARIS, A., «Trains de la forge, trains de la Semoy», *Terres ardennaises*, juin 1987, n° 19, pp. 18-21.
 WOIRIN, M., «Les chemins de fer à Tournes», *Terres ardennaises*, 1989, n°28, pp. 25-34.

L'hydraulique

ILLAIRE, M., «Les enquêtes sur les moulins (1810-1851)», *Revue historique ardennaise*, 1990, t. XXV, pp. 37-71.
 LAMBERT, J., «Les moulins de la Vaux», *Terres ardennaises*, avril 1984, n°5, pp. 4-14.
 MARBY, J.-P., «Les moulins à eau d'Asfeld : un patrimoine à valoriser», *Terres ardennaises*, mars 1996, n° 54, pp. 44-52.
 RENARD, A., «La vallée de l'Ennemane : l'eau, la forêt et le fer - Des roues à eau pour polir les boucles de Raucourt», *Terres ardennaises*, juillet 2000, n° 71, pp. 41-45.

La métallurgie

ANDRÉ, L., «Les Coulon, maîtres de forges ardennais au temps du roi Soleil», *Revue historique ardennaise*, 1986, t. XXI, pp. 31-47.
 COLINET, R., «Bogny-Château-Regnault : actualité d'un paysage industriel», *L'Archéologie industrielle en France*, 1993-1994, n° 23, pp. 67-76.
 COLINET, R., «Clouterie, tréfilerie, familles patronales des années 1830 à 1914», *Revue historique ardennaise*, 1997, t. XXXII, pp. 149-263.
 COLINET, R., «Crise et renouveau de la métallurgie ardennaise (1974-1988)», *Revue historique ardennaise*, 1989, t. XXIV, pp. 41-60.
 COLINET, R., «Un fleuron du patrimoine industriel, le «château» Marcadet et ses vitraux peints à Levrézy», *L'Archéologie industrielle en France*, décembre 1995, n° 27, pp. 49-60.
 COLINET, R., «Un fleuron du patrimoine industriel, le «château» Marcadet et ses vitraux peints à Levrézy (1^{ère} partie)», *Terres ardennaises*, décembre 1994, n° 49, pp. 39-48.
 COLINET, R., «Un fleuron du patrimoine industriel, le «château» Marcadet et ses vitraux peints à Levrézy (2^{ème} partie)», *Terres ardennaises*, juin 1995, n° 51, pp. 19-25.
 LÉMANT, J.-P., «Métallurgie et Ardennes : une vieille histoire», *Terres ardennaises*, mars 1983, n°2, pp. 15-24.
 LOUIS, F., «La Macérienne des établissements Clément-Bayard (1894-1984)», *Revue historique ardennaise*, 1985, t. XX, pp. 67-99.
 PARIS, A., «Deux wallons dans la pointe de Givet ou les débuts de la métallurgie non-ferreuse», *Revue historique ardennaise*, 1988, t. XXIII, pp. 87-103.



PARIS, A., «Flohimont. Le cuivre dans la vallée de la Houille (1841-1914)», *Terres ardennaises*, mars 1988, n° 22, pp. 29-33.

PARIS, A., «La Grosse Boutique de Bogny», *Revue historique ardennaise*, 1992, t. XXVII, pp. 111-136.

PARIS, A., «Une usine à cuivre dans la vallée de la Houille (Ardennes) : Flohimont (1817-1987)», *L'Archéologie industrielle en France*, juin 1989, n° 19, pp. 9-42.

PARIS, A., «Naissance d'une industrie. Le cuivre dans la vallée de la Houille (1787-1817)», *Terres ardennaises*, mars 1987, n°18, pp. 1-6.

PONSIN, A., «Notes sur les turbines Clément-Bayard et les turbines de la Macérienne», *Revue historique ardennaise*, 1987, t. XXII, pp. 169-184.

RENARD, A., «La vallée de l'Ennemanne : l'eau, la forêt et le fer - La ligne de fer : fourneau, forge, fonderie», *Terres ardennaises*, mars 2000, n° 70, pp. 38-45.

SACRÉ, J., «L'ancien château de La Neuville-aux-Joûtes et ses maîtres de forges», *Terres ardennaises*, juin 1992, n°39, pp. 13-16.

Les minerais

PENISSON, J.-P., «Extraction des quartzites dans les Ardennes, avant 1914, dans la région de Bogny-sur-Meuse», *Terres ardennaises*, décembre 1997, n°61, pp. 1-8.

RENARD, A., «La vallée de l'Ennemanne : l'eau, la forêt et le fer - La chaux au bord de l'Ennemanne», *Terres ardennaises*, décembre 2000, n°73, pp. 50-57.

Le textile

COLLET, C., «Un aspect de l'activité industrielle dans les Ardennes pendant la Seconde Guerre mondiale : la réorganisation et le redémarrage du textile sedanais à travers la correspondance de Xavier Nicolas et Louis Corbion», *Revue historique ardennaise*, 1995, t. XXX, pp. 99-113.

GAYOT, G., «Dispersion et concentration de la draperie sedanais au XVIII^e siècle : l'entreprise des Poupart de Neuffize», *Revue du Nord*, 1979, LXI, n° 240, pp. 127-148.

GAYOT, G., «Les entrepreneurs au bon temps des privilèges : la draperie royale de Sedan au XVIII^e siècle», *Revue du Nord*, 1985, LXVII, n° 265, pp. 413-445.

HAMAÏDE, E., «La fabrique de Sedan sous la monarchie de Juillet et le Second Empire», *Revue historique ardennaise*, 1989, t. XXIV, pp. 1-34.

LASSAUX, B., «L'industrie textile dans le pays sedanais de 1870 à 1914», *Revue historique ardennaise*, 1996, t. XXXI, pp. 165-192.

MARBY, J.-P., «Le textile rethélois de la fin du XVIII^e siècle à 1850, quelques points de repères», *Revue historique ardennaise*, 1995, t. XXX, pp. 135-163.

ROLET, G., «Principauté et dentelles», *Terres ardennaises*, avril 1992, n° 38, pp. 37-47.

L'urbanisme

COLINET, R., «L'organisation des espaces industriels et urbains. Héritages et problématique d'évolution d'une région frontalière : les Ardennes», *Revue historique ardennaise*, 1985, t. XX, pp. 249-263.

COURTOT, L., «De la cité ouvrière à la cité jardin», *Revue historique ardennaise*, 1986, t. XXI, pp. 145-153.

COURTOT, L., «La genèse de l'espace industriel ardennais», *Revue historique ardennaise*, 1988, t. XXIII, pp. 163-180.

COURTOT, L., «La naissance des cités industrielles», *Terres ardennaises*, mars 1986, n° 15, pp. 11-16.

La vannerie

DEROCHE, G., «Petite histoire de la vannerie vouzinoise», *Terres ardennaises*, avril 1984, n° 6, pp. 1-5.

LAMBERT, J., «La vannerie ardennaise de Buzancy, dernière maison de négoce de la vannerie ardennaise», *Terres ardennaises*, juin 1996, n° 55, pp. 32-42.

PARIS, A., «La hotte ardennaise, une vannerie du vouzinois», *Revue historique ardennaise*, 1993, t. XXVIII, pp. 87-108.

POQUET, O., «La culture et l'industrie de l'osier dans la Thiérache ardennaise», *Terres ardennaises*, mars 1987, n° 18, pp. 57-58.

La verrerie

BIGORGNE, D., «La verrerie de Monthermé», *Terres ardennaises*, mars 1985, n° 10, pp. 55-60.

COCCONELLO, R., «Verreries anciennes en forêt d'Argonne ardennaise», *Terres ardennaises*, décembre 1992, n° 41, pp. 1-7.

Aube

Généralités

ANDRÉ, M. et TRICAUD, A., «Une mission à l'ethnologie et à la culture scientifique et industrielle en Champagne-Ardenne», *La Vie en Champagne*, juillet-août 1987, n° 378, pp. 3-6.

BERTRAND, P., «L'inventaire général et le repérage du patrimoine industriel de l'Aube», *La Vie en Champagne*, avril-juin 1996, n°6, pp. 5-6.

DOREL-FERRÉ, G. et HUMBERT J.-L., «Des assises du patrimoine du 19^e siècle à Troyes», *La Vie en Champagne*, avril-juin 1996, n°6, pp. 3-4.

HUMBERT, J.-L., «Le patrimoine architectural de l'industrie, état de la question dans l'Aube» et «Le patrimoine bâti de l'industrie dans l'Aube (années 1860-1930)», *La Vie en Champagne*, avril-juin 2003, n°34, pp. 14-21 et pp. 27-32.

RIVIÈRE, R., «Plaidoyer pour le patrimoine industriel aubois», *La Vie en Champagne*, novembre 1983, n°337, pp. 16-20.

WERNY, C., «Les fondements de l'industrialisation dans l'Aube au XIX^e siècle (1815-1914)», *La Vie en Champagne*, avril-juin 2003, n°34, pp. 22-26.

L'agroalimentaire

DAUNAY, J., «Essoyes : à la maison de la vigne, le pressoir Rabel », *La Vie en Champagne*, décembre 1994, n°459, pp. 23-24.

DAUNAY, J., «Étourvy, une ancienne huilerie», *La Vie en Champagne*, septembre 1992, n°434, pp. 16-18.

WILLOCX, A., «La catastrophe de la grande malterie de Nogent-sur-Seine», *Mémoires de la société académique de l'Aube*, 1989-1990, t. CXV, pp. 105-109.

L'artisanat et le commerce

«Les magasins réunis de Troyes», *La Vie en Champagne*, numéro spécial, 1994, n°450, 24 p.
 HUMBERT, J.-L., «Petits métiers, petits commerces d'autrefois», *La Vie en Champagne*, octobre-décembre 2000, n°24, pp. 12-17.
 MARNAT, J., «Artisanat et commerce troyens à la fin de la Restauration», *La Vie en Champagne*, juillet-août 1991, n°422, pp. 5-8.

La bonneterie

«Troyes «une ville en maille» : l'exemple du quartier Bégand», *La Vie en Champagne*, juillet-août 1987, n°378, pp. 20-21.
 BOISSEAU, A., «Bonneterie, tricotage et tissage. Évolution des mots et des techniques», *La Vie en Champagne*, avril-juin 1996, n°6, pp. 7-14.
 CLAVERIE-ROSPIDE, X., «Les Buxtorf : une famille de négoce», *La Vie en Champagne*, janvier-mars 1995, n°1, pp. 25-32.
 DARBOT, J., «Historique des entreprises Quinquarlet et Valton», *La Vie en Champagne*, janvier 1989, n°394, pp. 6-9.
 DARBOT, J., «Le progrès technique à Troyes, centre de bonneterie au XIX^e siècle», *Mémoires de la société académique de l'Aube*, 1982-1983, t. III, pp. 47-54.
 DARBOT, J., «Le talent des hommes est irremplaçable, bonneterie auboise», *La Vie en Champagne*, novembre 1989, n°403, pp. 7-8.
 DUBUISSON, M., «La grande exposition de Troyes en 1860», *La Vie en Champagne*, juillet-août 1980, n°301, pp. 3-6.
 HARDEN-CHENUT, H., «Troyes, capitale de la bonneterie : la ville comme vitrine vers 1900», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 1995, n°3, pp. 9-17.
 HARDEN-CHENUT, H., «Histoire de la différence sexuelle : mode d'emploi», *La Vie en Champagne*, octobre-décembre 2001, n°28, pp. 32-38.
 HEYWOOD, C., «La bonneterie troyenne de 1860 à 1914 : une étude de cas dans l'industrialisation française», *La Vie en Champagne*, janvier-mars 1997, n°9, pp. 12-25.
 HUMBERT, J.-L., «Les établissements de la bonneterie à Troyes (1870-1914). Un patrimoine industriel à sauvegarder», *La Vie en Champagne*, avril-juin 1996, n°6, pp. 15-21.
 HUMBERT, J.-L., «La reconnaissance du patrimoine de l'industrialisation», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 2004, n°39, pp. 26-36.
 LÉBOCEY, B., «Les origines des établissements Bonbon à Troyes», *La Vie en Champagne*, janvier-mars 2001, n°25, pp. 9-15.
 VANIER, M., «La géographie de la maille à Troyes», *La Vie en Champagne*, juillet-août 1987, n°378, pp. 9-13.
 VANIER, M., «Troyes, capitale de la maille : une ville industrielle en crise», *La Vie en Champagne*, février 1989, n°395, pp. 6-14.

L'hydraulique

MASSON, C., «Les possessions hydrauliques de l'Abbaye de Seillières», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 1995, n°3, pp. 5-8.
 MASSON, C., «L'hydraulique cistercienne», *La Vie en Champagne*, janvier-mars 1995, n°1, pp. 14-18.
 WERNY, C., «Les moulins de Nogent-sur-Seine et leur devenir», *La Vie en Champagne*, avril-juin 1996, n°6, pp. 30-35.

WILLOCX, A., «Le port de Nogent-sur-Seine», *La Vie en Champagne*, mai 1988, n°386, pp. 4-8.

La faïencerie

LE CLERT L., «Les faïenceries de Mathaux», *Annuaire de l'Aube*, 1896, pp. 44-57.
 LE CLERT L., «Les faïences de l'Aube, les faïenceries de Brienne-le-Château et de Radonvilliers», *Annuaire de l'Aube*, 1916.

La métallurgie

ANXE, C., «La fabrique des moteurs Cérés à Bar-sur-Aube (1904-1993)», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 1999, n°19, pp. 3-7.
 HUMBERT, J.-L., «Les forges Saint-Bernard à Clairvaux au XIX^e siècle. Des adaptations réussies», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 2001, n°27, pp. 16-36.
 PLANSON, A., «Champs-sur-Barse, l'industrie des hauts fourneaux au XIX^e siècle», *La Vie en Champagne*, octobre 1983, n°336, pp. 16-17.
 PLANSON, A., «L'art du feu ou l'évolution d'une fabrication à la Villeneuve-au-Chêne», *La Vie en Champagne*, mai 1983, n°332, pp. 3-5.

La verrerie

HUMBERT, J.-L., «Les Marquot, la renaissance des verreries de Bayel au XIX^e siècle», *La Vie en Champagne*, juillet-septembre 2000, n°22, pp. 16-31.

L'urbanisme

CLAVERIE-ROSPIDE, X., «Demeures d'industriels troyens», *La Vie en Champagne*, avril-juin 1996, n°6, pp. 22-29.
 HUMBERT, J.-L., «La formation de Troyes : l'âge industriel», *La Vie en Champagne*, avril-juin 2002, n°30, pp. 20-39.
 HUMBERT, J.-L., «Le développement de Sainte-Savine, faubourg bonnetier de Troyes (1870-1914)», *La Vie en Champagne*, décembre 1994, n°489, pp. 16-22.
 HUMBERT, J.-L., «Urbanisme et hygiénisme au 19^e siècle - La translation du cimetière de Sainte-Savine», *La Vie en Champagne*, octobre-décembre 1999, n°20, pp. 13-22.

Marne

Généralités

ALVÈS, G., «Le patrimoine industriel de la Marne», *Bulletin de liaison des professeurs d'histoire-géographie de l'académie de Reims*, 1999, n° 19, pp. 35-39.
 CHEMERY, J., «Les activités industrielles d'un bourg argonnais au XIX^e siècle : Vienne-le-Château», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1999, t. CXIV, pp. 245-293.
 CHEMERY, J., «Un bourg argonnais au XIX^e siècle : Vienne-le-Château», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 2000, t. CXV, pp. 153-200.



Bibliographie

L'agroalimentaire

- ABELÉ, C., «Maison Abelé. Van der Veken», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1996, t. CXI, pp. 139-155.
- BARBIER, J.-L., «La crise de l'économie viti-vinicole champenoise entre les deux guerres», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1991, t. CVI, pp. 343-358.
- CLAUDE, G., «Des friches à Connantre». Contribution à l'étude de la betterave sucrière dans la Marne», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1995, t. CX, pp. 315-408.
- MOLINE, R., NÉLIS, P. et VERGÉ, B., «Les Perrier, négociants châlonnais en vins de Champagne au XIX^e siècle», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce et arts du département de la Marne*, 1999, t. CXIV, pp. 75-107.

Le chemin de fer

- PLATEL, D., «Le nœud ferroviaire de Sainte-Menehould», *Horizons d'Argonne*, 1993, n° 66-67, pp. 56-68.
- VILAIN, A., «Les chemins de fer dans les Ardennes et dans la Marne», *Horizons d'Argonne*, 1980, n° 40, pp. 60-64.

La faïencerie

- ANCEMENT, L., «Un peu de lumière sur les origines des faïenceries d'Argonne», *Le Pays lorrain*, 1971, n°3, pp. 135-142.
- BAUNY, L., «Les faïences des Islettes», *Mémoire de la société d'agriculture de la Marne*, 1920-1923, t. XIX, p. 165-186.
- BOURGEOIS, A., «Souvenirs rétrospectifs sur l'ancienne faïencerie des Islettes et quelques mots sur l'ancienne faïencerie d'Épernay», *Bulletin de la société archéologique champenoise*, mars 1911, n°1, p. 8-11.
- BROSSARD, Y., «Faïences et porcelaine de l'est : les faïences de l'Argonne, les Islettes», *ABC-décor*, janvier 1975.
- BROSSARD, Y., «Faïences et porcelaine de l'est : les faïences de l'Argonne, Waly, Lavoye, Clermon, Froidos, Montgarny, Rarécourt, Salvanges», *ABC-décor*, avril 1976.
- GANDILHON, R., «La manufacture de faïence et de porcelaine de Fismes», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne*, 1965, LXXXII, pp. 159-183.
- GANDILHON, R., «La manufacture de faïence de Chigny (XVIII^e -XIX^e)», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne*, 1967, XXXII, pp. 315-330.
- GANDILHON, R., «Les Vernon, graveurs et faïenciers, en Angleterre, en Russie et en France», *Mémoire de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne*, 1967, XXXII, pp. 315-330.
- GANDILHON, R., «Potiers et poteries vernissées d'Épernay en Champagne (XVII^e-XIX^e siècle)», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1982, t. XCVII, pp. 103-195.
- JOUETRE, J., «La Faïencerie des Islettes», *Monuments historiques*, numéro spécial «Champagne-Ardenne», juin-juillet 1986, n°145, p. 62.
- LIÉNART, M.-F., «Les Faïenceries de l'Argonne», *Mémoires de la société philomatique de Verdun*, 1877, VIII, n°2, p. 111-224.

- RICHARD, B., «Les Vernon, la manufacture de faïence et porcelaine de Fismes (Marne)», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 2001, t. CXVI, pp. 253-262.
- STUPP, F., «Les Bernard, faïenciers des Islettes», *Horizons d'Argonne*, 2000, n° 77, pp. 161-164.

La métallurgie

- GANDILHON, R., «Embattement et four à réchauffer à Igny-Comblizy (Marne)», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1984, t. XCIX, pp. 243-245.
- KWANTÉN, A., «Les hauts-fourneaux de Sermaize-les-Bains», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1985, t. C, pp. 237-244.

Les minerais

- GERDEAUX, A., «La carrière de craie de Chepy à exploitation artisanale en Champagne châlonnaise», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1982, t. XCVII, pp. 197-240.
- GERDEAUX, A., «L'exploitation des coquins en Argonne», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1984, t. XCIX, pp. 299-338.
- GUÉRIN, H., «Exploitation des argiles, sables et loess dans la montagne de Reims, pour l'industrie des tuiles et briques au XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1988, t. CIII, pp. 235-244.
- GUÉRIN, H., «Exploitation des lignites sparnaciens dans le département de la Marne du XVIII^e siècle à nos jours», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1985, t. CII, pp. 159-177.

La verrerie

- Regards sur notre patrimoine : histoire des verreries rémoises, Émile Charbonneaux**, décembre 2000, n° 8, pp. 4-25
- CABART, H., «Céramiques et verreries des XVII^e et XVIII^e siècles provenant de la fouille de la rue Saint-Dominique à Châlons-sur-Marne», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1983, t. XCVII, pp. 231-263.
- FIÉROBE, N., «Émile Charbonneaux, maître de verrerie rémois sous la III^e République», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 2000, t. CXV, pp. 209-238.
- FIÉROBE, N., «Une cristallerie Saint-Remi à Reims dans l'entre-deux-guerres», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1997, t. CXII, pp. 343-356.
- JANNIN, F., «Les verreries d'Argonne XIII^e-XVII^e siècles», *Bulletin de la société d'histoire et d'archéologie de la Meuse*, 1989, n° 25, pp. 199-201.
- LEFÈVRE, F., «La verrerie de Châlons-sur-Marne (1869-1880) ou l'échec d'une expérience industrielle», *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1988, t. CIII, pp. 293-316.

Haute-Marne

Généralités

- BALSAMO, I., «Le patrimoine industriel au ministère de la culture», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 1991, n° 186-187, pp. 25-30.
 GABRIELE, J.-P., «L'industrie haut-marnaise : un exemple d'industrie en milieu rural dans la France industrielle», *Les Cahiers haut-marnais*, 4^e trimestre 1984, n° 159, pp. 36-50.

La coutellerie

- VIDONNE, F., «Le musée de la coutellerie à Nogent», *L'Archéologie industrielle en France*, décembre 1996, n° 29, pp. 39-46.

La faïencerie

- CHOMPRET, J., «La fabrique d'Apresy», *Les Cahiers haut-marnais*, 1956, n° 44-45, pp. 151-152.
 CHOMPRET, J., «Les faïences d'Apresy», *Annuaire de la société historique et archéologique de Chaumont*, 1932, VI, n° 3, pp. 67-68.
 CHOMPRET, J., «Notules sur la faïence d'Apresy», *Les Cahiers haut-marnais*, s.d., n°37, pp. 93-98.
 MARCOUT, R. et THÉVENARD, J.-J., «La Faïencerie des Auges, Langres, Haute-Marne», *Bulletin de la société historique et archéologique de Langres*, 1990, XX, 301, pp. 120-124.
 THÉVENARD, J.-J., «La Faïencerie des Auges à Langres», numéro spécial «Faïence et Archéologie» du *Bulletin de l'académie de Moustiers*, 1993, pp. 68-75.

La ganterie

- LAGILLE, A., «Les spécificités de la ganterie Tréfousse et son influence sur la vie chaumontaise», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 1998, n° 214-215, pp. 143-153.

L'habitat

- MAIGROT, J.-L., «Quelques remarques sur l'habitat industriel haut-marnais», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 67-74.

L'hydraulique

- BENOIT, P. et alii, «La maîtrise de l'eau par deux monastères cisterciens de Champagne, Trois-Fontaines (Marne) et Auberive (Haute-Marne)», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 1999, n° 218-219, pp. 14-26.
 BENOIT, P., «L'hydraulique cistercienne en Haute-Marne», *Les Cahiers haut-marnais*, 2^e trimestre 1997, n° 209, pp. 3-4.
 BOU, C., «Aux sources de l'Aube : patrimoine et maîtrise hydraulique de l'abbaye cistercienne d'Auberive au Moyen Âge», *Les Cahiers haut-marnais*, 2^e trimestre 1997, n° 209, pp. 29-49.
 ROUZZEAU, B., «Maîtrise et gestion du patrimoine hydraulique à Morimond», *Les Cahiers haut-marnais*, 2^e trimestre 1997, n° 209, pp. 5-28.

La métallurgie

- «La métallurgie à Saint-Dizier d'après la série du journal *L'ancre* conservée aux Archives départementales de Haute-Marne (1886-1905)», *Les Cahiers haut-marnais*, 1^{er} et 2^e trimestres 2000, n° 220-221, pp. 40-56.
 ALVÈS, G., «Construction et activité d'un haut-fourneau «la batterie» de Noncourt (Haute-Marne) 1829-1836», *L'Archéologie industrielle en France*, 1991-1992, n° 22, pp. 57-75.
 ALVÈS, G., «La sidérurgie haut-marnaise vue par Louis Reybaud, Justin Fèvre et Victor-Eugène Ardouin-Dumazet (dernier quart du 19^e siècle)», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e trimestre 1992, n° 190, pp. 37-53.
 ALVÈS, G., «L'influence de l'idéologie patronale sur les villages de sidérurgistes en Haute-Marne (milieu 19^e- début 20^e)», *L'Archéologie industrielle en France*, 1994, n°24-25, pp. 153-160.
 ALVÈS, G., «Présentation du patrimoine sidérurgique de la Haute-Marne», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 1991, n° 186-187, pp. 31-37.
 ALVÈS, G., «Sabotage à la fonderie de Fronville en juin 1866», *Les Cahiers haut-marnais*, 4^e trimestre 1996, n° 207, pp. 17-24.
 ANDRÉ, L., «L'industrie métallurgique en Haute-Marne au 19^e siècle», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 1991, n° 186-187, pp. 57-77.
 BÉGUINOT, P., «La fabrication de la fonte en Haute-Marne», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 55-56.
 GUYARD, M., «1780-1880, le grand siècle de la métallurgie haut-marnaise en Haute-Marne», *Les Cahiers haut-marnais*, s.d., n° 126, pp. 121-144.
 DECKER, R., «La politique économique du Second Empire et l'industrie du fer. Aspects haut-marnais», *Les Cahiers haut-marnais*, hors-série, 1980, pp. 41-47.
 DELORME, P., «La destruction des friches Cochery (Marnaval)», *Bulletin de liaison des professeurs d'histoire-géographie de l'académie de Reims*, 1998, n° 16, p. 33.
 FAVIER, H., «Aubertot et la récupération des gaz du gueulard», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 61-65.
 GALLOIS, L., «La métallurgie haut-marnaise : sources et bibliographies», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 1991, n° 186-187, pp. 4-24.
 GUYARD, M., «Un maître de forge éclairé, Pierre Grignon et son mémoire de sidérotechnie», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e trimestre 1985, n° 162, pp. 24-48.
 GUYARD, M., «Le meeting métallurgique de Saint-Dizier, le 19 décembre 1869», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 48-54.
 LEPAGE, L., «Le fer dans la vie haut-marnaise au 1^{er} et 2nd âges de fer», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 20-27.
 MAGNIENVILLE, C.-E. de, «Les fonderies de Dommartin-le-Franc», *Les Cahiers haut-marnais*, hors-série, 1980.
 MOINE, J.-M., «Le patronat métallurgique en Haute-Marne au XIX^e siècle», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 2001, n° 226-227, pp. 49 à 81.
 PERCHET, D., «La métallurgie haut-marnaise aujourd'hui», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 75-80.
 RAMEAU, J.-C., «Forêt et métallurgie», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 8-19.



Bibliographie

VERNA-NAVARRÉ, C., «De Wassy à Cussey-les-Forges : un espace de fer au Moyen Âge», *Les Cahiers haut-marnais*, 3^e et 4^e trimestres 1991, n° 186-187, pp. 38-56.

VIARD, G., «Un groupe social en mutation : les maîtres de forges haut-marnais à la fin du 18^e et au début du 19^e», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 35-40.

WORONOFF, D., «La place de la sidérurgie dans l'économie et la société française avant la révolution industrielle», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980, hors-série, pp. 3-7.

WORONOFF, D. et alii, «Le fer dans la métallurgie haut-marnaise de l'Antiquité à nos jours», *Les Cahiers haut-marnais*, 1980.

Papeterie

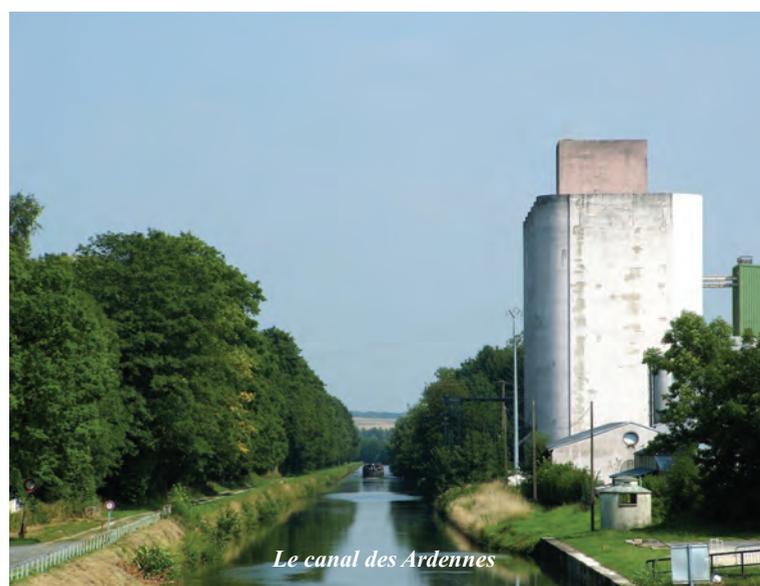
BRYARD, A., «Les papeteries haut-marnaises», *Les Cahiers haut-marnais*, 1^{er} et 2^e trimestres 1998, n° 212-213, pp. 1-67.

Verrerie

EUVRARD, P., «Une verrerie champenoise 1630-1700, Rizaucourt», *Mémoires de la société des lettres, de sciences, des arts, de l'agriculture et de l'industrie de Saint-Dizier*, 1906, t. X, pp. 149-187.



Le pont Saint-Urbain (Haute-Marne)



Le canal des Ardennes

INDEX des personnes

(le I entre parenthèses signale une illustration)

A

Ader, Clément, p. 138
 Alembert, d', p. 22
 Allut (fils), p. 105
 Altmayer, p. 35
 Amsler, p. 14
 André, Jean-Pierre-Victor, p. 60 (I)
 Antic, Bosch de, p. 105
 Antoinette, p. 130
 Arc, Jeanne d', p. 163
 Arnout, J.-B., p. 99
 Arnout, Nicolas, p. 99
 Arragon, Arsène d', p. 87
 Arthur, p. 37
 Auban-Moët, p. 84, 146, 160
 Aube, Paul, p. 113
 Aubertin, p. 88
 Aubertin, C.-J., p. 89
 Auburtin, Jean-Marcel, p. 145
 Aubry, Barbe, p. 96 (I)
 Aviat, Léonie, p. 164-165
 Aymon (fils), p. 152

B

Babeuf, Gracchus, p. 90
 Bacot, p. 29, 30 (I)-31
 Barangé, p. 81
 Barbezat, Gustave, p. 60-61
 Barris, p. 81
 Barris I Buixó, Josep, p. 81
 Bartès, p. 81
 Barthélémy, Jean, p. 52
 Bartholdi, p. 107
 Bassompierre, p. 151
 Beaudesson, p. 62
 Beauharnais, Joséphine de, p. 97
 Béchet, p. 30 (I)
 Becquey, p. 62
 Beligné, p. 66
 Benoist-Malot, Pierre-Roland, p. 37
 Bergeron, p. 121
 Bernard, François, p. 96 (I)
 Bernard, Jacques, p. 96
 Bernard, Jacques-Henri, p. 96
 Bernard, Jean-Baptiste, p. 29
 Bernard, Joseph, p. 96
 Bernard, Joseph-Désiré, p. 96
 Bernard, Marie, p. 96-97
 Berque, Jean, p. 145
 Berquet, Achille, p. 35
 Bertèche, p. 29
 Berthelot, p. 41
 Berthiot, Benoist, p. 19
 Berthiot, Louis, p. 19
 Billet, p. 35
 Biond, p. 135
 Blériot, Louis, p. 130, 138
 Boizel, p. 84
 Bollinger, p. 87
 Bollot, p. 42

Bonbon, p. 42-43
 Bonjean, p. 29
 Boucher, p. 169
 Bouchu, Étienne-Jean, p. 15
 Bourot, Louis Alexis, p. 19
 Brault (Veuve), p. 20-21, 73
 Brézol, Jean-Baptiste, p. 169
 Briançon, p. 16
 Bricchet, p. 135
 Briden, Désiré, p. 113
 Brisson (Père), p. 164
 Bühler (frères), p. 160
 Buirette, Pierre-Marie, p. 37
 Buxtorf, Emmanuel, p. 41 (I)-42

C

Cadeau, Nicolas, p. 28, 30
 Caignol, p. 151
 Camion, p. 156-157
 Camion, Barthélémy, p. 52
 Camion, Georges, p. 52-53 (I)
 Camion, Jean-Baptiste, p. 52
 Camion, Pierre-Louis, p. 52
 Camion, Roger, p. 53 (I)
 Caner, p. 81
 Capitain, p. 52
 Capitain, p. 52, 61, 107
 Capitain, Elophe, p. 168
 Capitain-Gény, p. 107
 Carabin, p. 35
 Carnegie, p. 101
 Caroiillon de Vandeuil, p. 15, 23
 Carrier-Belleuse, p. 107
 Castellane, de, p. 81, 85
 Champrenault, p. 42
 Chassériaux, Augustin, p. 72
 Champion, p. 97
 Chandon, p. 81, 84-85, 161
 Chanlaire, Charles de, p. 101
 Chanoine (frères), p. 84-85, 88
 Chapron, p. 20
 Charbonneaux, Georges, p. 100, 144-145 (I)
 Chéron, p. 42
 Choppin, p. 34-35
 Clauzier, Maurice, p. 93
 Clément, p. 72
 Clément-Bayard, Adolphe, p. 20 (I)-21, 54-55 (I)
 Clicquot (Veuve), p. 169
 Cochet, p. 52, 161
 Condorcet, p. 22
 Corcelle, p. 72
 Cordier, Eugène, p. 84, 160
 Cornuel, p. 42
 Courtivron, Gaspard de, p. 23
 Croutelle, p. 36
 Cunin, Jean-Baptiste, p. 29
 Cunin-Gridaine, Laurent, p. 28-29 (I)-30 (I)

D

Dagonet, p. 88
 Dagonet, L., p. 89
 Damoiseau, p. 42-43
 Dardenne, L., p. 54
 Daumier, p. 29

Dauphinot, Simon, p. 37
 Daux, p. 93
 David, Adolphe, p. 37
 Decomble, Eugène, p. 124
 Delarothière, p. 40
 Delostal, p. 42-43
 Demay, p. 72, 77
 Denis, Maurice, p. 145
 Deniset, p. 66
 Denys, p. 103
 Derrey, p. 42
 Desgrey, p. 162
 Desmont-Faille, p. 35
 Desplanche, p. 42
 Desteuque, Eugène, p. 37
 Deutz, p. 86
 Deutz, Wilhelm (William, Guillaume), p. 87
 Deutz, Gilles, p. 87
 Devanley, p. 43
 Deveaux, p. 93
 Diderot, p. 66
 Diderot, Denis, p. 15, 22, 48, 98, 105
 Dillies, p. 137, 167
 Dillies (Madame), p. 167 (I)
 Dom Pérignon, p. 80
 Donon, Roger, p. 129
 Doré, p. 163 (I)
 Doré, André, p. 148-149
 Doré, Jean-Baptiste, p. 148
 Doue, p. 42
 Douine, Georges, p. 42
 Dreher, p. 76
 Dreyfus, Alfred, p. 45
 Drouet, Jean-Baptiste, p. 90
 Dubray, p. 107
 Dubreuil, p. 151
 Ducel, p. 61
 Dupont, Ernest, p. 42
 Dupré, Nicolas, p. 97
 Duquesne, p. 32
 Durenne, p. 61, 107
 Dutailly, Gustave, p. 71
 Dutreix, Charles, p. 42
 Duval, p. 34
 Duval-Leroy, p. 88

E

Eiffel, p. 58, 128, 161
 Endels, Anne Marie Christine, p. 87
 Evain, Florent-Louis, p. 51
 Ewest, Julius, p. 86

F

Farman, Henri, p. 130-131
 Faure, Antoine, p. 135
 Felt, p. 138
 Fénel, p. 109
 Ferrer, p. 81
 Ferry, p. 52
 Finet, p. 42
 Fiols, p. 42
 Flaubert, Gustave, p. 72
 Flogny, p. 42
 Ford, p. 43
 Fossier-Brisset, Marie-Clémentine, p. 71 (I)

Fourment, p. 61
 Fournival, p. 34-35
 Fournival (fils), p. 35
 Fournival-Bourin, Paul-Auguste, p. 34
 François, p. 86
 François, J.-B., p. 89
 François-Wachter, p. 84
 Francourt, p. 30 (I)
 Frantz (Sergent), p. 131
 Freminet, p. 88
 Freminet, P.-A., p. 89

G

Gaillandre, p. 161
 Gallice, p. 84, 160
 Gand, Henri, p. 36-37
 Gasne, Louis, p. 65
 Geldermann, Pierre, p. 87
 Gendarme, Jean-Nicolas, p. 51 (I)-52, 123, 134
 Georget, p. 67
 Gérard, p. 135, 161
 Gérard, Charles, p. 84
 Gilardoni, p. 108-109
 Gilbert, Augustin-Hubert, p. 37
 Gillet, p. 41
 Gillet, p. 142
 Gillier, Maurice, p. 42
 Girbal, p. 81
 Giros, Emile, p. 62 (I), 166
 Givélet, p. 34
 Givélet, Jacques, p. 103
 Givélet, Pierre, p. 103
 Gobinot, Léon, p. 42
 Godard, Louis, p. 42
 Godéchal (frères), p. 96-97
 Goerg, p. 88
 Goerg, Jacques, p. 88
 Goguenheim, Emile, p. 45
 Gosset, Alphonse, p. 36, 160
 Gosset, Pol, p. 93
 Goulet, Joseph, p. 85, 93
 Goulet (Goulet-Turpin), p. 92-93 (I)
 Goussier, p. 105
 Grandjean, p. 34
 Granrut, Eugène de, p. 102
 Granrut, Gabriel Alfred de, p. 102
 Granrut, Louis de, p. 102
 Grassin, Pierre, p. 38
 Greno, p. 83
 Gridaine, Étienne, p. 29
 Grignon, Pierre-Clément, p. 15
 Guérineau, p. 34-35
 Guerre, p. 66
 Guignet, François, p. 99
 Guillaumet, Henri, p. 130
 Guillemain, Henri, p. 35
 Guimard, Hector, p. 106-107
 Guise, p. 56

H

Hachon, p. 168
 Hachon, Édouard, p. 168
 Hannonet, Charles Jean-Baptiste, p. 51
 Hanoteau, Charles, p. 61

Hanoteau, Henri, p. 61
 Harlé d'Ophove, p. 65
 Harmel, p. 34, 140, 169
 Harmel, Léon, p. 140-141 (I), 165
 Harmel-Chalamel, p. 140, 169
 Harmel-Tranchart, p. 140
 Heidsieck, p. 34
 Heidsieck-Henriot, Charles, p. 169
 Henri IV, p. 2, 162
 Henrion, p. 137, 167
 Henriot, Nicolas, p. 37
 Henry, p. 161
 Herbin, p. 42
 Hirlot, Oscar, p. 42
 Holden, Jonathan, p. 36-37
 Holste, Max, p. 131
 Hoppenot (frères), p. 164-165
 Hotte, Gérard, p. 75
 Houillé, p. 61
 Hubinet, p. 83
 Huet, Bernard, p. 53
 Huguenot (frères), p. 108-109
 Hummel, p. 151
 Huot, p. 34-35, 42

J

Jacob, p. 42
 Jacottin, p. 66
 Jacquemart, p. 30 (I)
 Jacquemin, p. 14
 Jacquesson, p. 77, 80, 88-89, 111, 161
 Jacquesson, Adolphe, p. 88-89
 Jacquesson, Claude, p. 89
 Jacquesson, Ernest, p. 89
 Jacquesson, Eugène, p. 89
 Jacquesson, Mémme, p. 88-89
 Jacquet, Joseph, p. 37
 Jacquuin, p. 41
 Jallier, p. 31
 Janer, p. 81
 Jarry, p. 98-99
 Jaulmes, Gustaves, p. 145
 Jaunay, Louisa, p. 89
 Jeanmoujin, Renée, p. 163
 Jémot, Gustave, p. 146-147
 Jobert-Lucas, Pierre-Marie, p. 36-37
 Joffroy, p. 42-43
 Jofre, p. 81
 Joly, p. 19
 Joseph, p. 135
 Jouët (Perrier-Jouët), p. 160
 Journé, p. 43
 Juglar, E., p. 89
 Juglar, Félix, p. 89

K

Klopfstein, Charles de, p. 101
 Koecklin, p. 42
 Kuntz, Renée, p. 162
 Krug, Jean-Joseph, p. 89

L

La Rochefoucauld, duc de, p. 22
 Labauche, Jean, p. 28, 30 (I)
 Lacaille, p. 34-35



Index

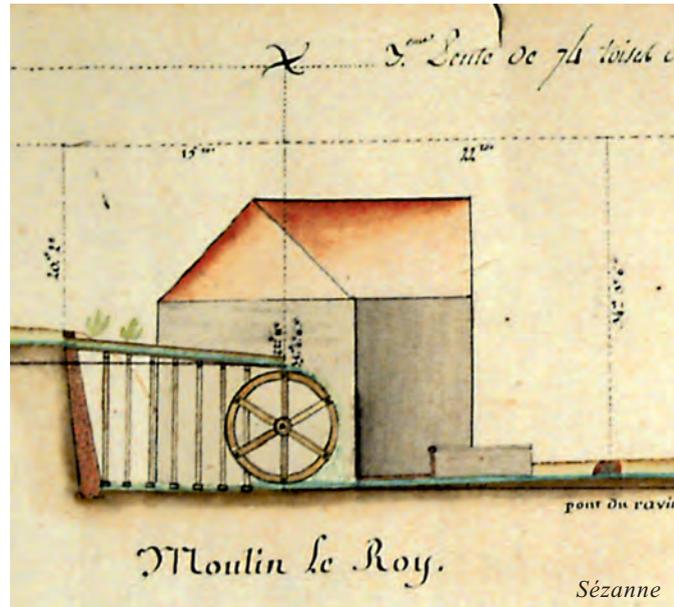
- Lacaille, Ernest, p. 34
Lachapelle, p. 36
Lacoste, G., p. 73
Lainé, p. 34-35
Laisné, p. 51
Lalique, René, p. 145
Lallemant, Jacques, p. 98
Lallemant, Joseph, p. 98
La Meslée, Martin, p. 130
Lamotte, p. 42
Lamy, p. 87
Lang, p. 52
Lange, p. 42
Latham, p. 131
Laurent, Ernest, p. 145
Lebocey, Georges, p. 41, 43
Leclanché, p. 42
Leclerc, Henri-Louis, p. 96
Lee, William, p. 40
Lefèvre, p. 43
Legrand, Ernest, p. 113
Lelarge, p. 37
Lemaire, p. 81
Lemaire, p. 137
Lemaire, p. 167
Lemaire, René, p. 147
Lemblin-Armant, p. 162
Leneveu (Capitaine), p. 20
Léon XIII, p. 141, 167
Lequeux, p. 88
Lequeux-Lecat, p. 89
Lesage, Étienne, p. 92
Lessieux, p. 34
Levy-Alphandery, Georges, p. 45
Linard, p. 40
Lions, J.-B., p. 42
Loucheur, p. 147, 151
Louis-Philippe, p. 60, 107
Louis XV, p. 84
Louis XVI, p. 90
- M**
Maigret, de (frères), p. 84, 161
Mannequin, p. 42
Manoir, du, p. 65
Maquet, p. 34
Marcadet, Arthur Paulin, p. 158-159
Marcadet, Fernand, p. 158
Marcadet, Michel, p. 158
Marçq, Benoît, p. 101
Marivetz, baron de, p. 105
Marcout, Charles, p. 99
Maré, p. 135
Marlier, Claude, p. 135
Marquot, Alexis, p. 104
Marquot, Gustave, p. 105
Marquot (Veuve), p. 104 (I)-105
Martin, p. 35
Martin, Arthur, p. 135
Martin, Oscar-Edgar, p. 34-35
Martin, René, p. 35
Marvingt, Marie, p. 130
Mathieu, p. 42
Mauchauffée, p. 42-43
Maujean, p. 97
- Maurey, p. 151
Mauroy, Charles, p. 92
Meffroy, Florentin, p. 113
Mège, p. 98
Mélin, Jeanne-Alexandrine (Veuve Pommery), p. 82-83 (I)
Menu, Henri, p. 145
Mercier, p. 84-85
Mercier, Eugène, p. 81, 84-85 (I), 160
Mialaret, Marie-Georges, p. 55
Michel, Gabriel, p. 97
Micheville, p. 63
Mignon, p. 61
Mignot, Édouard, p. 93
Miot, p. 66
Moët, p. 81, 84, 85, 161
Montagnac, p. 29
Moreau, p. 42
Moreau, Mathurin, p. 106-107
Moynet, Léon, p. 113
Muller, Jean-Pierre, p. 129
- N**
Napoléon, p. 97
Napoléon III, p. 85, 89, 107
Néouze, p. 37
Neuflize, p. 33, 138
Nicolas II, p. 130
Nicot, Henri, p. 113
Nicot, Honoré, p. 113
Nicot, René, p. 113
Noiret, Hyppolyte, p. 34
Noiret, Octave-Hippolyte, p. 34 (I)-35
Noiret-Chaigneau, p. 34
- O**
Oberlack, Thérèse, p. 87
Oller, p. 81
Ollivier, p. 98
Ollivier, François, p. 98
Ortiz, Louis, p. 78-79 (I)
Ortiz, Luis, p. 78-79
- P**
Paignon, p. 28, 30
Parent Schaken, p. 124
Parpaite, Marie (épouse Bernard), p. 96
Paté (Veuve), p. 34
Penthièvre, duc de, p. 99
Perrier, p. 84, 88-89, 111, 160
Perrier, A., p. 89
Perrier, B., p. 89
Perrier, Charles, p. 160
Perrier, Eugène, p. 88
Perrier, Joseph, p. 88-89
Perrier, Joseph (fils), p. 88
Perrier, Laurent, p. 88
Perrier, Nicolas, p. 160
Perriet-Jouët, p. 160
Pétie, p. 42
Petitjean, p. 103
Pie X, p. 141
Pienat, p. 42
Pierrard-Armengaud, Eugène, p. 37
- Pierrard-Bourlet, Émile, p. 37
Pierrard-Parpaite, Jules, p. 37
Plard, René, p. 163
Plomb (frères), p. 84, 160
Plüss-Staufner, p. 111
Poiré, p. 116
Polignac, Louise marquise de, p. 82, 161
Polignac, Melchior marquis de, p. 82
Pol-Roger, p. 84-85, 160
Pommery, p. 81-82, 161
Pommery (Veuve), p. 82-83
Porcher, p. 135
Poron, p. 42-43
Portevin, Hippolyte, p. 93
Potoine, Jean-Baptiste, p. 51
Poulain, César, p. 37
Poulet, p. 34
Pouillot, Jules, p. 37
Poupart, p. 28, 30 (I)
Poupart, Abraham, p. 28
Poupart de Neuflize, Jean Abraham, p. 31, 140
Prats, p. 81
Protais-Pidoux, p. 98-99
- Q**
Quenault, p. 131
Quesnay, p. 22
Quinquarlet, Henri, p. 42
- R**
Rabanis, p. 42
Raguet, Paul, p. 42
Rappeneau, p. 88
Raulin, p. 29
Ravalée, Paul, p. 42
Redont, Édouard, p. 161
Regley, p. 42-43
Renault, p. 43
Renson d'Hercule, p. 52
Renson d'Hercule, Engelbert, p. 52-53 (I)
Richelieu, p. 28
Rigoley, René, p. 42
Rogelet, Victor, p. 37
Roizard, A., p. 42
Ronnet, Adolphe, p. 167 (I)
Ronnet, Eugène, p. 137
Ronnet, François-Adolphe, p. 136-137 (I)
Ronnet, Justine-Élisa, p. 137
Ronnet, Pierre, p. 137
Ronnet, Robert, p. 137
Ronnet, Thomas, p. 137
Ronnet (Veuve), p. 167
Rothier, Émile, p. 150
Rothier, Élisabeth, p. 150
Rouillard, p. 107
Rouquet, Maurice, p. 135
Rousseau, p. 28
Rousseau, p. 48
Rousseau, Adolphe, p. 167
Rousseau, Denis, p. 31
Routit, Guilbert, p. 19
Rovira, p. 80
Royer, Louis, p. 37
Royer (Madame), p. 109
- Royer-Houzelot, p. 65
Rozet, p. 168
Rozet, Jules, p. 59 (I)
Rutté, p. 151
- S**
Sachs, de, p. 103
Sagrera, p. 81
Saint-Exupéry, Antoine de, p. 130
Sangnier, Marc, p. 147
Sarlin, p. 37
Sassot, Léon-Gustave, p. 72-73
Sassot, Paul-Just, p. 72-73
Sassot, Pierre-Just, p. 72
Schneider, p. 167
Selmersheim, Tony, p. 82
Simon, p. 30 (I)
Simon, Jacques, p. 101, 145
Simonnet, Gaston, p. 108
Sirvin, p. 151
Sommer, Alfred, p. 33, 138-139
Sommer, François, p. 33, 138-139
Sommer, Pierre, p. 33, 138
Sommer, Raymond, p. 33, 138
Sommer, Roger, p. 33, 130-131 (I), 138
Soufflet, p. 74-75
Suchetel, Auguste, p. 113
- T**
Taffin, p. 167
Taffin-Dillies, Léon, p. 137, 167
Tassigny, de, p. 103
Teisset, p. 20-21
Teisset (Veuve Brault-Chapron), p. 73
Ténot, André, p. 22
Ternaux, Guillaume, p. 28, 31, 36-37
Texier, p. 140
Thévenot, Alfred Anatole, p. 147
Thevenot, p. 42
Thiollier, Emma, p. 145
Titeux, Camille, p. 135
Touidoire, Maurice, p. 85
Toussaint, Ernest, p. 113
Tranchart, p. 140
Tréfousse, Jules (ou Dreyfus, Jules), p. 44-45
Turgot, p. 22
Turpin (Goulet-Turpin) p. 92-93 (I)
- V**
Valton, p. 164
Vanderbach, François-Auguste, p. 150-151
Vasnier, Henri, p. 83
Vathaire, de, p. 166
Venoge, de, p. 84
Veith, Pierre, p. 75-76
Villeminot-Huard, Barthélémy, p. 37
Villiers, Roger de, p. 145
Vin, p. 161
Violet, p. 48
Viollet-Le-Duc, p. 89
Viry, Jules, p. 168
Vitoux, p. 42, 161
Voisin, p. 130
- Voisin, Yvonne, p. 144
Vranken, p. 160
- W**
Walbaum, Auguste, p. 37
Warnier-David, Jules-Désiré, p. 37
Wautier, p. 168
Wautier, Sébastien, p. 168
Werner Geldermann, Jean Joseph, p. 87
Wright (frères), p. 131, 138
- X**
Xatar, p. 81
- INDEX des lieux**
(le I entre parenthèses signale une illustration)
- 51**
Anglure, p. 12 (I)
Aÿ, p. 81, 86-87(I)
Bazancourt, p. 90
Bétheny, p. 93, 130
Bois d'Épense, p. 96 (I)-97
Boursault, p. 160-161
Bouy, p. 130
Brimont, p. 103
Broyes, p. 18
Brusson, p. 117 (I)
Chaintrix, p. 13 (I)-14
Châlons-en-Champagne, p. 22 74, 76-77 (I), 88-89, 91, 110, 120 (I)-121, 138, 161 (I)
Châlons-sur-Marne, p. 89, 111
Chenay, p. 103
Cheppes-la-Prairie, p. 111
Chigny-les-Roses, p. 83
Condé-sur-Marne, p. 120-121 (I)
Connantre, p. 90-91 (I)
Cormontreuil, p. 37
Courcy, p. 102 (I)-103 (I), 131
Courlandon, p. 14
Couvrot, p. 110, 116-117 (I)
Cumières, p. 116
Dizy/Cité Magenta, p. 147 (I)
Épernay, p. 74, 80-81(I), 84 (I)-85, 88, 90, 103, 116, 126, 146-147, 160 (I)
Épernay/Cité des Jancelins, p. 146 (I)-147 (I)
Épernay/Cité Lemaire, p. 147 (I)
Fagnières, p. 89
Fismes, p. 90-91
La Neuville, p. 102-103 (I)
Loivre, p. 90, 102-103
Magenta, p. 88
Marcilly-sur-Seine, p. 118-119
Marigny, p. 148
Mourmelon, p. 130-131
Omey, p. 111
Pargny-sur-Saulx, p. 108 (I)-109, 167 (I)
Petit-Bétheny, p. 93

- Petit-Fagnières, p. 88-89
 Pogny, p. 111
 Pringy, p. 75
 Reims, p. 14, 31, 34, 36, 37, 71, 74-75-76-77, 80 (I)-81-82 (I), 92 (I)-93 (I), 100-101-102-103, 120, 127, 130 (I)-131, 140, 144-145, 161, 165, 169
 Reims/Cité-jardin du Chemin Vert, p. 144 (I)-145 (I)
 Reims/Cité-jardin Trois Fontaines, p. 145
 Sainte-Menehould, p. 90, 96
 Saint-Germain-la-Ville, p. 110 (I)-111
 Saint-Hubert, p. 19
 Sermaize(-les-Bains), p. 90-91 (I)
 Sézanne, p. 18-19 (I), 72, 148, 162, 165
 Sillery, p. 90
 Sommepy, p. 75
 Soulanges, p. 101, 110 (I)
 Thil, p. 103
 Tours-sur-Marne, p. 88
 Trigny, p. 103
 Vaudemange, p. 121
 Verdey, p. 19
 Vertus, p. 88
 Vitry-le-François, p. 70 (I), 75, 110, 116-117 (I)-118
 Warmeriville, p. 34, 140-141, 165 (I), 169 (I)
 Warmeriville/Cité du Bon-Père, p. 141
 Warmeriville/Cité Camus, p. 141
 Warmeriville/Cité Florentin, p. 141
 Warmeriville/Cité Jeanne-d'Arc, p. 141
 Warmeriville/Cité Malakoff, p. 141
 Warmeriville/Cité Sainte-Virginie, p. 141
 Warmeriville/Cité Saint-Joseph, p. 141
 Warmeriville/Cité Saint-Paul, p. 141
 Warmeriville/Val des Bois, p. 140 (I)-141 (I), 165
- 08**
- Alland'huy, p. 13
 Ambly, p. 168
 Angecourt, p. 140, 152
 Attigny, p. 90
 Balan, p. 152
 Bazeilles, p. 31
 Bogny-sur-Meuse, p. 134, 152, 158
 Bogny-sur-Meuse/La Grosse Boutique, p. 134 (I)
 Boulzicourt, p. 74, 140, 169 (I)
 Boutancourt, p. 51
 Braux, p. 152, 158
 Brévilley, p. 165 (I)
 Carignan, p. 13 (I)
 Charleville, p. 50, 52, 74-75, 90, 127, 152-153
 Charleville-Mézières, p. 158
 Château-Regnault, p. 50, 152, 158
 Cheveuges, p. 152
 Chooz, p. 25 (I)
 Donchery, p. 51
 Douzy, p. 131
 Écordal, p. 13 (I)
 Flaba, p. 136
 Flize, p. 51
 Fouilly, p. 34
 Fumay, p. 48-49, 74
 Givet, p. 25, 122, 142 (I)-143 (I), 156
 Givet/Cité Claude Reynaud, p. 143
 Givet/Cité Constructions nouvelles, p. 143
 Givet/Cité Joseph Gillet, p. 143
 Givet/Cité Plançon, p. 143
 Givonne, p. 152
 Goutelle, p. 50
 Haraucourt, p. 152
 Haybes, p. 49, 74
 Illy, p. 152
 La Cassine, p. 28 (I), 51
 La Neuville-lès-Wasigny, p. 140
 Lamécourt, p. 28 (I)
 Le Chesne, p. 101, 122
 Levrézy, p. 158
 Liry, p. 136
 Lonny, p. 13, 74
 Louvergny, p. 34
 Louviers, p. 31
 Malmy, p. 122 (I)
 Margut, p. 74
 Mézières, p. 20-21, 54-55, 136
 Mohon, p. 126-127 (I), 168-169 (I)
 Montgon, p. 122-123 (I)
 Monthermé, p. 152 (I)-153 (I)
 Monthermé-Deville, p. 49, 101
 Montigny, p. 13
 Montvilliers, p. 31(I)
 Moraimont, p. 52
 Mouzon, p. 28 (I), 33, 50, 131, 138-139
 Mouzon/Cité des Cadres, p. 139 (I)
 Mouzon/Cité Cinéma, p. 139
 Mouzon/Cité Gabella, p. 139
 Mouzon/Cité Jeanne d'Arc, p. 138 (I)-139
 Mouzon/Cité Nègre, p. 139
 Mouzon/Cité du Parc de la Fonderie, p. 139
 Mouzon/Cité la Polonaise, p. 139
 Neufelize, p. 31, 34-35
 Neufmanil, p. 152
 Neuvizy, p. 34
 Noyers-Pont-Maugis, p. 137
 Noyers-Thelonne, p. 137
 Oignies, p. 49
 Poix, p. 13
 Pont-à-Bar, p. 122
 Prix-les-Mézières, p. 13
 Raucourt, p. 110-111 (I), 126 (I), 136
 Remilly, p. 152
 Remilly-Allicourt, p. 131
 Rethel, p. 34 (I)-35, 90, 123 (I), 152
 Revin, p. 24, 134-135 (I)
 Revin/Cité Faure, p. 135 (I)
 Revin/Cité d'Orzy, p. 135 (I)
 Revin/Cité Paris-Campagne, p. 135 (I)
 Rimogne, p. 48-49, 74, 162, 164, 167-168 (I)
 Saint-Germainmont, p. 90
 Saint-Louis-sur-Meuse, p. 48
 Saint-Marceau, p. 169
 Saint-Nicolas-les-Mazures, p. 24 (I)
 Sault-lès-Rethel, p. 168
 Sedan, p. 28-29-30-31-32-33, 52, 74, 127, 136, 152, 156
 Sedan/Pont-Maugis, 136 (I)-137, 167 (I)
 Semoy, p. 50
 Semuy, p. 122 (I)
 Signy-l'Abbaye, p. 34, 140-141, 169 (I)
 Thelonne, p. 136-137
 Thilay, p. 152
 Thumécourt, p. 52
 Vendresse, p. 51 (I)
 Villers-Cernay, p. 152
 Vivier-au-Court, p. 52 (I), 152, 156
 Vouziers, p. 122
 Vrigne-aux-Bois, p. 51 (I)-52, 134 (I)
- 52**
- Allichamps, p. 168 (I)
 Aprey, p. 98, 105
 Arc-en-Barrois, p. 15, 23
 Auberive, p. 105
 Baissey, p. 12 (I)
 Balesmes, p. 118
 Bayard, p. 15, 106
 Bayard-sur-Marne, p. 58 (I)
 Biesles, p. 67
 Brousseval, p. 60
 Bussy-Vecqueville, p. 107
 Chalindrey, p. 127
 Chamouilley, p. 57 (I)
 Chaumont, p. 44-45, 67, 71, 117, 119, 124 (I)-125 (I), 136
 Chevillon, p. 61
 Cirey-sur-Blaise, p. 56 (I)
 Cousances, p. 58-59 (I), 164 (I)
 Crenay, p. 44
 Culmont, p. 127
 Culmont-Chalindrey, p. 127 (I)
 Domartin-le-Franc, p. 56-57, 59
 Donjeux, p. 57 (I), 62, 118
 Écot-la-Combe, p. 56 (I)
 Giey-sur-Aujon, p. 75, 99
 Heuilley-Cotton, p. 118
 Hûmes, p. 76
 Joinville, p. 74, 76
 Jonchery, p. 131
 Is-en-Bassigny, p. 67
 Langres, p. 14, 66-67, 99, 118-119, 125 (I)
 Leffonds, p. 57 (I)
 Louvrières, p. 116
 Lusy-sur-Marne, p. 66
 Marnaval, p. 62 (I)-63 (I), 166 (I)
 Melleville, p. 14 (I)
 Nogent-en-Bassigny, p. 66-67
 Orge, p. 12 (I), 16 (I)-17 (I)
 Osne-le-Val, p. 60 (I)-61 (I), 106-107
 Pont-à-Mousson, p. 58
 Rachecourt, p. 62
 Rennepont, p. 74
 Rimaucourt, p. 168 (I)
 Rochevilliers, p. 57 (I)
 Rouelles, p. 104-105
 Saint-Dizier, p. 59, 62, 74 (I), 76, 78 (I)-79, 106 (I)-107, 116, 118, 127, 162, 164, 166, 168 (I)
 Saint-Dizier/Clos Mortier, p. 62, 164
- Saint-Martin-les-Langres, p. 14-15 (I)
 Sarrey, p. 67
 Sommevoire, p. 61, 107
 Thonnance-les-Moulins, p. 60
 Vecqueville, p. 107
 Vigne-la-Côte, p. 74
 Vignory, p. 96
 Villiers-sur-Marne, p. 14 (I)
 Wassy, p. 56, 61-62, 101
- 10**
- Aix-en-Othe, p. 38
 Arcis-sur-Aube, p. 38, 74-75
 Barberey, p. 119 (I)
 Bar-sur-Aube, p. 78, 104
 Bar-sur-Seine, p. 119
 Bayel, p. 104 (I)-105
 Brienne-le-Château, p. 70 (I)
 Chappes-sur-Seine, p. 14
 Clairvaux, p. 64
 Crenay, p. 44
 Crespy, p. 109
 Eaux-Puiseaux, p. 75
 Eclance, p. 109
 Épothémont, p. 109 (I)
 Estissac, p. 38 (I)
 Fontaine-les-Grès, p. 38, 148 (I)-149 (I)
 La Chapelle-Godefroy, p. 72
 La-Chapelle-Saint-Luc, p. 74, 128-129 (I)
 La Ferté-Gaucher, p. 72
 La Giberie, p. 109
 Les-Maisons-Blanches, p. 119
 Maizières-lès-Brienne, p. 109
 Méry-sur-Seine, p. 75, 119
 Nogent-sur-Seine, p. 25 (I), 72 (I)-73 (I)-74-75
 Polisy, p. 75
 Provins, p. 19
 Romilly, p. 38-39
 Romilly-sur-Seine, p. 72, 126 (I), 161 (I)
 Saint Bernard, p. 64(I)-65 (I)
 Sainte-Savine, p. 42-43, 150 (I)-151 (I)
 Saint-Martin-ès-Vignes, p. 41
 Soulaimes, p. 109 (I)
 Troyes, p. 14, 28, 38, 40-41-42-43, 74, 76, 92-93 (I), 111, 118-119, 128 (I)-129, 148, 151, 161 (I)-162 (I)-163-164 (I)
 Troyes/Cité Benoît Malon, p. 151
 Troyes/Cité-jardin Blanqui, p. 151(I)
 Troyes/Cité Jules Guesde, p. 151
 Troyes/Villa Courtaalon, p. 150
 Troyes/Villa Moderne, p. 150
 Troyes/Villa Petit-Germain, p. 150
 Troyes/Villa Rothier, p. 150 (I)
 Troyes/Villa Vanderbach, p. 150 (I)-151(I)
 Venduvre-sur-Barse, p. 112 (I)-113
 Ville-sous-la-Ferté, p. 110
- Angers, p. 22
 Annonay, p. 45
 Arthenay, p. 130
 Auteuil, p. 151
 Beaucaire, p. 99
 Berry-au-Bac, p. 120, 122
 Blesmes, p. 127
 Champigneulle, p. 96
 Chartres, p. 20, 73
 Clermont-en-Argonne, p. 96
 Cluny, p. 22
 Cologne, p. 87
 Dijon, p. 127
 Dunkerque, p. 117
 Froidos, p. 96
 Gray, p. 127
 Grenoble, p. 44-45, 143
 Issy-les-Moulineaux, p. 130
 Laon, p. 101-102-103, 166
 Lavoye, p. 96
 Le Creusot, p. 167
 Les Islettes, p. 96, 101-102
 Levallois, p. 55
 Levallois-Perret, p. 20-21
 Liancourt, p. 22
 Lacey-sur-Vingeanne, p. 118
 Lille, p. 22
 Limoges, p. 99
 Longwy, p. 136
 Lunéville, p. 44
 Lyon, p. 56, 127, 143
 Marseille, p. 117, 127
 Maxilly-sur-Saône, p. 117
 Mayence, p. 41, 87
 Millau, p. 44
 Mulhouse, p. 104, 127
 Nancy, p. 24, 56, 127
 Nice, p. 14
 Paris, p. 16, 19, 22, 34-35-36, 51, 55-56, 60-61-62, 76-77, 81, 84-85, 104, 107 (I), 113, 116, 124, 126-127, 146, 148
 Pau, p. 130
 Pierrefonds, p. 55
 Pierrepont, p. 138
 Pocé, p. 61
 Poitiers, p. 35
 Rarécourt, p. 96
 Ratisbonne, p. 97
 Roubaix, p. 32, 167
 Rouen, p. 98
 Silvançe, p. 96
 Sceau, p. 98
 Sens, p. 75
 Strasbourg, p. 76, 84-85, 98, 116, 126
 Saint-Jumien, p. 45
 Sens, p. 41
 Thionville, p. 127
 Toulouse, p. 22
 Toury, p. 130
 Troussey, p. 122
 Valenciennes, p. 127
 Vezon, p. 167
 Vitry-sur-Seine, p. 142
 Waly, p. 96
- Autres en France**
- Aix-en-Provence, p. 22
 Albi, p. 152



Crédits photographiques

185



Crédits photographiques

Se reporter aux pages de l'ouvrage, sauf :

Têtes de chapitre

Toutes les photographies qui illustrent les pages impaires des têtes de chapitre sont de Didier Lebrun, à l'exception de la page 133 (A. Sauer)
Pour les crédits photographiques des pages paires des têtes de chapitre, se reporter aux pages du chapitre concerné, sauf : p. 10, cliché n°6 (Ville de Nogent-sur-Seine) ; p. 26, cliché n°2 (D. Lebrun) et cliché n°4 (A. Sauer) ; p. 68, cliché n°1 (musée Le Vergeur, Reims), cliché n°3 (A. Sauer) et cliché n°4 (M. Morais) ; p. 94, cliché n°2 (J.-M. Pinchedez), cliché n°3 (A. Sauer) et cliché n°6 (D. Henry) ; p. 154, cliché n°6 (A. Sauer).

Documents transmis par la Direction régionale des affaires culturelles :

p. 13, la papeterie de Chaintrix (cliché J. Philippot, copyright 1998, Inventaire général ADAGP) ; p. 30, le plan du Dijonval à Sedan (cliché J.-C. Stamm, copyright 1984, Inventaire général ADAGP) ; p. 51, la forge de Vrigne-aux-Bois (cliché J.-C. Stamm, copyright 1987, Inventaire général ADAGP) ; p. 56, le bâtiment du haut-fourneau de Cirey-sur-Blaise (cliché J. Philippot, copyright 1995, Inventaire général ADAGP) ; p. 57, la fonderie de Chamouilley (cliché J. Philippot, copyright 1995, Inventaire général ADAGP) ; p. 57, la forge de Rochevilliers à Leffonds, (cliché J. Philippot, copyright 1995, Inventaire général ADAGP) ; p. 57, la forge domaniale de Donjeux (cliché J. Philippot, copyright 1995, Inventaire général ADAGP) ; p. 58, l'ancienne fonderie de Bayard (cliché J. Philippot, copyright 1995, Inventaire général ADAGP) ; p. 59, le haut-fourneau de Dommartin-le-Franc (cliché J. Philippot, copyright 1995, Inventaire général ADAGP) ; p. 60, l'usine du Val-d'Osne (cliché J. Philippot, copyright 1995, Inventaire général ADAGP) ; p. 85, la tour publicitaire de Castellane, Épernay (cliché J. Philippot, copyright 1994, Inventaire général ADAGP) ; p. 103, la verrerie de Courcy depuis le canal (cliché L. Grasset, copyright 1988, Inventaire général ADAGP) ; p. 127, la rotonde de Mohon (cliché J. Philippot, copyright 1997, Inventaire général ADAGP).

Pour toutes les photos extraites des **Archives départementales de la Haute-Marne** : copyright Conseil général de la Haute-Marne



Introduction

Remerciements	page 02
Préface du président de Région	page 03
Préface du recteur de l'académie	page 03
Le patrimoine industriel, un outil pour comprendre le passé et agir au présent	page 04
Genèse d'une nouvelle discipline	page 04
Problématiques et concepts appliqués à un territoire : la Champagne-Ardenne	page 06
Notes d'introduction	page 09

Energies, entre tradition et modernité

Les eaux vives	page 12
L'eau et le livre	page 14
La fleuristerie d'Orges	page 16
Le ru des Auges à Sézanne	page 18
De l'eau pour la Macérienne	page 20
Machines hydrauliques, machines à vapeur	page 22
Saint Nicolas, Chooz et Nogent/Seine	page 24

Textile et cuir, la gloire passée

La manufacture sedanais	page 28
Les châteaux usines de Sedan	page 30
Point de Sedan, feutre de Mouzon	page 32
Rethel et la vallée de la Suipe	page 34
La laine à Reims	page 36
La bonneterie auboise	page 38
Des hommes, des machines	page 40
La bonneterie troyenne	page 42
La ganterie de Chaumont	page 44

Mines et métallurgie, une valeur ancienne

L'ardoise, de Fumay à Rimogne	page 48
La métallurgie ardennaise	page 50
L'industrie dans la vallée	page 52
La Macérienne	page 54
La forge domaniale	page 56
Fonderie en Haute-Marne	page 58
Le Val d'Osne	page 60
Marnaval	page 62
Les forges de Clairvaux	page 64
Couteaux et ciseaux de Nogent	page 66

L'agroalimentaire, la richesse toujours renouvelée

Les entrepôts de la richesse	page 70
Les grands Moulins de Nogent	page 72
Des boissons populaires	page 74
La Comète à Châlons	page 76
Les glaces de l'entracte	page 78
Le champagne, incomparable !	page 80
Pommery, une femme, un style	page 82
Avenue de champagne	page 84
Deutz, une saga internationale	page 86
Le champagne oublié	page 88
Défunes sucreries	page 90
Les magasins à succursales	page 92

La flamme incertaine des arts du feu

Les Islettes	page 96
Apprey, les Auges	page 98
Verrerie rémoise	page 100
Verreries autour de Reims	page 102
Le Bayel et Rouelles	page 104
La fonte d'art	page 106
Tuileries et briqueteries	page 108
Les fours à chaux	page 110
La fabrique des saints	page 112

Une région ouverte

La batellerie à Vitry-le-François	page 116
Canaux de la Marne et de la Seine	page 118
Condé, carrefour fluvial	page 120
Le canal des Ardennes	page 122
Ouvrage d'art en Haute-Marne	page 124
Patrimoine ferroviaires	page 126
Rotondes de la Chapelle Saint Luc	page 128
Baptêmes de l'air	page 130

page 68

Maisons, cités et villages

De la caserne à la cité	page 134
Pont-Maugis	page 136
Mouzon	page 138
Un béguinage industriel	page 140
Cités de la soie	page 142
Le Chemin Vert	page 144
Cités ouvrières d'Épernay	page 146
Fontaine les Grès	page 148
Villas et cités de troyes	page 150
Coopératives des Ardennes	page 152

Châteaux et églises de l'industrie

Un châteaux en Ardennes	page 156
La Villa Marcadet	page 158
Belles demeures et châteaux	page 160
Fêtes de la bonneterie	page 162
Dieu à l'usine	page 164
les églises du travail	page 166
Vivre dans la mémoire	page 168

Conclusion

Quel avenir pour le patrimoine industriel	page 170
de Champagne-Ardenne	page 170
Bibliographie	page 172
Index	page 182
Crédits photographiques	page 185
Table des matières	page 186



Table des matières



IMPRIMERIE
**le réveil
de la
marne**

Achévé d'imprimer
par l'imprimerie « Le Réveil de la Marne »
4 rue Henry Dunant - B.P. 120 - Épernay cedex

**Centre Régional de Documentation Pédagogique
de Champagne-Ardenne**

17 boulevard de la Paix
51100 Reims

Directeur de la publication : Jacques Martin

Dépôt légal : 4^e trimestre 2005

ISSN en cours

ISBN : 2-86633-418-3

Référence : 510 00B 43

Tous droits de reproduction réservés.



Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne

Les racines de la modernité

Prenons donc comme axiome que le patrimoine industriel ne sera plus détruit dorénavant, comme il l'a été pendant les trente années écoulées. Il reste malgré tout un patrimoine menacé, en premier lieu par l'intérêt même que quelques-uns lui portent. Maintenus en totalité ou partiellement, les architectures issues de l'industrie sont trop souvent vues comme des volumes et des espaces à réutiliser, sur lesquels l'architecte contemporain laissera sa marque. Devant ces réalisations, rien, pas même le moindre cartel, ne rappelle la destination passée de l'édifice. Le patrimoine, travesti, trahi, est frappé d'ignorance et condamné à l'oubli dans les plus brefs délais. À côté de ces exemples à ne pas suivre, la Champagne-Ardenne nous offre malgré tout un inventaire d'actions possibles.

Prix : 40 €
ISSN : en cours
ISBN : 2-86633-418-3
Référence : 510 00 B43

